

**Finances publiques**  
**Master en administration publique**  
Université libre de Bruxelles  
Année académique 2020-21



Chapitre II-C Les dépenses publiques

Benoît Bayenet

Email : [bbayenet@ulb.ac.be](mailto:bbayenet@ulb.ac.be)

Site : <http://www.bayenet.be>

1

## B. Les dépenses publiques

### Plan

1. Budget général des dépenses de l'Etat fédéral ou budget des dépenses de l'Administration générale (principes, organisation, etc.)
2. Notions de finances publiques européennes
3. Notions de finances de la Sécurité sociale
4. Economie des finances publiques
  1. Evolution des finances publiques et comparaisons internationales
  2. Théories expliquant l'évolution des dépenses publiques



## 1. Le budget général des dépenses

- ▶ (depuis 1990) un seul budget général des dépenses reprenant toutes les dépenses budgétaires de l'Etat
- ▶ une fois voté par la Chambre des représentants, le budget général des dépenses prend la forme d'une loi
- ▶ la loi budgétaire se compose **de deux parties** :
  - ✍ **le dispositif de la loi** = texte qui autorise le gouvernement à procéder aux dépenses. Il comprend l'ensemble des dispositions nécessaires au fonctionnement de l'administration
  - ✍ **les tableaux budgétaires** qui présentent de manière détaillée les dépenses prévues/les crédits octroyés



- ▶ **Objectifs complémentaires du budget général des dépenses** :
  - ✍ fixer les conditions liées à certaines dépenses
  - ✍ donner une base légale aux subsides facultatifs (pas de loi/décret)
  - ✍ autoriser des dérogations aux dispositions générales (par des cavaliers budgétaires)
  - ✍ soumettre au vote du Parlement le budget d'autres services
  - ✍ reprendre les tableaux des fonds d'attribution et de restitution
- ➡ **Budget général des dépenses** = estimation et autorisation détaillée par programme de toutes les dépenses que le gouvernement souhaite effectuer au cours de l'année budgétaire

Contrairement au budget des Voies et Moyens, le projet de budget général des dépenses n'est pas examiné exclusivement en Commission des Finances et du budget ➡ autres commissions : rapport à la Commission des Finances et du Budget sur les articles de la loi et les programmes qui les concernent.

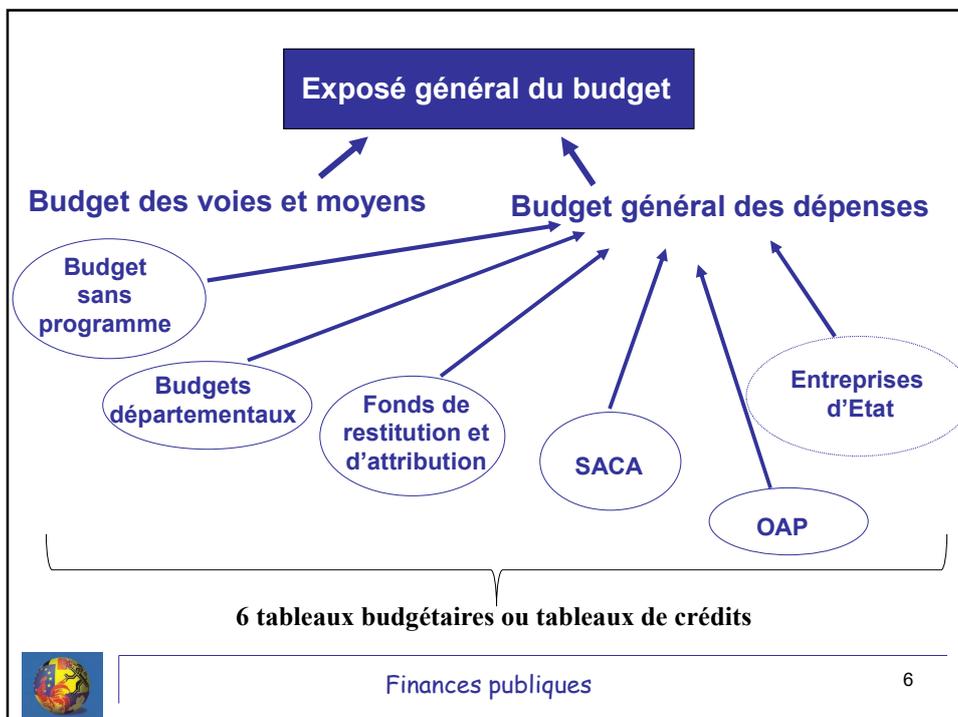
Exemple : la Commission de la Justice émet un avis sur tous les articles de la loi et les programmes de la section 12 SPF Justice.



DOC 54 3294/001		3		DOC 54 3294/001	
INHOUD		SOMMAIRE			
TOELICHTING		EXPOSE			
1. Algemene inleiding	5	1. Introduction générale	5	4. Begrotingen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie	547
2. Verantwoording van de wettelijke bepalingen	12	2. Justification des dispositions légales	12	5. Begrotingen van de administratieve openbare instellingen	618
<b>I. WETSONTWERP</b>		<b>I. PROJET DE LOI</b>			
Hoofdstuk 1 – Algemene bepalingen	75	Chapitre 1 - Dispositions générales	75	1. Regie der Gebouwen	620
Hoofdstuk 2 – Bijzondere bepalingen van de departementen	83	Chapitre 2 - Dispositions particulières des départements	83	2. Federaal Planbureau	629
Hoofdstuk 3 – Raming van de middelen van de organieke oprichtingsfondsen	165	Chapitre 3 - Estimation des moyens des fonds budgétaires organiques	165	3. Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen	631
Hoofdstuk 4 – Terugbetalings- en toewijzingsfondsen	165	Chapitre 4 - Fonds de restitution et d'attribution	165	4. Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers	636
Hoofdstuk 5 – Administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie	165	Chapitre 5 - Services administratifs à comptabilité autonome	165	5. Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten	641
Hoofdstuk 6 – Administratieve openbare instellingen met ministerieel beheer	166	Chapitre 6 - Organismes administratifs publics à gestion ministérielle	166	6. Federaal Agentschap van de Schuld	645
<b>II. TABELLEN GEVOEGD BIJ DE WET</b>		<b>II. TABLEAUX ANNEXES A LA LOI</b>			
1. Dotaties en departementale begrotingen 2019		1. Dotations et budgets départementaux 2019			
01. Dotaties en activiteiten van de Koninklijke Familie	171	01. Dotations et Activités de la Famille Royale	171		
02. FOD Kanselarij van de Eerste Minister	181	02. SPF Chancellerie du Premier Ministre	181		
03. FOD Budget en Beheerscontrole	195	03. SPF Budget et Contrôle de la Gestion	195		
04. FOD Personeel en Organisatie	200	04. SPF Personnel et Organisation	200		
05. FOD Informatie- en Communicatietechnologie	205	05. SPF Technologie de l'Information et de la Communication	205		
06. FOD Buitland en Ontwikkeling	208	06. SPF Stratégie et Appui	208		
07. Onafhankelijke instellingen	217	07. Organismes indépendants	217		
12. FOD Justitie	219	12. SPF Justice	219		
13. FOD Binnenlandse Zaken	249	13. SPF Intérieur	249		
14. FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingscoördinatie	284	14. SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement	284		
16. Ministerie van Landverdediging	308	16. Ministère de la Défense nationale	308		
17. Federale Politie en Gedelegeerde Werking	320	17. Police fédérale et Fonctionnement intégré	320		
18. FOD Financiën	347	18. SPF Finances	347		
19. Regie der Gebouwen	359	19. Régie des bâtiments	359		
23. FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg	362	23. SPF Emploi, Travail et Concertation sociale	362		
24. FOD Sociale Zekerheid	378	24. SPF Sécurité sociale	378		
25. FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefstijl	398	25. SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement	398		
32. FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie	431	32. SPF Economie, PME, Classes moyennes et Énergie	431		
33. FOD Mobiliteit en Vervoer	458	33. SPF Mobilité et Transports	458		
44. FOD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en sociale Economie	480	44. SPF Intégration sociale, Lutte contre la pauvreté et Économie sociale	480		
46. FOD Wetenschappelijk Onderzoek	489	46. SPF Recherche scientifique	489		
51. FOD Financiën, voor de Rijksschuld	500	51. SPF Finances, pour la Dette publique	500		
52. FOD Financiën, voor de Financiering van de Europese Unie	505	52. SPF Finances, pour le Financement de l'Union européenne	505		
2. Raming van de middelen van de organieke begrotingen	607	3. Estimation des moyens des fonds budgétaires organiques	607		
3. Terugbetalingen en toewijzingsfondsen	539	3. Fonds de restitution et d'attribution	539		
18. FOD Financiën	539	18. SPF Finances	539		

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3294/54K3294001.pdf>

Documents budgétaires 2019 de l'autorité fédérale : <http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=searchlist&language=fr&html=site/wwwroot/searchlist/searchF.html&#item0-budget>



**SACA (Service de l'Etat à Comptabilité Autonome) et OAP (Organisme administratif public) : Art. 2 de la loi du 22 mai 2003**

- SACA = service public qui ne possède pas la personnalité juridique mais dont la gestion et la comptabilité sont séparées, par une loi, de celles de l'administration générale.
- OAP = organisme administratif public qui dispose de la personnalité juridique (à l'exclusion des organismes publics de sécurité sociale de la catégorie D de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et des institutions publiques de sécurité sociale reprises dans l'arrêté royal du 3 avril 1997).
  - OAP à gestion ministérielle (OAP-GM) sont soumis directement à l'autorité du ministre compétent et auquel sont confiés les pouvoirs de gestion = organismes d'intérêt public de la catégorie A visés à l'article 1 er de la loi du 16 mars 1954 relative aux organismes d'intérêt public.
  - OAP à gestion autonome (OAP-GA) bénéficient d'une autonomie organique, sans préjudice des pouvoirs de tutelle et de contrôle du ministre compétent = organismes de la catégorie B et C visés à l'article 1er de la loi précitée du 16 mars 1954.
  - **Sont assimilés aux OAP à gestion autonome, sur base d'une liste établie dans la loi budgétaire, les entités, avec personnalité juridique qui sont classifiés par l'Institut des Comptes nationaux, sous l'administration centrale, à savoir le code S1311.**

([http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi\\_loi/change\\_lg.pl?language=fr&la=F&table\\_name=loi&cn=2003052241](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&table_name=loi&cn=2003052241))



**Quelques exemples**

176<sup>e</sup> Cahier – partie I

Observations sur les comptes 2018 des services administratifs à comptabilité autonome (Saca) et des organismes administratifs publics (OAP)

Tableau 1 – Liste des Saca et des OAP dont les comptes 2018 ont été transmis

Dénomination	Catégorie	Ministre compétent
Archives générales du royaume et archives de l'Etat dans les provinces (AGR)	Saca	Ministre chargé de la Politique scientifique
Réseau télématique belge de la recherche (Belnet)	Saca	Ministre chargé de la Politique scientifique
Bureau de normalisation (NBN)	OAP-GA	Ministre de l'Economie
Service central de traduction allemande (SCTA)	Saca	Ministre de l'Intérieur
Office central d'action sociale et culturelle de la Défense (Ocas)	OAP-GA	Ministre de la Défense
Centre de conférences internationales Egmont II – Palais d'Egmont (Egmont)	Saca	Ministre des Affaires étrangères
Service administratif à comptabilité autonome chargé des Affaires consulaires (Saca Affaires consulaires)	Saca	Ministre des Affaires étrangères
Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités (OCM)	OAP-GA	Ministre des Affaires sociales
Ducroire (OND) <sup>1)</sup>	OAP-GA	Ministre des Finances, ministre de l'Economie et ministre chargé du Commerce extérieur
Service d'information scientifique et technique (Sist)	Saca	Ministre chargé de la Politique scientifique
Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS)	OAP-GM	Ministre de la Santé publique
Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil)	OAP-GM	Ministre chargé de l'Asile et de la migration
Agence fédérale de la dette (BDA)	OAP-GM	Ministre des Finances
Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) <sup>2)</sup>	OAP-GM	Ministre de l'Agriculture
Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)	OAP-GA	Ministre de l'Intérieur
Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile (CFKSC)	Saca	Ministre de l'Intérieur
Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE)	OAP-GA	Ministre de la Santé publique
Bureau fédéral du plan (BFP)	OAP-GM	Premier ministre et ministre chargé de l'Economie

Les projets de budgets des SACA (art. 79), des OAP (art. 87) et des entreprises d'Etat (art. 97) doivent être transmis à la Chambre conjointement avec le projet de budget.



→ 6 tableaux annexés à la loi :

1. les dotations ou le budget sans programme;
2. les budgets départementaux;
3. les fonds budgétaires organiques
4. le Fonds de restitution et d'attribution;
5. les services administratifs à comptabilité autonome;
6. (*les entreprises d'Etat*);
7. les organismes administratifs publics.



*a. Le budget sans programme (budget initial 2019)*

↑  
dotations accordées par l'Etat

- à la famille royale;
- aux assemblées nationales législatives : Sénat, Chambre, partis politiques, etc.;
- aux institutions émanant des assemblées législatives fédérales (Cour d'arbitrage, Cour des comptes, Conseil supérieur de la justice, Collège des médiateurs fédéraux, le Comité permanent de contrôle des services de police, le Comité permanent de contrôle des services de renseignements, etc.);
- aux Communautés



3

TABLE DES MATIÈRES

DOC 54 3295/002

Pages:

<b>Divisions organiques et programmes</b>	
30. Liste civile, Dotations et Activités de la Famille Royale :	5
<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Liste civile.</li> <li>2. Dotation à S.M. le Roi Albert II.</li> <li>4. Dotation à S.A.R. la Princesse Astrid.</li> <li>5. Dotation à S.A.R. le Prince Laurent.</li> <li>6. Activités de la Famille Royale.</li> </ul>	
32. Dotations aux Assemblées législatives fédérales :	21
<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Sénat.</li> <li>2. Chambre des représentants.</li> <li>4. Financement des partis politiques.</li> <li>6. Protocole avec le Gouvernement.</li> <li>7. Ligne de crédit spéciale Forum.</li> <li>8. Commission fédérale de déontologie</li> </ul>	
33. Dotations à la Cour constitutionnelle, à la Cour des Comptes et aux Institutions émanant des Assemblées législatives fédérales :	22
<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Cour constitutionnelle.</li> <li>2. Cour des comptes.</li> <li>3. Conseil supérieur de la Justice.</li> <li>4. Collège des Médiateurs fédéraux.</li> <li>5. Comité permanent de contrôle des services de police.</li> <li>6. Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité.</li> <li>7. Commissions de nomination réunies pour le notariat.</li> <li>8. Commission de la protection de la vie privée (g.m.) et Organe de contrôle de l'information policière.</li> <li>9. Commission administrative chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité (Commission BIM - C-SIR).</li> </ul>	
34. Dotations aux autres institutions émanant des Assemblées législatives fédérales	26
<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Autorité de protection des données</li> <li>2. Conseil central de surveillance pénitentiaire</li> </ul>	
35. Dotations aux Communautés	27
<ul style="list-style-type: none"> <li>(6<sup>ème</sup> réforme de l'État) :</li> <li>1. Communauté flamande.</li> <li>2. Communauté française.</li> <li>3. Commission communautaire commune.</li> <li>4. Communauté germanophone.</li> </ul>	
36. Dépenses pour le compte des Communautés visant à financer une partie du maximum à facturer et de certains investissements dans les hôpitaux :	65
<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Versement pour le compte de la Communauté flamande</li> <li>2. Versement pour le compte de la Communauté française</li> <li>3. Versement pour le compte de la Commission communautaire commune</li> <li>4. Versement pour le compte de la Communauté germanophone</li> </ul>	
37. Autres dotations aux Communautés	71
<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Communauté flamande</li> <li>2. Communauté française</li> <li>3. Communauté germanophone</li> </ul>	



11

**Spécificité** = un seul article budgétaire par institution (crédits ordinaires limitatifs) sauf pour la liste civile

Ces crédits ne sont pas répartis en allocations de base sauf pour la liste civile

➡ les articles figurant dans des dotations au budget général des dépenses comportent une série nettement plus courte de chiffres

Section	Division	
01	30	= liste civile, dotations et activités de la famille royale
01	32	= dotations aux assemblées législatives fédérales
01	33	= dotation à la Cour constitutionnelle, Cour des comptes et institutions émanant des assemblées législatives fédérales (Commission de protection de la vie privée, etc.)
01	34	= dotation autres institutions dépendant émanant des assemblées législatives fédérales (Autorité de protection des données, etc.)
01	35	= dotations aux Communautés (6 <sup>ème</sup> réforme)
01	36	= dotation maximum à facturer Communautés (6 <sup>ème</sup> réforme)
01	37	= autres dotations Communautés



**Remarque**

La liste civile est fixée par la loi pour la durée du règne (art. 89 de la Constitution)

Des dotations sont aussi prévues pour les membres de la famille royale

Chambre et Sénat

- établissent de manière autonome leur propre budget (art. 174 de la Constitution et dispositions de leur propre règlement).
- ces budgets ne sont pas communiqués au Ministre du Budget.
- Ils sont inscrits sous la forme d'un montant global (dotation) dans le tableau des dotations du budget général des dépenses.



NKLIJKE FAMILIE		01 DOTATIONS ET ACTIVITES DE LA FAMILLE ROYALE		172			
OA PA B.A.	ks	Intitulé 2019	Montants 2018	2017	CRIP	G	DIVISIONS ORGANIQUES
DO PA A.B.	ks	Crédits initiaux	Crédits ajustés	Réalisations			Programmes
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	Activités
							Allocations de base
							DIVISION 30
							LISTE CIVILE, DOTATIONS ET ACTIVITES DE LA FAMILLE ROYALE
30.1	11m	12.267	12.021	11.908	1	1	Liste civile
		12.267	12.021	11.908			
		12.267	12.021	11.903			- Paiements estimés
							2 Dotation à S.M. le Roi Albert II
30.21	11m	183	180	177	1	21	Partie correspondant à un traitement
		183	180	177			
30.22	11m	778	763	755	1	22	Partie correspondant aux dépenses de fonctionnement et de personnel
		778	763	755			
	11m	961	943	932	1		Totaux pour le programme 01.30.2
		961	943	932			
		961	943	932			- Paiements estimés
							4 Dotation à S.A.R. la Princesse Astrid
30.41	11m	92	90	89	1	41	Partie correspondant à un traitement
		92	90	89			
30.42	11m	242	237	234	1	42	Partie correspondant aux dépenses de fonctionnement et de personnel
		242	237	234			
	11m	334	327	323	1		Totaux pour le programme 01.30.4
		334	327	323			
		334	327	323			- Paiements estimés
							5 Dotation à S.A.R. le Prince Laurent
30.51	11m	92	90	89	1	51	Partie correspondant à un traitement
		92	90	89			
30.52	11m	228	224	221	1	52	Partie correspondant aux dépenses de fonctionnement et de personnel
		228	224	221			

section

division

article



01 DOTATIES EN ACTIVITEITEN VAN DE KONINKLIJKE FAMILIE				(X 1 000 EUR)				01 DOTATIONS ET ACTIVITES DE LA FAMILLE ROYALE			
ORGANISATIE-ABDELINGEN		OA PA B.A.	ks	Initiale kredieten	Angewende kredieten	Realisaties	CRIP	G	DIVISIONS ORGANIQUES		
Programma's		DO PA A.B.	sc	2019	2018	2017			Programmes		
Activiteiten				Credits initiaux	Credits affectés	Réalisations			Activités		
Basissallocties									Allocations de base		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
<b>Totalen voor het programma 01.30.5</b>				320	314	310			<b>1 Totaux pour le programme 01.30.5</b>		
- Geraamde betalingen				320	314	310			- Paiements estimés		
<b>6 Activiteiten van de Koninklijke Familie</b>									<b>6 Activités de la Famille Royale</b>		
61 FOO kanselarij van de Eerste Minister									61 SPP Chancellerie du Premier Ministre		
Werkingskosten van het ICT-Netwerk				30 61 12.11.23	97	98	85		1 Frais de fonctionnement du réseau TIC		
Investeringssuitgaven inzake de informatica				30 61 74.22.04	97	98	27		1 Dépenses d'investissement relatives à l'informatique		
62 FOO Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking									62 SPP Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement		
Kosten inherent aan de officiële reizen naar het buitenland van de Vorsten of van hun vertegenwoordigers				30 62 12.11.10	310	312	314		1 Frais inhérents aux voyages officiels à l'étranger des Souverains ou de leurs représentants		
63 Ministerie van Landsverdediging									63 Ministère de la Défense		
Bezoldigingen en allerhande toelagen : vast en stagiebond personeel				30 63 11.00.03	2 115	2 119	2 045		1 Rémunérations et allocations quelconques : personnel définitif et stagiaire		
Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten, met uitsluiting van de informatica-uitgaven				30 63 12.11.01	2 118	2 119	2 045		1 Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services, à l'exclusion des dépenses informatiques		
Forfaitaire onkostenvergoeding betaald aan het personeel				30 63 12.11.99	158	159	188		1 Indemnités forfaitaires payées au personnel		
64 POO Wetenschapsbeleid									64 SPP Politique scientifique		
Opstelling van het Koninklijk Paleis voor het publiek				30 64 12.11.10	19	19	5		1 Ouverture du Palais royal au public		
Aankoop van publicaties en kunstwerken voor culturele promotie in het buitenland				30 64 12.11.23	218	219	215		1 Achat de publications et d'œuvres d'art pour la promotion culturelle à l'étranger		
Toelage aan de VZW Stichting Prins Laurent				30 64 33.00.01	218	219	215		1 Subvention à l'ASBL Fondation Prince Laurent		
65 Regie der Gebouwen									65 Régie des Bâtiments		
Onderhoud en exploitatie van de koninklijke Paleizen				30 65 41.40.02	18	18	17		1 Entretien et exploitation des Palais Royaux		
				3 062	3 084	3 068					
				3 062	3 084	3 068					

DOC# 3294/01

173



NKLIJKE FAMILIE				(X 1 000 EUR)				01 DOTATIONS ET ACTIVITES DE LA FAMILLE ROYALE			
OA PA B.A.	ks	Initiale kredieten	Angewende kredieten	Realisaties	CRIP	G	DIVISIONS ORGANIQUES				
DO PA A.B.	sc	2019	2018	2017			Programmes				
		Credits initiaux	Credits affectés	Réalisations			Activités				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)				
33.9	11a	590	579	440			1 9 Commission administrative chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité (Commission BIM - C-BIM)				
		590	579	440			- Paiements estimés				
	11a	86.055	87.959	90.369			Totaux pour la division organique 01-33				
		86.055	87.959	90.369			- Paiements estimés				
		86.055	87.959	90.369							
							DIVISION 34				
							DOTATIONS AUX AUTRES INSTITUTIONS EMANANT DES ASSEMBLÉES LEGISLATIVES FEDÉRALES				
34.1	11a	6.345	4.697	-			1 1 Autorité de protection des données				
		6.345	4.697	-			- Paiements estimés				
34.2	11a	1.815	1.818	-			1 2 Conseil central de surveillance pénitentiaire				
		1.815	1.818	-			- Paiements estimés				
	11a	8.160	6.515	-			Totaux pour la division organique 01-34				
		8.160	6.515	-			- Paiements estimés				
		8.160	6.515	-							
							DIVISION 35				
							DOTATIONS AUX COMMUNAUTÉS (même réforme de l'État)				
35.1	11a	7.261.179	7.029.381	6.658.799			1 1 Communauté flamande				
		7.261.179	7.029.381	6.658.798			- Paiements estimés				
35.2	11a	3.816.946	3.711.005	3.632.758			1 2 Communauté française				
		3.816.946	3.711.005	3.626.356			- Paiements estimés				
35.3	11a	3.816.946	3.711.005	3.626.355			1 3 Commission communautaire commune				
		1.244.384	1.213.933	1.197.234			- Paiements estimés				
		1.244.384	1.213.933	1.197.234							

178

DOC# 3294/01

≠ financement total des Communautés et Régions → fonds d'attribution + recettes propres



16

### **b. Les budgets départementaux (Tableau 2).**

= Administration générale = ensemble des services sans autonomie particulière = départements ministériels soumis à l'autorité du ministre dont ils dépendent



**Détail des crédits budgétaires des différents SPFs** : Service du premier ministre, Justice, Intérieur, Affaires étrangères, etc.

Les montants par programme sont limitatifs. Si les crédits sont insuffisants  
⇒ le G doit obtenir l'autorisation de la Chambre pour pouvoir affecter des crédits supplémentaires au programme concerné = feuilleton budgétaire



### **Les budgets départementaux sont classés en trois cellules**

- **Cellule d'autorité** : dotations + services fédéraux dont l'activité est purement administrative
- **Cellule sociale** : SPFs Affaires sociales et santé publique, pensions, emploi
- **Cellule économie** : SPFs dont l'action contribue à l'activité économique (transports, politique scientifique, PME, etc.)

➡ Crédits d'engagement et crédits de liquidation

➡ total = dépenses primaires de l'Etat  
+ charges d'intérêts = dépenses totales  
+ refinancement de la dette = moyens dont doit disposer le gouvernement



TABEL 3 Vastlegingskredieten (in miljoen EUR)		TABLEAU 3 Crédits d'engagement (en millions EUR)	
Begrotingen	2018 Aangepaste begroting - Budget ajusté	2019 Initiële begroting - Budget initial	Budgets
Dotaties	13 173,3	13 582,8	Dotations
Kanselarij van de Eerste Minister	399,3	286,2	Chancellerie du Premier Ministre
Beleid en Ondersteuning	153,0	174,0	Stratégie et Appui
Onafhankelijke organisaties	8,4	9,4	Organismes indépendants
Justitie	1 804,3	1 932,4	Justice
Binnenlandse Zaken	1 482,4	1 539,9	Intérieur
Buitenlandse Zaken en Ontv. samenwerking	1 404,5	1 502,7	Affaires étrangères et Coop. Développement
Landsverdediging	12 078,1	4 359,0	Défense nationale
Federale politie en geïntegreerde werking	2 008,6	2 169,5	Police fédérale et fonctionnement intégré
Financiën	2 000,9	1 970,2	Finances
Regie der Gebouwen	728,3	731,4	Régie des Bâtiments
<b>TOTAAL AUTORITEITSCEL</b>	<b>35 240,9</b>	<b>28 253,4</b>	<b>TOTAL CELLULE AUTORITÉ</b>
Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal overleg	219,3	232,0	Emploi, Travail et Concertation sociale
Sociale Zekerheid	18 710,2	18 502,1	Sécurité sociale
Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu	341,4	385,0	Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement
Maatschappelijke Integratie	1 324,9	4 970,0	Intégration sociale
<b>TOTAAL SOCIALE CEL</b>	<b>20 995,9</b>	<b>20 491,3</b>	<b>TOTAL CELLULE SOCIALE</b>
Economie, KMO, Middenstand en Energie	592,4	582,6	Économie, PME, Classes moyennes et Énergie
Mobiliteit en Vervoer	3 286,7	3 319,9	Mobilité et Transports
Wetenschapsbeleid	489,7	427,2	Politique scientifique
<b>TOTAAL ECONOMISCHE CEL</b>	<b>4 368,8</b>	<b>4 326,7</b>	<b>TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE</b>
Interdepartementale provisie	599,1	496,2	Provision interdépartementale
Provisie strijd terrorisme en radicalisme	328,9	117,8	Provision lutte terrorisme et radicalisme
Primaire uitgaven	61 131,5	53 685,5	Dépenses primaires

DOC 54 3294/001

19

TABEL 2 Vereffeningskredieten (in miljoen EUR)		TABLEAU 2 Crédits de liquidation (en millions EUR)	
Begrotingen	2018 Aangepaste begroting - Budget ajusté	2019 Initiële begroting - Budget initial	Budgets
Dotaties	13 173,2	13 582,8	Dotations
Kanselarij van de Eerste Minister	168,6	196,4	Chancellerie du Premier Ministre
Beleid en Ondersteuning	152,5	174,3	Stratégie et Appui
Onafhankelijke organisaties	8,4	9,4	Organismes indépendants
Justitie	1 854,9	1 932,5	Justice
Binnenlandse Zaken	1 480,5	1 538,7	Intérieur
Buitenlandse Zaken en Ontv. samenwerking	1 683,5	1 687,5	Affaires étrangères et Coop. Développement
Landsverdediging	2 515,2	2 609,0	Défense nationale
Federale politie en geïntegreerde werking	2 004,0	2 160,6	Police fédérale et fonctionnement intégré
Financiën	2 029,6	1 995,8	Finances
Regie der Gebouwen	728,3	731,4	Régie des Bâtiments
<b>TOTAAL AUTORITEITSCEL</b>	<b>25 798,8</b>	<b>26 618,5</b>	<b>TOTAL CELLULE AUTORITÉ</b>
Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal overleg	219,5	232,4	Emploi, Travail et Concertation sociale
Sociale Zekerheid	18 710,1	18 502,8	Sécurité sociale
Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu	341,5	383,8	Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement
Maatschappelijke Integratie	1 346,4	4 970,0	Intégration sociale
<b>TOTAAL SOCIALE CEL</b>	<b>20 617,5</b>	<b>20 500,3</b>	<b>TOTAL CELLULE SOCIALE</b>
Economie, KMO, Middenstand en Energie	595,2	586,2	Économie, PME, Classes moyennes et Énergie
Mobiliteit en Vervoer	3 273,1	3 319,9	Mobilité et Transports
Wetenschapsbeleid	454,8	480,6	Politique scientifique
<b>TOTAAL ECONOMISCHE CEL</b>	<b>4 323,1</b>	<b>4 385,9</b>	<b>TOTAL CELLULE ÉCONOMIQUE</b>
Interdepartementale provisie	599,1	737,9	Provision interdépartementale
Provisie strijd terrorisme en radicalisme	331,1	117,7	Provision lutte terrorisme et radicalisme
Primaire uitgaven	51 669,6	52 360,3	Dépenses primaires
Rijksschuld (zonder herfinanciering)	10 867,1	10 253,3	Dette publique (hors refinancement)
Totaal uitgaven	62 536,7	62 613,6	Dépenses totales
Aflossingen en aanverwante verrichtingen	35 832,0	32 541,2	Amortissements et opérations assimilées
<b>Algemeen totaal</b>	<b>98 368,7</b>	<b>95 154,8</b>	<b>Total général</b>

DOC 54 3294/001

Les amortissements de la dette doivent être séparés des opérations de recettes et de dépenses pour permettre de déterminer le solde net à financer

20

TABEL 4  
Provisies 2019 (indicatieve verdeling)  
(in miljoen EUR)

TABLEAU 4  
Provisions 2019 (répartition indicative)  
(en millions EUR)

	Provisies 2019 - Provisions 2019	
Gerechtskosten	76,0	Frais de justice
Cybersecurity	1,1	Cybersécurité
Kleine instellingen	4,5	Petites institutions
Verhuis	7,0	Déménagements
Nieuwe initiatieven	10,2	Nouvelles initiatives
Sociaal akkoord comité A	13,0	Accord social comité A
Tweede pijler "contractueel openbaar ambt"	32,1	Deuxième pillier "contractuel fonction publique"
Halt any decline	242,2	Halt any decline
Welvaartsenveloppe	273,9	Enveloppe bien être
Politie DAB	2,0	Police DAB
Nationaal pact voor strategische investeringen	23,7	Pacte national investissements stratégiques
Strijd tegen sociale fraude	2,0	Lutte contre la fraude sociale
Socio-economische thematische ministerraad	50,2	Conseil des ministres thématique socio-économique
<b>Interdepartementale provisie</b>	<b>737,9</b>	<b>Provision interdépartementale</b>
<b>Provisie strijd terrorisme en radicalisme</b>	<b>117,7</b>	<b>Provision lutte terrorisme et radicalisme</b>
<b>Totaal provisie</b>	<b>855,6</b>	<b>Total provisions</b>

DOC 54 3294/001



21

GLOBAL OVERZICHT APERCU GLOBAL  
(in duizendtallen euro) (en milliers d'euros)

Ks	Vastleggingskredieten			Verrekeningskredieten			SC	sc = sorte de crédit lim = crédit limitatif fon = crédit variable tot = lim + fon
	Crédits d'engagement			Crédits de liquidation				
	initieel 2019 initial	aanpass 2018 ajuste	realisaties 2017 realisations	initieel 2019 initial	aanpass 2018 ajuste	realisaties 2017 realisations		
11a	13.582.788	13.173.253	12.680.992	13.582.784	13.173.230	12.639.345	11a	01 DOTATIONS ET ACTIVITES DE LA FAMILLE ROYALE
11a	286.191	399.295	139.437	196.397	168.550	143.294	11a	02 SPF CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
11a	-	-	27.643	-	-	28.904	11a	03 SPF BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION
11a	-	-	59.006	-	-	55.434	11a	04 SPF PERSONNEL ET ORGANISATION
11a	-	-	32.540	-	-	31.724	11a	05 SPF TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
11a	788.016	1.078.943	19.676	1.029.894	1.082.622	-	11a	06 SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI
11a	9.443	8.361	-	9.443	8.361	-	11a	07 ORGANES INDEPENDANTS
11a	1.886.177	1.753.299	1.802.867	1.886.359	1.803.933	1.789.073	11a	12 SPF JUSTICE
fon	46.183	50.984	22.066	46.183	50.984	24.031	fon	
tot	1.932.360	1.804.283	1.824.933	1.932.542	1.854.917	1.813.103	tot	11a + fon
11a	1.378.739	1.331.506	1.432.469	1.376.194	1.330.548	1.419.613	11a	13 SPF INTERIEUR
fon	157.112	150.852	128.783	162.484	149.980	108.237	fon	
tot	1.535.851	1.482.358	1.561.272	1.538.678	1.480.528	1.525.849	tot	11a + fon
11a	1.480.123	1.388.836	2.719.055	1.664.978	1.666.477	1.517.561	11a	14 SPF AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
fon	22.570	15.712	6.995	22.570	17.148	12.848	fon	
tot	1.502.693	1.404.548	2.726.051	1.687.548	1.683.625	1.530.409	tot	11a + fon
11a	4.285.210	11.954.817	2.311.269	2.461.074	2.413.240	2.450.328	11a	16 MINISTERE DE LA DEFENSE
fon	73.785	123.242	135.958	147.929	102.002	102.115	fon	
tot	4.358.995	12.078.059	2.447.227	2.609.003	2.515.242	2.552.444	tot	11a + fon

DOC 54 3294/001

22

**GLOBAL OVERZICHT APERCU GLOBAL**  
(in duizendtallen euro) (en milliers d'euros)

Vastlegingskredieten			Vereffeningskredieten			SC	sc = sorte de crédit lim = crédit limitatif fon = crédit variable tot = lim + fon
Crédits d'engagement			Crédits de liquidation				
initieel 2019 initial	aangepast 2018 ajusté	realisaties 2017 réalisations	initieel 2019 initial	aangepast 2018 ajusté	realisaties 2017 réalisations		
2.150.747	1.985.513	1.949.792	2.141.871	1.980.882	1.909.653	11ie	17 POLICE FEDERALE & FONCTIONNEMENT INTEGRE
18.764	23.038	26.453	18.764	23.129	21.613	fon	
2.169.511	2.008.551	1.976.246	2.160.635	2.004.011	1.931.267	tot	11ie + fon
1.960.158	2.000.892	1.663.949	1.985.755	2.029.582	1.662.473	11ie	18 SPF FINANCES
10.000	-	5.025	10.000	-	4.214	fon	
1.970.158	2.000.892	1.668.975	1.995.755	2.029.582	1.666.686	tot	11ie + fon
731.404	728.298	733.525	731.404	728.298	733.525	11ie	19 REGIE DES BATIMENTS
229.994	217.287	228.291	230.400	217.549	226.595	11ie	23 SPF EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE
2.000	2.000	1.768	2.000	2.000	1.767	fon	
231.994	219.287	230.060	232.400	219.549	228.362	tot	11ie + fon
18.502.121	18.710.199	19.328.385	18.502.805	18.710.088	19.327.496	11ie	24 SPF SECURITE SOCIALE
17	17	23	17	17	110	fon	
18.502.138	18.710.216	19.328.409	18.502.822	18.710.105	19.327.606	tot	11ie + fon
347.334	314.083	258.433	347.825	314.282	257.499	11ie	25 SPF SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT
37.662	27.346	3.435	35.979	27.218	3.041	fon	
384.996	341.429	261.868	383.804	341.498	260.540	tot	11ie + fon
543.617	553.412	601.236	547.234	556.235	564.390	11ie	32 SPF ECONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
39.007	38.953	6.016	39.007	38.953	5.839	fon	
582.624	592.365	607.251	586.241	595.188	570.228	tot	11ie + fon

DOC 54 3294/001

23

**GLOBAL OVERZICHT APERCU GLOBAL**  
(in duizendtallen euro) (en milliers d'euros)

Vastlegingskredieten			Vereffeningskredieten			SC	sc = sorte de crédit lim = crédit limitatif fon = crédit variable tot = lim + fon
Crédits d'engagement			Crédits de liquidation				
initieel 2019 initial	aangepast 2018 ajusté	realisaties 2017 réalisations	initieel 2019 initial	aangepast 2018 ajusté	realisaties 2017 réalisations		
3.184.264	3.139.208	3.098.245	3.186.484	3.140.660	3.114.099	11ie	33 SPF MOBILITE ET TRANSPORTS
132.600	147.485	144.973	132.600	132.485	130.020	fon	
3.316.864	3.286.693	3.243.217	3.319.084	3.273.145	3.244.118	tot	11ie + fon
1.360.896	1.313.629	1.283.324	1.369.330	1.331.274	1.310.253	11ie	44 SPF INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE
11.295	11.295	14.640	11.960	15.096	9.728	fon	
1.372.191	1.324.924	1.297.964	1.381.320	1.346.370	1.319.981	tot	11ie + fon
427.176	488.911	622.060	480.418	453.988	563.370	11ie	46 SPF POLITIQUE SCIENTIFIQUE
67	800	-	159	800	642	fon	
427.243	489.711	622.060	480.577	454.788	564.012	tot	11ie + fon
42.794.454	46.699.126	51.820.816	42.794.454	46.699.126	51.820.816	11ie	51 SPF FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE.
3.339.260	3.172.020	2.515.137	3.339.260	3.172.020	2.515.137	11ie	52 SPF FINANCES, POUR LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE
99.268.112	110.410.888	105.328.168	97.864.363	100.890.945	104.080.581	11ie	<b>Total général</b>
551.062	591.724	496.137	629.682	559.810	422.204	fon	
99.819.174	111.002.612	105.824.305	98.494.045	101.540.755	104.502.785	tot	11ie + fon

DOC 54 3294/001

amortissements de la dette + intérêts

repris dans les opérations de trésorerie

DOC 54 3294/001

24

In miljoen EUR - En millions EUR	In % van het totaal - En % du total	Dépenses primaires par nature économique
6.124	11,7	Salaires et charges sociales
2.084	4,0	Frais de fonctionnement
3.333	6,4	Transferts aux entreprises
2.785	5,3	Transferts aux ménages et asbl
1.427	2,7	Transferts à l'étranger
2.200	4,2	Transferts aux organismes autonomes
16.246	31,0	Transferts aux admin. de sécurité sociale
2.689	5,1	Transferts aux pouvoirs locaux
13.818	26,4	Transferts aux Régions et Communautés
479	0,9	Investissements (y compris militaires)
182	0,3	Octroi de crédits et participations
38	0,1	Remboursements de dettes
100	0,2	Divers
856	1,6	Provisions
<b>52.360</b>	<b>100,0</b>	<b>Total des dépenses primaires</b>

**Classification économique**

Les dépenses de fonctionnement au sens large s'établissent à 16,6 % du total des dépenses primaires, dont :

- 11,7 % sont des salaires et charges sociales ;
- 4,9 % sont constitués des frais de fonctionnement et des investissements (en ce compris les investissements spécifiquement militaires).

Les octrois de crédits et les prises de participations, et les remboursements de dettes représentent 0,4 % du total des dépenses primaires.

Le solde de 1,8 % correspond aux autres dépenses, principalement les provisions.

Le tableau 6 synthétise la ventilation des crédits des dépenses primaires du budget initial 2019 sur la base de la classification économique.

Les dépenses de transferts représentent 81,2 % du total des dépenses primaires du pouvoir fédéral, et sont décomposées comme suit :

- 66,8 % constituent des transferts à l'intérieur du secteur des administrations publiques ;
- 14,4 % sont des transferts vers les autres secteurs de l'économie.

DOC 54 3294/001



In miljoen EUR - En millions EUR	In % van het totaal - En % du total	Dépenses primaires par fonction
23.842	45,5	Services généraux
2.660	5,1	Défense
4.687	9,0	Ordre et sécurité publics
4.118	7,9	Affaires économiques
16.296	31,1	Protection sociale
757	1,4	Autres
<b>52.360</b>	<b>100,0</b>	<b>Total des dépenses primaires</b>

**Classification fonctionnelle**

Les cinq fonctions mobilisant le plus de ressources publiques du pouvoir fédéral sont par ordre d'importance les services généraux, la protection sociale, l'ordre et la sécurité publics, les affaires économiques et la défense.

La fonction des dépenses la plus importante concerne les services généraux des administrations publiques, qui représentent 45,5 % du total des dépenses.

Cette fonction couvre les dépenses relatives aux organes exécutifs et législatifs, aux affaires financières et fiscales, aux affaires étrangères, à l'aide extérieure, à la recherche fondamentale, au service de la dette et aux transferts entre sous-secteurs des administrations publiques.

La deuxième fonction la plus importante en termes de dépenses est la protection sociale, qui atteint 31,1 % du total des dépenses.

La fonction « Ordre et sécurité » (services de police, tribunaux, administration pénitentiaire) représente, quant à elle, 9,0 % des dépenses du pouvoir fédéral.

La fonction « Affaires économiques » totalise 7,9 % des dépenses du pouvoir fédéral. Cela concerne principalement le transport par voies ferrées ainsi que les affaires générales de l'économie, du commerce et de l'emploi.

La cinquième fonction la plus importante en termes de dépenses est la « Défense », avec 5,1 %.

DOC 54 3294/001



26

**Budget atypique : dette publique (SPF Finances dette publique) = section 51 SPF Finances**

**Divisions organiques 40 à 44 = transferts à l'intérieur du secteur public destinés à couvrir des charges d'intérêt et de remboursements contractés au nom de l'Etat**

DOC 54 3294/001

(X 1 000 EUR)									
OA PA B.A.	ks	Initiale créditem	Ajouté 2019	2018 Crédits ajustés	2017 Réalisation	CRIP	G	51 SPF FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE.	
DO PA A.B.	sc	Crédits initiaux		Crédits ajustés	Réalisations			DIVISIONS ORGANIQUES Programmes	
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	Allocations de base	
								<b>DIVISION 42 INFRASTRUCTURE</b>	
								1 Crédit Communal-devenu BelFius Bank	
								30 Crédit Communal-devenu BelFius Bank	
42 30 21 10 11	11m	1	1	1	1			1 Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de l'Etat dans les charges d'intérêt des emprunts contractés par ces pouvoirs après du Crédit Communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 27 octobre 1959).	
42 30 91 10 11	11m	16	21	22	22			1 Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de l'Etat dans les charges d'amortissements d'emprunts contractés par ces pouvoirs après du Crédit Communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 27 octobre 1959).	
	11m	17	22	23	23			Total pour le programme 51.42.3 et pour la division organique 51-42	
		17	22	23	23			- Paiements estimés	
		17	22	23	23			<b>DIVISION 43 SANTÉ PUBLIQUE</b>	
								1 Fonds de construction des hôpitaux -flats.	
								14 Financement du parastatal Constructions.	
43 14 21 10 12	11m	1	1	-	-			1 Fonds pour la construction d'hôpitaux - intérêts.	
43 14 91 10 12	11m	14	13	18	18			1 Fonds pour la construction d'hôpitaux - amortissements.	
43 17 21 10 16	11m	1	1	1	1			17 Financement des constructions (ex-régional)	
43 17 91 10 16	11m	21	32	44	44			1 Dotation des intérêts pour le financement de constructions.	
	11m	21	32	44	44			1 Dotation des amortissements pour le financement de constructions.	

DOC 54 3294/001

27

501

**Division organique 45 = les charges relatives à la conclusion et au remboursement d'emprunts**

(X 1 000 EUR)									
OA PA B.A.	ks	Initiale kredieten	Ajouté kredieten	2018 Crédits ajustés	2017 Réalisation	CRIP	G	51 SPF FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE.	
DO PA A.B.	sc	Crédits initiaux		Crédits ajustés	Réalisations			DIVISIONS ORGANIQUES Programmes	
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	Allocations de base	
								<b>DIVISION 45 FINANCES</b>	
								1 Charges d'emprunts.	
								10 Intérêts et frais financiers	
45 10 12 11 05	11m	24.600	25.975	29.924	29.924			1 Commissions sur émissions publiques.	
45 10 12 11 08	11m	1	1	-	-			1 Différences d'arrondi (dépense)	
45 10 12 11 09	11m	28	25	-	-			1 Dépenses pour des conseils externes	
45 10 21 10 01	11m	8.424.952	8.626.388	9.288.430	9.288.430			1 Intérêts des emprunts à long terme en francs belges et en euros.	
45 10 21 10 08	11m	-55.242	-162.718	-166.297	-166.297			1 Intérêts de la dette à court terme en euros	
45 10 21 20 02	11m	135.866	168.401	193.889	193.889			1 Intérêts des emprunts à long terme en monnaies étrangères	

502

DOC 54 3294/001

28

DOC 54 3294/001

**51 SPF FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE.**

(X 1 000 EUR)

OA PA B.A.	ks	Initiale kredieten 2019 <i>Crédits initiaux</i>	Aangegane kredieten 2018 <i>Crédits ajustés</i>	Realisaties 2017 <i>Réalisations</i>	CRIP	G	DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base
DO PA A.B.	sc	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
45 10 21.20.08	11m	73.317 73.317	53.990 53.990	40.926 40.926			1 Intérêts de la dette à court terme en monnaies étrangères. 11 Charges d'amortissement, achats de titres, différences de change et dépenses afférentes à des produits dérivés.
45 11 81.70.12	11m	274.644 274.644	298.465 298.465	218.063 218.063			1 Dépenses afférentes à des produits dérivés
45 11 81.70.13	11m	353.110 353.110	533.572 533.572	12.717 12.717			1 Différences de change
45 11 81.70.14	11m	86.388 86.388	115.676 115.676	164.400 164.400			1 Différences sur achats, rachats et reventes de titres
45 11 81.70.15	11m	4.269.313 4.269.313	5.286.313 5.286.313	8.191.680 8.191.680			1 Achat de titres
45 11 91.10.01	11m	28.271.824 28.271.824	30.545.599 30.545.599	33.763.204 33.763.204			1 Amortissement et remboursement à échéance finale des emprunts à long terme en francs belges et en euros.
	11m	<b>41.858.801</b> <b>41.858.801</b>	<b>45.491.687</b> <b>45.491.687</b>	<b>51.736.935</b> <b>51.736.935</b>			<b>Totaux pour le programme 51.45.1</b>



**Impact du financement européen** → **section spécifique**



**Budget spécifique : financement UE (SPF Finances pour le financement de l'UE) = section 52 SPF Finances**

**52 SPF FINANCES, POUR LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE**

(X 1 000 EUR)

OA PA B.A.	ks	Initiale kredieten 2019 <i>Crédits initiaux</i>	Aangegane kredieten 2018 <i>Crédits ajustés</i>	Realisaties 2017 <i>Réalisations</i>	CRIP	G	DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base
DO PA A.B.	sc	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
<b>DIVISION 40 FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE</b>							
1 Transfert au budget de l'Union Européenne							
10 Quatrième ressource							
40 10 35.10.10	11m	3.339.260 3.339.260	3.172.020 3.172.020	2.515.137 2.515.137			1 Participation de la Belgique à la quatrième ressource (la ressource PNB) de l'Union Européenne.
	11m	<b>3.339.260</b> <b>3.339.260</b>	<b>3.172.020</b> <b>3.172.020</b>	<b>2.515.137</b> <b>2.515.137</b>			<b>Totaux pour le programme 52.40.1 et pour la division organique 52-40</b>
	11m	<b>3.339.260</b> <b>3.339.260</b>	<b>3.172.020</b> <b>3.172.020</b>	<b>2.515.137</b> <b>2.515.137</b>			<b>TOTAUX POUR LE BUDGET 52</b>
	11m	<b>3.339.260</b> <b>3.339.260</b>	<b>3.172.020</b> <b>3.172.020</b>	<b>2.515.137</b> <b>2.515.137</b>			- Paiements estimés

La quatrième source (source complémentaire) est calculée au prorata du revenu national brut (RNB) de chaque État membre et est destinée à couvrir une éventuelle insuffisance des ressources propres. Cette quatrième source fait l'objet d'un financement par les opérations dites de trésorerie, couvertes par une inscription au budget général des Dépenses, tandis que les autres ressources propres sont constituées par des recettes attribuées ne figurant pas au tableau de la loi du budget des Voies et Moyens.

## Impact du financement européen

### Les recettes fiscales transférées

TABEL 12 A  
Fiscale ontvangsten voor derden en toegewezen  
fiscale ontvangsten, opgesplitst volgens de  
ontvanger (kasbasis)  
(in miljoen EUR)

TABLEAU 12 A  
Recettes fiscales de tiers et recettes fiscales  
attribuées réparties selon le bénéficiaire (base  
caisse)  
(en millions EUR)

	2017 Verwezen- lijkingen - 2017 Réalizations	2018 Vermoedelijke ontvangsten - 2018 Recettes probables	2019 Verwachte ontvangsten - 2019 Recettes prévues	
EUROPESE UNIE				UNION EUROPÉENNE
douanerechten	2 599,9	2 690,4	2 836,6	droits de douane
btw	545,1	577,4	596,9	TVA
<b>TOTAAL EUROPESE UNIE</b>	<b>3 145,0</b>	<b>3 267,8</b>	<b>3 433,5</b>	<b>TOTAL UNION EUROPÉENNE</b>

→ **Fonds d'attribution**

DOC 54 3294/001



Finances publiques

31

TABEL 6  
Weerslag van de deelname van België aan de  
financiering van de Europese Unie  
(In miljoen EUR)

TABLEAU 6  
Impact de la participation de la Belgique au  
financement de l'Union européenne  
(En millions EUR)

Jaar - Année	Douanerechten - Droits de douane	Btw - TVA	Afhoudingen op ontvangsten - Prélèvements sur recettes	Bni- bijdrage - Contribution RNB	Totaal - Total
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)=(3)+(4)
2009	1 839,8	424,3	2 260,1	2 799,1	5 059,2
2010	1 973,5	433,5	2 407,0	2 753,1	5 160,1
2011	2 097,9	447,1	2 545,0	2 860,4	5 405,4
2012	2 088,1	509,2	2 597,3	3 028,6	5 625,8
2013	1 978,0	507,2	2 485,2	3 524,1	6 009,3
2014	2 113,6	496,6	2 613,3	3 157,9	5 771,2
2015	2 415,6	508,8	2 924,4	3 478,6	6 403,0
2016	2 551,6	516,6	3 068,2	3 487,7	6 555,9
2017	2 599,9	545,1	3 145,0	2 885,8	6 030,8
2018	2 690,4	577,4	3 267,8	3 172,0	6 439,8
2019	2 836,6	596,9	3 433,5	3 339,3	6 772,8

DOC 54 3294/001



Finances publiques

32

**c. Les fonds budgétaires (tableau 3)**

→ estimation des moyens des fonds budgétaires organiques

exemple

		(X 1 000 EUR)			
Programma	BENAMING VAN HET FONDS	Begrotingsjaar - Année budgétaire			DENOMINATION DU FONDS
Programme	Oorsprong of bestemming van de middelen	2019	2018	2017	Origine ou destination des moyens
12-62-5	FONDS VAN DE KANSPELCOMMISSIE (ART. 19 VAN DE WET VAN 7 MEI 1999)				FONDS DE LA COMMISSION DES JEUX DE HASARD (ART. 19 DE LA LOI DU 7 MAI 1999)
	- Saldo op 1 januari .....	32.689	16.735	13.123	- Solde au 1 janvier
		34.674	18.720	15.742	
	- Annulering van vroegere vastleggingen .....	-	-	160	- Annulation d'engagements antérieurs
	- Ontvangsten van het lopend jaar .....	8.455	8.513	9.387	- Recettes de l'année en cours
	- Desaffectatie/Reaffectatie van middelen .....	-290	15.328	-290	- Désaffectation/Réaffectation de moyens
		-290	15.328	-290	
	- Beschikbaar tijdens het lopend jaar .....	40.854	40.576	22.379	- Disponible pendant l'année en cours
		42.839	42.561	24.839	
	- Uitgaven van het jaar .....	7.887	7.887	5.644	- Dépenses de l'année
		7.887	7.887	6.100	
	- Saldo van het organiek fonds op 31 december .....	32.967	32.689	16.735	- Solde du fonds organique au 31 décembre
		34.952	34.674	18.720	
13-40-4	FONDS VOOR DE FINANCIERING VAN DE TAALPRENTIES				FONDS POUR LE FINANCEMENT DES PRIMES LINGUISTIQUES
	- Saldo op 1 januari .....	57.998	58.146	31.561	- Solde au 1 janvier
		57.998	58.146	31.561	
	- Ontvangsten van het lopend jaar .....	27.688	26.873	26.585	- Recettes de l'année en cours
	- Beschikbaar tijdens het lopend jaar .....	85.686	85.019	58.146	- Disponible pendant l'année en cours
		85.686	85.019	58.146	
	- Uitgaven van het jaar .....	27.688	27.021	-	- Dépenses de l'année
		27.688	27.021	-	
	- Saldo van het organiek fonds op 31 december .....	57.998	57.998	58.146	- Solde du fonds organique au 31 décembre
		57.998	57.998	58.146	

0056 3294/001



		(X 1 000 EUR)			
Programma	BENAMING VAN HET FONDS	Begrotingsjaar - Année budgétaire			DENOMINATION DU FONDS
Programme	Oorsprong of bestemming van de middelen	2019	2018	2017	Origine ou destination des moyens
33-55-2	FONDS TER FINANCIERING VAN DE INTERNATIONALE ROL EN DE HOOFDSTEDELIJKE FUNCTIE VAN BRUSSEL				FONDS DE FINANCEMENT DU RÔLE INTERNATIONAL ET DE LA FONCTION DE CAPITALE DE BRUXELLES
	- Saldo op 1 januari .....	402.787	417.810	428.764	- Solde au 1 janvier
		607.386	607.409	603.886	
	- Annulering van vroegere vastleggingen .....	-	-	523	- Annulation d'engagements antérieurs
	- Ontvangsten van het lopend jaar .....	125.120	125.120	128.206	- Recettes de l'année en cours
	- Desaffectatie/Reaffectatie van middelen .....	-143	-143	-143	- Désaffectation/Réaffectation de moyens
		-143	-143	-143	
	- Beschikbaar tijdens het lopend jaar .....	527.764	542.787	557.350	- Disponible pendant l'année en cours
		732.363	732.386	731.950	
	- Uitgaven van het jaar .....	125.000	140.000	139.540	- Dépenses de l'année
		125.000	125.000	124.541	
	- Saldo van het organiek fonds op 31 december .....	402.764	402.787	417.810	- Solde du fonds organique au 31 décembre
		607.363	607.386	607.409	
44-56-2	FEDERAAL EUROPEES SOCIAAL FONDS PROGRAMMATIE 2007-2013				FONDS SOCIAL EUROPEEN FEDERAL PROGRAMMATION 2007-2013
	- Saldo op 1 januari .....	617	-	-	- Solde au 1 janvier
		2.260	5.080	5.058	
	- Annulering van vroegere vastleggingen .....	-	-	44	- Annulation d'engagements antérieurs
	- Vastleggingmachtiging .....	-	-	3.380	- Autorisation d'engagement
	- Ontvangsten van het lopend jaar .....	-	617	23	- Recettes de l'année en cours
	- Beschikbaar tijdens het lopend jaar .....	617	617	3.424	- Disponible pendant l'année en cours
		2.260	5.697	5.080	
	- Uitgaven van het jaar .....	-	-	3.380	- Dépenses de l'année
		-	3.437	-	
	- Saldo van het organiek fonds op 31 december .....	617	617	-	- Solde du fonds organique au 31 décembre
		2.260	2.260	5.080	

534

DOC 84



**d. Les fonds de restitution et d'attribution (tableau 4).**



*Le budget des voies et moyens n'enregistrent que des recettes nettes*



**Fonds de restitution et Fonds d'attribution**

enregistrent :



les sommes indûment perçues en matière d'impôts directs et indirects;



- les parts de recettes de l'impôt des personnes physiques et de TVA attribuées aux Communautés et aux Régions;
- les parts des recettes de TVA, de la cotisation spéciale etc. attribuées à la Sécurité sociale;
- l'attribution des droits d'inscription au Selor,
- etc.

*Les fonds d'attribution et de restitution n'ont pas d'impact sur le solde de financement*



**Fonds de restitution ?**

Pratique ancienne consistant à n'inscrire dans le budget des Voies et Moyens que des recettes fiscales nettes. Cette exception au principe du budget brut est tempérée par l'ouverture de fonds de restitution. Les recettes indûment perçues ne sont pas reprises au budget des voies et moyens et leur restitution n'est pas autorisée dans le cadre du budget général des dépenses

**Dérogations aux règles budgétaires**

- remboursements d'impôts : pas enregistrés comme des dépenses budgétaire et ne figurent pas dans le tableaux du budget général des dépenses
- recettes prélevées pour couvrir ces dépenses : pas comptabilisées au budget des voies et moyens



## Fonds d'attribution (art. 71 de la loi du 22 mai 2003)

Le SPF finance perçoit des recettes pour le compte et à destination d'autres niveaux de pouvoir (Régions, pouvoirs locaux, etc.)

Ces recettes : pas comptabilisées dans le budget des voies et moyens

Les versements opérées aux autres entités bénéficiaires de ces recettes : pas enregistrées comme des dépenses budgétaires

Ces recettes sont enregistrées dans les Fonds d'attribution



Repris dans le budget général des dépenses

Estimation des recettes non comptabilisées dans le budget des voies et moyens et destinés à d'autres niveaux de pouvoir



TERUGBETALINGS- EN TOEWIJZINGSFONDSEN (in duizend euro)				FONDS DE RESTITUTION ET D'ATTRIBUTION (En milliers d'euros)							
Art.	Lit.	Wijze van toewijzing	Saldo op 01-01-18 - Solde au 01-01-18	Ontvangsten van het jaar - Recettes de l'année	Uitgaven van het jaar - Dépenses de l'année	Saldo op 31-12-18 - Solde au 31-12-18	LIBELLES	Art.	Lit.	Mode de disposition	
1. TERUGBETALINGEN							1. RESTITUTIONS				
66	01	C					Administration des Contributions directes - Non-valeurs et restitutions de droits in dûment perçus; impôts directs et taxes y assimilées, intérêts de retard, etc. Intérêts moratoires.	66	01	C	
	(01)		0,0	54.580.829,0	54.580.829,0	0,0			(01)		
66	02	C					Administration des Douanes et Accises - Restitutions de droits et d'intérêts de retard in dûment perçus en matière de droits d'entrée, droits d'accises et taxes de consommation, taxes d'ouverture et produits divers ainsi que des remboursements dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise	66	02	C	
	(04)		0,0	464.464,0	464.464,0	0,0			(04)		
66	03	C					Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines - Restitutions de sommes perçues en matière de T.V.A., de taxes, de droits, d'amendes, d'intérêts, d'impôts sur le capital, etc.	66	03	C	
	(07)		0,0	16.032.535,0	16.032.535,0	0,0			(07)		
66	04	C					Administration des Contributions directes - Remboursements et imputations sur l'impôt sur les revenus dans le cadre de l'imminution du ticket modérateur.	66	04	C	
	(10)		0,0	15,0	15,0	0,0			(10)		
66	05	C					Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines - Fonds de restitution en matière de recettes non fiscales.	66	05	C	
	(13)		0,0	4.230,0	4.230,0	0,0			(13)		
66	07	C					Administration des Douanes et Accises - Restitutions de sommes perçues in dûment pour compte de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines	66	07	C	
	(19)		0,0	100,0	100,0	0,0			(19)		
66	09	B					Administration de la Trésorerie - Part attribuée au Grand-Duché de Luxembourg dans les avantages et profits que l'Etat belge retire de la Banque Nationale de Belgique	66	09	B	
	(25)			P.M.	P.M.				(25)		
66	10	B					Administration de la Trésorerie - Restitution des commissions de vente et des frais afférents à la réalisation de la transmission de titres de propriété.	66	10	B	
	(28)			P.M.	P.M.				(28)		
Totaux van terugbetalingen.			0,0	71.082.173,0	71.082.173,0	0,0	Totaux des restitutions.				



DOC 54 3294/001

TERUGBETALINGS- EN TOEWIJZINGSFONDSEN (In duizend euro)					FONDS DE RESTITUTION ET D'ATTRIBUTION (En milliers d'euros)							
Art.	Lit.	Wijze van beschikking	Saldo op 01-01-18 - Solde au 01-01-18	Ontvangsten van het jaar - Recettes de l'année	Uitgaven van het jaar - Dépenses de l'année	Saldo op 31-12-18 - Solde au 31-12-18	LIBELLES	Art.	Lit.	Mode de disposition		
<b>2. TOEWIJZINGEN AAN DE GEMEENSCHAPPEN, AAN DE GEWESTEN EN AAN DE FRANSE EN VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIES</b>					<b>2. ATTRIBUTIONS AUX COMMUNAUTES, AUX REGIONS ET AUX COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES FRANCAISE ET FLAMANDE</b>							
66	21	B	0,0	17.378.677,0	17.378.677,0	0,0	Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des Domaines - Part de la T.V.A. attribuée aux Communautés.	66	21	B		
	(61)								(61)			
66	22	B	0,0	8.441.361,0	8.441.361,0	0,0	Administration des Contributions directes - Part de l'impôt des personnes physiques attribuée aux Communautés.	66	22	B		
	(64)								(64)			
66	23	B	0,0	15.215.343,0	15.215.343,0	0,0	Administration des Contributions directes - Part de l'impôt des personnes physiques attribuée aux Régions.	66	23	B		
	(67)								(67)			
66	24	B	0,0	130.348,0	130.348,0	0,0	Administration des Contributions directes - Part de l'impôt des personnes physiques attribué à la Commission Communautaire française, à la Commission Communautaire flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.	66	24	B		
	(70)								(70)			
66	25	B	0,0	177.891,0	177.891,0	0,0	Amendes de circulation attribuées aux Régions	66	25	B		
	(71)								(71)			
66	26	B	0,0	254.088,0	254.088,0	0,0	Fonds d'attribution relatif aux décomptes permanents au niveau de l'impôt régional des personnes physiques.	66	26	B		
	(72)								(72)			
66	27	B	27,0	170,0	160,0	37,0	Attribution d'une partie de la régularisation fiscale en matière d'impôt des personnes physiques aux Régions.	66	27	B		
	(73)								(73)			
66	28	B	0,0	0,0	0,0	0,0	Fonds d'attribution concernant la régularisation fiscale des montants non-solés.	66	28	B		
	(74)								(74)			
66	81	B	0,0	0,0	0,0	0,0	Administration des Contributions directes - Affectation aux Régions dans le cadre de la déclaration tributaire unique.	66	81	B		
	(47)								(47)			
Totales van de toewijzingen aan de Gemeenschappen, aan de Gewesten en aan de Gemeenschapscommissies			27,0	41.597.876,0	41.597.868,0	37,0	Totaux des attributions aux Communautés et aux Régions et aux Commissions Communautaires					

**Voir cours Finances publiques II : financement des entités fédérées**

39



DOC 54 3294/001

TERUGBETALINGS- EN TOEWIJZINGSFONDSEN (In duizend euro)					FONDS DE RESTITUTION ET D'ATTRIBUTION (En milliers d'euros)							
Art.	Lit.	Wijze van beschikking	Saldo op 01-01-18 - Solde au 01-01-18	Ontvangsten van het jaar - Recettes de l'année	Uitgaven van het jaar - Dépenses de l'année	Saldo op 31-12-18 - Solde au 31-12-18	LIBELLES	Art.	Lit.	Mode de disposition		
<b>3. TOEWIJZINGEN AAN DE SOCIALE ZEKERHEID</b>					<b>3. ATTRIBUTIONS A LA SECURITE SOCIALE</b>							
66	31	B	28.482,0	0,0	0,0	28.482,0	Fonds d'attribution concernant la contribution de la T.V.A. au Fonds ONEM pour le congé éducatif.	66	31	B		
	(91)								(91)			
66	32	B	0,0	0,0	0,0	0,0	Fonds d'attribution concernant le financement de l'allocation d'attente CECI assurée par le financement alternatif de la gestion globale de la sécurité sociale.	66	32	B		
	(94)								(94)			
66	33	B	0,0	0,0	0,0	0,0	Affectation à la sécurité sociale du produit d'accises sur les tabacs manufacturés.	66	33	B		
	(97)								(97)			
66	34	B	0,0	P.M.	P.M.	0,0	Fonds d'attribution concernant la contribution du précompte professionnel à la sécurité sociale.	66	34	B		
	(98)								(98)			
66	35	B	9.193,0	113.484,0	111.621,0	11.056,0	Fonds d'attribution relatif au financement des fonds Maribel social par moyen d'une partie de la dispense de versement du précompte professionnel.	66	35	B		
	(99)								(99)			
66	36	B	34.108,0	0,0	0,0	34.108,0	Affectation à la sécurité sociale du produit de l'imposition des avantages obtenus lors de l'attribution d'options sur des actions	66	36	B		
	(09)								(09)			
66	37	B	47.595,0	12.189.831,0	12.189.831,0	47.595,0	Fonds d'attribution concernant la contribution de la TVA à la sécurité sociale	66	37	B		
	(12)								(12)			
66	38	B	42.066,0	222.207,0	224.979,0	39.294,0	Attribution à la sécurité sociale du produit de la cotisation spéciale pour la sécurité sociale	66	38	B		
	(15)								(15)			
66	91	B	16,0	0,0	0,0	16,0	Affectation à la sécurité sociale dans le cadre de la participation des travailleurs	66	91	B		
	(77)								(77)			
66	92	B	642.856,0	3.448.885,0	3.470.942,0	620.799,0	Affectation du précompte mobilier à la sécurité sociale	66	92	B		
	(60)								(60)			
66	93	B	0,0	0,0	0,0	0,0	Fonds d'attribution concernant l'attribution provenant de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance à l'INA-STI	66	93	B		
	(63)								(63)			
66	95	B	0,0	0,0	0,0	0,0	Affectation à la sécurité sociale de la cotisation	66	95	B		
	(65)								(65)			
aan de sociale zekerheid			0,0	0,0	0,0	0,0	à la sécurité sociale					
Totales van de toewijzingen aan de Sociale Zekerheid.			804.316,0	15.974.407,0	15.997.373,0	781.350,0	Totaux des attributions à la Sécurité sociale.....					

**Voir financement Sécurité sociale**

40



DOC 04  
1009/001

Art.	Lit.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 01-01-18 Solde au 01-01-18	Ontvangsten van het jaar Recettes de l'année	Uitgaven van het jaar Dépenses de l'année	Saldo op 31-12-18 Solde au 31-12-18	LIBELLES	Art.	Lit.	Mode de disposition
<b>7. TOEWIJZINGSFONDSEN AAN DE GEZINNEN</b>											
66	71	B	Toewijzing aan de gezinnen inzake de toelage voor het aanschaffen van huiskamers voor de verarming van de privé-woning	0,0	0,0	0,0	0,0	Affectation aux ménages dans le cadre de la subvention pour l'achat de parcelle de chauffage pour le chauffage de l'habitation privée	66	71	B
Totalen van de toewijzing aan de gezinnen				0,0	0,0	0,0	0,0	Totaux de l'attribution aux ménages			
<b>8. DIVERSE ATTRIBUTIE</b>											
66	80	B	Affectatie van de jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten aan het Rampenfonds	0,0	11.860,0	11.860,0	0,0	Affectation de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance au Fonds des Calamités	66	80	B
66	82	B	Toewijzing van de vennootschapsbelasting aan de financiering van de CREG-fondsen.	0,0	108.743,0	108.743,0	0,0	Attribution de l'impôt des sociétés pour le financement des fonds CREG	66	82	B
66	83	B	Toewijzing van bijzondere accijsrechten aan de financiering van de CREG-fondsen.	0,0	73.733,0	73.733,0	0,0	Attribution du droit d'accise spécial pour le financement des fonds CREG	66	83	B
66	84	B	Affectatie van BTW-ontvangsten aan de CREG	0,0	29.100,0	29.100,0	0,0	Affectation des recettes TVA au profit du CREG	66	84	B
66	85	B	Affectatie van de bedrijfsvoorheffing aan het fonds voor milieu-vriendelijke maatregelen autovoertuigen	0,0	0,0	0,0	0,0	Affectation du précompte professionnel au fonds pour les mesures environnementales des véhicules automobiles	66	85	B
66	86	B	Toewijzing betreffende de affectatie van BTW-ontvangsten aan APETRA	0,0	23.032,0	23.032,0	0,0	Attribution concernant l'affectation de recettes TVA au profit d'APETRA	66	86	B
Totalen van de diverse toewijzingen				0,0	246.468,0	246.468,0	0,0	Totaux des attributions diverses			
Totalen van de terugbetalingen.				0,0	71.082.173,0	71.082.173,0	0,0	Totaux des restitutions			
Totalen van de toewijzingen				831.699,0	58.684.510,0	58.107.466,0	808.743,0	Totaux des attributions			
Algemene totalen				831.699,0	129.166.683,0	129.189.639,0	808.743,0	Totaux généraux			

41

**e. Les SACA (tableau 5) et les OAP (tableau 6).**

Art. 1-01-6

Cette disposition est prévue en application de l'article 2 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral selon lequel les organismes assimilés aux organismes administratifs publics à gestion autonome sont repris dans une liste établie dans la loi budgétaire annuelle.

Cette liste repose sur la liste des organismes classés par l'Institut des comptes nationaux sous la classification S.1311 – Administration centrale mais comporte des différences justifiées ci-après.

Au sens de l'article 2 de la loi précitée du 22 mai 2003, la catégorie des services administratifs à comptabilité autonome est constituée des organismes suivants:

- Résidence Palace – Centre de presse international – Bruxelles
- Régie du travail pénitentiaire
- Institut National de Criminologie et de Criminologie
- Gestion des cartes d'identité et du Registre National
- Service central de traduction allemande
- Autorité nationale de sécurité
- Service administratif à comptabilité autonome des affaires consulaires
- Service administratif à comptabilité autonome chargé de la gestion du Centre de Conférences internationales Egmont II – Palais d'Egmont
- Service administratif à comptabilité autonome – "Activités sociales", chargé de l'organisation des activités du restaurant et de la crèche du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement
- Service de restauration et hôtellerie de la Défense
- FEDORREST
- Commissariat général belge pour les expositions internationales
- Réseau Express Régional – RER
- Bibliothèque royale de Belgique
- Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces
- Observatoire royal de Belgique
- Institut royal météorologique de Belgique
- Institut d'aéronomie spatiale de Belgique
- Institut royal des Sciences naturelles de Belgique
- Musée royal de l'Afrique centrale

5. Budgets des organismes administratifs publics ..... 618

1. Régie des bâtiments ..... 620
2. Bureau fédéral du Plan ..... 629
3. Agence fédérale pour la sécurité de la Chaîne alimentaire..... 631
4. Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile ..... 636
5. Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ..... 641
6. Agence fédérale de la Dette ..... 645

Finances publiques

42

### Les différentes catégories de services de l'Etat fédéral (art. 2 loi du 22 mai 2003)

La loi identifie 4 catégories : f (degré d'autonomie juridique et comptable)

Tous les services relevant de l'Etat fédéral doivent appartenir à une de ces catégories :

1. **Administration générale** : ensemble des services sans autonomie particulière soumis à l'autorité de leur ministre = SPF fédéraux mais certaine autonomie comptable et de gestion
2. **Services administratifs à comptabilité autonome ou SACA** (anciens services à gestion séparée) = autonomie comptable et budgétaire mais pas de personnalité juridique distincte de celle de l'Etat. Ils peuvent disposer d'une certaine autonomie de gestion mais dépendent du ministre dont ils relèvent.
3. **Organismes administratifs publics** : personnalité juridique distincte. Leur activité relève par nature de l'administration publique fédérale. Ne comprennent pas les services publics chargés d'une activité commerciale (au sens du SEC) ni les organismes de Sécurité sociale
4. **Entreprises d'Etat** : entreprises à caractère commercial, industriel ou financier, dotées d'un régime d'autonomie mais sans personnalité juridique appelées entreprises d'Etat



43

### Les services administratifs à comptabilité autonome



services gérés séparément mais ne revêtant pas de personnalité juridique distincte de celle de l'Etat

La gestion est, en vertu d'une loi particulière, séparée de la gestion des services d'administration générale → il s'agit de composantes pures de l'administration centrale dont la gestion et la responsabilité hiérarchique sont totalement intégrées au département dont elles dépendent

Ces services doivent publier un budget et des comptes. Les budgets sont approuvés par la Chambre

Exemples : bibliothèque royale, archives générales du royaume, observatoire royal de Belgique, etc.



Finances publiques

44

**Exemple**

Uitgaven - Dépenses

61006 - Koninklijke Bibliotheek Albert I

61006 - Bibliothèque royale Albert I

54/3

Art.	E.C. C.E.	o.n. n.o.	ks sc	Omschrijving	Initiele kredieten 2019 Crédits initiaux	Libellés
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
<b>11</b>				<b>Lonen en sociale lasten</b>		<b>Salaires et charges sociales</b>
	11.00	00		Lonen en sociale lasten: onverdeeld budget	11.689.400	Salaires et charges sociales: budget non ventilé
			11m		10.920.000	
			n.11m		769.400	
<b>12</b>				<b>Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>		<b>Achats de biens non durables et de services</b>
	12.11	00		Algemene werkingskosten vergoed aan andere sectoren dan de overheidssector	2.807.500	Frais généraux de fonctionnement payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques
			11m		2.436.000	
			n.11m		371.500	
<b>41</b>				<b>Inkomensoverdrachten binnen een institutionele groep</b>		<b>Transferts de revenus à l'intérieur d'un groupe institutionnel</b>
	41.10	00	11m	Inkomensoverdrachten aan de institutionele overheid	205.596	Transferts de revenus au pouvoir institutionnel
<b>72</b>				<b>Nieuwbouw van gebouwen</b>		<b>Constructions de bâtiments</b>
	72.00	00	n.11m	Nieuwbouw van gebouwen	2.165.000	Constructions de bâtiments
<b>74</b>				<b>Vererving van overige investeringsgoederen, waaronder immateriële goederen</b>		<b>Acquisitions d'autres biens d'investissement, y compris les biens incorporels</b>
	74.22	00		Vererving van overig materieel	1.015.000	Acquisitions d'autre matériel
			11m		385.000	
			n.11m		630.000	
	74.50	00	11m	Vererving van waardevolle voorwerpen	1.214.000	Acquisitions d'objets de valeur
				<b>Totalen 74 - Vererving van overige investeringsgoederen, waaronder immateriële goederen</b>	<b>2.229.000</b>	<b>Totaux 74 - Acquisitions d'autres biens d'investissement, y compris les biens incorporels</b>

Doc 64 329/001



**Exemple**

Inkomsten - Recettes

61006 - Koninklijke Bibliotheek Albert I

61006 - Bibliothèque royale Albert I

Doc 64 329/001

Art.	E.C. C.E.	o.n. n.o.	ks sc	Omschrijving	Initiele kredieten 2019 Crédits initiaux	Libellés
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
				<b>Totalen Koninklijke Bibliotheek Albert I - Inkomsten</b>	<b>18.889.000</b>	<b>Totaux Bibliothèque royale Albert I - Recettes</b>
			11m		14.980.000	
			n.11m		3.709.000	
				Het deficitair saldo van de begroting zal gedekt worden door een beroep op de reserves van de instelling.	-407.496	Le solde déficitaire du budget sera couvert par un appel aux réserves de l'organisme.



### *Les entreprises d'Etat*

- ☛ régime réservé aux services de l'Etat à caractère industriel, financier ou commercial désignés par une loi particulière;
- ☛ services pourvus d'une autonomie technique importante tout en demeurant placés sous l'autorité hiérarchique du ministre;
- ☛ leur gestion et leur comptabilité sont séparées de celles des services de l'administration générale;
- ☛ doivent établir un budget et un compte mais assouplissement des règles budgétaires applicables à l'administration générale
- ☛ le budget doit être approuvé par la Chambre

La dernière entreprise d'Etat dépendant de l'autorité fédérale était la **Monnaie royale**. Il s'agit d'une entreprise d'Etat depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Loi du 31 juillet 2017 portant dispositions financières et fiscales diverses et portant des mesures en matière de contrats de concession : transformation de la Monnaie Royale en SACA.

<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/2488/54K2488003.pdf>



### *Les organismes d'intérêt public (<http://www.vocabulairepolitique.be/organisme-d-interet-public-oip/>)*

Autorité fédérale + entités fédérées : peuvent créer par une loi, un décret ou une ordonnance des organes indépendants, qui ne font pas partie de l'administration tout en contribuant à l'action du gouvernement dont ils dépendent.

Ces organismes :

- = « parastataux » ou « organismes d'intérêt public »
- texte législatif indispensable pour conférer à l'organisme la personnalité juridique qui lui permet de disposer d'organes de gestion, d'être capable d'accomplir des actes juridiques spécialisés et de disposer d'un patrimoine distinct de celui de l'Autorité fédérale et des entités fédérées.
- catégorie spécifique parmi les personnes morales de droit public. Le statut de beaucoup d'organismes d'intérêt public est régi par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.
- entités fédérées : pouvoir de modifier la loi de 1954 en définissant leurs propres normes relatives aux organismes d'intérêt public qui dépendent d'elles + pouvoir de créer des personnes morales de droit public en dehors du cadre de la loi de 1954 (**RTBF**). Les organismes de droit public doivent être créés par une loi, un décret ou une ordonnance, qui les rend juridiquement distincts de l'autorité qui les crée.



### *Les organismes administratifs publics (organismes d'intérêt public) de catégorie A*

↑  
leurs budgets doivent être approuvés par la Chambre → sont joints au budget général des dépenses

OAP = personnes de droit public créées par ou en vertu d'une loi.

Loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public : répartition en **4 catégories** : A, B, C, D.

→ deux sous-catégories → organismes à gestion ministérielle (A)  
→ organismes à gestion autonome (B, C, D)

→ règles distinctes pour les budgets et les comptes en fonction de la catégorie



### *Organismes d'intérêt public de catégorie A/ organismes administratifs publics à gestion ministérielle*

- ☞ administrations personnalisées ou régies;
- ☞ **définition** : organismes juridiquement distincts de l'Etat mais soumis au pouvoir hiérarchique d'un ministre qui exerce les pouvoirs de gestion;
- ☞ le budget est établi par le Ministre et transmis à la Chambre qui l'approuve en même temps que le budget du département
- ☞ procédure budgétaire semblable que celle de l'administration générale et les services à comptabilité autonome
- ☞ Soumis au contrôle de l'Inspection des finances
- ☞ **exemples** :

- ☞ Régie des bâtiments;
- ☞ Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile ;
- ☞ Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;
- ☞ Bureau fédéral du Plan
- ☞ Agence fédérale de la dette
- ☞ Agence fédérale des médicaments et des produits de la santé



Exemple

Uitgaven - Dépenses

62001 - Regie der Gebouwen				62001 - Régie des bâtiments		
Art.	E.C.C.E.	o.a.n.o.	ks.sc	Omschrijving	Initiale kredieten 2019 Crédits initiaux	Labelles
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
<b>11</b>				<b>Lonen en sociale lasten</b>		<b>Salaires et charges sociales</b>
	11.11	00	11m	Bezoldiging volgens weddeschalen	39.873.219	Rémunération suivant les barèmes
	11.12	00	11m	Overige bezoldigingselementen	8.550.270	Autres éléments de la rémunération
	11.20	00	11m	Sociale bijdragen ten laste van de werkgevers, afgedragen aan instellingen of fondsen	21.136.296	Cotisations sociales à charge des employeurs, versées à des institutions ou fonds
	11.31	00	11m	Directe toelagen	165.000	Allocations directes
			11m	<b>Totaal 11 - Lonen en sociale lasten</b>	<b>69.724.785</b>	<b>Totaux 11 - Salaires et charges sociales</b>
<b>12</b>				<b>Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>		<b>Achats de biens non durables et de services</b>
	12.11	00	11m	Algemene werkingskosten vergoed aan andere sectoren dan de overheidssector	70.335.629	Frais généraux de fonctionnement payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques
	12.12	00	11m	Huurprijden van gebouwen vergoed aan andere sectoren dan de overheidssector	477.150.993	Locations de bâtiments payées à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques
	12.21	00	11m	Algemene werkingskosten vergoed binnen de overheidssector	4.308.344	Frais généraux de fonctionnement payés à l'intérieur du secteur des administrations publiques
	12.22	00	11m	Huurprijden van gebouwen vergoed binnen de overheidssector	4.029.250	Locations de bâtiments payées à l'intérieur du secteur des administrations publiques
	12.50	00	11m	Indirecte belastingen betaald aan subsectoren van de overheidssector	2.283.302	Impôts payés à des sous-secteurs du secteur des administrations publiques
			11m	<b>Totaal 12 - Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>	<b>558.107.518</b>	<b>Totaux 12 - Achats de biens non durables et de services</b>
<b>16</b>				<b>Verkoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>		<b>Ventes de biens non durables et de services</b>



Exemple

Uitgaven - Dépenses

62001 - Regie der Gebouwen				62001 - Régie des bâtiments		
Art.	E.C.C.E.	o.a.n.o.	ks.sc	Omschrijving	Initiale kredieten 2019 Crédits initiaux	Labelles
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
<b>11</b>				<b>Lonen en sociale lasten</b>		<b>Salaires et charges sociales</b>
	11.11	00	11m	Bezoldiging volgens weddeschalen	39.873.219	Rémunération suivant les barèmes
	11.12	00	11m	Overige bezoldigingselementen	8.550.270	Autres éléments de la rémunération
	11.20	00	11m	Sociale bijdragen ten laste van de werkgevers, afgedragen aan instellingen of fondsen	21.136.296	Cotisations sociales à charge des employeurs, versées à des institutions ou fonds
	11.31	00	11m	Directe toelagen	165.000	Allocations directes
			11m	<b>Totaal 11 - Lonen en sociale lasten</b>	<b>69.724.785</b>	<b>Totaux 11 - Salaires et charges sociales</b>
<b>12</b>				<b>Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>		<b>Achats de biens non durables et de services</b>
	12.11	00	11m	Algemene werkingskosten vergoed aan andere sectoren dan de overheidssector	70.335.629	Frais généraux de fonctionnement payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques
	12.12	00	11m	Huurprijden van gebouwen vergoed aan andere sectoren dan de overheidssector	477.150.993	Locations de bâtiments payées à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques
	12.21	00	11m	Algemene werkingskosten vergoed binnen de overheidssector	4.308.344	Frais généraux de fonctionnement payés à l'intérieur du secteur des administrations publiques
	12.22	00	11m	Huurprijden van gebouwen vergoed binnen de overheidssector	4.029.250	Locations de bâtiments payées à l'intérieur du secteur des administrations publiques
	12.50	00	11m	Indirecte belastingen betaald aan subsectoren van de overheidssector	2.283.302	Impôts payés à des sous-secteurs du secteur des administrations publiques
			11m	<b>Totaal 12 - Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>	<b>558.107.518</b>	<b>Totaux 12 - Achats de biens non durables et de services</b>
<b>16</b>				<b>Verkoop van niet-duurzame goederen en diensten</b>		<b>Ventes de biens non durables et de services</b>



*Exemple*

62001 - Regie der Gebouwen				Inkomsten - Recettes		62001 - Régie des bâtiments	
Art.	E.C.E	o.n.o	ks.sc	Omschrijving	Initiale kredieten 2019 Crédits annuels	Libellés	
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	
	77.20	00	n.11m	Verkoop van overig materieel	5.300	Ventes d'autre matériel	
			n.11m	<b>Totaal 77 - Verkoop van overige investeringsgoederen, waaronder immateriële goederen</b>	<b>15.300</b>	<b>Totaux 77 - Ventes d'autres biens d'investissement, y compris les biens incorporels</b>	
89				Kredietaflossingen en vereffeningen van deelnemingen binnen de overheidssector		Remboursements de crédits et liquidations de participations à l'intérieur du secteur des administrations publiques	
	89.11	00	n.11m	Kredietaflossingen van de institutionele overheid	100.000	Remboursements de crédits du pouvoir institutionnel	
				<b>Totaal Regie der Gebouwen - Inkomsten</b>	<b>788.890.617</b>	<b>Totaux Régie des bâtiments - Recettes</b>	
			11m		738.426.000		
			n.11m		50.464.617		
Het deficitair saldo van de begroting zal gedekt worden door een beroep op de reserves van de instelling.					-8.000.000	Le solde déficitaire du budget sera couvert par un appel aux réserves de l'organisme.	

DOC-04 329/001



*Organismes d'intérêt public de catégorie B*

- organismes jouissant d'une autonomie technique du point de vue administratif et financier et d'une autonomie organique en matière de décision et de gestion;
- sont soumis à la tutelle du ministre dont ils dépendent notamment sur le cadre et le statut;
- autonomie exercée par un Conseil d'administration. Le ministre est représenté par un ou plusieurs commissaires du gouvernement;
- le budget est élaboré par les organes de gestion et approuvé par le Ministre de tutelle. Le budget est communiqué à la Chambre mais elle ne l'approuve pas;
- Le contrôle financier est assuré par le ou les commissaires du gouvernement

**Exemples :** Orchestre national de Belgique; Théâtre royal de la Monnaie, Bureau de normalisation, Institut géographique nationale; etc.



### *Organismes d'intérêt public de catégorie C*

- ☞ organismes exerçant une activité financière;
  - ☞ disposent d'une large autonomie notamment en matière de fixation du statut de leur personnel;
  - ☞ le budget est élaboré par les organes de gestion et approuvé par le Ministre de tutelle. Le budget est communiqué à la Chambre mais elle ne l'approuve pas
- ☞ Exemples :
- ☞ Autorité des services et marchés financiers (FSMA)
  - ☞ Agence fédérale du Contrôle nucléaire
  - ☞ Ducroire (compte propre);
  - ☞ Office de contrôle des assurances,
  - ☞ Office de contrôle des mutualités;
  - ☞ (Loterie nationale).



### *Organismes d'intérêt public de catégorie D*

- ☞ organismes exerçant leurs activités dans le domaine de la sécurité sociale;
- ☞ autonomie plus limitée que celle des organismes repris dans la catégorie C;
- ☞ soumis aux dispositions de la loi du 25 avril 1969 sur la gestion paritaire des organismes de sécurité sociale
- ☞ compte tenu de leur nature particulière, ces organismes ont été regroupés dans une catégorie particulière : **Institutions publiques de Sécurité sociale (AR du 3 avril 1997)**



Objectif : accorder à ces organismes une plus grande capacité de décision et davantage de responsabilités en délimitant de manière précise les attributions d'exécution par rapport à celles de la tutelle

Comment ? ➡ contrat d'Administration



Contrat d'administration : s'applique aux organismes de l'ancienne catégorie D + autres organismes œuvrant dans le champ de la Sécurité sociale :

1. négocié par l'organe de gestion assisté par le responsable de la gestion journalière avec le Ministre de tutelle et le Ministre du Budget;
2. durée de 3 à 5 ans

→ Voir section spécifique sur les finances de la sécurité sociale



**En dehors de ces 4 catégories, il existe d'autres organismes :**

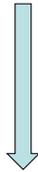
- le Conseil central de l'économie;
- le Conseil national du travail;
- le Conseil supérieur des classes moyennes;
- L'Unia ou Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme
- les entreprises publiques autonomes soumises (loi du 21 mars 1991)



### *Entreprises d'Etat ≠ entreprises publiques autonomes*

Années 80 : mutation fondamentale du concept de service public

Réflexions européennes : distinction entre les services publics purs (non marchands) et les services publics marchands



Lois du service public : égalité des usagers, continuité du service et mutabilité  en fonction des objectifs poursuivis, des modalités de subventionnement peuvent s'appliquer

Accès à la prestation de services doit pouvoir être ouvert à tout concurrent et les prix doivent refléter la réalité économique



Cette distinction impliquait un nouveau dispositif



Loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques



Initialement pour régler la situation de :

- la Poste (parastatal A)
- Belgacom (parastatal A)
- Régie des voies aériennes (parastatal A)
- SNCB (parastatal B)
- + autres

La loi de 1991 :

- introduit une distinction au sein des activités des entreprises publiques autonomes entre les missions de service public et les activités exercées en concurrence (pour lesquelles l'autonomie de gestion est maximale).
- redéfinit les règles de tutelle et l'installation d'organes de gestion propres et indépendants
- contraint les entreprises publiques autonomes à tenir compte des intérêts des usagers.
- impose la conclusion d'un contrat de gestion, conclu pour une durée de trois à cinq ans qui précise les règles et conditions dans lesquelles l'entreprise exerce les missions de service public qui lui sont confiées par la loi.



➡ tout organisme d'intérêt public travaillant dans un secteur industriel ou commercial peut obtenir une autonomie de gestion après avoir conclu un « **contrat de gestion** » avec les pouvoirs publics;



réglemente les missions de services publics fournies par l'entreprise. Les activités non incluses dans ce contrat sont ouvertes à la concurrence (activités libres)

Le contrat de gestion est signé par le Ministre de tutelle et les organes de gestion et approuvé par un AR délibéré en Conseil des Ministres. Il détaille les obligations de services publics, niveau de prestation, la méthode de tarification, modalités de financement, etc.

➡ produisent des services qui sont mis à la disposition du citoyen moyennant un prix qui ne reflète pas le coût d'opportunité de la production de ce service ➡ versement d'une subvention par l'Etat destinée à couvrir : soit le manque à gagner soit le coût supplémentaire.



- entreprises publiques autonomes peuvent prendre la forme d'une société anonyme de droit public.
- si au départ l'État détenait la totalité des actions, il peut céder une partie à des autorités publiques ou, à défaut, à des capitaux privés moyennant une double limitation :
  - les actionnaires publics doivent conserver au moins 75 % des droits de vote
  - et plus de 50 % du capital.
- entreprises publiques autonomes fédérales : entreprises visées par la loi du 21 mars 1991 = Proximus (anciennement Belgacom), Bpost, Belgocontrol (Skeyes) + les entités du groupe SNCB + DUCROIRE + BIAC devenue société anonyme de droit privé en 2004



- La nomination du conseil d'administration, en particulier de l'administrateur délégué des entreprises publiques autonomes illustre les poids respectifs du pouvoir de tutelle exercé par le ministre compétent et des méthodes de gestion du secteur privé.
- contrôle des comptes de chaque entreprise publique autonome : collège de quatre commissaires, dont deux sont nommés par la Cour des comptes parmi ses membres
- les finances de ces entreprises ne sont pas réputées appartenir aux finances de l'Etat fédéral (vérification périmètre SEC);



Consolidation dans le cadre du SEC



- Modernisation de la loi en 2015 (loi du 16 décembre 2015) :
  - assouplissement de certaines contraintes organisationnelles pour les entreprises publiques autonomes actives dans les secteurs ouverts à la concurrence
  - alignement du mode de nomination et de fonctionnement des organes de gestion des entreprises publiques autonomes cotées en bourse sur les règles ordinaires de gouvernance d'entreprise applicable aux sociétés cotées
  - définition du cadre lequel la participation des autorités publiques dans les entreprises publiques autonomes cotées en bourse pourrait, le cas échéant, être ramenée à un niveau inférieur à 50 % plus une action.





Belgacom (ex-parastatal de catégorie A) est passée du statut d'entreprise publique autonome à celui de société anonyme de droit public le 27 décembre 1994 pour permettre l'entrée d'actionnaires privés dans son capital;

La Poste est passée du statut d'entreprise publique autonome à celui de SA de droit public (Arrêté royal du 17 mars 2000).

La Loterie Nationale n'est plus une institution parastatale depuis le 16 juillet 2002 mais une SA de droit public



Pour approfondir vos connaissances, quelques lectures intéressantes :

- [Vandewattyne, J. Cultiaux et R. Deruyver](#) « De La Poste à bpost : histoire d'une mutation (1991-2015) », [Courrier hebdomadaire du CRISP 2017/1-2 \(n° 2326-2327\)](#)
- [Vincent A.](#), Entreprises et holdings publics fédéraux Restructurations et privatisations 1992-1995, [Courrier hebdomadaire du CRISP 1995/23-24 \(n° 1488-1489\)](#)
- [D. Nuchelmans](#) et [G. Pagano](#) « Les entreprises publiques autonomes », [Courrier hebdomadaire du CRISP 1991/16-17 \(n° 1321-1322\)](#)
- L'entreprise publique en Belgique, [Courrier hebdomadaire du CRISP 1974/4 \(n° 630\)](#)
- [D. Aubin](#) et [S. Moyson](#) La régulation du rail en Belgique, Analyse des régimes institutionnels depuis 1832, [Courrier hebdomadaire du CRISP 2011/29-30 \(n° 2114-2115\)](#)
- [F. Dehousse](#) et [F. Gadisseur](#), La libéralisation du secteur ferroviaire et ses conséquences en Belgique, [Courrier hebdomadaire du CRISP 2002/26-27 \(n° 1771-1772\)](#)
- [Dimitri Yernault](#) Constitution, privatisations et pouvoirs spéciaux : un débat oublié , [Courrier hebdomadaire du CRISP 2001/24-25 \(n° 1729-1730\)](#)
- L. Caponetti, V Demertzis et B. Sak, Services publics et missions de service public en Belgique – Etat des lieux CIRIEC N° 2016/12 <http://www.ciriec.ulg.ac.be/wp-content/uploads/2017/02/WP2016-12FR.pdf>





**Le solde net à financer de l'Etat** = calcul hors recettes et dépenses des entreprises d'Etat, des services de l'Etat à gestion séparée et des organismes d'intérêt public.

**Pourquoi ?**

- 1. les budgets de ces organismes sont présentés en équilibre;
- 2. les dotations que l'Etat leur verse sont reprises, en dépenses, dans les budgets départementaux.

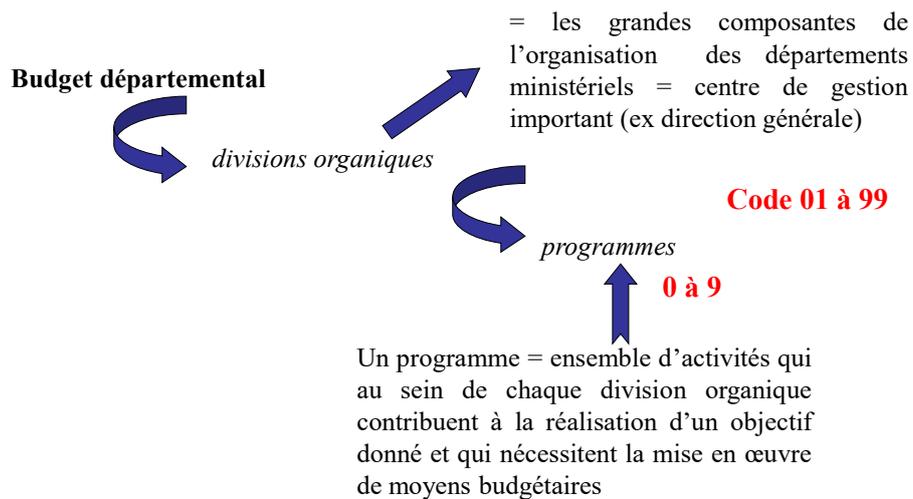


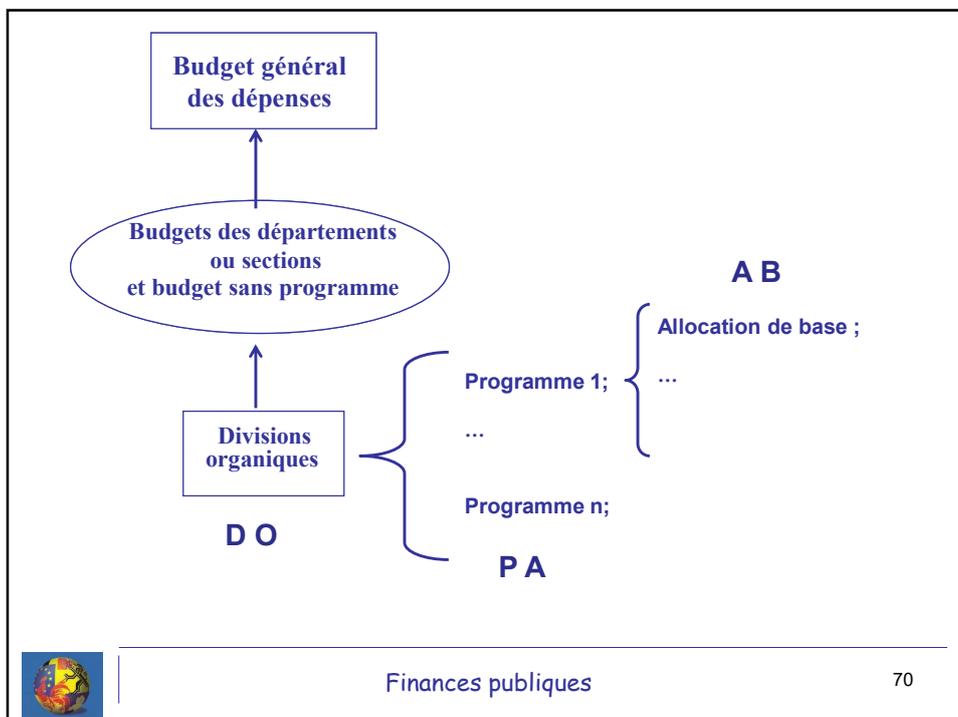
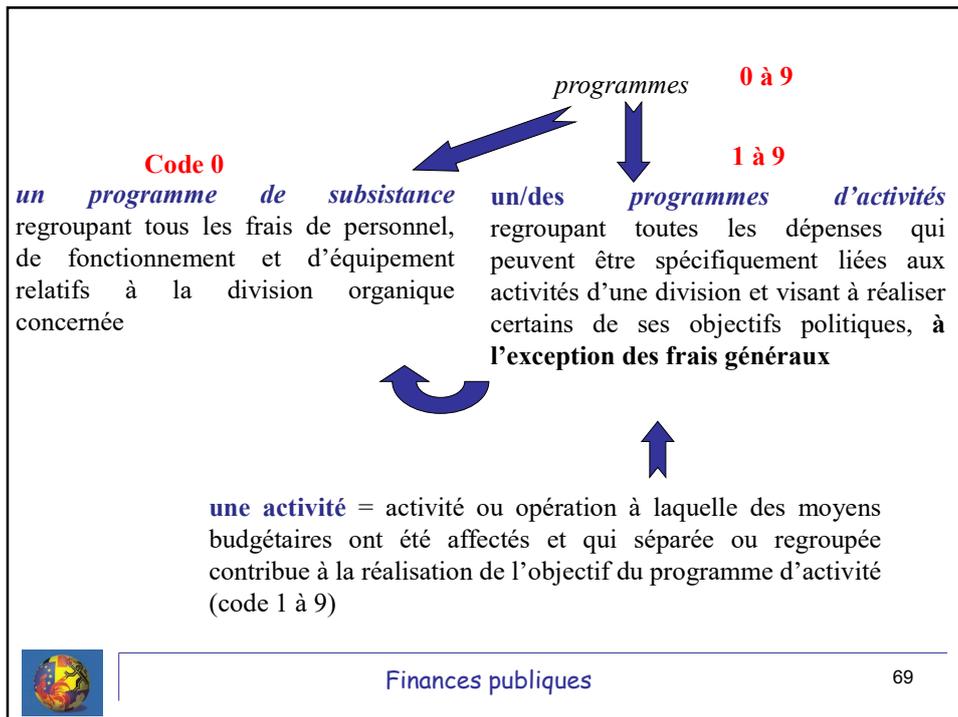
**Consolidation dans le cadre du SEC**



**Analyse des budgets départementaux**

**Structure**





**Programme de subsistance** : destiné à couvrir les frais de fonctionnement de l'administration et des cellules stratégiques. Ils sont faciles à reconnaître : code (5<sup>ème</sup> chiffre = 0)

**Programmes d'activités** : tous les autres programmes ➡ code (5<sup>ème</sup> chiffre ≠ 0)

Tous les crédits relatifs aux programmes doivent être ventilés en **allocations de base** conformément à la classification économique, sauf les crédits prévus pour les dotations.

Les allocations de base déterminent les outils utilisés en vue de la réalisation des programmes



➡ allocation de base = la plus détaillée des unités budgétaires afférentes à un programme et dont le libellé définit la catégorie précise de dépenses

Allocation de base :

- 4 premiers chiffres = classification économique
- 2 derniers chiffres = numéro d'ordre visant à classer les allocations de base au sein des programmes et/ou activités

➡ 4 premiers chiffres de l'allocation de base = nature économique des opérations à charge du crédit prévu

➡ permettent le regroupement des dépenses publiques ou regroupement économique



## Remarque

Depuis 1996, les allocations de base

- figurent dans les tableaux budgétaires à titre informatif
- ne représentent plus une contrainte budgétaire légale mais une limite administrative à l'utilisation des crédits fixée par le gouvernement = discipline interne que le gouvernement s'impose et à laquelle il peut déroger en modifiant la répartition des allocations de base

### Art. 52 de la loi du 22 mars 2003 :

- augmentation de la marge de manœuvre du gouvernement
- les nouvelles ventilations ne peuvent modifier les crédits budgétaires par programme : appliquées seulement pour les crédits d'engagement
- crédits de liquidation : ventilation n'est limitée que par les crédits de la section du budget

Le principe de spécialité s'applique par programme



## Structure du budget général des dépenses

Département ou section	Division organique	Programme	Activité	N° Alloc. Base
<b>Structure</b>				
XX	XX	X	X	XX.XX
<b>Exemple</b>				
12 SFP Justice	51 direction générale établissements pénitentiaires	0 programme de subsistance	1 dépenses de personnel	11.00 rémunération et allocation ...



12 SPF JUSTICE

QA PA B.A.		kt	CX 1 000 EUR		Realisées	CRDP	G	DIVISIONS ORGANIQUES
DO PA A.B.		sc	2017	2016	2015			Programmes
			Crédits initiaux	Crédits ajustés	Revisions			Activités
			(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	Allocations de base
40 41 35 20 03	11m		145	241	-		C	Quota-part de la Belgique dans les frais de fonctionnement du Schengen Information Syst Strasbourg
40 41 35 40 01	11m		764	690	809		C	Quota-part de la Belgique dans les frais de fonctionnement de l'Organisation Internationale de Police criminelle à Lyon
40 41 35 40 10	11m		130	133	120		C	Intervention de la Belgique dans les frais de fonctionnement d'organisations internationales
	11m		1.127	1.150	957			Totaux pour le programme 12.40.4
			1.036	1.067	966			- Paiements estimés
			1.036	1.057	980			5 Mesures de sûreté
								51 Biens et services
40 51 12 11 37	11m		1.797	1.807	1.822		1	Protection des personnes et des biens: recherches et enquêtes
40 51 12 11 42	11m		1.804	1.814	1.822		1	Mesures de protection des témoins en matière de collaboration judiciaire internationale
	11m		96	97	103			Totaux pour le programme 12.40.5
			1.893	1.904	1.925			- Paiements estimés
			1.900	1.911	1.930			Totaux pour la division organique 12-40
	11m		1.900	1.911	1.930			- Paiements estimés
			55.891	52.603	59.626			DIVISION 51
			55.830	52.541	56.759			DIRECTION GENERALE ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES
			55.830	52.541	57.861			Programme de subsistance
								01 Dépenses de personnel
51 01 11 00 03	11m		369 582	359 726	364 892		1	Rémunérations et allocations généralement quelconques - personnel statutaire définitif et stagiaire
51 01 11 00 04	11m		33 991	34 004	37 061		1	- personnel autre que statutaire

programme

Allocation de base

division

12 SPF JUSTICE

section

DOC 64 2109/001

75

## Type de crédits utilisés

SC

### ► Crédits d'engagement ordinaires limitatifs (lim)

crédits d'engagement = montant à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, à concurrence des sommes exigibles pendant l'année budgétaire.

Obligations récurrentes = obligations (traitements, pensions, abonnements ou loyers) dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci.

### ► Crédits de liquidation ordinaires (lim)

crédits de liquidation = montant à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement engagées.



► **Crédits d'engagement et de liquidation variables (FON)**

= crédits des fonds budgétaires organiques qui varient en fonction des recettes affectées perçues sur les postes correspondants du budget des voies et moyens.

Eventuellement, le solde disponible de l'année précédente est pris en compte. Contrairement aux crédits ordinaires limitatifs, le montant des crédits variables n'est pas un montant maximum fixe mais une simple estimation.



► **Crédits d'engagement et de liquidation variables (FON)**

13 FOD BINNENLANDSE ZAKEN		(N 1 000 EUR)					13 SPF INTERIEUR	
ORGANISATIE-AFDELINGEN	OA PA B.A.	ks	Betale kredieten	Aangevane kredieten	Realisaties	CRUP	G	DIVISIONS ORGANISATIE
Programma's	DO PA A.B.	kl	2017	2016	2015			Programmes
Activiteiten			Credit: uitkomst	Credit: cijfers	Realisaties			Activités
Basissubsidies								Allocations de base
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Betaling van de derving van opcentiemen van de agglomeratie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	40 40 45 35 04	11m	15.378	15.151	14.989			1 Paiement des crédits non perçus des centimes additionnels de l'agglomération à la Région de Bruxelles-Capitale
Betaling van de derving van de gemeentelijke opcentiemen aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	40 40 45 35 07	11m	75.044	73.935	73.077			1 Paiement des crédits non perçus des centimes additionnels communaux à la Région de Bruxelles-Capitale
41 Financiering van de taalpremie's								41 Financement des primes linguistiques
Toelage ter bevordering van de tweetaligheid in de Brusselse instellingen - bedrijven en financiële instellingen	40 41 32 00 02	fon	362	310	326			0 Subvention visant à favoriser le bilinguisme dans les institutions bruxelloises : entreprises et institutions financières
Toelage ter bevordering van de tweetaligheid in de Brusselse instellingen - lokale overheden: gemeenten	40 41 43 22 02	fon	12.764	12.236	10.012			0 Subvention visant à favoriser le bilinguisme dans les institutions bruxelloises - administrations publiques locales : communes
Toelage ter bevordering van de tweetaligheid in de Brusselse instellingen - lokale overheden: OCMW's	40 41 43 82 02	fon	5.176	5.176	4.441			0 Subvention visant à favoriser le bilinguisme dans les institutions bruxelloises - administrations publiques locales : CPAS
Toelage ter bevordering van de tweetaligheid in de Brusselse instellingen - andere lokale overheden	40 41 43 59 02	fon	4.659	4.659	4.071			0 Subvention visant à favoriser le bilinguisme dans les institutions bruxelloises - autres pouvoirs locaux
Toelage ter bevordering van de tweetaligheid in de Brusselse instellingen	40 41 45 35 02	fon	3.624	3.624	5.302			1 Subvention visant à favoriser le bilinguisme dans les institutions bruxelloises
42 Financiering andere instellingen								42 Financement des autres institutions
Dotatie aan het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers	40 42 41 40 44	11m	259.872	277.986	-			1 Dotation à l'Agence Fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile

Voir cours finances publiques II sur le financement des entités fédérées



## Types de crédits spécifiques

**Crédits supplémentaires de l'année en cours** = crédits votés par la Chambre au cours de l'année budgétaire afin d'ajuster (augmenter) les crédits d'engagement et de liquidation prévus initialement.

SE HANDEL			(X 1 000 EUR)					14 SPF AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	
OA	PA	B.A.	ks	Initiale kredieten 2015	Huidige aanpassing	Aangepaste kredieten 2015	CRIF	G	DIVISIONS ORGANIQUES
DO	FA	AB	oc	Credits initiaux	Prévent ajustement	Credits ajustés			Programmes
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	Activités
									Allocations de base
									DIVISION 42
									POSTES DIPLOMATIQUES, CONSULAIRES ET DE COOPERATION
									0 Programme de subsistance
									01 Dépenses de personnel
42	01	11.00.13	11m	67 986	+ 2 438	70 424		1	Traitements et indemnités du personnel statutaire des carrières extérieures (cf. art. 2.14.2 du Budget général des dépenses)
				67 986	+ 2 438	70 424			
42	01	11.00.14	11m	12 255	+ 372	12 627		1	Traitements et indemnités du personnel contractuel expatrié (cf. art. 2.14.2 du Budget général des dépenses)
				12 255	+ 372	12 627			

**Crédits complémentaires** = crédits supplémentaires octroyés par la loi visant à approuver le compte général de l'administration générale (loi de comptes) afin de régulariser a posteriori des dépassements de crédits constatés



**Crédits provisionnels** = crédits inscrits chaque année au budget général des dépenses (le plus souvent auprès du SPF Budget et Contrôle de la gestion) afin de couvrir des dépenses complémentaires prévisibles mais dont le montant précis dépend d'évolutions incertaines et dont la ventilation exacte entre les divers départements ne peut pas être effectuée lors de l'élaboration du budget.

Exemple : augmentation de l'indice des prix et la programmation sociale.

Les crédits provisionnels sont contraires au principe de spécialité et ont été critiqués par la Cour des comptes lorsqu'ils prenaient une taille trop importante dans le budget fédéral

Sur la base d'un cavalier budgétaire : ces montants peuvent être répartis, au cours de l'année et selon les besoins, entre les programmes et départements concernés, par arrêté royal et moyennant l'accord du Ministre du Budget.

**Cavalier budgétaire** = disposition dans le projet de loi d'un budget permettant au législateur d'accorder des dérogations aux lois sur le budget et la comptabilité de l'Etat pour la durée de l'année budgétaire.



200

**03 SPF BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION**

(X1 000 EUR)

OA PA B.A.	ls	Initiale crédits	Amorphe crédits	Realisées	CRP	G	DIVISIONS ORGANIQUES
DO PA A.B.	sc	2017	2016	2015			Programmes
		Credit initial	Credit ajuste	Realisations			Activités
							Allocations de base
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
	11m	16.315	16.406	13.720			Totaux pour la division organique 03-31
		16.735	16.497	14.228			- Paiements estimés
		16.735	16.497	15.683			
	32 01 12.11.16	84	85	60			DIVISION 32
		84	85	60			Développement d'un moteur de paie dans le cadre du projet P&O shared service
	11m	84	85	60			0 Développement d'un moteur de paie dans le cadre du projet P&O shared service
		84	85	60			Dépenses de fonctionnement dans le cadre du projet Moteur de paie
		84	85	60			Totaux pour le programme 03.32.0 et pour la division organique 03-32
		84	85	60			- Paiements estimés
							DIVISION 41
							SOUTIEN DE LA POLITIQUE FEDERALE DU BUDGET
	41 10 01.00.01	354.534	499.915	-			1 CREDITS PROVISIONNELS
		354.534	499.915	-			Crédit provisionnel destiné à couvrir des frais de justice et dédommagements, arrariés de primes de développement des compétences, Cybersécurité, investissements en Défense et autres dépenses diverses
	41 10 01.00.02	-	95.000	-			1 Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses non structurelles concernant la sécurité
		-	95.000	-			
	41 10 01.00.03	-	650.000	-			1 Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses non structurelles concernant l'asile et la migration
		-	650.000	-			
	41 10 01.00.04	373.121	400.000	-			1 Crédit provisionnel en vue de couvrir les dépenses concernant le renforcement des mesures prises ainsi que des initiatives nouvelles en matière de lutte contre le terrorisme et le radicalisme.
		356.207	400.000	-			

**Finances publiques**

81

200

**Catégories de dépenses : CRIP**

**03 SPF BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION**

(X1 000 EUR)

OA PA B.A.	ls	Initiale crédits	Amorphe crédits	Realisées	CRP	G	DIVISIONS ORGANIQUES
DO PA A.B.	sc	2017	2016	2015			Programmes
		Credit initial	Credit ajuste	Realisations			Activités
							Allocations de base
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
							DIVISION 51
							CORPS INTERFEDERAL DE L'INSPECTION DES FINANCES
							0 Financement de Corps inter-fédéral.
							01 Moyens de substitution.
51 01 11.00.03	11m	7.141	7.144	6.897			1 Rémunérations et allocations généralement quelconques.
		7.144	7.144	6.898			Personnel statutaire définitif et statutaire.
51 01 12.11.01	11m	92	93	69			1 Dépenses permanentes pour achats de biens durables et de services, à l'exclusion des dépenses informatiques.
		92	93	43			
51 01 12.11.04	11m	113	113	1			1 Dépenses diverses de fonctionnement relatives à l'informatique.
		113	113	1			
51 01 12.11.99	11m	83	83	77			1 Indemnités de frais forfaitaires.
		83	83	77			
51 01 41.00.05	11m	16	16	14			1 Service social.
		16	16	14			
51 01 74.22.01	11m	5	5	-			1 Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, à l'exclusion des dépenses informatiques.
		5	5	-			
51 01 74.22.04	11m	15	15	-			1 Dépenses d'investissement relatives à l'informatique.
		15	15	-			
11m		7.465	7.469	7.058			Totaux pour le programme 03.51.0 et pour la division organique 03-51.
		7.465	7.469	7.024			- Paiements estimés
		7.465	7.469	7.029			TOTAUX POUR LE BUDGET 03
		756.355	1.578.691	25.585			
		739.861	1.673.783	25.966			- Paiements estimés
		739.861	1.673.783	27.258			

**Finances publiques**

82

C : dépenses affectées au service financier de dépenses préfinancées

R : dépenses totalement prises en considération pour la recherche et les services publics scientifiques

I : dépenses totalement prises en considération en tant qu'investissement public

P : transfert à un parastatal

03 SPF BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION										
(X) 1 000 EUR										
OA	PA	B	A	ks	Initiale kredieten	Assignations initiales	Restes à mobiliser	2015	CRDP	6
DO	PA	A	B	kt	Crédits initiaux	Crédits affectés	Annulations			9
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DIVISIONS ORGANIQUES										
Programmes										
Activités										
Allocations de base										
DIVISION 03										
CORPS INTERFEDERAL DE L'INSPECTION DES FINANCES										
0 Financement du Corps Interfédéral.										
01 Moyens de subsistance.										
5101	11.00.03	11m			7.141	7.144	6.997			1 Réimbursements et allocations généralement quelconques: personnel statutaire définitif et stagiaire.
					7.141	7.144	6.889			
5101	12.11.01	11m			92	93	69			1 Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services, à l'exclusion des dépenses informatiques.
					92	93	43			
5101	12.11.04	11m			113	113	1			1 Dépenses diverses de fonctionnement relatives à l'informatique.
					113	113	1			
5101	12.11.99	11m			83	83	77			1 Indemnités de frais forfaitaires.
					83	83	77			
5101	41.00.05	11m			16	16	14			1 Service social.
					16	16	14			
5101	74.22.01	11m			5	5	-			1 Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, à l'exclusion des dépenses informatiques.
					5	5	-			
5101	74.22.04	11m			15	15	-			1 Dépenses d'investissement relatives à l'informatique.
					15	15	-			
		11m			7.465	7.469	7.058			Totaux pour le programme 03.01.0 et pour la division organique 03-01
					7.465	7.469	7.024			
					7.465	7.469	7.028			- Paiements estimés
		11m			756.355	1.578.681	25.585			TOTAUX POUR LE BUDGET 03
					739.861	1.673.783	25.966			
					739.861	1.673.783	27.259			- Paiements estimés

200

Code genre

0 : information non communiquée

1 : dépenses sans dimension de genre

2 : dépenses relatives aux actions visant l'égalité hommes/femmes

3 : dépenses qui présentent une dimension de genre

DOC 04 2109/001



## 2. Evolution des dépenses publiques



## 2. Evolution des dépenses publiques

### Comment mesurer l'évolution des finances publiques ?

- ▶ dépenses publiques en % du PIB = poids de l'Etat = taille du gouvernement
- ▶ **confusion des termes** Etat ou pouvoirs publics et gouvernement ➡ importance du périmètre de consolidation (S13)
- ▶ les finances de l'autorité fédérale ne correspondent que partiellement aux finances publiques belges (administrations publiques) :
  - ▶ les **finances publiques fédérales (entité I)** sont assumées par les ministères de l'Etat fédéral **et** par des organismes publics dotés d'une certaine autonomie (exemple : la plupart des régimes de la sécurité sociale sont administrés par des organismes décentralisés ou parastataux);



- ▶ suite aux transferts de compétences aux **Communautés et Régions**, une part importante des dépenses ne sont plus comptabilisées dans le budget des dépenses de l'Etat fédéral mais au niveau des entités fédérées et de leurs organismes publics
  - ▶ les **pouvoirs locaux**, dans le cadre de leurs compétences, réalisent également des dépenses publiques.
- ➡ BNB fournit annuellement des informations complètes sur les dépenses, recettes et besoins de financement de l'ensemble des administrations publiques : méthodologie du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 95 et 2010).

Belgstat :

<http://www.nbb.be/belgostat/DataAccesLinker?Lang=F&Code=Natrek>



### Niveaux de pouvoir et finances publiques

	Pouvoir fédéral	Communautés et Régions	Pouvoirs locaux	Sécurité sociale
<b>Adm. publiques</b>	X	X	X	X
<b>Pouvoir central</b>	X	X		
<b>Pouvoir fédéral</b>	X			
<b>Ctés et Régions</b>		X		
<b>Pouvoirs locaux</b>			X	
<b>Sécurité sociale</b>				X

Entité I = autorité fédérale + sécurité sociale et Entité II : entités fédérées et pouvoirs locaux



La somme des différents tableaux  $\neq$  total des administrations publiques sinon double comptage



Finances publiques

87

### Les finances de l'ensemble des administrations publiques en millions € (SEC 95)

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001
<b>Recettes</b>	<b>12 733</b>	<b>25 793</b>	<b>41 278</b>	<b>60 405</b>	<b>76 069</b>	<b>98 057</b>	<b>122 615</b>	<b>126 608</b>
Recettes fiscales et parafiscales	11 096	23 048	36 583	54 333	68 895	88 960	111 516	114 531
Impôts directs	3 352	8 972	15 109	22 030	25 587	33 738	42 918	44 716
ménages	2 625	7 350	13 342	19 219	21 972	28 334	34 118	35 904
sociétés	718	1 604	1 752	2 785	3 582	5 299	8 524	8 585
autres secteurs	9	18	14	27	33	105	276	227
Impôts indirects	4 427	6 829	10 296	14 335	19 323	24 634	32 372	32 116
Cotisations sociales effectives	3 199	7 069	10 869	17 641	23 482	29 827	35 049	36 510
Impôts en capital	117	178	309	326	504	761	1 176	1 189
Cotisations sociales imputées	405	873	1 497	2 241	2 858	4 087	4 886	5 098
Intérêts reçus	213	400	584	999	1 058	785	789	1 020
Autres revenus de la propriété	168	307	729	604	1 059	1 223	1 679	1 608
Transferts courants en provenance des autres secteurs	377	371	630	649	373	618	779	894
Ventes courantes de biens et services produits	454	785	1 230	1 552	1 804	2 292	2 861	3 238
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	20	10	26	28	23	92	105	220
<b>Dépenses</b>	<b>13 413</b>	<b>28 904</b>	<b>49 672</b>	<b>72 896</b>	<b>87 245</b>	<b>106 823</b>	<b>122 417</b>	<b>125 640</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	10 411	23 339	38 766	54 196	63 662	82 507	97 911	102 799
Rémunérations des salariés	3 081	7 002	11 747	15 477	18 235	24 109	28 249	29 477
Consommation intermédiaire et impôts payés	1 096	2 243	3 555	4 738	4 741	5 582	7 630	8 171
Subventions aux entreprises	725	1 485	2 458	2 947	2 711	3 038	3 722	4 001
Prestations sociales	4 728	11 506	19 505	28 648	35 278	45 718	53 340	56 081
en espèces	3 708	8 959	15 265	22 284	26 447	33 517	37 839	39 365
en nature fournies par des producteurs marchands	1 021	2 547	4 240	6 363	8 832	12 201	15 501	16 716
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	224	391	706	1 315	1 458	2 387	2 514	2 602
Transferts courants aux entreprises	157	280	457	632	786	780	615	615
Transferts courants du reste du monde	401	434	337	439	454	892	1 842	1 853
Charges d'intérêts	1 135	2 373	5 799	13 510	19 496	18 706	16 813	16 780
Dépenses en capital	1 866	3 192	5 108	5 190	4 087	5 609	7 692	6 062
Formation brute de capital fixe	1 377	2 555	4 117	3 620	2 703	3 557	4 433	3 907
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	242	276	296	138	-20	-216	-7	-434
Transferts en capital aux autres secteurs	247	362	695	1 432	1 404	2 268	3 266	2 589
<b>Épargne brute</b>	<b>1 049</b>	<b>- 107</b>	<b>-3 621</b>	<b>-7 654</b>	<b>-7 615</b>	<b>-4 010</b>	<b>6 610</b>	<b>5 621</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>- 680</b>	<b>-3 112</b>	<b>-8 394</b>	<b>-12 490</b>	<b>-11 175</b>	<b>-8 766</b>	<b>199</b>	<b>968</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>455</b>	<b>- 739</b>	<b>-2 595</b>	<b>1 020</b>	<b>8 321</b>	<b>9 941</b>	<b>17 012</b>	<b>17 747</b>

88

1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	156 357,5	164 932,2	173 163,9	179 089,4	182 238,1	185 202,9	187 626,3	196 567,9	203 525,1	204 915,3
Impôts directs	55 681,8	59 729,9	62 538,3	65 657,1	67 158,2	67 988,7	68 753,4	73 893,4	77 130,4	74 588,3
Ménages	45 275,9	47 933,5	49 707,7	52 239,3	53 215,2	53 015,7	53 576,8	54 437,2	55 946,0	55 401,9
Sociétés	9 542,6	10 986,6	11 941,7	12 920,6	12 930,5	13 951,2	13 002,2	15 300,5	20 332,4	17 599,6
Autres secteurs	865,3	839,8	885,9	917,2	1 049,5	1 011,8	1 094,4	1 065,7	1 152,0	1 196,8
Impôts indirects	47 505,4	49 421,8	52 159,3	53 050,0	54 028,2	54 834,3	57 472,2	59 299,9	61 523,2	63 728,7
Cotisations sociales effectives	50 574,0	53 028,8	55 148,3	56 490,3	57 153,5	58 741,1	59 025,2	59 758,1	61 399,5	63 107,7
Impôts en capital	2 596,3	2 771,7	3 315,0	3 573,0	3 899,2	3 639,8	3 346,5	3 616,5	3 772,0	3 306,6
Cotisations sociales imputées	6 205,9	6 739,4	9 150,7	9 560,2	9 609,2	9 257,9	9 549,4	9 935,0	10 196,3	10 401,7
Intérêts reçus	1 323,0	1 479,7	1 270,3	1 319,5	1 345,1	1 307,5	1 335,1	1 317,1	1 325,0	1 271,4
Autres revenus de la propriété	2 475,1	3 187,8	3 236,8	3 857,9	2 524,5	2 202,7	2 416,0	2 673,5	2 790,0	2 627,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	3 378,3	3 614,1	4 047,6	3 713,7	3 755,2	3 506,0	3 354,0	3 472,8	3 744,8	4 148,6
Ventes courantes de biens et services produits	8 857,6	9 420,2	10 022,7	10 399,2	12 027,6	12 108,0	13 376,9	14 037,7	14 814,3	15 011,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	212,0	273,8	533,5	525,8	255,1	207,9	830,0	473,9	314,6	325,2
<b>Total Recettes</b>	<b>180 809,6</b>	<b>191 647,2</b>	<b>201 425,5</b>	<b>208 174,8</b>	<b>211 754,8</b>	<b>213 792,9</b>	<b>218 287,7</b>	<b>228 477,9</b>	<b>236 500,1</b>	<b>238 588,2</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	168 681,1	177 108,0	184 792,5	190 212,2	194 902,9	196 943,1	202 586,7	206 714,9	214 532,8	222 529,2
Rémunérations des salariés	45 298,2	47 168,7	49 150,2	50 694,2	52 173,6	52 330,3	53 619,4	55 277,1	56 885,7	58 553,1
Consommation intermédiaire et impôts payés	15 119,1	15 965,9	16 022,7	16 535,6	17 287,7	17 161,7	17 566,5	18 854,9	18 853,0	19 471,8
Subventions	13 222,1	14 407,9	14 897,4	15 353,1	15 766,7	16 923,3	16 005,2	16 253,1	16 999,7	17 919,2
Prestations sociales	87 225,2	91 367,4	95 761,1	99 059,0	100 877,9	102 923,0	106 101,9	109 348,7	112 961,3	117 197,4
En espèces	59 718,2	62 196,5	65 447,5	68 256,5	69 257,2	70 745,4	72 875,0	75 209,5	77 627,4	80 271,5
En nature fournies par des producteurs marchands	27 507,0	29 170,9	30 313,6	30 802,5	31 620,7	32 177,6	33 226,9	34 139,2	35 333,9	36 925,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3 336,3	3 443,2	3 474,2	3 304,9	3 501,5	3 293,9	3 614,0	3 564,3	3 905,3	4 016,5
Transferts courants aux entreprises	124,5	181,3	185,8	127,4	114,0	175,0	135,0	122,1	122,1	146,8
Transferts courants au reste du monde	4 455,7	4 500,6	4 711,1	5 128,3	4 781,5	5 097,3	5 544,7	4 283,6	5 115,7	5 224,0
Charges d'intérêts	12 925,8	13 286,3	13 468,3	12 853,1	12 916,3	12 025,6	11 518,9	10 499,0	9 772,2	9 372,9
Dépenses en capital	14 045,7	17 535,6	19 841,3	17 384,3	16 655,2	14 982,0	14 345,6	14 318,8	15 940,8	15 975,2
Formation brute de capital fixe	6 148,0	8 964,7	9 592,9	9 136,1	10 328,3	10 387,5	10 366,0	10 724,0	12 190,7	12 518,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	621,8	646,5	753,1	543,6	469,9	151,0	85,6	159,4	202,6	112,9
Transferts en capital aux autres secteurs	5 566,9	7 891,4	9 495,3	7 714,6	6 257,1	4 373,5	3 984,0	3 434,4	3 443,5	3 343,8
<b>Total Dépenses</b>	<b>195 651,6</b>	<b>207 826,9</b>	<b>218 182,1</b>	<b>220 458,6</b>	<b>224 069,4</b>	<b>223 650,7</b>	<b>228 451,2</b>	<b>231 532,7</b>	<b>240 154,8</b>	<b>247 877,3</b>
Epargne brute	-9 089,1	-1 034,4	144,1	1 390,7	671,3	1 524,5	824,7	7 617,8	8 737,8	3 065,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-14 844,0	-16 278,7	-16 676,5	-12 284,8	-12 314,6	-10 657,8	-10 163,5	-3 654,8	-3 584,7	-9 278,1
<b>Solde primaire</b>	<b>-1 918,2</b>	<b>-2 301,4</b>	<b>-2 208,3</b>	<b>588,3</b>	<b>395,7</b>	<b>1 967,8</b>	<b>1 355,4</b>	<b>7 444,2</b>	<b>6 117,5</b>	<b>85,8</b>

01

Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 2019



Remarque importante

Plus de la moitié des dépenses publiques consiste en transferts de revenus et versement d'intérêts aux agents économiques privés (ménages et entreprises).

L'État joue un rôle de « pompe aspirante et refoulante » qui redistribue plus de ressources pour l'utilisation finale des ménages et des entreprises qu'il n'en absorbe pour ses propres besoins en consommation et investissement (G. Quaden, 1987)

Pour approfondir l'analyse voir notamment :

- Dumazy W. et Daerden F., *La dette des pouvoirs publics*, Editions Labor, Bruxelles, 2003;
- Bayenet B., Feron M., Gilbert V. et Thys-Clément F., *Fédéralisme budgétaire, mode d'emploi*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000
- Savage R., *Economie belge 1953-2000 - Ruptures et mutations*, Presses universitaires de Louvain, 2005



Finances publiques

90

2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes</b>										
<b>Recettes fiscales et parafiscales</b>	89 661,0	93 446,9	99 242,5	102 276,1	104 705,5	100 815,3	95 150,6	101 182,8	107 034,6	104 276,0
Impôts directs	49 967,3	53 715,2	58 352,2	59 842,3	61 648,3	57 234,2	52 441,3	57 224,5	61 239,4	57 608,2
Ménages	39 855,4	42 199,4	44 339,4	46 733,1	48 014,1	42 866,7	36 597,2	38 061,0	40 162,2	38 726,9
Sociétés	9 248,6	10 676,0	11 823,9	12 192,0	12 584,7	13 643,7	14 759,7	15 097,8	19 735,2	17 884,5
Autres secteurs	863,3	839,8	889,9	912,2	1 049,5	1 011,3	1 094,4	1 065,7	1 162,0	1 196,6
Impôts indirects	35 915,2	38 955,0	39 456,1	39 492,2	39 926,8	40 391,5	42 212,1	43 403,2	45 465,6	46 170,1
Cotisations sociales effectives	2 468,3	2 487,3	2 353,2	2 336,9	2 327,0	2 336,2	72,4	69,1	68,1	64,9
Impôts en capital	300,2	308,4	679,0	637,7	854,4	863,4	414,8	496,0	521,6	434,8
Cotisations sociales imputées	2 068,4	2 224,8	2 314,2	2 494,2	2 503,1	2 396,2	2 427,9	2 497,6	2 623,0	2 596,4
Intérêts reçus	475,0	572,0	645,5	646,9	500,0	472,1	460,5	414,7	390,6	372,4
Autres revenus de la propriété	1 475,7	1 884,6	1 854,4	2 237,8	1 574,6	1 042,8	1 272,5	1 438,7	1 578,6	1 513,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	1 551,1	1 655,6	1 778,0	1 662,1	1 553,7	1 275,2	1 096,3	1 126,9	1 201,1	1 453,3
Ventes courantes de biens et services produits	1 556,4	1 737,5	1 793,4	1 854,7	3 376,3	3 336,1	3 622,9	3 620,1	3 728,7	3 355,5
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	170,1	158,9	153,4	168,7	203,0	268,2	2 614,7	2 741,9	2 916,5	3 051,1
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	79,3	71,5	362,0	293,2	89,8	43,8	450,0	294,3	54,1	89,9
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 626,6	2,6
<b>Total Recettes</b>	<b>96 061,1</b>	<b>101 751,1</b>	<b>108 033,4</b>	<b>111 532,7</b>	<b>114 536,8</b>	<b>108 663,7</b>	<b>107 673,3</b>	<b>113 317,0</b>	<b>121 163,7</b>	<b>117 342,8</b>
<b>Dépenses</b>										
<b>Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts</b>	91 578,8	97 885,7	101 122,7	104 704,7	108 386,2	100 756,5	103 921,4	106 132,1	110 216,6	114 820,4
Rémunérations des salariés	8 787,6	9 054,9	9 296,6	9 448,1	10 280,6	9 957,7	10 053,3	10 171,8	10 202,1	10 498,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	3 096,1	3 254,7	3 173,0	3 154,6	3 096,1	3 999,0	3 967,7	3 799,6	4 066,8	4 226,6
Subventions	4 997,9	5 022,1	4 906,0	4 991,6	4 970,0	5 045,7	4 818,8	4 787,9	5 311,8	5 533,4
Prestations sociales	8 542,4	9 016,8	9 105,1	9 322,5	9 489,4	8 989,9	8 330,9	8 588,0	8 918,6	8 106,6
En espèces	8 301,1	8 656,1	8 696,2	9 079,4	9 263,7	8 764,7	8 013,9	8 309,6	8 539,6	8 796,1
En nature fournies par des producteurs marchands	241,3	360,7	408,9	243,1	225,7	225,2	317,0	278,2	279,1	307,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	698,9	810,6	840,9	838,8	854,7	702,2	712,5	675,1	705,6	740,2
Transferts courants aux entreprises	0,5	0,0	0,0	0,0	1,9	42,4	13,0	7,9	3,4	18,6
Transferts courants au reste du monde	4 351,6	4 402,2	4 613,1	5 045,7	4 697,7	4 991,2	6 429,7	4 173,1	5 027,6	5 133,7
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	43 664,1	48 923,3	49 376,9	49 924,5	60 091,1	39 929,5	39 959,9	44 014,7	46 207,6	47 964,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	18 070,6	17 423,1	20 921,1	22 574,9	24 000,7	28 198,9	34 040,6	32 909,0	32 735,2	34 479,1
Charges d'intérêts	11 641,2	12 037,6	12 496,1	11 618,9	11 809,7	10 916,6	10 589,7	9 572,6	8 899,7	8 544,4
Dépenses en capital	3 834,9	5 782,3	8 145,9	5 141,9	4 241,8	3 200,1	3 042,9	3 227,4	3 138,9	3 257,2
Formation brute de capital fixe	340,4	877,9	963,5	926,5	812,7	1 592,7	1 819,4	1 988,5	1 952,2	2 103,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	314,5	603,9	615,4	346,9	-7,7	-48,0	37,2	-0,3	19,9	-22,8
Transferts en capital aux autres secteurs	2 419,1	4 158,5	6 446,6	3 638,5	2 419,5	1 270,7	1 486,1	1 270,5	993,7	996,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	183,9	142,0	118,3	168,9	79,3	87,7	101,4	66,7	133,1	101,2
<b>Total Dépenses</b>	<b>107 664,9</b>	<b>115 765,6</b>	<b>121 762,7</b>	<b>121 665,4</b>	<b>124 706,7</b>	<b>114 983,4</b>	<b>118 054,0</b>	<b>118 932,1</b>	<b>122 217,2</b>	<b>126 922,0</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>-7 106,1</b>	<b>-7 380,2</b>	<b>-5 895,4</b>	<b>-5 386,2</b>	<b>-4 190,2</b>	<b>-2 210,6</b>	<b>-7 827,8</b>	<b>-2 625,7</b>	<b>412,4</b>	<b>-4 024,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-10 993,8</b>	<b>-13 954,5</b>	<b>-13 729,3</b>	<b>-16 132,7</b>	<b>-10 170,7</b>	<b>-5 229,7</b>	<b>-10 360,7</b>	<b>-6 615,1</b>	<b>-1 053,5</b>	<b>-9 273,2</b>



Finances publiques

91

3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTES ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes</b>										
<b>Recettes fiscales et parafiscales</b>	8 967,3	9 637,6	10 262,2	11 330,3	11 300,4	15 917,1	22 062,8	23 067,0	22 866,6	23 693,7
Impôts directs	1 123,3	1 209,2	1 173,9	1 197,2	1 191,1	5 617,3	11 055,2	11 400,9	10 992,5	11 463,9
Ménages	1 123,3	1 209,2	1 173,9	1 197,2	1 191,1	5 617,3	11 055,2	11 400,9	10 992,5	11 463,9
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	5 514,2	6 129,3	6 334,5	6 763,8	7 037,8	7 215,6	7 851,3	8 366,8	8 459,0	9 016,7
Cotisations sociales effectives	33,7	35,8	14,8	14,0	9,7	8,8	254,6	229,6	254,7	254,3
Impôts en capital	2 296,1	2 463,3	2 739,0	3 335,3	3 093,9	3 078,4	2 931,7	3 130,5	3 204,4	2 958,9
Cotisations sociales imputées	4 632,8	4 949,6	5 209,4	6 470,7	5 897,9	5 424,3	5 829,0	5 899,0	6 011,2	6 121,1
Intérêts reçus	977,0	731,7	649,9	647,2	731,6	746,9	786,1	815,7	792,2	800,1
Autres revenus de la propriété	196,4	457,7	513,6	500,2	188,7	370,2	274,0	268,3	378,8	330,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	945,1	889,4	1 023,0	976,5	997,9	1 229,9	1 231,2	1 347,8	1 553,9	1 708,2
Ventes courantes de biens et services produits	4 432,1	4 827,6	5 015,9	5 248,1	5 203,9	5 219,9	5 591,7	6 420,0	6 741,0	6 573,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	29 214,7	31 911,6	33 902,4	33 309,6	33 986,8	29 384,3	29 477,9	30 180,2	31 267,6	32 013,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	5 204,0	5 669,9	5 961,5	6 324,4	6 637,1	16 970,5	18 453,8	19 099,6	19 561,1	20 100,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	71,8	113,7	116,2	162,5	99,3	85,6	136,4	122,2	176,7	189,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	137,8	141,0	96,0	138,4	60,0	60,6	87,6	82,0	118,1	80,5
<b>Total Recettes</b>	<b>54 379,0</b>	<b>59 290,0</b>	<b>61 890,0</b>	<b>64 107,9</b>	<b>64 773,5</b>	<b>75 595,3</b>	<b>84 126,5</b>	<b>87 290,8</b>	<b>86 442,7</b>	<b>92 543,9</b>
<b>Dépenses</b>										
<b>Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts</b>	49 312,3	51 656,3	54 219,5	55 807,4	56 842,5	72 152,7	74 288,7	77 018,2	79 438,3	82 546,4
Rémunérations des salariés	20 243,4	21 160,7	22 213,2	23 081,0	23 489,2	24 096,4	24 724,3	25 681,7	26 540,3	27 466,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	7 175,2	7 621,6	8 005,6	7 915,0	7 849,4	7 866,6	7 862,9	8 164,8	8 565,0	9 049,9
Subventions	3 516,6	3 716,0	4 214,9	4 492,6	4 596,2	5 555,9	6 799,3	8 065,3	9 003,7	9 562,8
Prestations sociales	8 482,3	8 960,4	9 303,6	9 875,3	9 906,0	19 953,3	20 967,7	21 737,1	22 241,3	23 376,7
En espèces	6 409,0	6 644,6	6 850,2	6 105,8	6 273,4	13 155,7	13 787,2	14 240,1	14 652,3	15 122,2
En nature fournies par des producteurs marchands	3 073,3	3 315,8	3 543,4	3 472,5	3 632,6	6 827,6	7 200,5	7 497,0	7 899,0	8 064,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1 515,2	1 581,9	1 420,1	1 444,9	1 572,6	1 540,5	1 507,7	1 502,9	1 978,1	2 037,2
Transferts courants aux entreprises	75,0	81,9	75,4	74,6	66,6	75,6	74,7	70,6	72,4	75,6
Transferts courants au reste du monde	65,9	69,5	71,3	66,5	61,3	71,3	84,1	84,7	66,2	57,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8 206,7	8 404,4	8 716,8	9 166,6	9 326,2	8 859,2	9 848,0	10 207,1	10 591,3	10 714,6
Charges d'intérêts	1 055,8	1 067,0	1 035,6	985,4	1 034,9	1 033,8	1 134,9	1 128,5	1 118,9	1 128,6
Dépenses en capital	6 964,5	8 363,0	7 379,2	8 374,7	8 408,3	6 214,4	6 028,9	6 338,8	10 865,2	9 401,6
Formation brute de capital fixe	4 315,6	4 976,9	4 744,5	4 792,9	5 210,7	6 467,5	6 727,2	6 613,6	8 313,3	6 362,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-42,2	-49,0	39,3	157,9	59,4	95,3	83,1	129,7	81,8	77,6
Transferts en capital aux autres secteurs	2 122,6	2 798,3	1 777,0	2 615,5	2 224,4	1 751,2	1 968,3	1 824,7	2 078,1	2 006,9
Transferts en capital aux autres administrations publiques	583,3	756,6	818,4	810,4	948,8	900,4	747,3	770,8	2 412,0	693,9
<b>Total Dépenses</b>	<b>57 332,6</b>	<b>61 086,3</b>	<b>62 624,3</b>	<b>65 167,5</b>	<b>66 285,6</b>	<b>81 400,9</b>	<b>83 945,5</b>	<b>86 482,5</b>	<b>91 442,4</b>	<b>93 073,8</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>1 965,1</b>	<b>3 788,7</b>	<b>3 682,8</b>	<b>3 678,9</b>	<b>3 634,2</b>	<b>-4 002,8</b>	<b>5 811,3</b>	<b>5 832,5</b>	<b>5 344,9</b>	<b>5 133,0&lt;/</b>

4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	8 018,5	8 391,1	8 066,7	8 450,6	8 497,8	9 094,6	9 513,0	9 642,6	9 396,7	10 162,2
Impôts directs	3 265,3	3 455,7	3 100,7	3 182,5	3 208,0	3 423,6	3 726,7	3 766,6	3 648,7	3 948,9
Ménages	3 265,3	3 455,7	3 100,7	3 182,5	3 208,0	3 423,6	3 726,7	3 766,6	3 648,7	3 948,9
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	4 753,2	4 912,1	4 941,2	5 272,6	5 249,8	5 642,9	6 786,7	6 854,6	5 733,0	6 195,1
Cotisations sociales effectives	22,7	23,3	24,8	26,5	26,8	27,1	26,6	21,4	18,0	18,2
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1 460,7	1 557,8	1 620,1	1 618,2	1 511,1	1 475,4	1 492,6	1 548,4	1 552,1	1 584,4
Intérêts reçus	178,6	153,5	111,4	92,4	87,1	86,7	52,1	72,2	81,2	95,3
Autres revenus de la propriété	803,0	845,5	868,8	829,0	791,2	789,7	871,5	966,5	832,6	793,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	878,5	930,5	1 128,0	903,8	1 023,7	840,7	820,6	857,5	848,4	855,2
Ventes courantes de biens et services produits	2 613,3	2 786,7	2 915,6	3 050,0	3 140,3	3 196,4	3 448,9	3 624,9	3 767,2	3 746,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	148,7	150,4	150,9	153,9	166,3	206,5	201,5	182,4	154,6	123,4
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	11 197,8	11 511,0	11 863,2	12 605,0	12 666,3	13 929,5	13 380,8	14 052,6	14 499,4	14 884,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	28,8	46,9	33,9	34,1	33,4	39,2	14,7	19,8	13,7	28,8
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	619,2	791,1	851,2	880,5	937,5	936,1	789,3	782,4	811,4	705,9
<b>Total Recettes</b>	<b>25 966,3</b>	<b>27 194,5</b>	<b>27 009,7</b>	<b>28 953,9</b>	<b>29 854,7</b>	<b>29 871,6</b>	<b>30 942,0</b>	<b>31 719,2</b>	<b>31 987,3</b>	<b>32 924,6</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	22 595,4	23 730,9	25 015,9	25 475,7	25 808,5	25 605,1	26 564,6	27 227,0	26 183,8	28 866,5
Rémunérations des salariés	14 770,1	15 404,5	16 085,5	16 567,7	16 787,4	16 668,1	17 207,0	17 564,9	16 222,6	18 006,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	3 891,0	4 127,8	4 413,7	4 434,5	4 456,6	4 431,6	4 765,9	4 907,6	5 164,7	5 171,2
Subventions	449,3	386,0	423,7	613,9	793,3	760,7	626,9	507,7	425,5	421,3
Prestations sociales	2 819,6	2 844,8	3 032,4	3 039,9	2 959,8	2 964,0	3 152,2	3 322,5	3 452,9	3 517,8
En espèces	2 303,0	2 504,8	2 652,9	2 648,8	2 586,2	2 686,8	2 870,9	3 073,8	3 199,7	3 269,8
En nature fournies par des producteurs marchands	316,6	340,0	379,6	391,1	373,6	277,2	281,3	248,7	253,2	248,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	626,6	673,4	759,3	654,7	598,2	624,3	485,0	523,4	505,6	599,6
Transferts courants aux entreprises	49,0	59,4	110,4	52,8	43,5	57,0	47,3	44,7	45,3	45,6
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	187,8	192,0	190,9	212,3	231,7	211,4	291,3	306,2	314,0	295,1
Charges d'intérêts	450,7	365,8	253,2	301,7	257,4	220,9	128,7	132,0	98,7	82,0
Dépenses en capital	3 090,4	3 556,6	4 113,2	3 556,2	3 227,3	3 256,7	2 943,5	3 418,9	4 199,9	3 949,4
Formation brute de capital fixe	2 827,7	3 365,6	3 808,7	3 280,8	2 905,2	2 827,7	2 644,7	3 138,5	3 793,2	3 524,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	79,5	114,6	98,4	38,8	77,1	78,7	34,7	30,2	123,9	58,1
Transferts en capital aux autres secteurs	167,3	265,9	195,6	217,0	249,6	236,7	248,5	261,9	255,0	255,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	15,9	23,3	10,5	9,6	25,4	18,6	8,2	4,9	10,9	11,4
<b>Total Dépenses</b>	<b>26 136,5</b>	<b>27 686,3</b>	<b>29 422,3</b>	<b>29 393,3</b>	<b>29 333,2</b>	<b>29 082,7</b>	<b>29 636,8</b>	<b>30 777,9</b>	<b>32 472,1</b>	<b>32 897,9</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>2 274,2</b>	<b>2 211,8</b>	<b>1 415,5</b>	<b>1 931,5</b>	<b>1 807,9</b>	<b>2 770,5</b>	<b>3 084,7</b>	<b>3 588,0</b>	<b>2 850,0</b>	<b>3 241,4</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-168,2</b>	<b>-529,8</b>	<b>-1 812,6</b>	<b>-740,1</b>	<b>-478,5</b>	<b>489,1</b>	<b>925,2</b>	<b>841,3</b>	<b>-514,8</b>	<b>26,7</b>



Finances publiques

93

5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	60 720,7	63 257,6	65 592,5	66 993,4	67 574,4	69 375,9	69 998,9	62 675,5	64 237,2	66 681,4
Impôts directs	1 325,9	1 349,8	1 411,5	1 425,1	1 424,8	1 403,6	1 520,2	1 801,4	1 549,9	1 567,3
Ménages	1 325,9	1 349,8	1 411,5	1 425,1	1 424,8	1 403,6	1 520,2	1 801,4	1 549,9	1 567,3
Sociétés	294,0	280,6	317,8	308,6	308,8	317,5	322,5	292,7	297,2	305,1
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1 345,5	1 426,4	1 425,5	1 534,4	1 519,6	1 593,3	1 643,1	1 736,3	1 525,7	1 348,8
Cotisations sociales effectives	49 949,3	50 482,4	52 765,5	54 039,9	54 790,0	56 959,0	57 735,6	59 437,8	50 719,7	62 709,9
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	7,0	7,0	7,0	7,1	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	3 86,5	409,1	491,1	436,4	406,9	412,7	403,5	399,9	320,8	372,7
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subsides reçus	103,6	138,6	118,6	141,3	150,0	156,2	215,9	140,6	141,4	128,9
Ventes courantes de biens et services produits	243,9	266,1	297,9	290,4	307,1	303,6	327,4	353,8	377,4	406,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	14 100,7	16 859,3	15 173,7	15 431,0	15 537,0	9 339,7	9 877,5	13 622,1	14 845,4	15 547,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	10 184,2	9 044,6	12 105,3	13 528,8	14 449,0	8 384,0	19 136,9	17 447,4	16 780,4	17 895,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	33,1	41,7	31,4	36,0	32,6	35,3	28,9	37,6	40,1	18,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>75 731,6</b>	<b>80 026,0</b>	<b>83 789,5</b>	<b>86 862,4</b>	<b>89 024,1</b>	<b>78 011,4</b>	<b>90 889,0</b>	<b>94 636,9</b>	<b>96 747,7</b>	<b>101 343,0</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	75 414,8	79 038,8	82 888,7	85 753,9	87 541,2	75 910,5	90 956,1	93 696,8	96 707,4	100 207,6
Rémunérations des salariés	1 497,1	1 538,6	1 564,9	1 620,4	1 677,4	1 608,1	1 634,8	1 655,7	1 670,7	1 552,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	957,8	981,8	1 030,4	1 001,5	1 016,6	964,5	970,0	920,9	1 056,5	1 023,9
Subventions	4 686,4	5 303,8	5 342,9	5 267,1	5 412,2	1 609,1	1 763,2	1 949,2	2 111,7	2 291,7
Prestations sociales	67 590,9	70 544,4	74 230,0	77 118,3	78 572,7	70 995,9	76 631,1	78 700,1	81 168,5	84 190,3
En espèces	43 705,1	46 391,0	48 248,2	50 396,5	51 133,9	46 136,2	51 223,0	52 855,8	54 335,9	56 890,4
En nature fournies par des producteurs marchands	23 875,8	25 154,4	25 981,8	26 731,8	27 438,9	24 847,6	25 408,1	26 114,3	26 932,8	28 305,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	393,6	377,4	443,9	469,2	525,0	436,5	508,8	530,9	571,1	639,7
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	38,0	30,9	26,7	26,1	22,5	24,8	30,9	25,8	22,9	32,9
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	291,2	291,9	249,9	271,2	312,8	262,7	9 416,3	9 839,2	10 106,9	10 440,9
Charges d'intérêts	105,2	182,6	138,0	165,6	180,9	238,0	23,7	11,3	40,3	-39,6
Dépenses en capital	920,0	742,8	1 152,2	1 310,5	1 455,3	1 077,5	190,2	178,1	191,8	160,5
Formation brute de capital fixe	62,1	74,1	75,1	63,9	81,7	62,6	69,9	66,4	82,0	73,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	867,8	668,7	1 076,1	1 246,6	1 373,6	1 014,9	120,3	91,7	109,8	86,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>76 460,0</b>	<b>79 965,1</b>	<b>84 178,9</b>	<b>87 224,8</b>	<b>89 177,4</b>	<b>77 229,0</b>	<b>91 168,0</b>	<b>93 886,2</b>	<b>96 858,9</b>	<b>100 330,1</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>317,7</b>	<b>945,3</b>	<b>941,2</b>	<b>1 106,5</b>	<b>1 419,4</b>	<b>1 967,4</b>	<b>26,0</b>	<b>1 052,2</b>	<b>1 90,5</b>	<b>1 255,1</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-728,4</b>	<b>60,9</b>	<b>-389,4</b>	<b>-362,4</b>	<b>-153,3</b>	<b>788,4</b>	<b>-279,0</b>	<b>810,7</b>	<b>-111,2</b>	<b>1 012,9</b>



➤ **Comparaison européenne des dépenses publiques**

**Replacer l'évolution des dépenses publiques dans leur contexte économique** ➡ **examiner l'évolution du PIB et de l'inflation**  
 ➡ **dates importantes ?**



Finances publiques

95

**VL.B.1. CROISSANCE REELLE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT AU PRIX DU MARCHÉ**  
 variation en % par rapport à l'année précédente

	BEL	LUX	NLD	DEU	FRA	ITA	AUT	ESP	PRT	FIN	IRL	GRC	SI	CY	MT	SK	EE	EA17	DNK	SWE	GBR	EU15	EU27	USA	JPN
1970	6.2	1.7	6.2	n.d.	6.2	5.3	7.1	4.2	8.5	7.5	2.7	8.9	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1.5	6.5	2.2	n.d.	n.d.	0.2	10.3
1971	3.8	2.7	4.3	n.d.	5.3	1.8	5.1	4.6	10.5	2.4	3.5	7.8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3.0	0.9	2.1	n.d.	n.d.	3.5	4.4
1972	5.3	6.6	2.6	n.d.	4.5	3.7	6.2	8.1	10.4	7.7	6.5	10.2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4.2	2.3	3.7	n.d.	n.d.	5.6	8.4
1973	6.1	6.3	5.6	n.d.	6.6	7.1	4.9	7.8	4.9	7.0	4.7	8.1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3.8	4.0	7.2	n.d.	n.d.	5.9	8.0
1974	4.2	4.2	4.3	n.d.	4.7	5.5	3.9	5.6	2.9	3.2	4.3	-6.4	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-0.8	3.2	-1.3	n.d.	n.d.	-0.5	-1.2
1975	-1.3	-6.6	0.1	n.d.	-1.1	-2.1	-0.4	0.5	-5.1	3.3	5.7	6.4	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-1.2	2.6	-0.6	n.d.	n.d.	-0.2	3.1
1976	5.7	2.5	4.8	n.d.	4.4	7.1	4.6	3.3	2.3	0.3	1.5	6.9	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0.1	1.1	3.6	n.d.	n.d.	5.0	4.0
1977	0.6	1.6	1.9	n.d.	3.6	2.6	5.1	2.8	6.0	0.2	8.1	2.9	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2.0	-1.6	2.4	n.d.	n.d.	4.6	4.4
1978	2.8	4.1	2.3	n.d.	3.9	3.2	-0.2	1.5	6.2	2.9	7.1	7.2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2.3	1.8	3.2	n.d.	n.d.	5.6	5.3
1979	2.3	2.3	2.0	n.d.	3.4	6.0	5.4	0.0	7.1	7.1	3.1	3.3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4.0	3.6	2.7	n.d.	n.d.	3.1	5.5
1980	4.4	0.8	2.2	n.d.	1.8	3.4	1.7	1.3	4.8	5.4	3.1	0.7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-0.6	1.7	-2.0	n.d.	n.d.	-0.3	2.8
1981	-0.3	-0.6	-0.4	n.d.	1.0	0.6	-0.1	-0.1	2.2	1.3	3.3	-1.6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-0.9	-0.2	-1.2	n.d.	n.d.	-0.5	4.2
1982	0.6	1.1	-1.2	n.d.	2.4	0.4	2.0	1.2	2.2	3.0	2.3	-1.1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3.7	1.2	2.2	n.d.	n.d.	-2.0	3.4
1983	0.3	3.0	2.0	n.d.	1.2	1.2	3.0	1.8	1.0	3.0	-0.2	-1.1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2.7	1.8	3.7	n.d.	n.d.	4.5	3.1
1984	2.5	6.2	3.5	n.d.	1.5	3.2	0.1	1.6	-1.0	3.1	4.3	2.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4.2	4.3	2.7	n.d.	n.d.	7.2	4.5
1985	1.7	2.9	2.3	n.d.	1.8	2.6	2.5	2.3	1.6	3.3	3.1	2.5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4.0	2.2	3.6	n.d.	n.d.	4.1	6.3
1986	1.8	10.0	3.3	n.d.	2.3	2.9	2.3	3.3	3.3	2.6	0.3	0.5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0.3	3.5	4.6	n.d.	n.d.	3.2	4.1
1987	2.3	4.0	2.0	n.d.	2.4	3.2	1.4	5.5	7.6	3.5	4.7	-2.3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-0.1	2.7	5.0	n.d.	n.d.	4.1	7.1
1988	4.7	8.5	3.4	n.d.	4.7	4.2	3.3	5.1	5.3	5.2	4.3	4.5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0.3	3.5	4.6	n.d.	n.d.	3.2	4.1
1989	3.5	0.8	4.4	n.d.	4.2	3.4	3.9	4.8	6.6	5.1	6.2	3.8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0.6	2.8	2.3	n.d.	n.d.	3.6	5.4
1990	3.1	5.3	4.2	n.d.	2.6	2.1	4.3	3.8	7.9	0.5	7.6	0.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1.6	1.0	0.8	n.d.	n.d.	1.9	5.6
1991	1.8	6.6	2.4	n.d.	1.0	1.5	3.4	2.5	3.4	-0.0	1.8	3.1	-8.0	0.7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	-1.5	-1.1	-1.4	n.d.	n.d.	-0.3	3.3
1992	1.5	1.8	1.7	1.9	1.5	0.8	2.1	0.9	3.1	-3.6	3.3	0.7	-6.5	9.7	4.7	n.d.	n.d.	n.d.	2.0	-1.2	0.1	1.1	n.d.	3.4	0.8
1993	-1.0	4.2	1.3	-1.0	-0.7	-0.9	0.5	-1.0	-0.7	-0.8	2.7	-1.6	2.8	0.7	4.5	7.1	n.d.	n.d.	-0.1	-2.1	2.2	-0.3	n.d.	2.9	0.2
1994	3.2	3.8	3.0	2.5	2.2	2.2	2.4	2.4	1.5	3.7	5.8	2.0	5.3	5.9	5.7	6.2	-1.8	2.5	5.5	4.0	4.3	2.8	2.8	4.1	0.9
1995	2.4	1.4	3.1	1.7	2.0	2.9	2.7	2.8	2.3	4.0	9.8	2.1	4.1	9.9	6.2	5.8	4.5	2.3	3.1	3.9	3.1	2.5	2.6	2.5	1.9
1996	1.4	1.5	3.4	0.8	1.1	1.1	2.5	2.4	3.6	3.8	9.3	2.4	3.6	1.8	4.0	6.9	5.9	1.5	2.8	1.6	2.9	1.7	1.8	3.8	2.6
1997	3.7	5.9	4.3	1.7	2.2	1.9	2.3	3.9	4.4	6.2	11.5	3.6	5.0	2.3	4.9	4.4	11.7	2.6	3.2	2.7	3.3	2.7	2.7	4.5	1.6
1998	1.9	6.5	3.9	1.9	3.4	1.4	3.8	4.5	5.2	5.0	8.8	3.4	3.5	5.0	3.4	4.4	6.8	2.8	2.2	4.2	3.5	2.9	2.9	4.4	-2.0
1999	3.5	8.4	4.7	1.9	3.3	1.5	3.5	4.7	4.1	3.9	11.1	3.4	5.3	4.8	4.1	0.0	-0.3	2.9	2.6	4.7	3.2	3.0	3.0	4.9	-0.2
2000	3.7	6.4	3.9	3.1	3.7	3.7	3.7	5.0	3.9	5.3	10.7	4.5	4.3	5.0	6.4	1.4	9.7	3.8	3.5	4.5	4.2	3.9	3.9	4.9	-2.3
2001	0.8	2.5	1.9	1.5	1.8	1.9	0.9	3.7	2.0	2.3	5.3	4.2	2.9	4.0	-1.5	3.5	8.3	2.0	0.7	1.3	2.9	2.1	2.1	1.1	0.4
2002	1.4	4.1	0.1	0.0	0.9	0.5	1.7	2.7	0.8	1.8	5.6	3.4	3.8	2.1	2.8	4.6	6.8	0.9	0.5	2.5	2.4	1.2	1.3	1.6	0.3
2003	0.8	1.7	0.3	-0.4	0.9	0.0	0.9	3.1	-0.9	2.0	3.9	5.9	2.9	1.9	0.1	4.8	7.6	0.7	0.4	2.3	3.8	1.3	1.5	2.6	1.7
2004	2.3	4.4	2.2	1.2	2.5	1.7	2.6	3.3	1.6	4.1	4.4	4.4	4.4	4.2	-0.5	5.1	6.3	2.2	2.3	4.2	2.9	2.4	2.5	3.5	1.4
2005	1.8	5.3	2.0	0.7	1.8	0.9	2.4	3.6	0.8	2.9	5.9	2.3	4.0	3.9	3.7	6.7	8.9	1.7	2.4	3.2	2.8	1.9	2.1	3.1	1.3
2006	2.7	4.9	3.4	3.7	2.6	2.2	3.7	4.1	1.4	4.4	5.4	5.5	5.8	4.1	3.2	6.3	10.1	3.2	3.4	4.3	2.6	3.1	3.3	2.7	1.7
2007	2.9	6.0	3.9	3.3	2.3	1.7	3.7	3.5	2.4	5.3	5.4	3.5	7.0	5.1	4.6	10.5	7.5	3.0	1.6	3.3	3.0	3.0	3.2	1.9	2.2
2008	1.0	-0.7	1.6	1.1	-0.1	-1.2	1.4	0.9	0.0	0.3	-2.1	-0.2	3.4	3.6	4.0	5.8	-4.2	0.4	-0.8	-0.6	-1.0	0.0	0.3	0.4	-1.0
2009	-2.8	-4.1	-3.7	-5.1	-3.1	-5.5	-3.8	-3.7	-2.9	-8.5	-5.5	-3.1	-7.8	-1.9	-2.4	-4.9	-14.1	-4.4	-5.8	-5.0	-4.0	-4.3	-4.3	-3.1	-5.5
2010	2.4	2.9	1.6	4.2	1.7	1.8	2.1	-0.3	1.4	3.3	-0.8	-4.9	1.2	1.3	3.4	4.4	3.3	2.0	1.3	6.6	1.8	2.1	2.1	2.4	4.5
2011	1.6	1.7	1.0	3.0	1.7	0.4	2.7	0.4	-1.7	2.7	1.4	-7.1	0.6	0.5	1.9	3.2	8.3	1.4	0.8	3.9	0.9	1.4	1.5	1.6	-0.8
2012(prév.)	-0.2	0.4	-0.3	0.8	0.2	-2.3	0.8	-1.4	-3.0	0.1	0.4	-6.0	-2.3	-2.3	1.0	2.6	2.5	-0.4	0.6	1.1	-0.3	-0.4	-0.3	2.1	2.0
2013(prév.)	0.7	0.7	0.3	0.8	0.4	-0.5	0.9	-1.4	-1.0	0.8	1.1	-4.2	-1.6	-1.7	1.6	2.0	3.1	0.1	1.6	1.9	0.9	0.3	0.4	2.3	0.6
2014(prév.)	1.6	1.5	1.4	2.0	1.2	0.8	2.1	0.8	0.8	1.3	2.2	0.6	0.9	-0.7	2.1	3.0	4.0	1.4	1.3	2.5	2.0	1.5	1.6	2.6	1.9

Source : European commission, DG ECFIN, Annual macro economic data base

Annexe : Tableau PIB en volume  
Pourcentage de variations

8

	Moyenne 1994-96	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Argentine	1.1	8.9	8.0	9.0	4.1	-5.9	10.1	6.0	-1.0	2.4	-2.5	2.7	-2.1	2.7	-2.5	-1.8	2.1
Australie	3.7	3.1	2.8	4.4	2.5	1.9	2.4	2.7	3.9	2.2	2.6	2.5	2.8	2.4	2.7	2.3	2.5
Autriche	2.4	2.4	3.7	3.7	1.1	-3.5	1.8	3.1	0.6	0.0	0.8	1.1	2.1	2.7	2.7	1.4	1.6
Belgique	2.4	2.1	2.5	3.4	0.6	-2.3	2.7	1.8	0.2	0.2	1.3	1.7	1.5	1.7	1.4	1.2	1.3
Bresil	3.2	4.0	6.1	5.1	-0.1	7.5	4.0	1.9	3.0	0.5	-3.5	-3.3	1.1	1.1	1.4	2.3	...
Canada	3.2	3.2	2.6	2.1	1.0	-2.9	3.1	3.1	1.8	2.3	2.9	0.7	1.1	3.0	1.8	1.3	2.0
Chili	5.2	5.8	6.3	4.9	3.5	-1.6	5.9	6.0	5.4	4.1	1.7	2.3	1.6	1.5	4.0	3.4	3.3
Chine	9.2	11.4	12.7	14.2	9.7	9.4	10.6	9.6	7.9	7.3	6.9	6.7	6.8	6.6	6.2	6.0	6.4
Colombie	2.1	4.7	6.8	6.8	3.3	1.2	4.3	7.4	3.9	4.6	4.7	3.0	2.1	1.4	2.7	3.4	3.6
Costa Rica	4.1	3.9	7.3	8.2	4.6	-1.0	5.0	4.3	4.8	2.3	3.5	3.6	4.2	3.4	2.7	2.7	3.0
République tchèque	6.6	7.0	5.6	2.5	-4.7	2.1	1.8	-0.7	-0.5	2.7	5.4	2.4	4.5	2.9	2.6	2.5	2.6
Danemark	2.2	2.3	3.9	6.9	-0.5	-4.9	1.9	1.3	0.2	0.9	1.6	2.3	2.4	2.3	1.4	2.1	1.7
Estonie	9.1	10.5	7.2	-5.0	-14.2	1.7	7.5	4.3	2.0	2.8	2.1	3.5	4.7	3.9	3.2	2.8	4.3
Finlande	4.0	2.8	4.1	5.2	0.7	-8.3	3.0	2.6	-1.4	-0.8	-0.6	0.5	2.8	2.7	2.3	1.5	1.4
France	2.3	1.7	2.6	2.4	0.1	-2.8	1.9	2.2	0.4	0.6	1.0	1.0	1.1	2.3	1.6	1.3	1.3
Allemagne	1.3	0.9	3.9	3.4	0.8	-5.6	3.9	3.7	0.7	0.6	2.2	1.5	2.2	2.5	1.5	0.7	1.2
Grèce	0.8	5.6	3.2	-0.3	-4.3	-5.4	-9.2	-7.3	-3.2	0.8	-0.5	-0.3	1.4	1.9	2.1	2.0	1.6
Hongrie	3.3	4.5	4.0	0.5	0.6	-8.6	0.6	1.7	-1.5	2.2	4.1	3.5	2.2	4.4	5.0	3.9	3.0
Islande	4.0	6.3	5.2	9.4	2.0	-6.8	-3.4	1.9	1.3	4.1	2.1	4.7	6.6	4.6	1.0	2.4	3.6
Inde	6.1	7.9	8.1	7.7	3.1	7.9	8.5	5.3	5.4	6.4	7.4	8.0	8.2	7.2	7.0	7.2	7.4
Indonésie	5.7	5.5	6.3	6.0	4.7	6.4	6.2	6.0	5.6	5.0	4.9	5.0	5.1	5.2	5.1	5.1	...
Irlande	7.7	5.7	5.1	5.3	-4.4	-5.1	1.9	3.7	0.2	1.3	8.8	25.0	4.9	7.2	6.8	3.9	3.3
Israël	4.1	5.6	6.1	3.3	1.3	5.5	5.6	2.2	4.3	3.9	2.5	4.0	3.4	3.3	3.1	3.2	3.0
Italie	1.6	1.1	2.1	1.3	-1.1	-5.5	1.6	0.7	-2.9	-1.7	0.2	0.8	1.2	1.8	0.7	0.0	0.6
Japon	1.2	1.1	1.4	1.7	-1.1	-5.4	4.2	-0.1	1.5	2.0	0.4	1.2	0.6	1.9	0.8	0.7	0.6
Corée	5.7	3.9	5.2	5.5	2.8	0.7	6.5	3.7	2.3	2.9	3.3	2.8	2.9	3.1	2.7	2.4	2.5
Lettonie	10.7	11.9	10.0	-3.5	-14.4	-3.9	6.4	4.0	2.4	1.9	3.0	2.1	4.6	4.8	2.7	2.7	2.9
Lituanie	7.7	7.4	11.1	2.6	-14.8	1.6	6.0	3.8	3.5	3.5	2.0	2.4	4.1	3.5	2.9	2.5	3.7
Luxembourg	4.3	3.2	5.2	8.3	-1.3	-4.4	4.9	2.5	-0.4	3.7	4.3	3.9	2.4	1.6	2.6	2.0	2.5
Mexique	2.4	2.5	4.5	2.3	0.9	-5.0	5.1	3.7	3.4	1.6	2.8	3.3	2.7	2.3	2.0	1.6	2.4
Pays-Bas	2.9	2.1	3.6	3.8	2.2	-3.7	1.3	1.5	-1.0	-0.1	1.4	2.0	2.1	3.0	2.6	1.6	1.5
Nouvelle-Zélande	3.7	2.8	2.8	3.9	-0.4	0.3	2.0	1.9	2.6	2.2	3.1	4.0	4.2	2.7	2.6	2.5	2.5
Norvège	3.1	2.6	2.4	3.0	0.5	-1.7	0.7	0.0	2.7	1.0	2.0	1.2	2.0	1.4	1.8	2.1	1.6
Pologne	4.5	3.5	6.2	7.0	4.2	-2.8	3.6	5.0	1.6	1.4	3.3	3.8	3.1	4.8	5.1	4.2	3.5
Portugal	2.8	0.8	1.6	2.5	0.2	-3.0	1.9	-1.8	-4.0	-1.1	0.9	1.8	1.9	2.8	2.1	1.8	1.9
Russie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
République slovaque	4.2	6.8	8.5	10.8	5.6	-5.4	5.0	2.8	1.7	1.5	2.8	4.2	3.1	3.2	4.1	3.5	3.4
Slovenie	4.0	5.7	6.9	3.3	-7.8	1.2	0.6	-2.7	-1.1	3.0	2.3	3.1	4.9	4.5	3.4	3.1	3.6
Afrique du Sud	3.1	5.3	5.6	5.4	3.2	-1.5	3.0	3.3	2.2	2.5	1.8	1.2	0.4	1.4	0.8	1.1	1.7
Espagne	3.6	3.7	4.2	3.8	1.1	-3.6	0.0	-1.0	-2.9	-1.7	1.4	3.6	3.2	3.0	2.6	2.2	1.9
Suède	3.2	2.8	4.9	3.5	-0.7	-5.1	5.7	2.7	0.0	1.2	2.7	4.2	2.5	2.4	2.4	1.6	1.6
Suisse	1.6	3.2	4.1	4.1	2.1	-2.2	2.9	1.8	1.0	1.9	2.5	1.3	1.6	1.7	2.5	1.0	1.5
Turquie	4.3	4.0	4.0	4.0	0.6	-4.7	8.5	-1.1	1.8	8.5	5.2	6.1	3.2	7.4	2.6	-2.6	1.6
Royaume-Uni	3.0	3.1	2.5	2.5	-0.3	-4.2	1.7	1.6	1.4	2.0	2.9	2.3	1.8	1.8	1.4	1.2	1.0
États-Unis	3.4	3.5	2.9	1.9	-0.1	-2.5	2.6	1.6	2.2	1.8	2.5	2.9	1.6	2.2	2.9	2.8	2.3
Zone euro	2.2	1.8	3.3	3.1	0.3	-4.5	2.0	1.7	-0.8	-0.2	1.4	1.9	2.5	1.8	2.1	1.4	1.3
Total OCDE	2.8	2.9	3.4	3.7	2.0	1.4	1.6	2.2	2.5	1.8	2.6	2.3	1.8	1.8	1.8	1.9	1.7

Note : Pour des informations sur les systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour, voir le tableau au début de l'annexe statistique.

1. Exercices budgétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 105.



<https://www.oecd.org/fr/economie/perspectives/perspectiveseconomiquesdelocde-annexestatistique.htm>

97

VIC.1. PRIX A LA CONSOMMATION (définition nationale)  
variation en % par rapport à l'année précédente

GVLN G.VAN KEYBROUCK 025763923

	BE	LU	NL	DE	FR	IT	AT	ES	PT	FI	IE	EL	SI	CY	MT	SK	EE	EA-17	DK	SE	UK	EU-15	EU-27	US	JP
1970	3.9	3.3	4.4	3.5	5.5	4.9	4.4	5.7	8.3	2.7	8.2	3.0	n.d.	2.4	3.7	n.d.	n.d.	n.d.	6.5	7.0	6.4	n.d.	n.d.	5.7	7.5
1971	4.3	4.7	7.0	5.2	5.3	4.9	4.7	8.3	11.9	8.5	9.0	3.0	n.d.	4.1	2.3	n.d.	n.d.	n.d.	5.9	7.4	9.5	n.d.	n.d.	3.2	4.9
1972	5.4	5.2	8.0	5.5	5.1	5.7	6.4	8.3	10.7	7.1	8.6	4.3	n.d.	4.8	3.4	n.d.	n.d.	n.d.	6.7	6.0	7.0	n.d.	n.d.	6.2	11.8
1973	7.0	6.1	8.1	7.0	7.5	10.8	7.5	11.4	12.9	11.0	11.4	15.5	n.d.	7.8	7.7	n.d.	n.d.	n.d.	9.3	6.7	9.2	n.d.	n.d.	6.1	11.6
1974	12.7	9.5	9.8	7.0	13.6	18.1	9.5	15.7	25.1	18.7	17.0	28.9	n.d.	16.2	7.3	n.d.	n.d.	n.d.	15.3	9.9	16.1	n.d.	n.d.	11.0	23.2
1975	12.8	11.5	9.9	5.9	11.1	17.0	8.4	17.0	15.3	17.8	20.9	15.4	n.d.	4.6	8.8	n.d.	n.d.	n.d.	9.6	9.8	24.2	n.d.	n.d.	9.1	11.6
1976	9.2	9.8	6.9	4.3	9.7	16.7	7.3	17.6	21.2	14.3	18.0	19.3	n.d.	3.9	0.8	n.d.	n.d.	n.d.	9.0	10.3	16.8	n.d.	n.d.	5.8	9.5
1977	7.1	6.7	6.8	3.7	9.5	18.5	5.4	24.4	27.1	12.7	13.6	12.2	n.d.	7.3	10.0	n.d.	n.d.	n.d.	11.1	11.4	16.8	n.d.	n.d.	6.5	8.2
1978	4.5	3.1	4.2	2.7	9.3	12.1	3.6	20.0	22.7	7.8	7.6	12.5	n.d.	7.4	4.7	n.d.	n.d.	n.d.	10.0	10.0	8.3	n.d.	n.d.	7.6	4.2
1979	4.5	4.5	4.3	4.0	10.5	14.8	3.7	15.7	23.5	7.5	13.2	19.0	n.d.	9.5	7.1	n.d.	n.d.	n.d.	9.8	7.3	13.4	n.d.	n.d.	11.3	3.6
1980	6.6	6.3	7.0	8.4	13.5	21.2	6.3	18.6	18.8	11.6	18.2	24.9	n.d.	13.5	15.7	n.d.	n.d.	n.d.	12.3	13.6	18.0	n.d.	n.d.	13.5	7.9
1981	7.8	8.1	6.8	6.4	13.4	17.8	6.8	14.6	20.0	12.0	20.4	24.5	n.d.	10.8	11.5	n.d.	n.d.	n.d.	11.7	12.1	11.9	n.d.	n.d.	10.3	4.8
1982	8.7	9.4	8.0	6.2	12.0	18.4	5.4	14.4	22.7	9.6	17.1	21.1	n.d.	6.4	5.8	n.d.	n.d.	n.d.	10.1	8.6	8.6	n.d.	n.d.	6.2	2.9
1983	7.7	8.7	2.7	3.3	9.5	14.7	3.3	12.2	25.1	8.3	10.5	20.2	n.d.	5.1	-0.9	n.d.	n.d.	n.d.	6.9	9.0	4.6	n.d.	n.d.	3.2	1.8
1984	6.4	5.8	3.2	2.4	7.7	10.8	5.7	11.3	28.9	7.1	8.6	18.5	n.d.	6.0	-0.4	n.d.	n.d.	n.d.	6.3	8.0	5.0	n.d.	n.d.	4.3	2.3
1985	4.9	4.1	2.3	2.1	5.8	9.2	3.2	8.8	19.5	5.8	5.4	19.3	n.d.	5.0	-0.2	n.d.	n.d.	n.d.	4.7	7.4	6.1	n.d.	n.d.	3.6	2.1
1986	1.3	0.3	0.3	-0.1	2.5	5.9	1.7	8.8	11.8	2.9	3.8	23.0	n.d.	1.2	2.0	n.d.	n.d.	n.d.	3.7	4.2	3.4	n.d.	n.d.	1.9	0.6
1987	1.6	-0.1	-0.2	0.3	3.3	4.7	1.4	9.3	9.5	4.1	3.1	18.4	n.d.	2.8	0.4	n.d.	n.d.	n.d.	4.0	4.2	4.1	n.d.	n.d.	3.6	0.1
1988	1.2	1.4	0.6	1.3	2.7	5.1	1.9	4.9	9.7	5.1	2.1	13.5	n.d.	3.4	0.9	n.d.	n.d.	n.d.	4.5	5.8	4.9	n.d.	n.d.	4.1	0.7
1989	3.1	3.4	1.0	2.8	3.5	6.2	2.5	6.8	12.7	6.8	4.1	13.7	n.d.	3.8	0.8	n.d.	n.d.	n.d.	4.8	6.5	5.2	n.d.	n.d.	4.8	2.2
1990	3.4	3.7	2.4	2.7	3.5	6.2	2.8	6.7	13.3	5.8	3.3	20.4	n.d.	4.5	3.0	n.d.	n.d.	n.d.	2.5	10.2	7.0	5.3	n.d.	5.4	3.1
1991	3.2	3.2	3.2	3.7</																					

Annexe : Tableau 15. Indice des prix à la consommation

	Pourcentage de variations																				
	Moyenne 1989-90	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		
Argentine	4,0	13,4	4,4	9,6	10,9	8,8	8,6	6,3	10,5	9,8	10,1	10,6	3,9	24,5	39,4	21,4	14,3	-	-		
Australie	2,5	2,7	2,3	2,7	3,6	2,4	4,3	1,8	2,9	3,3	1,7	2,5	2,5	1,5	1,3	2,0	2,0	1,5	1,9	2,2	
Autriche	1,8	1,3	2,0	2,1	1,7	2,2	2,2	1,4	1,7	2,6	2,6	2,1	1,5	0,8	1,0	2,1	1,8	1,5	1,8	2,0	
Belgique	1,8	1,5	1,9	2,5	2,3	1,8	4,5	0,0	2,3	3,4	2,6	1,2	0,5	0,6	1,8	2,5	1,8	2,0	2,3	2,0	
Brazil	14,7	6,6	6,9	4,2	3,6	5,7	4,9	5,0	6,6	5,4	6,2	6,3	9,0	8,7	4,2	4,5	-	-	-	-	
Canada	1,8	2,7	1,8	2,2	2,0	2,1	2,4	0,3	1,8	2,9	1,5	0,9	1,9	1,1	1,4	1,9	2,0	1,4	2,0	2,1	
Chili	6,4	2,8	1,1	3,1	3,4	4,4	8,7	1,5	1,5	3,3	3,0	1,8	4,7	4,3	3,8	2,8	2,9	2,8	3,0	3,0	
Chine	5,7	1,1	3,8	1,8	1,6	4,8	5,9	-0,7	3,2	5,5	2,6	2,6	2,1	1,5	2,1	1,5	2,0	2,3	1,6	2,0	
Colombie	16,7	7,1	5,9	6,0	4,3	5,5	7,0	4,2	2,3	3,4	3,2	2,0	2,9	5,0	7,5	4,7	3,7	-	-	-	
Costa Rica	13,0	9,4	12,3	13,8	11,5	9,4	13,4	7,8	5,7	4,9	4,5	5,2	4,5	0,8	0,0	2,6	3,6	-	-	-	
République tchèque	-	0,1	2,8	1,8	2,5	2,9	6,3	1,0	1,5	1,9	3,3	1,4	0,4	0,3	0,7	2,3	2,2	1,4	2,2	2,2	
Danemark	2,2	2,1	1,2	1,8	1,9	1,7	3,4	1,3	2,3	2,8	2,4	0,8	0,6	0,5	0,2	1,2	1,3	0,4	1,4	1,6	
Estonie	-	1,4	3,0	4,1	4,4	6,7	10,6	0,2	2,7	5,1	4,2	3,2	0,5	0,1	0,8	3,2	2,8	1,6	3,3	2,9	
Finlande	1,8	1,3	0,1	0,6	1,3	1,6	3,9	1,6	1,7	3,3	3,2	2,2	1,2	-0,2	0,4	1,2	1,5	0,8	1,4	1,5	
France	-	2,2	2,3	1,9	1,9	1,6	3,2	0,1	1,7	2,3	2,2	1,0	0,6	0,1	0,3	1,3	1,2	0,7	1,3	1,2	
Islande	-	1,0	1,8	1,9	1,8	2,3	2,8	0,2	1,1	2,5	2,1	1,6	0,8	0,1	0,4	1,9	1,6	1,0	1,7	1,7	
Grèce	3,4	3,0	3,5	3,3	3,0	4,2	1,3	4,7	3,1	1,0	-0,9	-1,4	-1,1	0,0	1,4	0,8	0,3	1,2	0,9	0,9	
Hongrie	15,8	4,7	6,7	3,6	3,9	8,0	6,0	4,2	4,9	3,9	5,7	1,7	-0,2	0,1	0,4	3,9	3,9	1,2	3,0	3,2	
Islande	3,3	2,1	3,2	4,0	6,7	5,1	12,7	12,0	5,4	4,0	5,2	3,9	2,0	1,6	1,7	2,4	3,5	1,9	2,8	3,6	
Inde	7,3	4,1	4,0	3,7	6,8	5,9	9,2	10,6	9,5	9,3	9,9	9,4	5,9	4,9	4,5	4,8	4,6	-	-	-	
Indonésie	-	6,8	6,1	10,5	13,1	6,4	10,2	4,4	5,1	5,4	4,3	6,4	8,4	8,4	3,5	4,4	4,0	-	-	-	
Irlande	-	4,0	2,3	2,2	2,7	2,9	3,1	-1,7	-1,6	1,2	1,9	0,5	0,3	0,0	-0,2	0,8	2,0	-0,3	1,6	2,1	
Israël	7,1	0,7	-0,4	1,3	2,1	0,5	4,6	3,3	2,7	3,5	1,7	1,6	0,5	-0,6	-0,5	1,0	1,7	-0,3	1,6	1,9	
Italie	3,1	2,8	2,3	2,2	2,2	2,0	3,5	0,8	1,6	2,9	3,3	1,2	0,2	0,1	-0,1	1,5	1,3	0,2	1,5	1,4	
Japon	0,2	-0,3	0,0	-0,6	0,2	0,1	1,4	-1,4	-0,6	-0,3	0,0	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,6	1,0	0,3	0,6	1,0	
Corée	4,2	3,5	3,6	2,8	2,2	2,5	4,7	2,8	2,9	4,0	2,2	1,3	1,3	0,7	1,0	2,0	2,0	1,5	1,8	2,2	
Lettonie	-	3,0	6,5	6,8	6,8	10,0	15,3	2,4	-0,9	3,3	2,2	0,1	0,7	0,3	0,2	2,8	2,5	1,6	2,5	2,8	
Lituanie	-	-1,1	1,2	2,7	3,8	5,8	11,1	4,2	1,2	4,1	3,2	1,2	0,2	-0,7	0,7	3,3	2,7	-	-	-	
Luxembourg	-	2,5	3,2	3,8	3,0	2,7	4,1	0,0	2,8	3,7	2,9	1,7	0,7	0,1	0,0	2,4	1,6	1,0	1,9	2,1	
Mexique	15,6	4,5	4,7	4,0	3,6	4,0	5,1	5,3	4,2	3,4	4,1	7,7	3,8	4,0	2,7	2,6	5,3	3,8	3,2	5,5	3,5
Pays-Bas	2,3	2,2	1,4	1,5	1,6	1,6	2,2	1,0	0,9	2,5	2,8	2,6	0,3	0,2	0,1	1,6	1,6	0,4	1,7	1,8	
Nouvelle-Zélande	1,9	1,8	2,3	3,0	3,4	2,4	4,0	2,1	2,3	4,0	1,1	1,1	1,2	0,3	0,6	2,4	1,8	1,3	2,3	1,9	
Norvège	2,2	2,5	0,5	1,5	2,3	0,1	3,8	2,2	4,4	1,3	0,7	2,1	2,0	2,2	3,5	1,9	1,8	3,6	1,4	2,0	
Pologne	16,3	0,7	3,4	2,2	1,3	2,5	4,2	3,8	2,6	4,2	3,6	1,0	0,1	-0,9	-0,7	2,3	1,8	0,2	2,3	2,1	
Portugal	3,5	3,2	2,5	2,1	3,0	2,4	2,7	-0,9	1,4	3,6	2,8	0,4	-0,2	0,5	0,6	1,6	1,4	0,8	1,7	1,5	
Russie	-	13,7	10,9	12,7	9,7	9,0	14,1	11,6	6,8	8,4	5,1	6,8	7,8	15,5	7,0	4,2	4,0	-	-	-	
République slovaque	-	8,4	7,5	2,8	4,3	1,9	3,9	0,9	0,7	4,1	3,7	1,5	-0,1	-0,3	-0,5	1,6	2,0	-0,1	2,0	2,1	
Slovenie	-	5,7	3,7	2,5	2,5	3,8	5,5	0,9	2,1	2,1	2,8	1,9	0,4	-0,8	-0,2	2,6	3,1	0,7	3,1	3,3	
Afrique du Sud	-	5,9	1,4	3,4	4,6	7,1	11,0	7,1	4,3	6,0	7,1	4,3	6,0	5,7	8,3	6,0	5,8	-	-	-	
Espagne	-	3,1	3,1	3,4	3,6	2,8	4,1	-0,2	2,0	3,0	2,4	1,5	-0,2	-0,6	-0,3	2,3	1,4	0,8	1,7	1,8	
Suède	1,6	1,9	0,4	0,5	1,4	2,2	3,4	-0,5	1,2	3,0	0,9	0,0	-0,2	0,0	1,0	1,6	1,8	1,4	1,7	1,9	
Suisse	1,1	0,6	0,8	1,2	1,1	0,7	2,4	-0,5	0,7	0,2	-0,7	0,2	0,4	0,7	0,4	0,4	0,4	-0,2	0,7	0,4	
Turquie	72,1	21,6	8,6	8,2	9,6	8,8	10,4	6,3	8,6	6,5	8,9	7,5	8,9	7,7	7,8	10,4	8,1	7,6	9,3	7,8	
Royaume-Uni	1,8	1,4	1,3	2,0	2,3	2,3	3,6	2,2	3,3	4,5	2,8	2,6	1,5	0,1	0,6	2,8	2,7	1,2	3,2	2,4	
États-Unis	2,5	2,3	2,7	3,4	3,2	2,9	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,1	1,5	1,6	1,1	2,5	2,2	1,8	2,4	2,2	2,2	
Zone euro	-	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	1,3	0,4	0,0	0,2	1,7	1,4	0,6	1,6	1,6	

Note : Indice des prix à la consommation. Pour les pays de la zone euro, pour le total de cette zone ainsi que pour le Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

1. Loyers exclus, à l'exception des loyers implicites.

2. Exercices budgétaires.

3. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.



## Finances publiques

99

Annexe : Tableau 2. PIB nominal

	Pourcentage de variations																			
	Moyenne 1994-96	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Argentine	5,7	20,1	22,9	25,3	28,2	8,5	33,2	31,1	21,1	26,9	36,8	30,0	38,2	29,4	36,8	38,3	27,5	-	-	-
Australie	6,4	7,8	7,9	9,0	9,2	2,1	8,0	7,7	3,3	3,5	2,9	1,7	3,9	6,0	4,9	4,8	5,1	5,6	5,1	5,1
Autriche	3,7	5,0	5,7	6,0	3,0	-1,7	2,7	4,9	2,6	1,6	2,9	3,3	3,5	4,0	4,3	3,4	3,5	3,7	3,8	3,1
Belgique	3,9	4,3	4,9	5,5	2,7	-1,5	4,7	3,8	2,2	4,2	2,0	2,8	3,3	4,4	5,6	6,6	3,1	3,0	3,2	3,4
Brazil	-	10,9	11,0	12,9	14,3	7,2	16,6	12,6	10,0	10,7	8,4	3,8	4,5	4,6	4,2	5,1	6,3	-	-	-
Canada	5,4	6,4	5,3	5,4	5,0	-5,2	6,0	6,5	3,0	4,1	4,9	-0,2	1,9	5,6	3,6	2,0	3,7	2,1	3,1	3,8
Chili	9,5	13,8	19,2	10,5	3,5	3,0	15,3	14,4	6,5	6,1	7,8	7,4	6,2	6,3	6,1	6,7	6,5	5,1	6,3	6,3
Chine	12,8	15,7	17,1	23,1	18,2	9,2	18,2	18,4	10,4	10,1	8,1	7,0	7,9	10,9	9,7	7,7	8,3	8,9	7,7	8,4
Colombie	15,6	10,5	13,0	12,3	11,3	6,5	2,2	1,3	1,7	4,5	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
Costa Rica	17,4	17,5	20,9	19,9	16,9	8,4	12,0	8,7	9,6	6,7	9,5	7,5	6,4	6,0	5,0	6,6	5,8	-	-	-
République tchèque	-	6,7	7,8	9,3	4,6	-2,2	0,7	1,8	0,7	0,9	5,3	6,6	3,7	6,0	5,1	5,6	5,0	4,7	5,4	4,9
Danemark	4,2	5,3	6,1	3,4	3,6	-4,4	5,2	2,0	2,6	1,8	2,7	2,8	3,1	3,7	1,8	3,8	3,5	3,1	3,4	4,6
Estonie	-	15,9	20,0	20,1	1,8	-14,2	3,9	13,3	7,6	5,6	5,9	3,0	5,0	8,9	8,6	6,9	6,2	9,1	5,6	6,6
Finlande	5,7	3,7	5,0	8,1	3,8	-6,5	3,4	5,2	1,5	1,8	1,1	2,2	2,9	3,6	4,3	4,4	3,3	4,5	4,2	3,3
France	3,7	3,7	4,8	5,0	2,5	-2,7	2,9	3,2	1,6	1,4	1,6	2,2	1,3	3,0	2,5	2,5	2,5	2,3	2,5	2,4
Allemagne	2,2	1,5	4,2	5,1	1,7	-3,9	4,7	4,8	2,2	2,6	4,0	3,5	3,6	4,0	3,3	2,6	3,3	2,6	3,1	3,3
Grèce	2,9	9,3	6,8	3,8	-1,7	-4,6	-8,6	-7,7	-5,6	-1,2	-0,8	-0,4	1,9	2,4	2,7	3,2	2,2	3,4	3,3	3,3
Hongrie	16,6	6,8	7,6	5,9	5,9	-2,8	3,0	4,0	1,7	5,1	7,7	5,5	3,2	8,1	9,7	8,3	7,3	9,5	7,9	6,9
Islande	8,0	9,0	14,1	14,1	14,3	3,4	2,8	5,1	4,8	6,4	5,9	10,6	8,6	5,1	7,1	3,2	5,9	6,4	2,3	7,0
Inde	12,2	14,0	17,1	15,1	12,6	15,5	19,9	14,5	13,8	13,0	11,0	10,5	11,5	11,3	11,5	11,5	12,1	-	-	-

**Fil conducteur :**

- liens étroits entre les finances publiques d'un pays et la conjoncture économique nationale et internationale;
- après les « *Golden sixties* », les pays industrialisés traversèrent une période de profonde récession économique suite aux chocs pétroliers de 1974 et 1979 **ainsi** que la flambée internationale des taux d'intérêt;
- récession au début des '80 avant de bénéficier d'une forte expansion qui s'est essoufflée au début des '90;
- début '90 : une nouvelle récession (1993) et une reprise de l'activité économique depuis 1994;
- début '2000 : essoufflement de la croissance après 2000 et explosion de la bulle technologique;
- crise financière et économique 2007-2008 et crise des dettes souveraines en Europe
- Crise sanitaire en 2020



**➤ Comparaison européenne des dépenses publiques (SEC 95)**

[http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government\\_finance\\_statistics/introduction](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/introduction)

Table 54B

Total expenditure: general government 1)  
Excessive deficit procedure

(Percentage of GDP at market prices (excessive deficit procedure))

	BE	DE	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LU	MT	NL	AT	PT	SI	SK	FI	EA-16
	2)																		3)
1970	40.2	38.5											43.2						
1971	41.7	39.9											44.6						
1972	43.2	41.0											44.9						
1973	43.4	41.6											44.6						
1974	43.4	44.8											45.4						
1975	46.8	46.8											51.0						38.5
1976	49.3	45.3											51.1	47.6					39.6
1977	51.1	47.9											51.1	47.3	26.7				41.6
1978	52.6	47.0					44.7						52.7	50.3	31.7				41.3
1979	54.8	46.5					44.9						53.7	49.4	30.6				40.3
1980	54.9	46.9					46.0	40.6					55.2	49.6	32.3				40.2
1981	51.5	47.5					48.5	44.4					56.5	51.1	35.3				41.2
1982	59.6	47.5					49.9	46.5					59.1	51.7	35.7				42.6
1983	62.2	46.5					50.2	48.7					58.3	52.1	34.7				44.6
1984	59.1	45.8					51.2	48.9					57.9	52.2	34.6				44.6
1985	56.4	45.2					51.9	49.6					57.3	53.1	37.5				46.5
1986	57.6	44.5		52.3			51.3	50.2					57.0	53.9	36.9				47.2
1987	56.8	45.0					50.7	49.6					58.5	54.2	37.5				48.0
1988	53.8	44.6		47.7	39.6		50.1	50.2					56.4	53.2	36.1				46.6
1989	52.3	43.1		42.9	40.9		48.9	52.4					54.5	51.7	36.2				44.7
1990	52.2	43.6		42.3	45.2		49.6	52.6		31.5	37.8		54.9	51.5	38.5				48.2
1991		45.7																	



Table 54B

Total expenditure; general government 1)  
Excessive deficit procedure

(Percentage of GDP at market prices (excessive deficit procedure))

	BG	CZ	DK	HR	LT	HU	PL	RO	SE	UK	EU-28	EU-27 2)
1970	..	..	..	..	..	..	..	..	..	41.8	..	..
1971	..	..	42.2	..	..	..	..	..	..	41.0	..	..
1972	..	..	42.1	..	..	..	..	..	..	42.1	..	..
1973	..	..	39.5	..	..	..	..	..	..	43.3	..	..
1974	..	..	43.6	..	..	..	..	..	..	47.6	..	..
1975	..	..	45.3	..	..	..	..	..	..	48.9	..	..
1976	..	..	45.0	..	..	..	..	..	..	49.0	..	..
1977	..	..	45.6	..	..	..	..	..	..	46.6	..	..
1978	..	..	47.2	..	..	..	..	..	..	46.0	..	..
1979	..	..	49.6	..	..	..	..	..	..	44.9	..	..
1980	..	..	52.7	..	..	..	..	..	..	47.4	..	..
1982	..	..	57.7	..	..	..	..	..	..	50.5	..	..
1983	..	..	57.9	..	..	..	..	..	..	50.2	..	..
1984	..	..	56.6	..	..	..	..	..	..	50.1	..	..
1985	..	..	55.5	..	..	..	..	..	..	48.5	..	..
1986	..	..	52.3	..	..	..	..	..	..	44.4	..	..
1987	..	..	54.0	..	..	..	..	..	..	42.5	..	..
1988	..	..	56.1	..	..	..	..	..	..	40.0	..	..
1989	..	..	56.2	..	..	..	..	..	..	39.4	..	..
1990	..	..	55.4	..	..	..	..	..	..	40.7	..	..



*Analyse de l'évolution des dépenses publiques belges : quelques éléments de compréhension*

► Les années 70

Dépenses publiques de l'ensemble des administrations publiques : **40% en 1970**  
 ➡ **55% du PIB en 1980**

**Facteurs explicatifs :**

- augmentation des dépenses d'enseignement : accroissement de la population scolaire, extension de l'enseignement secondaire et universitaire surtout entre 1968 et 1974;
- les investissements dans les communications et en particulier le programme autoroutier durant la période 1957-1986;
- ralentissement de l'activité économique après le 1<sup>er</sup> choc pétrolier de 1974 qui a entraîné un accroissement des transferts sociaux;



- ▶ développement de la fonction « Interventions sociales et santé publique » et plus particulièrement de certaines branches de la sécurité sociale (assurance maladie-invalidité, pensions et chômage), suite au vieillissement de la population;
- ▶ croissance des charges d'intérêts de la dette publique à partir des années de crise;
- ▶ augmentation de l'emploi dans les administrations publiques : 11,5% de la population active en 1955 ➡ 16% en 1980 afin de juguler le chômage;
- ▶ subventions, crédits et prises de participation de l'Etat dans des entreprises en difficulté.
- ▶ **deux raisons plus spécifiques à la Belgique** = fragilité de l'économie belge et les divisions de la société belge :

☞ **La fragilité de l'économie belge** : la Belgique a payé à la fois les conséquences de la crise économique et celles de la mauvaise gestion (privée et publique) de la prospérité.



➡ Belgique, petite économie ouverte, a particulièrement subi les effets des chocs pétroliers, du ralentissement de l'activité économique mondiale et des récessions de 1975 et 1981 et le vieillissement des structures industrielles belges.

☞ ➡ L'Etat a été appelé à indemniser un chômage important et à se porter au secours de plusieurs secteurs d'activités menacés de disparition

#### ☞ Les divisions de la société belge

- Structure de la société belge : fort complexe et divisée ➡ souvent donné lieu à des compromis (philosophiques, politiques, communautaires, ...) négociés sur le compte des finances publiques.

Exemple : Pacte scolaire de 1958 organise la coexistence et le financement de tous les réseaux d'enseignement.

- Instabilité des gouvernements de coalition au pouvoir (dix gouvernements sur dix ans) a été propice aux dérapages budgétaires et à une succession de plans avortés d'assainissement des finances publiques.



Elections	Nomination	Démission	Premier ministre	Partis	Durée en jours
17/02/1946	13/03/1946	19/03/1946	Spaak	PSB/SPB	7
	31/03/1946	10/07/1946	Van Acker	PSB/BSP-PLP/VV-PCB/KPB	100
	03/08/1946	12/03/1947	Huysmans	PSB/BSP-PLP/PVV-PCB/KPB	222
	20/03/1947	27/06/1949	Spaak	PSB/BSP-CVP/PSC	823
29/06/1949	11/08/1949	06/06/1950	Eyskens G.	CVP/PSC-PLP/PVV	219
04/06/1950	08/06/1950	11/08/1950	Duvieusart	CVP/PSC	64
	16/08/1950	09/01/1952	Pholien	CVP/PSC	511
	15/01/1952	12/04/1954	Van Houtte	CVP/PSC	818
11/04/1954	22/04/1954	02/06/1958	Van Acker	PSB/BSP-PLP/PVV	1502
01/06/1958	23/06/1958	06/11/1958	Eyskens G.	CVP/PSC	134
	06/11/1958	27/03/1961	Eyskens G.	CVP/PSC-PLP/PVV	872
26/03/1961	25/04/1961	24/05/1965	Lefèvre	CVP/PSC-PSB/BSP	1490
23/05/1965	27/07/1965	11/02/1966	Harmel	CVP/PSC-PSB/BSP	199
	19/03/1966	07/02/1968	Vanden Boeynants	CVP/PSC-PLP/PVV	690
31/03/1968	17/06/1968	08/11/1971	Eyskens G.	CVP-PSC-PSB/BSP	1239
07/11/1971	21/01/1972	22/11/1972	Eyskens G.	CVP-PSC-PSB/BSP	307
	26/01/1973	19/01/1974	Leburton	CVP-PSC-PSB/BSP-VLD-PRL	358
10/03/1974	25/04/1974	18/04/1977	Tindemans	CVP-PSC-VLD-PRL	47
17/04/1977	03/06/1977	11/10/1978	Tindemans	CVP-PSC-PSB/BSP-VU-FDF	495
17/12/1978	03/04/1979	16/01/1980	Martens	CVP-PSC-PS-SP-FDF	288
	23/01/1980	09/04/1980	Martens	CVP-PSC-PS-SP	77
	18/05/1980	07/10/1980	Martens	CVP-PSC-PS-SP-PVV-PRL	142
	22/10/1980	26/02/1981	Martens	CVP-PSC-PS-SP	162
	06/04/1981	21/09/1981	Eyskens Marc	CVP-PSC-PS-SP	168
08/11/1981	17/12/1981	14/12/1985	Martens	CVP-PSC-VLD-PRL	1397
13/10/1985	28/11/1985	19/10/1987	Martens	CVP-PSC-VLD-PRL	690
13/12/1987	08/05/1988		Martens	CVP-PSC-PS-SP-VU	1238
	1991	29/09/1991	Martens	CVP-PSC-PS-SP	57
		07/03/1992	Dehaene	CVP-PSC-PS-SP	1170
	1995	23/06/1995	Dehaene	CVP-PSC-PS-SP	1452
	1999	12/07/1999	Veroftstadt	VLD-PRL-PS-SP-Ecolo-Agalev	

Sources : N. de Winter, 1991 ; P. Dumont et L. De Winter, 1999, et X. Mabille, 2000.

107

## ► Les années 80

### ► dépenses publiques ± stabilisées :

**55% du PIB en 1980 ➡ 62% du PIB en 1983 ➡ 52% du PIB en 1990.**

Par rapport aux '70, les dépenses publiques ont crû moins vite que le PIB.

### ► accroissement des charges d'intérêts de la dette

### ► dépenses de capital décreurent encore fortement tant en valeur absolue (prix courants) qu'en valeur relative (% du PIB) :



## ➤ Comparaison internationale formation brute de capital fixe (SEC 95)

Table 52B

Gross fixed capital formation; general government  
ESA 1995

(Percentage of GDP at market prices (excessive deficit procedure))

	BE	DE (1)	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LU	MT	NL	AT	PT	SI	SK	FI	EA-18 (2)
1970	4.1	4.7											5.4						
1971	4.8	4.6											5.5						
1972	4.6	4.1											4.8						
1973	4.1	3.8											4.3						
1974	3.8	4.3											4.1						
1975	4.3	4.1											4.7					3.9	
1976	4.3	3.7											4.5	4.8				3.9	
1977	4.2	3.5											4.0	4.7	3.6			3.7	
1978	4.1	3.5					3.1						4.1	4.9	4.2			3.6	
1979	4.2	3.6					3.1						3.9	4.5	4.1			3.4	
1980	4.5	3.6					3.2	3.0					4.1	4.2	3.8			3.5	
1981	4.6	3.3					3.2	3.5					3.9	4.1	4.8			3.6	
1982	4.3	2.9					3.3	3.4					3.7	3.8	4.2			3.9	
1983	3.6	2.7					3.1	3.4					3.4	3.6	3.6			3.7	
1984	3.1	2.0					3.0	3.3					3.0	3.5	3.1			3.4	
1985	2.4	2.6					3.2	3.4					3.4	3.6	3.6			3.4	
1986	2.4	2.6		3.4			3.1	3.3					3.1	3.9	3.0			3.3	
1987	2.3	2.4		2.8			3.2	3.3					3.2	3.3	3.1			3.6	
1988	2.4	2.6		1.8	2.6		3.4	3.2					3.3	3.1	3.3			3.6	
1989	1.8	2.5		1.7	2.6		3.4	3.1					3.1	3.1	3.1			3.8	
1990	1.6	2.4		2.1	2.5		3.4	3.2		1.2	3.9		3.2	3.0	3.0			3.5	
1991		2.3																	



## ➤ Comparaison internationale des dépenses publiques (SEC 95)

Table 54B

Total expenditure; general government 1)  
Excessive deficit procedure

(Percentage of GDP at market prices (excessive deficit procedure))

	BE	DE (2)	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LU	MT	NL	AT	PT	SI	SK	FI	EA-18 (3)
1991	53.4	46.3		43.9	42.1		50.7	53.7			38.4		54.9	52.6	41.3			57.1	
1992	53.7	47.2		44.3	44.5		52.0	55.0		34.3	40.0		55.7	53.4	42.4			52.4	
1993	54.9	48.2	35.9	44.1	46.8		55.1	56.0		34.6	39.8		55.7	56.4	44.1			78.1	64.9
1994	52.6	48.0	41.7	43.4	45.0		54.1	53.2		37.8	39.0		53.5	56.0	42.4			57.3	63.6
1995	52.1	54.9	41.3	40.9	46.2	44.5	54.4	52.2	33.4	38.4	39.7	36.5	56.4	56.2	41.9	52.3	46.6	61.5	53.0
1996	52.4	49.8	35.4	38.2	44.5	43.3	54.5	52.2	35.4	37.1	41.1	41.0	49.4	55.7	42.4	44.2	53.7	56.1	50.5
1997	51.2	48.2	37.4	37.1	45.3	41.6	54.2	50.0	36.5	36.2	40.7	41.4	47.5	53.3	41.6	44.5	48.9	56.6	49.2
1998	50.3	48.0	39.2	34.9	44.7	41.1	52.8	48.8	36.7	39.1	41.1	41.7	46.7	53.6	41.4	45.4	45.8	52.9	48.4
1999	50.1	48.2	40.1	34.1	44.8	39.9	52.6	47.8	36.7	41.6	39.2	41.6	46.0	53.3	41.5	46.2	48.1	51.7	48.0
2000	49.0	45.1	36.1	31.2	47.1	38.2	51.7	45.8	37.1	37.6	37.6	39.5	44.2	51.6	41.6	46.5	52.1	45.3	46.1
2001	49.1	47.6	34.8	33.3	45.8	38.6	51.7	47.7	38.0	35.0	38.1	41.2	45.3	51.2	43.1	47.3	44.5	48.0	47.2
2002	49.7	47.8	35.8	33.6	45.5	38.9	52.9	47.0	40.0	36.0	41.5	41.7	46.2	50.5	43.0	46.2	45.1	49.0	47.5
2003	51.0	48.5	34.8	33.3	45.1	38.4	53.4	48.0	44.6	34.9	41.8	45.8	47.1	51.2	44.6	46.2	40.1	50.1	48.0
2004	49.1	47.1	34.0	33.7	46.0	38.9	53.2	47.5	42.4	36.8	42.6	43.6	46.1	53.6	45.4	45.6	37.7	50.0	47.4
2005	51.7	49.9	33.6	34.0	44.4	38.4	53.5	47.9	43.1	35.8	41.5	43.6	44.8	49.9	46.6	45.1	38.0	50.2	47.3
2006	48.4	45.3	33.6	34.5	45.1	38.3	52.9	46.5	42.6	38.3	38.6	43.2	45.5	49.0	45.2	44.3	36.5	49.1	46.6
2007	48.2	43.5	34.0	36.7	47.2	39.2	52.6	47.7	41.3	36.0	36.3	41.8	45.2	48.5	44.3	42.3	34.2	47.4	46.0
2008	49.7	44.1	33.7	42.8	50.5	41.4	53.3	48.6	42.1	38.1	39.1	43.3	46.2	49.3	44.7	44.1	34.9	48.2	47.4
2009	53.7	48.3	44.8	48.2	54.0	46.2	56.7	52.0	46.2	43.7	45.2	42.5	51.4	52.6	49.7	46.7	41.6	55.9	51.2
2010	52.5	47.9	40.5	65.5	51.3	46.3	56.5	50.8	46.2	43.5	43.5	41.2	51.4	52.8	51.5	49.5	39.8	55.5	51.0
2011	53.4	45.2	37.6	47.2	51.8	45.7	55.9	49.8	46.3	38.4	42.6	41.3	49.9	50.8	49.3	49.9	38.9	54.8	49.5
2012	55.0	44.7	39.5	42.7	53.3	47.8	56.7	50.7	45.8	36.4	43.9	43.1	50.5	51.6	47.4	48.4	36.2	56.3	49.9
2013	54.6	44.7	38.3	43.1	58.5	44.9	50.8	45.8	38.1	43.5	43.9	49.9	51.2	48.6	59.4	38.7	58.1	49.8	
2014	53.8	44.6	38.5	40.5	47.4	43.8	56.8	50.3	47.1	35.3	43.1	44.1	49.8	52.4	47.1	49.5	38.0	58.6	49.2
2015	54.2	44.5	38.2	39.4	45.5	43.0	56.1	49.8	46.1	34.3	44.0	43.8	49.5	50.9	45.6	47.4	37.5	58.3	48.7

1) Including one-off proceeds (treated as negative expenditure) relative to the allocation of mobile phone licences (UMTS)

2) 1970-91 D\_W

3) Euro area, 1970-91 including D\_W



## ► Comparaison internationale des dépenses publiques (SEC 2010)

Table 53B

Total expenditure; general government  
Excessive deficit procedure

(Percentage of GDP at current prices (excessive deficit procedure))

	BE	DE	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LT	LU	MT	NL	AT	PT	SI	DK	FI	EA-19
1995	52.6	55.1	39.7	40.8	46.0	44.1	54.8	51.6	30.9	35.7	34.6	40.3	39.1	53.7	55.8	42.6	53.1	48.4	61.1	52.9
1996	53.1	49.4	39.0	39.0	45.1	42.8	54.9	51.5	32.9	35.5	36.6	40.0	41.6	47.0	55.6	43.1	45.1	53.3	59.5	50.4
1997	51.8	48.6	36.5	36.5	43.7	41.5	54.5	49.5	34.2	35.2	35.3	41.2	41.7	45.5	52.3	42.5	45.4	48.7	56.1	49.1
1998	51.0	46.1	38.1	34.6	45.1	45.9	52.9	46.2	34.2	35.1	41.2	41.8	41.5	44.3	52.2	42.7	46.2	49.9	52.3	49.2
1999	50.5	48.2	40.1	32.9	48.2	39.9	52.6	47.2	34.1	40.9	40.8	39.6	41.8	43.4	52.1	42.6	47.0	48.0	51.0	47.7
2000	49.4	47.8	36.3	30.9	46.4	39.1	51.7	46.5	34.4	37.2	39.4	37.9	40.2	42.2	51.0	42.7	47.5	52.8	47.9	48.9
2001	49.4	47.4	34.9	32.5	48.0	38.4	51.7	47.3	35.3	34.8	37.1	38.3	41.7	42.9	51.4	44.1	48.7	45.3	47.3	48.9
2002	49.9	47.9	35.9	33.2	45.8	38.6	52.8	46.7	37.0	35.1	35.1	41.7	41.4	43.6	51.1	43.7	47.3	45.4	48.6	47.2
2003	51.0	49.3	35.0	33.0	46.6	38.4	53.3	47.2	40.5	33.9	33.6	43.4	45.2	44.5	51.3	45.4	47.2	40.4	49.3	47.6
2004	49.3	46.8	34.1	33.2	47.6	38.8	53.0	46.9	38.5	35.2	34.0	44.1	42.2	43.5	53.7	46.2	46.6	37.9	49.1	47.0
2005	51.9	46.8	33.7	33.4	46.0	38.5	53.3	47.2	39.3	35.0	34.1	43.9	42.2	42.2	51.2	46.8	46.4	39.7	49.0	47.0
2006	48.8	45.2	33.5	33.9	45.1	38.4	52.9	47.8	38.7	36.7	34.3	39.8	42.3	43.0	50.4	45.2	45.5	38.8	46.1	45.3
2007	48.6	43.4	33.7	35.9	47.1	39.3	52.6	46.8	37.6	34.7	35.3	37.9	41.1	42.3	49.2	44.5	43.4	36.4	46.6	45.6
2008	50.9	44.2	39.4	41.8	50.8	41.4	53.3	47.8	38.4	38.5	38.1	39.9	42.6	43.1	49.9	45.3	45.1	37.0	47.9	48.8
2009	54.7	49.2	45.6	47.0	54.1	49.2	57.2	51.1	42.1	45.3	44.9	45.1	41.9	47.6	54.1	50.2	49.4	44.4	54.1	50.9
2010	53.9	48.1	40.0	35.1	52.5	46.0	56.9	49.9	41.8	46.1	42.6	44.2	41.1	47.9	52.8	51.9	50.2	42.2	53.9	50.8
2011	55.3	45.2	37.1	46.7	54.1	48.2	56.3	49.2	42.2	41.1	42.8	42.6	41.2	48.8	50.9	50.0	50.9	41.4	53.7	49.4
2012	56.5	44.9	39.0	42.1	55.8	48.7	57.1	50.6	42.0	38.8	36.2	44.1	42.7	46.8	51.2	49.9	49.4	41.0	55.4	50.0
2013	56.1	44.9	38.2	40.4	62.4	45.8	57.2	51.0	43.2	38.4	35.5	43.6	41.9	46.5	51.6	49.9	60.3	42.3	56.8	49.9
2014	55.6	44.3	37.5	37.5	59.3	45.1	57.2	50.9	46.4	38.7	34.7	42.2	41.1	45.7	52.4	51.7	50.9	43.3	57.3	48.3
2015	53.7	44.0	39.2	39.0	53.6	43.9	56.6	50.3	40.5	38.7	35.1	41.9	39.7	44.9	51.1	49.2	46.7	45.9	55.5	48.4
2016	53.1	44.3	39.5	27.8	49.0	42.4	56.7	49.1	37.4	37.6	34.2	40.9	36.6	43.8	50.1	44.8	46.3	42.7	55.7	47.7
2017	51.9	44.4	39.3	28.1	47.4	41.2	56.5	48.8	36.9	39.0	33.2	42.1	35.9	42.4	49.2	45.4	44.1	41.5	53.8	47.2
2018	52.2	44.8	38.1	29.3	49.6	41.7	55.7	48.5	43.4	39.5	34.0	42.3	39.7	42.2	48.7	43.4	43.6	41.8	53.4	47.0
2019	52.2	45.4	38.0	24.8	48.3	41.9	55.6	48.7	38.5	38.9	34.9	42.6	37.7	41.9	48.2	42.7	43.7	42.8	53.3	47.1
2020	59.6	54.2	47.0	29.6	55.2	49.7	62.7	59.1	49.9	45.1	41.8	50.2	46.5	47.7	56.4	49.3	51.9	49.8	59.8	55.2
2021	54.2	48.3	42.4	26.6	49.0	45.6	57.1	52.2	45.9	41.5	37.4	48.2	41.5	45.6	50.9	44.5	46.0	45.1	56.8	49.9

[https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ggd\\_part\\_ii\\_spring\\_2020.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ggd_part_ii_spring_2020.pdf)



Finances publiques

111

## ► Années 1990

- dépenses publiques : faible augmentation au début de la décennie avant de diminuer et se stabiliser :

52 % du PIB en 1990 ➡ 49 % du PIB en 2000;

- charges d'intérêts : même évolution mais de manière plus importante

## ► Années 2000

- stabilisation jusqu'à la crise de 2008 (50%)
- crise 2008-2009 et crise des dettes souveraines : nouvelle augmentation (56% en 2013) et réduction depuis (52%)
- crise sanitaire 2020



Finances publiques

112

### ► Pour approfondir vos connaissances

- Savage, R., « Les dépenses primaires publiques belges dans une perspective historique longue (1953-2007) : déterminants non-discretionnaires et discretionnaires », Bulletin de documentation du SPF Finances, 2008 ([https://finances.belgium.be/sites/default/files/downloads/BdocB\\_2008\\_Q4f\\_Savage.pdf](https://finances.belgium.be/sites/default/files/downloads/BdocB_2008_Q4f_Savage.pdf))
- G. Brouhns, Dépenses publiques et évolution de l'affectation du P.N.B. 1953-1975, *Courrier hebdomadaire du CRISP* 1977/7 (n° 753), pages 1 à 22
- R. Savage, *Économie belge 1953-2000. Ruptures et mutations*, Presses Universitaires de Louvain, 2005
- BNB, les budgets de 1962 et 1963, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, XXXVII<sup>me</sup> année, Vol. II, No 4 Octobre 1962, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1962/1962.10.01-bull.pdf>
- BNB, les budgets de 1965 et 1966, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, PUBLICATION MENSUELLE *Département des Etudes* Xl<sup>me</sup> année, Vol. II, N° 6 Décembre 1965, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1965/1965.12.01-bull.pdf>
- BNB, les budgets de 1965 et 1966, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, PUBLICATION MENSUELLE *Département des Etudes* Xl<sup>me</sup> année, Vol. II, N° 4 Octobre 1966, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1966/1966.10.01-bull.pdf> et <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1966/1966.01.01-bull.pdf>
- BNB, les budgets de 1967 et 1968, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, PUBLICATION MENSUELLE, *Département des Etudes*, XLII<sup>me</sup> année, Vol. II, N° 5 Novembre 1967, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1967/1967.11.01-bull.pdf>
- BNB, les budgets de 1967 et 1968, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, PUBLICATION MENSUELLE, *Département des Etudes*, XLIII<sup>me</sup> année, Vol. II, N° 6 Décembre 1968, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1968/1968.12.01-bull.pdf> et <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1968/1968.11.01-bull.pdf>
- BNB, les budgets de 1968 et 1969, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, PUBLICATION MENSUELLE, *Département des Etudes*, XLIV<sup>ne</sup> année, Vol. II, N° 5 Novembre 1969, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1969/1969.11.01-bull.pdf>



- BNB, les budgets de 70 et 71, BULLETIN *d'Information et de Documentation*, PUBLICATION MENSUELLE, *Département des Etudes* XLV<sup>me</sup> année, Vol. II, N° 6 Décembre 1970, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1970/1970.12.01-bull.pdf>
- BNB, CHAPITRE XI — « FINANCES PUBLIQUES » DE LA PARTIE STATISTIQUE, Modification de certaines données, Bulletin de la Banque nationale de Belgique, L<sup>ème</sup> année, Tome I N° 4 - Avril 1975, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1975/1975.04.01-bull.pdf>
- BNB, le budget pour l'année 1976, Bulletin de la Banque nationale de Belgique, XLIX<sup>e</sup> Année, Tome II NOS 5-6 - Novembre-Décembre 1974, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1974/1974.11.01-bull.pdf>
- REVISION DU CHAPITRE XI « FINANCES PUBLIQUES » DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN, Bulletin de la BNB, juillet-août 2003, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1993/1993.07.01-bull.pdf>
- Modifications apportées au chapitre XI « Finances publiques » de la partie « Statistiques » du Bulletin, Bulletin de documentation de la BNB, LXIII<sup>e</sup> Année, Tome I N° 5 - Mai 1988, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1988/1988.05.01-bull.pdf>
- E. de Prest, B. Eugene et I. van Meensel, Les stratégies et les mesures d'assainissement des finances publiques, *Revue économique*, septembre 2010, [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2010/revecoii2010f\\_h3.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2010/revecoii2010f_h3.pdf)
- M. Nautet, R. Schoonackers, P. Stinglhamber et L. Van Meensel, Les dépenses publiques constituent-elles la clé d'un assainissement réussi ? *Revue économique de la BNB*, juin 2014, [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2014/revecoi2014\\_h2.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2014/revecoi2014_h2.pdf)



- Voir les différents rapports annuels de la BNB sur les finances publiques :

- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2017/fr/t1/rapport2017\\_tii\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2017/fr/t1/rapport2017_tii_h4.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2016/fr/t1/rapport2016\\_tii\\_h5.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2016/fr/t1/rapport2016_tii_h5.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2015/fr/t1/rapport2015\\_tii\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2015/fr/t1/rapport2015_tii_h4.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2015/fr/t1/rapport2015\\_tii\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2015/fr/t1/rapport2015_tii_h4.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2014/fr/t1/rapport2014\\_tii\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2014/fr/t1/rapport2014_tii_h4.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2013/fr/t1/rapport2013\\_tii\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2013/fr/t1/rapport2013_tii_h4.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2012/fr/t1/rapport2012\\_tii\\_h7.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2012/fr/t1/rapport2012_tii_h7.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2011/fr/t1/rapport2011\\_tii\\_h6.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2011/fr/t1/rapport2011_tii_h6.pdf)
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2010rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2009rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2008rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2007rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2006rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2005rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2000rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1995ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1990ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1985ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1980ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1975ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1970ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1965ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1960ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1955ra.ihqc.pdf>
- etc (<https://www.nbb.be/fr/publications-et-recherche/rapports-annuels?page=0%2C0%2C1>)



***Quelques lectures sur l'évolution conjoncturelle :*** Voir les chapitres du rapport annuel de la BNB sur l'évolution économique et financière (<https://www.nbb.be/fr/publications-et-recherche/rapports-annuels>)

- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2012/fr/t1/rapport2012\\_tii\\_h1.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2012/fr/t1/rapport2012_tii_h1.pdf)
- [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2011/fr/t1/rapport2011\\_total.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2011/fr/t1/rapport2011_total.pdf)
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2009rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2008rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2007rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb2001rat1.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1993ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1991ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1990ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1988ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1987ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1983ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1982ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1980ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1979ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1978ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1975ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1974ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1973ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1970ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1965ra.ihqc.pdf>
- <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/archives/bnb1960ra.ihqc.pdf>



➤ *Quelques lectures sur l'évolution conjoncturelle*

- BNB, Crise pétrolière, inflation et autres causes du chômage dans les pays industrialisés, BULLETIN de Documentation, PUBLICATION MENSUELLE, Département des Etudes, Lie Année Tome I N° 2 - Février 1977, Publication mensuelle, <https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/1977/1977.02.01-bull.pdf>
- G. Langenus, K. Van Cauter, D. Dury et L. Van Meense, Les plans de relance économique, Revue économique de la BNB, septembre 2009, [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2009/revcoiii2009f\\_h3.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2009/revcoiii2009f_h3.pdf)



➤ *Comparaison internationale formation brute de capital fixe (SEC 95)*

Table 62B

Gross fixed capital formation, general government  
ESA 1986

(Percentage of GDP at market prices (excessive deficit procedure))

	BE	DE	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LU	MT	NL	AT	PT	SI	SK	FI	EA-12
1991	1.8	2.6		2.1	2.7		3.6	3.1		1.7	4.1		3.2	3.1	3.2				3.8
1992	1.8	2.7		2.0	3.0		3.6	3.0		2.6	4.4		3.3	3.1	3.6				3.4
1993	2.1	2.6	4.7	2.2	2.8		3.5	2.5		2.0	4.4		3.2	3.2	3.7			5.5	2.7
1994	2.0	2.5	4.7	2.3	2.7		3.4	2.2		3.1	3.7		3.0	3.3	3.4			4.5	2.9
1995	1.9	2.2	5.0	2.3	2.9		3.7	3.2	2.1	3.6	3.9	2.8	3.2	3.0	4.2	3.2	2.3	2.9	2.9
1996	1.7	2.1	4.4	2.4	2.9	3.1	3.1	3.2	3.3	2.9	4.6	3.9	3.3	2.8	4.6	3.1	3.8	3.8	3.8
1997	1.7	1.9	4.9	2.5	3.1	3.1	2.9	2.2	3.4	1.2	3.0	3.8	2.9	2.0	5.3	2.9	5.4	3.0	2.4
1998	1.7	1.8	4.6	2.7	3.0	3.3	2.8	2.2	2.8	1.3	4.5	4.4	2.8	1.9	4.7	3.0	4.8	2.9	2.6
1999	1.9	2.0	4.2	3.1	3.2	3.4	2.9	2.4	2.5	1.4	4.3	4.3	3.0	1.8	4.5	3.4	2.9	2.7	2.5
2000	2.0	1.9	3.7	3.5	3.7	3.2	3.1	2.3	3.0	1.5	3.8	3.7	3.1	1.6	4.1	3.2	2.8	2.4	2.5
2001	1.7	1.8	4.1	4.2	3.6	3.3	3.0	2.4	2.9	1.1	4.3	3.3	3.3	1.2	4.4	3.2	3.1	2.5	2.5
2002	1.7	1.8	3.9	4.2	3.4	3.5	2.9	1.7	3.0	1.3	4.0	4.0	3.5	1.4	4.1	3.0	3.3	2.6	2.4
2003	1.6	1.8	4.4	3.8	3.5	3.6	3.0	2.5	2.4	2.4	4.6	4.5	3.6	1.3	3.8	3.2	2.8	2.8	2.5
2004	1.6	1.5	3.8	3.5	3.6	3.4	3.1	2.4	4.1	3.1	4.9	3.7	3.9	1.2	3.8	3.4	2.4	2.8	2.5
2005	1.7	1.4	4.0	3.5	2.8	3.6	3.3	2.4	3.1	3.1	4.5	4.8	3.3	1.2	3.6	3.2	2.1	2.5	2.5
2006	1.6	1.5	4.7	3.8	3.4	3.7	3.2	2.4	3.0	4.8	3.6	3.9	3.9	1.1	2.8	3.7	2.2	2.3	2.6
2007	1.6	1.5	5.1	4.7	3.4	4.0	3.3	2.3	3.0	5.7	3.3	3.7	3.3	1.1	2.7	4.2	1.9	2.4	2.6
2008	1.6	1.6	5.4	5.3	3.7	4.0	3.0	2.2	3.1	4.8	3.4	3.3	3.5	1.1	2.5	4.4	2.0	3.5	2.8
2009	1.7	1.8	5.1	5.7	3.1	4.5	3.4	2.5	4.2	4.3	3.9	2.3	3.8	1.2	3.0	4.6	2.3	2.8	2.8
2010	1.6	1.7	3.9	3.4	2.3	4.0	3.1	2.2	3.8	3.7	4.1	2.1	3.8	1.1	3.8	4.5	2.8	2.5	2.8
2011	1.7	1.7	4.1	2.4	1.7	3.0	3.1	2.0	3.6	4.2	3.8	2.5	3.3	1.0	2.6	3.5	2.7	2.5	2.4
2012	1.8	1.5	5.4	1.9	1.6	1.7	3.2	1.9	2.5	4.2	3.5	3.0	3.8	1.0	1.7	3.9	2.3	2.6	2.3
2013	1.8	1.6	4.9	1.7	1.5	1.5	3.2	1.7	2.1	3.9	3.1	2.7	3.2	1.0	1.4	3.7	2.1	2.8	2.1
2014	1.6	1.6	4.0	1.6	2.6	1.3	3.0	1.6	2.3	3.7	3.1	2.7	3.3	1.0	1.8	4.2	1.9	2.9	2.0
2015	1.6	1.6	3.9	1.5	2.5	1.3	2.9	1.5	2.3	3.4	3.2	2.7	3.2	1.0	1.7	3.9	1.8	2.8	2.0

1) 1970-91 D, W  
2) Euro area, 1970-91 including D, W

...



## ➤ Comparaison internationale formation brute de capital fixe (SEC 2010)

Table 51B

Gross fixed capital formation; general government  
ESA 2010

(Percentage of GDP at current prices (excessive deficit procedure))

	BE	DE	EE	IE	EL	ES	FR	IT	CY	LV	LT	LU	MT	NL	AT	PT	SI	SK	FI	EA-19
1995	2.2	2.6	5.4	2.3	3.9	4.4	4.2	2.6	4.4	2.1	3.2	3.7	3.0	3.7	3.9	4.4	4.1	3.3	3.7	3.3
1996	2.1	2.5	4.9	2.5	4.1	3.7	4.1	2.7	5.1	2.5	2.4	4.0	3.5	3.8	3.7	4.9	4.0	4.7	4.0	3.2
1997	2.1	2.3	4.6	2.6	3.9	3.7	3.8	2.7	4.9	1.6	2.3	4.0	3.6	3.6	3.0	5.6	3.7	6.2	4.4	3.1
1998	2.1	2.3	5.3	2.7	5.1	3.9	3.7	2.8	2.8	1.6	2.5	4.8	4.6	3.5	2.9	5.1	3.7	4.5	4.1	3.1
1999	2.4	2.4	4.7	3.1	5.4	3.9	3.8	2.9	3.1	1.8	2.6	4.6	4.5	3.8	2.8	4.9	4.0	3.7	3.9	3.2
2000	2.4	2.3	4.4	3.5	5.1	3.7	3.9	2.8	3.3	1.8	2.4	4.1	3.9	3.7	2.7	4.6	3.7	3.6	3.5	3.1
2001	2.1	2.3	4.6	4.2	5.9	3.8	3.9	3.0	3.2	1.5	2.3	4.6	3.5	3.9	2.4	5.0	3.9	3.9	3.4	3.2
2002	2.1	2.2	5.9	4.2	4.9	4.1	3.8	2.5	3.6	1.6	3.0	5.1	4.1	4.2	2.6	4.6	3.7	4.1	3.7	3.1
2003	2.1	2.1	5.2	3.7	5.9	4.2	3.9	3.1	4.0	2.9	3.1	5.2	4.5	4.2	2.5	4.4	3.8	3.2	3.9	3.2
2004	2.0	1.9	4.4	3.6	5.7	4.0	4.0	3.2	4.2	3.6	3.6	5.2	3.8	3.9	2.4	4.4	4.0	2.9	3.9	3.2
2005	2.1	1.9	4.6	3.5	4.4	4.2	4.0	3.2	3.5	3.5	3.6	5.5	4.6	3.7	2.9	4.1	3.8	3.5	3.6	3.2
2006	1.9	2.0	5.4	3.8	5.7	4.4	3.9	3.2	3.4	4.9	4.3	3.7	4.0	3.9	2.9	3.4	4.3	3.8	3.3	3.3
2007	2.0	2.0	6.0	4.7	4.9	4.7	3.9	3.2	3.1	5.9	5.4	3.8	3.8	3.8	3.0	3.2	4.6	3.2	3.5	3.3
2008	2.0	2.1	6.2	5.3	5.6	4.7	3.9	3.2	3.2	5.3	5.4	3.9	2.5	4.0	3.2	3.7	4.7	3.4	3.6	3.4
2009	2.3	2.4	6.0	3.8	5.7	5.2	4.3	3.7	4.2	4.9	4.4	4.5	2.4	4.3	3.4	4.1	5.1	3.9	3.9	3.7
2010	2.2	2.4	4.8	3.4	3.7	4.7	4.2	3.1	4.2	4.6	5.0	4.9	2.2	4.2	3.2	5.3	5.0	3.6	3.6	3.6
2011	2.4	2.3	5.0	2.5	2.5	3.6	4.0	2.9	4.0	5.0	4.7	4.3	2.8	4.1	3.0	3.5	4.1	3.7	3.8	3.2
2012	2.5	2.2	6.3	2.0	2.5	2.6	4.0	2.6	2.9	5.1	4.0	4.1	3.3	3.8	2.9	2.5	4.0	3.2	4.0	2.8
2013	2.3	2.2	5.5	2.0	3.4	2.3	4.0	2.5	2.3	4.5	3.8	3.7	2.9	3.7	3.0	2.2	4.3	3.5	4.2	2.9
2014	2.6	2.1	5.0	2.2	3.7	2.2	3.7	2.3	2.1	4.9	3.5	3.8	3.5	3.5	3.0	2.0	5.1	4.1	4.2	2.7
2015	2.5	2.1	5.2	1.8	3.8	2.5	3.4	2.4	2.2	4.8	3.7	4.0	4.2	3.6	3.0	2.3	4.8	6.4	3.7	2.7
2016	2.4	2.2	4.7	1.9	3.5	2.0	3.4	2.3	2.5	3.5	3.0	3.9	2.5	3.5	3.0	1.6	3.1	3.4	4.1	2.6
2017	2.4	2.3	5.7	1.8	4.4	2.0	3.3	2.2	2.7	4.6	3.2	4.2	2.5	3.4	3.1	1.8	3.0	3.4	4.1	2.6
2018	2.6	2.4	5.3	2.0	3.0	2.1	3.4	2.1	5.7	5.5	3.2	4.0	3.1	3.3	3.0	1.9	3.5	3.7	4.2	2.7
2019	2.5	2.5	4.9	2.2	2.2	2.9	3.8	2.3	1.7	4.9	3.1	4.3	3.5	3.4	3.0	1.9	3.8	3.5	4.2	2.6
2020	2.4	2.8	5.6	2.7	2.1	2.3	4.0	2.6	1.7	5.2	3.5	5.1	4.7	3.6	3.2	2.3	4.1	3.7	4.8	3.1
2021	2.3	2.8	5.5	2.6	3.6	2.2	3.7	2.6	1.9	4.9	3.6	4.6	4.4	3.7	3.2	2.3	4.1	3.6	4.6	3.0

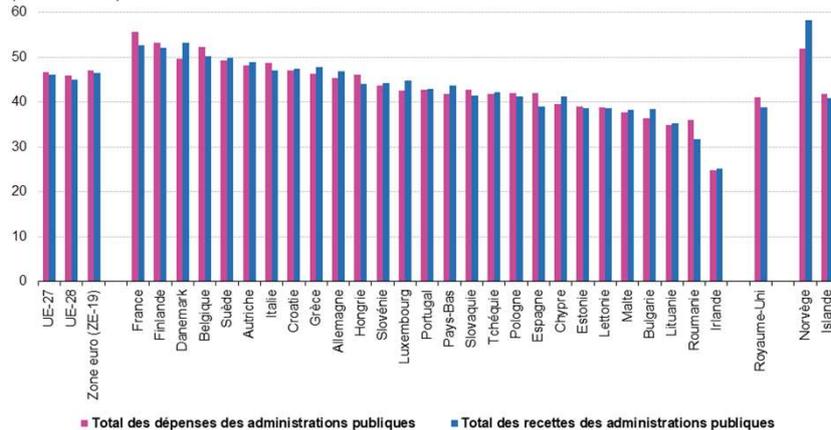
[https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ggd\\_part\\_ii\\_spring\\_2020.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/ggd_part_ii_spring_2020.pdf)



Finances publiques

119

## Recettes et dépenses des administrations publiques, 2019 (en % du PIB)



Remarque: Données extraites le 22 avril 2020; données classées par ordre décroissant selon la moyennes des recettes et des dépenses totales.

Source: Eurostat (code des données en ligne: gov\_10a\_main)

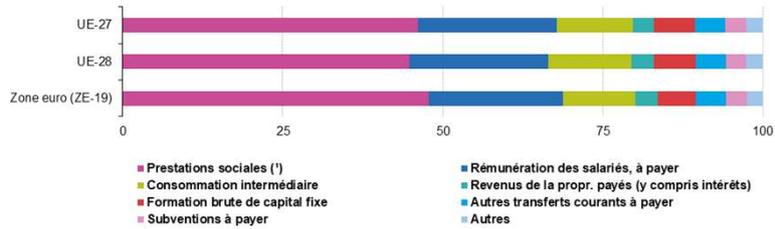
eurostat

[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government\\_finance\\_statistics/fr#Les\\_recettes\\_et\\_d.C3.A9penses\\_des\\_administrations\\_publicques](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government_finance_statistics/fr#Les_recettes_et_d.C3.A9penses_des_administrations_publicques)



120

### Composition des dépenses totales, 2019 (en % des dépenses totales)



Remarque: données extraites le 22 avril 2020.

(1) Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature et transferts sociaux en nature - production marchande achetée.

Source: Eurostat (code des données en ligne: gov\_10a\_main)

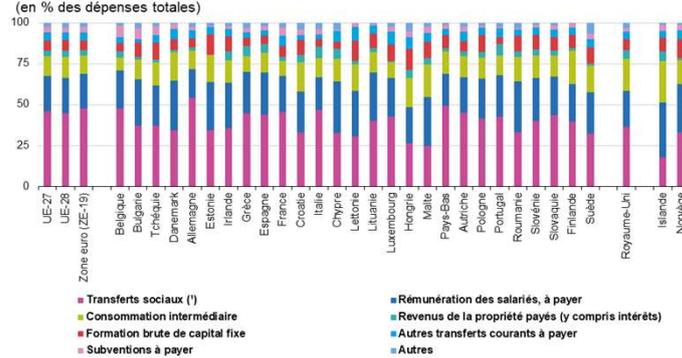
eurostat



[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government\\_finance\\_statistics/fr#Les\\_recettes\\_et\\_d.C3.A9penses\\_des\\_administrations\\_publicques](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government_finance_statistics/fr#Les_recettes_et_d.C3.A9penses_des_administrations_publicques)

121

### Principales composantes des dépenses des administrations publiques, 2019 (en % des dépenses totales)



Remarque: données extraites le 22 avril 2020.

(1) Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature et transferts sociaux en nature - production marchande achetée.

Source: Eurostat (code des données en ligne: gov\_10a\_main)

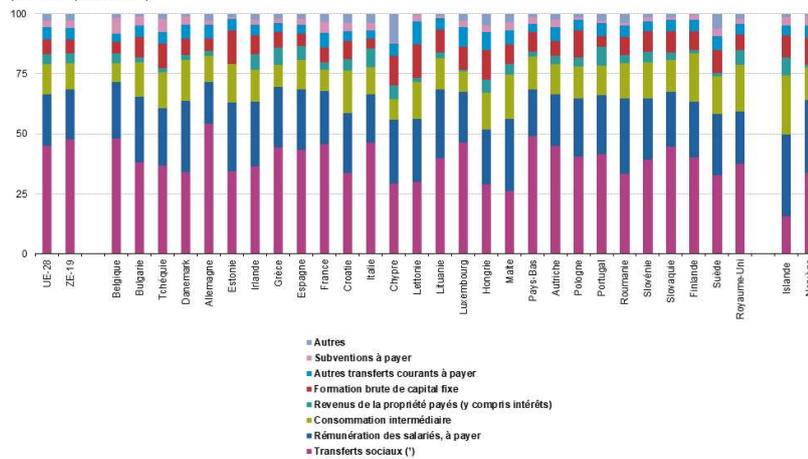
eurostat



[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government\\_finance\\_statistics/fr#Les\\_recettes\\_et\\_d.C3.A9penses\\_des\\_administrations\\_publicques](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government_finance_statistics/fr#Les_recettes_et_d.C3.A9penses_des_administrations_publicques)

122

**Principales composantes des dépenses des administrations publiques, 2016**  
(en % des dépenses totales)



Remarque: données extraites le 23 avril 2019.  
(\* Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature et transferts sociaux en nature - production marchande achetée.  
Source: Eurostat (code des données en ligne: gov\_10a\_main)

eurostat



[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government\\_finance\\_statistics/fr#Les\\_recettes\\_et\\_d.C3.A9penses\\_des\\_administrations\\_publicques](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government_finance_statistics/fr#Les_recettes_et_d.C3.A9penses_des_administrations_publicques) 123

### Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins (liés à la maladie, la vieillesse, le logement, etc.). Ils sont effectués dans le cadre de l'assurance sociale par l'intermédiaire de régimes (publics ou privés) organisés de façon collective ou bien, en dehors de ces régimes dans le cadre de l'assistance sociale, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

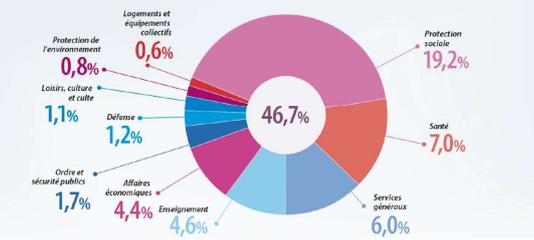
### Remarque

Les prestations sociales sont constituées des versements en espèces (pensions de retraite, allocations familiales, RMI, allocations chômage, etc.) ou en nature (remboursements de soins ou de médicaments, etc.).



[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government\\_finance\\_statistics/fr#Les\\_recettes\\_et\\_d.C3.A9penses\\_des\\_administrations\\_publicques](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Government_finance_statistics/fr#Les_recettes_et_d.C3.A9penses_des_administrations_publicques) 124

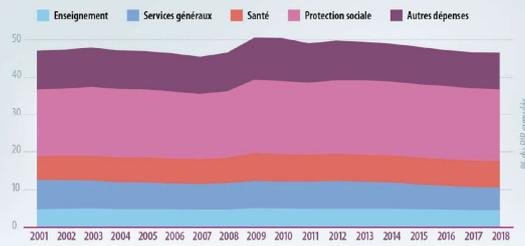
### Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE (2018, en % du PIB)



L'UE représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1 février 2020

ec.europa.eu/eurostat

### Évolution des dépenses totales des administrations publiques, 2001-2008 (en % du PIB)



L'UE représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1 février 2020

ec.europa.eu/eurostat



<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10474887/2-27022020-AP-FR.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c>

125

### Dépenses totales des administrations publiques par fonction, 2018 (en % du PIB)

	Total	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publiques	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont:					
												Maladie invalidité	Veillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Autres
UE27*	46,7	6,0	1,2	1,7	4,4	0,8	0,6	7,0	1,1	4,6	19,2	2,7	10,4	1,5	7,7	1,3	1,5
UE28	45,8	5,8	1,3	1,7	4,2	0,8	0,6	7,1	1,1	4,7	18,6	2,7	10,1	1,3	7,7	1,2	1,7
Zone euro	47,0	6,1	1,2	1,7	4,3	0,8	0,6	7,1	1,1	4,5	19,6	2,7	10,7	1,7	7,6	1,4	1,5
Belgique	52,1	7,1	0,8	1,7	6,6	1,3	0,3	7,6	1,3	6,2	19,3	3,3	9,2	1,6	2,2	1,5	1,4
Bulgarie	36,5	3,3	1,1	2,5	6,7	0,7	1,1	5,0	0,8	3,5	12,0	0,3	8,9		2,3	0,1	0,5
Tchéquie	40,7	4,5	0,9	1,9	6,0	0,9	0,8	7,6	1,5	4,6	12,0	2,2	7,4	0,5	1,1	0,1	0,8
Danemark	50,9	6,6	1,2	0,9	3,3	0,4	0,2	8,3	1,6	6,4	21,9	4,4	8,2	0,0	4,3	2,0	3,0
Allemagne	44,6	5,7	1,1	1,6	3,4	0,6	0,4	7,2	1,1	4,2	19,4	3,2	9,5	1,9	7,7	1,5	1,7
Estonie	38,1	3,8	2,0	1,9	4,0	0,7	0,3	5,1	2,0	6,2	13,0	2,1	6,7	0,1	2,7	1,2	0,3
Irlande	25,4	3,1	0,3	1,0	2,3	0,4	0,5	5,0	0,5	3,2	9,0	1,8	3,2	0,6	1,3	0,9	1,3
Grèce	47,0	8,3	2,0	2,1	4,4	1,3	0,2	5,0	0,8	3,9	19,0	1,5	13,2	2,0	0,8	0,5	1,0
Espagne**	41,7	5,6	0,9	1,8	4,1	0,9	0,5	6,0	1,1	4,0	16,9	2,4	9,4	2,2	0,8	1,6	0,5
France**	56,0	6,2	1,8	1,7	5,8	1,0	1,1	8,1	1,4	5,1	23,9	2,9	13,3	1,5	2,2	1,9	2,2
Croatie**	46,0	5,4	1,1	2,4	6,7	0,7	1,7	6,6	1,5	5,3	14,7	2,3	8,0	1,3	1,9	0,5	0,7
Italie	46,4	7,9	1,3	1,8	3,8	0,8	0,5	6,8	0,8	4,0	20,8	1,8	13,3	2,6	1,0	1,1	1,0
Chypre	43,6	7,0	1,9	1,7	9,9	0,3	1,5	2,7	0,8	5,2	12,5	0,5	6,1	1,4	2,8	0,5	1,2
Lettonie	38,5	4,0	2,1	2,2	5,4	0,6	1,1	4,0	1,6	5,8	11,6	2,2	6,8	0,2	1,3	0,5	0,8
Lituanie	34,0	3,5	1,7	1,4	3,0	0,3	0,5	5,9	1,1	4,6	12,1	3,0	6,2	0,3	1,5	0,6	0,5
Luxembourg	41,9	5,1	0,5	1,1	5,2	0,9	0,6	4,7	1,3	4,6	18,0	3,0	9,5	0,0	3,6	1,0	0,9
Hongrie	46,7	8,3	0,9	2,3	7,7	0,4	0,7	4,7	3,2	5,1	13,3	2,8	6,7	0,9	1,7	0,3	1,0
Malte	36,6	5,2	0,5	1,2	5,5	1,2	0,4	5,3	1,0	5,2	10,9	0,9	6,7	1,3	0,9	0,2	0,9
Pays-Bas	42,1	4,2	1,2	1,8	3,8	1,4	0,3	7,6	1,2	5,1	15,5	4,1	6,4	0,1	1,4	1,4	2,1
Autriche	48,6	5,9	0,6	1,3	5,9	0,4	0,3	8,2	1,2	4,8	20,1	1,8	12,4	1,3	2,1	1,2	1,3
Pologne	41,6	4,4	1,6	2,1	5,0	0,5	0,6	4,8	1,3	5,0	16,2	2,2	9,2	1,6	2,6	0,2	0,4
Portugal***	43,5	7,4	0,8	1,6	3,8	0,6	0,5	6,3	0,8	4,5	17,1	1,4	11,5	1,7	1,0	0,7	0,8
Roumanie	34,9	4,6	1,7	2,2	4,2	0,8	0,9	4,7	1,0	3,2	11,6	1,1	8,6	0,1	1,2	0,1	0,6
Slovénie	43,5	5,3	1,0	1,5	4,7	0,5	0,4	6,6	1,4	5,4	16,7	2,1	9,9	1,3	1,8	0,4	1,1
Slovaquie**	41,8	5,0	1,0	2,2	5,5	0,8	0,5	7,3	1,1	4,0	14,3	3,1	7,7	0,8	1,0	0,2	1,5
Finlande	53,1	8,0	1,2	1,1	4,2	0,2	0,3	7,0	1,5	5,5	24,1	3,1	13,6	0,7	3,0	1,9	1,9
Suède	49,8	7,1	1,2	1,3	4,3	0,5	0,7	7,0	1,3	6,9	19,5	3,7	10,5	0,2	2,5	1,2	1,4
Royaume-Uni	40,9	4,7	1,9	1,8	3,2	0,7	0,8	7,5	0,6	4,8	14,9	2,4	8,3	0,1	1,3	0,1	2,8
Islande	42,0	5,9	0,0	1,4	5,3	0,7	0,6	7,8	3,1	7,3	9,9	3,2	3,7	0,0	2,1	0,5	1,0
Norvège	49,2	4,5	1,7	1,2	5,6	0,9	0,8	8,2	1,7	5,4	19,1	6,6	7,1	0,2	3,4	0,4	1,5
Suisse	33,7	4,6	0,8	1,7	4,0	0,6	0,2	2,2	0,8	5,6	13,3	2,9	6,7	0,3	0,5	1,1	1,8

: Données non disponibles  
 \* L'UE27 représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1 février 2020  
 \*\* Données provisoires  
 \*\*\* Données estimées  
 Données sources: gov\_10a\_exp

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.

ec.europa.eu/eurostat



<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10474887/2-27022020-AP-FR.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c>

126

**Dépenses des administrations publiques par fonction, 2018**  
(en % du total des dépenses des administrations publiques)

	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publiques	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et éducation	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont:					
											Maladie et invalidité	Viellissement	Survivants	Famille et enfants	Célibat	Autres
EU27*	12,9	2,6	3,6	9,4	1,7	1,2	15,0	2,5	9,9	41,2	5,9	22,3	3,3	3,7	2,9	3,1
EU28	12,7	2,9	3,7	9,2	1,7	1,3	15,5	2,3	10,2	40,6	5,9	22,0	2,9	3,6	2,5	3,7
Zone euro	13,0	2,5	3,5	9,1	1,7	1,2	15,2	2,3	9,6	41,8	5,8	22,7	3,6	3,4	3,1	3,2
Belgique	13,6	1,5	3,3	12,6	2,4	0,6	14,6	2,4	11,9	37,0	6,4	17,7	3,2	4,1	2,8	2,8
Bulgarie	8,9	3,1	6,8	18,2	1,9	2,9	13,6	2,1	9,7	32,8	0,7	24,2	3,1	6,3	0,2	1,4
Tchéquie	11,0	2,2	4,6	14,8	2,1	1,9	18,7	3,7	11,4	29,5	5,3	18,1	1,3	2,7	0,4	1,9
Danemark	13,0	2,3	1,8	6,5	0,8	0,5	16,3	3,2	12,6	43,1	6,5	16,2	0,0	8,5	4,0	5,8
Allemagne	12,7	2,4	3,5	7,6	1,3	0,9	16,2	2,4	9,4	43,6	7,1	21,2	4,2	3,8	3,4	3,8
Estonie	9,8	5,2	4,7	10,2	1,8	0,8	13,1	5,0	15,8	33,3	5,4	17,0	0,7	8,9	3,7	0,8
Irlande	12,2	1,2	4,0	9,2	1,5	2,0	19,8	2,1	12,6	35,4	7,2	12,5	2,4	5,0	3,4	5,0
Grèce	17,7	4,3	4,4	9,3	2,8	0,4	10,6	1,7	8,3	40,5	3,2	28,1	4,3	1,8	1,1	2,1
Espagne**	13,5	2,1	4,4	9,8	2,1	1,1	14,4	2,7	9,6	40,5	5,8	22,4	5,3	2,0	3,7	1,2
France**	11,0	3,1	3,0	10,3	1,8	2,0	14,5	2,5	9,1	42,6	5,2	23,7	2,7	3,9	3,4	3,9
Croatie**	11,7	2,5	5,2	14,6	1,5	3,8	14,3	3,2	11,5	31,9	5,0	17,5	2,9	4,1	1,0	1,5
Italie	16,2	2,6	3,8	7,9	1,7	1,0	14,1	1,8	8,2	42,9	3,6	27,5	5,4	2,1	2,3	2,1
Chypre	16,0	4,3	3,9	22,8	0,6	3,5	6,2	1,9	12,0	28,7	1,1	14,0	2,1	8,4	1,1	2,8
Lettonie	10,4	6,6	6,7	14,1	1,5	2,9	10,4	4,2	16,1	30,2	6,6	17,7	0,6	3,3	1,2	2,0
Lituanie	10,3	5,1	4,0	8,8	0,9	1,5	17,4	3,3	13,4	35,4	8,7	18,1	0,9	4,3	1,8	1,6
Luxembourg	12,1	1,1	2,6	12,5	2,1	1,4	11,3	3,0	11,0	42,9	7,1	22,7	0,0	8,5	2,4	2,2
Hongrie	17,9	2,0	4,8	16,4	0,9	1,5	10,1	6,8	11,0	28,5	6,0	14,3	1,9	3,6	0,5	2,2
Malte	14,1	1,4	3,4	15,0	3,4	1,2	14,6	2,9	14,2	29,8	2,5	18,3	3,4	2,5	0,7	2,4
Pays-Bas	10,1	2,5	4,1	10,0	3,3	0,8	19,0	2,8	12,1	36,8	9,8	15,3	0,2	3,2	3,4	4,9
Autriche	12,2	1,2	2,8	12,0	0,8	0,7	16,8	2,4	9,8	41,4	3,6	25,5	2,8	4,3	2,5	2,7
Pologne	10,5	3,9	5,1	12,1	1,2	1,4	11,6	3,2	12,0	39,0	5,4	22,1	3,9	6,1	0,6	0,9
Portugal**	16,9	1,9	3,8	8,7	1,5	1,1	14,5	1,9	10,5	39,3	3,2	26,4	3,9	2,4	1,6	1,9
Roumanie	13,2	4,8	6,2	12,0	2,4	2,7	13,3	2,9	9,1	33,3	3,1	24,7	0,3	3,4	0,2	1,7
Slovenie	12,3	2,2	3,5	10,7	1,2	1,0	15,1	3,2	12,4	38,3	4,8	22,8	2,9	4,1	1,0	2,6
Slovaquie**	12,0	2,5	5,3	13,2	1,9	1,3	17,5	2,5	9,5	34,3	7,4	18,4	1,9	2,5	0,5	3,6
Finlande	15,0	2,2	2,1	8,0	0,4	0,6	13,2	2,8	10,4	45,5	6,8	25,6	1,2	5,6	3,5	3,7
Suède	14,2	2,4	2,6	8,6	1,0	1,4	14,0	2,6	13,8	39,2	7,4	21,0	0,5	5,0	2,4	2,9
Royaume-Uni	11,4	4,6	4,4	7,9	1,7	2,0	18,3	1,5	11,8	36,5	5,9	20,2	0,1	3,1	0,2	6,9
Islande	14,1	0,0	3,4	12,6	1,6	1,3	18,5	7,5	17,4	23,6	7,5	7,3	0,0	4,9	1,3	2,5
Norvège	9,1	3,5	2,4	11,4	1,8	1,6	16,8	3,5	11,0	38,9	13,5	14,5	0,4	6,8	0,8	3,0
Suisse	13,7	2,4	5,0	11,7	1,8	0,5	6,4	2,4	16,1	39,4	6,5	20,0	0,9	1,4	3,2	5,5

\* L'EU27 représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1<sup>er</sup> février 2020  
 \*\* Données provisoires  
 \*\*\* Données estimées  
 Données sources: gov\_10a\_exp

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total

ec.europa.eu/eurostat

<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10474887/2-27022020-AP-FR.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c>

127

**VL16. TOTAL DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SEC 95; en % du PIB**

	GVRLVN G:VAN REYBROUCK 057603928																										
	BE	LU	NL	DE	FR	IT	AT	ES	PT	FI	IE	EL	SI	CY	MT	SK	EE	EA-17	DK	SE	UK	EU-15	EU-27	US	JP		
1970	40,2	n.d.	43,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.															
1971	41,7	n.d.	44,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.															
1972	43,2	n.d.	44,9	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.															
1973	43,4	n.d.	44,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.															
1974	43,4	n.d.	46,4	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.															
1975	48,8	n.d.	50,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.															
1976	49,3	n.d.	50,8	n.d.	n.d.	n.d.	48,1	n.d.	n.d.	39,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.								
1977	51,1	n.d.	50,6	n.d.	n.d.	n.d.	47,8	n.d.	28,7	41,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.								
1978	52,8	n.d.	52,3	n.d.	44,7	n.d.	50,9	n.d.	31,7	41,3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.								
1979	54,8	n.d.	53,7	n.d.	44,9	n.d.	49,9	n.d.	30,8	40,3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.								
1980	54,9	n.d.	55,2	n.d.	46,0	n.d.	40,8	50,2	n.d.	32,3	40,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.							
1981	61,5	n.d.	59,5	n.d.	46,5	n.d.	44,4	51,7	n.d.	35,3	41,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.							
1982	59,6	n.d.	59,1	n.d.	49,9	n.d.	46,5	52,1	n.d.	35,7	42,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.							
1983	62,2	n.d.	59,3	n.d.	50,2	n.d.	48,7	52,5	n.d.	34,7	44,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.							
1984	59,1	n.d.	57,9	n.d.	51,2	n.d.	46,9	52,6	n.d.	34,6	44,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.							
1985	58,4	n.d.	57,3	n.d.	51,9	n.d.	45,6	53,9	n.d.	37,5	45,5	50,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1986	57,6	n.d.	57,0	n.d.	51,3	n.d.	50,2	54,4	n.d.	38,9	47,2	52,3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1987	56,8	n.d.	56,5	n.d.	50,7	n.d.	49,6	54,6	n.d.	37,5	48,0	50,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1988	53,9	n.d.	56,4	n.d.	50,1	n.d.	50,2	53,2	n.d.	38,1	46,6	47,6	39,6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1989	62,3	n.d.	54,5	n.d.	48,9	n.d.	51,4	51,7	n.d.	36,2	44,7	42,0	40,9	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1990	62,3	37,8	54,9	n.d.	49,5	n.d.	62,6	51,5	n.d.	38,5	49,2	42,3	45,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1991	53,5	38,4	54,9	48,3	50,7	53,7	52,6	n.d.	41,3	57,1	43,6	42,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1992	53,8	40,0	55,7	47,2	52,0	55,0	53,4	n.d.	42,4	62,4	44,3	44,5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1993	54,9	39,8	55,7	48,1	55,1	56,0	55,4	n.d.	44,1	64,9	44,1	46,8	n.d.	n.d.	n.d.	79,1	35,9	n.d.	60,2	71,7	44,7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1994	52,6	39,0	53,5	47,8	54,1	53,2	56,0	n.d.	42,4	63,5	43,4	45,0	n.d.	n.d.	n.d.	57,3	41,7	n.d.	60,2	69,6	44,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1995	52,1	39,7	53,4	54,9	54,4	52,2	56,3	44,5	41,9	61,5	41,0	46,2	52,3	33,4	39,7	46,6	41,3	53,0	59,3	64,9	43,6	62,3	62,1	37,1	35,5		
1996	52,4	41,1	49,4	49,1	54,5	52,2	55,9	43,2	42,4	60,1	39,4	44,5	44,2	35,4	42,8	53,7	39,4	50,5	58,9	62,9	42,0	49,9	49,8	36,6	36,2		
1997	51,2	40,7	47,5	48,2	54,2	50,0	53,5	41,7	41,8	56,8	36,9	45,3	44,5	39,5	43,0	48,9	37,4	48,3	56,7	60,7	40,2	48,3	48,2	35,5	35,2		
1998	50,4	41,1	46,7	48,0	52,8	48,9	53,7	41,1	41,4	52,9	34,8	44,7	45,4	38,7	43,0	45,8	39,2	48,4	59,3	58,6	39,3	47,4	47,2	34,6	41,8		
1999	50,1	39,2	46,0	48,2	52,6	47,9	53,4	39,9	41,5	51,7	34,3	44,9	48,2	38,7	43,1	48,1	40,1	48,1	55,5	58,1	38,9	46,9	46,8	34,2	38,0		
2000	49,1	37,6	44,2	46,1	51,7	45,9	51,9	39,2	41,8	48,3	31,2	47,2	49,5	37,1	40,3	52,1	38,1	46,2	53,7	55,1	36,8	44,9	44,8	33,9	38,5		
2001	49,1	38,1	45,4	47,6	51,7	47,7	51,3	38,7	43,2	48,0	33,2																

Annexe : Tableau 29. Dépenses totales des administrations publiques

En pourcentage du PIB nominal

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Australie	34.8	34.2	33.4	34.2	33.8	33.6	33.6	34.2	37.4	36.4	36.0	36.0	35.5	35.5	35.9	36.3	35.7	35.4	35.5	35.5
Autriche	51.3	51.1	51.3	53.9	51.2	50.3	49.2	50.0	54.2	52.9	50.9	51.2	51.7	52.4	51.1	50.3	49.1	48.0	47.4	46.7
Belgique	49.2	49.5	50.7	48.9	51.6	48.4	48.2	50.3	54.2	53.3	54.5	55.9	55.8	55.3	53.7	53.0	52.2	51.6	51.2	51.1
Canada	41.2	40.5	40.4	39.3	38.5	38.5	38.9	43.5	43.2	41.7	41.0	40.1	38.5	38.9	40.7	40.3	40.3	40.0	40.0	40.1
République tchèque	43.2	44.6	48.4	42.6	42.3	41.3	40.4	40.7	44.2	43.6	43.1	44.5	42.6	42.4	41.7	39.5	38.9	38.3	38.1	38.7
Danemark	52.8	53.2	53.6	53.0	51.2	49.8	49.6	50.4	56.5	56.7	56.4	56.0	55.8	55.2	54.5	52.7	51.2	51.5	50.6	49.5
Estonie	35.0	36.1	35.2	34.3	34.0	33.6	34.1	39.8	46.0	40.5	37.4	39.3	38.5	37.9	39.6	39.5	39.3	39.8	40.2	40.6
Finlande	47.3	48.5	49.4	49.3	49.3	48.3	48.3	54.8	54.8	54.4	56.2	57.5	56.1	57.1	55.9	54.0	52.7	51.8	51.3	
France	51.7	52.8	53.2	53.1	53.4	52.6	52.5	53.3	57.1	56.9	56.3	57.1	57.2	57.2	56.8	56.8	56.4	56.2	55.5	54.0
Allemagne	46.8	47.2	47.7	46.5	46.3	44.7	42.8	43.6	47.6	47.4	44.8	44.3	44.6	43.9	43.8	44.0	43.9	43.9	44.2	44.2
Grèce	46.0	45.8	46.8	47.6	45.6	45.1	47.1	50.8	54.1	52.5	54.1	55.7	62.3	50.2	53.5	48.9	47.3	46.5	46.0	45.3
Hongrie	47.1	50.8	49.0	48.7	49.4	51.4	49.9	48.7	50.4	49.3	49.5	48.5	49.4	49.5	50.1	46.8	46.9	46.6	46.4	46.1
Islande	41.5	42.8	44.3	42.6	41.3	40.7	40.6	54.5	47.4	47.8	44.2	43.8	42.4	43.8	41.5	44.3	42.5	40.8	40.2	40.0
Irlande	32.5	33.2	33.0	33.2	33.3	33.8	35.9	41.8	47.0	65.0	46.5	42.0	40.4	37.5	29.0	27.5	26.3	26.1	25.8	25.3
Israël	49.4	52.4	47.8	45.1	44.5	43.7	42.1	42.8	42.8	41.1	40.4	41.0	41.0	39.6	38.4	38.6	39.5	40.0	40.1	40.2
Italie	47.5	46.8	47.2	46.9	47.1	47.6	46.8	47.5	51.2	49.9	49.4	50.8	51.1	50.9	50.3	49.3	48.9	48.8	48.3	48.2
Japon	36.8	37.0	36.6	35.2	35.1	34.6	34.6	35.6	40.2	39.3	40.2	40.2	40.3	39.7	38.8	38.7	38.7	38.4	38.4	38.2
Corée	26.5	28.2	32.6	29.7	29.6	30.2	29.8	32.1	34.9	31.1	32.4	32.7	31.8	32.0	32.4	32.3	32.5	33.3	34.3	34.8
Lettonie	34.8	35.1	33.4	34.7	34.2	36.0	34.0	37.6	44.2	45.5	40.5	38.0	37.7	36.1	38.2	37.0	37.8	37.6	37.1	36.8
Lituanie	37.1	35.1	33.6	34.0	34.1	34.4	35.3	38.1	44.9	42.3	42.5	38.2	35.5	34.7	34.9	34.1	33.1	34.0	33.6	33.6
Luxembourg	38.3	41.4	43.5	43.8	43.6	39.7	37.8	39.7	45.2	44.1	42.4	44.1	43.3	42.0	42.0	41.9	43.1	42.8	42.8	42.6
Pays-Bas	42.9	43.6	44.5	43.5	42.3	43.0	42.3	43.1	47.6	47.9	48.8	46.8	46.5	45.7	44.6	43.6	42.5	41.6	41.2	40.6
Nouvelle-Zélande	37.2	36.5	37.0	36.6	37.7	39.0	38.7	40.7	41.9	48.1	44.9	43.8	42.6	41.4	40.7	40.7	40.6	41.6	41.6	41.1
Norvège	43.8	46.7	47.9	45.0	42.1	40.8	41.4	40.2	46.1	44.9	43.8	42.9	44.0	45.8	48.8	50.8	49.9	48.6	48.0	47.5
Pologne	44.9	45.4	45.8	43.6	44.4	44.7	43.2	44.3	45.0	45.8	43.9	42.9	42.6	42.4	41.7	41.1	41.1	41.4	41.7	42.0
Portugal	44.1	43.7	45.3	46.1	46.7	45.2	44.5	45.3	50.2	51.8	50.0	48.5	49.9	51.8	48.2	44.8	45.7	44.4	43.6	42.7
République slovaque	44.4	45.1	39.8	37.8	39.8	38.8	38.3	36.9	44.1	42.1	40.8	40.6	41.4	42.0	45.2	41.5	40.1	39.8	39.4	39.2
Slovenie	47.0	45.8	45.8	45.3	44.9	44.2	42.2	43.9	48.2	49.3	50.0	48.5	59.5	46.9	47.7	45.3	43.2	42.7	42.7	41.9
Espagne	38.5	38.6	38.3	38.7	38.3	38.3	39.0	41.2	45.8	45.6	45.8	48.1	45.6	44.8	43.7	42.2	41.0	41.2	40.7	40.2
Suède	52.7	53.8	53.9	52.5	52.4	51.0	49.2	50.0	52.7	50.9	50.3	51.2	51.9	51.0	49.6	49.8	49.3	49.0	48.7	48.1
Suisse	33.2	35.7	34.8	34.6	33.8	31.9	30.7	31.3	33.2	33.0	32.9	33.3	34.2	33.7	34.0	34.2	33.6	33.4	33.3	
Royaume-Uni	36.5	37.6	38.8	40.1	41.1	40.9	40.9	44.4	47.6	47.6	45.9	45.8	43.9	43.0	42.2	41.4	40.9	40.0	39.8	39.4
États-Unis <sup>1</sup>	35.8	36.9	37.5	37.0	37.1	36.6	37.6	40.0	43.5	43.4	42.2	40.4	39.2	38.5	38.1	38.3	38.1	37.8	37.9	38.1
Zone euro	46.8	47.0	47.4	46.9	46.8	46.1	45.4	46.6	50.7	50.6	49.3	49.8	49.8	49.1	48.3	47.6	47.1	46.8	46.6	46.1
Total OCDE	39.6	40.3	40.0	39.4	39.3	39.0	39.0	40.8	44.4	44.0	43.2	42.6	42.0	41.4	40.9	40.7	40.3	40.1	40.0	39.9

<sup>1</sup> Ces chiffres concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale.  
 Source : 1. Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933878817>



### 3. La Sécurité sociale



## Sécurité sociale

- Ne pas confondre les concepts dans les statistiques : Sécurité sociale et Protection sociale

(<https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/sespros/sespros-data-belgium-2017-fr.pdf>)

Les prestations sociales (ou transferts sociaux) = transferts versés (en espèces ou en nature) à des individus ou à des familles afin de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Elles sont associées à six grandes catégories de risques :

- La vieillesse et la survie (pensions de retraite, pensions de réversion, prise en charge de la dépendance).
- La santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles).
- La maternité-famille (prestations familiales : prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants).
- La perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle.
- Les difficultés de logement (aides au logement).
- La pauvreté et l'exclusion sociale (minima sociaux : revenu minimum d'insertion-RSA, minimum vieillesse, etc.).



## Sécurité sociale

- Protection sociale > Sécurité sociale
- Sécurité sociale : poids important en termes de recettes et de dépenses publiques
- Organisation et financement particuliers
- Compétences partagées à plusieurs niveaux de pouvoirs

Quelques références :

- <https://www.europaong.org/wp-content/uploads/2015/09/EUROPA-CEPSE-BELGIQUE.pdf>
- <https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/alwa-0918-fr.pdf>



## 1. Données de protection sociale de la Belgique en 2017

Le produit intérieur brut (PIB) de l'année 2017 pour la Belgique s'élevait à 439.174,5 millions d'euros.

Pour l'année 2017, certaines données concernant certains régimes ne nous ont pas été fournies. Celles-ci n'ont pas été estimées.

### A) Recettes de protection sociale

Tableau 1 : Montants des recettes de protection sociale de la Belgique en 2017

	En millions d'€	En % du PIB	En % du TRS <sup>1</sup>
Contributions Employeurs	50.996,83	11,61	38,86
Contributions Personnes protégées	26.213,21	5,97	19,98
Contributions Publiques	50.938,16	11,60	38,82
Autres recettes	3.072,35	0,70	2,34
<b>Total recettes</b>	<b>131.220,55</b>	<b>29,88</b>	<b>100,00</b>

Source : SPF Sécurité sociale

<https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/sespros/sespros-data-belgium-2017-fr.pdf>



### B) Dépenses de protection sociale

Tableau 2 : Dépenses sociales de la Belgique en 2017

	En millions d'€	En % du PIB	En % du TDS <sup>2</sup>
Prestations sociales	121.223,58	27,60	94,46
Dépenses de fonctionnement	4.729,92	1,08	3,69
Autres dépenses	2.386,06	0,54	1,86
<b>Total dépenses</b>	<b>128.339,56</b>	<b>29,22</b>	<b>100,00</b>

Source : SPF Sécurité sociale

Le tableau 2 nous montre que la part la plus importante des dépenses de protection sociale est consacrée aux prestations, soit 94,46 % pour l'année 2017. Les dépenses de fonctionnement et autres dépenses représentent respectivement 3,69 % et 1,86 % du total des dépenses sociales. En 2017, la Belgique a consacré 29,22 % de son PIB en matière de protection sociale, ce qui est stable par rapport aux données de 2016 mises à jour (les dépenses s'élevaient à 125.773,87 millions d'euros, soit 29,22% du PIB).

### C) Prestations sociales par risque

Tableau 3 : Montants des prestations sociales par risque en 2017

Risques	En millions d'€	En % du PIB	En % du TPS <sup>3</sup>
Maladie	32.558,00	7,41	26,86
Invalidité	10.501,93	2,39	8,66
Vieillesse	48.559,12	11,06	40,06
Survie	7.857,81	1,79	6,48
Famille	9.178,43	2,09	7,57
Chômage	8.394,93	1,91	6,93
Logement	1.099,16	0,25	0,91
Exclusion sociale	3.074,21	0,70	2,54
<b>Total</b>	<b>121.223,59</b>	<b>27,60</b>	<b>100,00</b>

Source : SPF Sécurité sociale

Comme pour les années précédentes, ce sont les prestations liées à la vieillesse qui représentent la part la plus importante des prestations sociales, soit 40,06 %. Si l'on y associe les dépenses de Maladie / Soins de Santé, Invalidité (qui correspondent à nos concepts d'assurance maladie-invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles) et Survie, celles-ci représentent 82,06 % du total des prestations sociales (soit 22,65 % du PIB).

<https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/sespros/sespros-data-belgium-2017-fr.pdf>



#### D) Types de prestations sociales

Selon la méthodologie SESPROS, les prestations sociales se classent en deux types de prestations : les prestations en espèces et les prestations en nature.

- Une **prestation en espèce** est une prestation qui est versée en espèces et qui n'exige pas de preuve des dépenses effectives du bénéficiaire. Par exemple le paiement de congés de maladie, le paiement des pensions de vieillesse, ...
- Une **prestation en nature** est une prestation accordée sous forme de biens ou de services (y compris les remboursements des dépenses aux personnes protégées). Les remboursements de notre assurance 'soins de santé' seront donc considérés comme des prestations en nature. Parmi les prestations en nature, nous trouverons par exemple : les aides pour l'assistance dans les tâches de la vie quotidienne des personnes âgées, les aides pour le logement, ...

Tableau 4 : Prestations en espèces et en nature en 2017

Risques	Prestations en espèces (en millions d'€)	Prestations en espèces en % du TPS	Prestations en nature (en millions d'€)	Prestations en nature en % du TPS
Maladie	3.733,03	3,08	28.824,97	23,78
Invalidité	8.092,56	6,68	2.409,37	1,99
Vieillesse	44.058,01	36,34	4.501,10	3,71
Survie	7.837,50	6,47	20,31	0,02
Famille	7.624,48	6,29	1.553,95	1,28
Chômage	8.370,10	6,90	24,83	0,02
Logement	0,00	0,00	1.099,16	0,91
Exclusion sociale	2.060,68	1,70	1.013,52	0,84
<b>Total</b>	<b>81.776,36</b>	<b>67,46</b>	<b>39.447,21</b>	<b>32,54</b>

Source : SPF Sécurité sociale

En Belgique, les prestations sociales sont principalement des prestations versées en espèces. En 2017, les prestations en espèces représentaient 67,46 % de l'ensemble des prestations de protection sociale (36,34 % pour les pensions de vieillesse, 6,90 % pour le chômage et 24,21 % pour les autres prestations en espèces). Les prestations en nature représentaient 32,54 % du total des prestations sociales (23,78 % pour la fonction Maladie / Soins de santé et 8,76 % pour les autres prestations en nature).

<https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/sespros/sespros-data-belgium-2017-fr.pdf>



Tableau 5 : Recettes de protection sociale par type en % du PIB et en % du total des recettes sociales (TRS) en 2016

	Contributions Employeurs		Contributions Personnes protégées		Contributions Publiques		Autres recettes		Total	
	En % du PIB	En % du TRS	En % du PIB	En % du TRS	En % du PIB	En % du TRS	En % du PIB	En % du TRS	En % du PIB	En millions d'€
EU28	10,32	34,92	5,82	19,69	11,90	40,28	1,51	5,10	29,55	4.428.203,97
EU15	10,48	34,40	5,94	19,49	12,51	41,07	1,54	5,05	30,47	4.193.669,25
<b>BE</b>	<b>11,46</b>	<b>39,41</b>	<b>5,74</b>	<b>19,76</b>	<b>11,34</b>	<b>38,99</b>	<b>0,54</b>	<b>1,84</b>	<b>29,07</b>	<b>125.116,29</b>
DK	3,35	9,58	2,51	7,18	26,94	77,04	2,17	6,19	34,96	98.986,04
DE	10,75	34,20	9,63	30,64	10,53	33,51	0,52	1,65	31,43	984.929,92
ES	9,77	43,70	3,03	13,54	9,12	40,77	0,44	1,99	22,36	249.015,02
FR	14,15	41,26	6,51	18,99	12,58	36,68	1,05	3,07	34,29	766.081,12
IT	10,50	34,80	4,44	14,73	14,60	48,38	0,63	2,09	30,17	511.544,00
LU	6,32	26,37	5,58	23,28	10,36	43,20	1,71	7,15	23,97	13.152,48
NL	9,83	29,29	11,27	33,59	7,72	23,03	4,73	14,09	33,54	237.606,00
FI	11,06	33,90	4,35	13,32	15,59	47,77	1,64	5,02	32,63	70.973,33
SE	12,16	38,22	2,81	8,82	16,20	50,90	0,66	2,07	31,83	148.415,87
UK	8,59	28,22	3,02	9,93	14,85	48,76	3,98	13,08	30,45	741.407,27

Source : Eurostat / SPF Sécurité sociale

En 2016, les principales sources de financement de la protection sociale dans l'UE sont les cotisations sociales (54,61 % des recettes totales pour l'UE28). En Belgique, les cotisations sociales dues par les employeurs sont supérieures à la moyenne européenne. En ce qui concerne les cotisations des personnes protégées, les chiffres de la Belgique sont proches de la moyenne européenne. Les contributions publiques en Belgique sont quant à elles inférieures à la moyenne de l'UE. Par rapport aux autres pays non repris dans le tableau, les nouveaux pays membres (République tchèque, Estonie, Lettonie, Hongrie, Pologne, Roumanie Lituanie et Slovaquie) ont aussi des contributions employeurs élevées (>40 % du total des recettes de protection sociale).

<https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/publications/sespros/sespros-data-belgium-2017-fr.pdf>



## B) Les dépenses de protection sociale dans l'Union Européenne

Le tableau 6 nous présente la répartition des dépenses de protection sociale en millions d'euros et en pourcentage du PIB. Ceci nous permet de voir la part de la richesse nationale qui en matière de protection sociale.

La part représentée par les prestations sociales est pour la plupart des pays de l'UE de l'ordre de 95 % ou plus du total de leurs dépenses sociales.

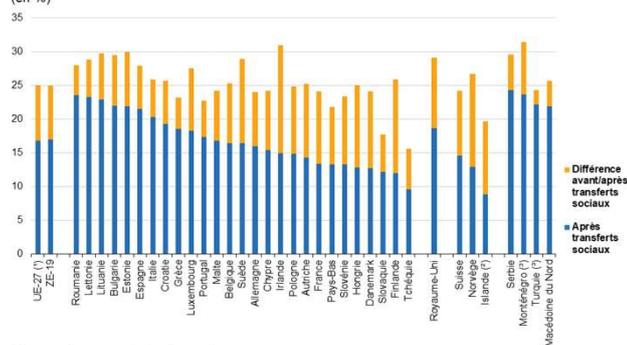
Tableau 6 : Structure des dépenses de protection sociale en 2016

	Prestations sociales		Frais de fonctionnement		Autres frais		Dépenses sociales	
	En millions d'€	En % du PIB	En millions d'€	En % du PIB	En millions d'€	En % du PIB	En millions d'€	En % du PIB
EU28	4.047.659,98	27,01	112.956,67	0,76	42.601,35	0,28	4.203.218,01	28,05
EU15	3.822.873,56	27,77	108.374,45	0,79	40.990,95	0,30	3.972.238,96	28,86
<b>BE</b>	<b>119.263,99</b>	<b>27,71</b>	<b>4.666,25</b>	<b>1,10</b>	<b>1.843,63</b>	<b>0,43</b>	<b>125.773,87</b>	<b>29,22</b>
DK	84.150,22	29,72	3.578,59	1,27	0,00	0,00	87.728,81	30,99
DE	891.278,10	28,44	34.423,64	1,10	4.122,02	0,13	929.823,76	29,67
ES	260.908,61	23,42	4.619,32	0,41	44,84	0,00	265.572,77	23,84
FR	715.108,24	32,01	28.640,53	1,28	22.320,32	1,00	766.069,09	34,29
IT	480.102,00	28,31	10.381,00	0,61	8.027,00	0,47	498.510,00	29,40
LU	11.471,19	20,91	172,69	0,31	19,39	0,04	11.663,27	21,26
NL	198.458,00	28,02	8.358,00	1,18	2.052,00	0,29	208.868,00	29,49
FI	67.680,38	31,12	1.146,57	0,53	0,00	0,00	68.826,95	31,65
SE	134.636,02	28,87	2.657,12	0,57	0,00	0,00	137.293,14	29,44
UK	624.559,33	25,65	4.787,43	0,20	0,00	0,00	629.346,75	25,85

Source : Eurostat / SPF Sécurité sociale



Taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux, 2018 (en %)



## La sécurité sociale en Belgique

- gestion de la sécurité sociale : pas intégrée dans le budget de l'Etat fédéral mais confiée à des organismes distincts et budgétairement autonomes de l'Etat;
- Sécurité sociale reste **liée au pouvoir fédéral** : décisions essentielles en termes de prestations, cotisations et subventions sont de la responsabilité de l'Etat fédéral mais transferts de compétences importantes aux entités fédérées
- Etat fédéral intervient (plus le cas de manière automatique à partir de 2021) pour **combler les déficits** éventuels de la sécurité sociale
  - ⇒ une partie seulement des ressources de la Sécurité sociale passe par le budget général des dépenses
- Etat fédéral compétent pour les politiques d'assistance sociale (budget général des dépenses) : revenu d'intégration sociale; garantie de revenu aux personnes âgées; allocations aux personnes handicapées.



### ➤ La Sécurité sociale c'est quoi ?

**La sécurité sociale = ensemble d'assurances sociales qui :**

- ▶ permet à la personne qui les paie de se protéger contre les aléas de la vie (perte d'un emploi, maladie et accidents de travail et vieillesse);
- ▶ intervient en partie dans le coût des enfants et celui des congés annuels.

**Elle repose sur les principes d'une double solidarité :**

- ▶ entre les actifs occupés et les chômeurs, entre les bien-portants et les malades, entre les jeunes et les personnes âgées, entre ceux qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas. **Cette solidarité ne tient pas compte des revenus mais uniquement des facteurs risques ou des charges.**
- ▶ **tient compte des différences de revenus** : plus le salaire est important, plus la cotisation est élevée (proportionnalité). Pour les indépendants les cotisations sont plafonnées (forfait, dégressive et plafonnée).



### ➤ Les modèles de référence

- ♦ **Bismarck**, chancelier allemand de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, a élaboré un système de sécurité sociale dont le financement repose sur les travailleurs et les employeurs, avec une intervention de l'Etat pour les pensions. Les prestations sont liées aux salaires, étant donné que l'objectif était de garantir à tous les ouvriers le maintien de leur niveau de vie au cas où certains risques se présenteraient. Nous pouvons donc parler ici de solidarité entre les actifs.
- ♦ **Lord Beveridge**, pendant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, a fortement élargi le champ d'application, en ne se limitant pas aux seuls travailleurs : c'est toute la population qui a droit à une sécurité d'existence. Moyennant des impôts, il prévoit une même prestation forfaitaire pour tout citoyen, indépendamment du type d'emploi, en cas de chômage, maladie, départ à la pension, etc.

[https://www.socialsecurity.be/CMS/en/coming\\_to\\_belgium/binaries/coming\\_to\\_belgium/spfssfo/sz/brochure\\_fr.pdf](https://www.socialsecurity.be/CMS/en/coming_to_belgium/binaries/coming_to_belgium/spfssfo/sz/brochure_fr.pdf)



**Notre système belge réunit des caractéristiques des deux courants.** Par exemple, les pensions (sous réserve de montants minimaux et maximaux) sont déterminées par les montants des cotisations (Bismarck), mais en même temps, (presque) tout le monde a droit à un remboursement de ses frais d'hospitalisation (Beveridge). Quant aux régimes d'aide sociale, ils peuvent être entièrement placés dans l'optique beveridgienne.

Les systèmes de sécurité sociale en vigueur dans nos pays voisins relèvent souvent (entièrement ou partiellement) du système bismarckien (Allemagne) ou sont construits en fonction des idées de base de Beveridge (Royaume-Uni).

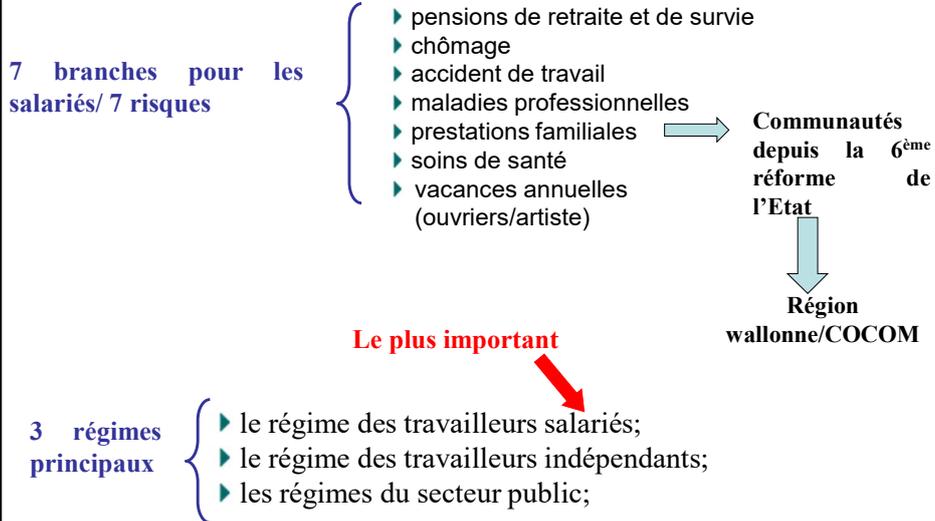
[https://www.socialsecurity.be/CMS/en/coming\\_to\\_belgium/binaries/coming\\_to\\_belgium/spfssfo/sz/brochure\\_fr.pdf](https://www.socialsecurity.be/CMS/en/coming_to_belgium/binaries/coming_to_belgium/spfssfo/sz/brochure_fr.pdf)

Etude spécifique : *La Sécurité sociale : tout ce que vous avez toujours voulu savoir*, SPF Sécurité sociale, 2015

[https://www.socialsecurity.be/CMS/en/coming\\_to\\_belgium/binaries/coming\\_to\\_belgium/spfssfo/sz/brochure\\_fr.pdf](https://www.socialsecurity.be/CMS/en/coming_to_belgium/binaries/coming_to_belgium/spfssfo/sz/brochure_fr.pdf)



➤ *Organisation de la sécurité sociale*



En plus de ces régimes, la sécurité sociale comprend un certain nombre de programmes d'assistance sociale (solidarité) :

- le revenu d'intégration et aide sociale;
- les allocations aux handicapés,
- le revenu garanti pour les personnes âgées



**Pas dans le budget de la Sécu mais celui de l'Etat fédéral.  
Le budget de l'Etat fédéral comprend également les pensions publiques mais une partie a été intégrée dans la Sécurité sociale  
Les dépenses de prestations familiales sont désormais reprises dans le budget des Communautés/Régions depuis la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat**



**Organisation :** <https://www.youtube.com/watch?v=Cx8KxPecN94>

### **Les Institutions publiques de sécurité sociale (IPSS)**

1. IPSS de gestion et de perception des cotisations
  1. ONSS - Office National de Sécurité Sociale
  2. INASTI - Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants
2. IPSS d'attribution (gestion d'une branche + paiement des prestations/allocations)
  1. SFP - Service Fédéral des Pensions
  2. INAMI - Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité
  3. ONEM - Office National de l'Emploi
  4. FEDRIS – Agence fédérale des risques professionnels
  5. CAAMI - Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité
  6. CAPAC - Caisse Auxiliaire de Paiement des Allocations de Chômage
  7. ONVA - Office National des Vacances Annuelles (pécule vacances ouvriers)
  8. Famifed (allocations familiales + prime de naissance) : n'existe plus  
<https://www.youtube.com/watch?v=RPM2hmm29TE>

+ Banque Carrefour de la Sécurité Sociale : transversale (concerne tous les IPSS)



3. Les organismes tiers
    1. Mutuelles ( 5 Unions nationales)
    2. Organismes de paiement des allocations de chômage (3 organisations syndicales) + CAPAC
    3. Secrétariats sociaux
    4. Assureurs privés - régime accidents du travail
    5. Caisses de vacances annuelles
- + les entités fédérées depuis la 6ème réforme de l'Etat



### Organisation des IPSS

- dirigées par un comité de gestion paritaire = composé d'un nombre égal de représentants des organisations syndicales et patronales
- deux commissaires de gouvernement : un commissaire qui représente le Ministre du Budget (volet budgétaire) et un commissaire pour le(s) ministre(s) de tutelle.
- commissaires de gouvernement désignés par appel à candidatures et après comparaison des compétences (des collaborateurs du SPF sont commissaire de gouvernement auprès du comité de gestion)
- IPSS et SPF Sécurité sociale : liés par un contrat d'administration.
- contrat d'administration : négocié tous les trois à cinq ans entre les fonctionnaires dirigeants, les membres du comité de gestion et les représentants de l'autorité fédérale (le(s) ministre(s) de tutelle, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique).
- Contrat d'administration : objectifs quantitatifs et qualitatifs en vue de l'exécution de leurs missions de sécurité sociale et de leur gestion + cadre pluriannuel de gestion financière (<https://www.inami.fgov.be/fr/inami/Pages/20ans-ipss-journee-etude.aspx>)

[https://www.youtube.com/watch?v=MUjv\\_LUeiME](https://www.youtube.com/watch?v=MUjv_LUeiME)



### Comptes des IPSS

- pas soumis à la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral
- Jusqu'en 2001, IPSS = OIP de catégorie D de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.
- Depuis l'entrée en vigueur en 2002 des premiers contrats d'administration, IPSS = soumises aux dispositions de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.
- Art. 16 de l'AR du 3 avril 1997 : IPSS tiennent une comptabilité conformément à un plan comptable normalisé établi par le Roi, sur la proposition du ministre de tutelle et du ministre ayant le budget dans ses attributions.
- Plan comptable normalisé :

<https://socialsecurity.belgium.be/sites/default/files/content/docs/fr/elaboration-politique-sociale/plan-comptable/ar-plan-comptable-fr.pdf>

<https://socialsecurity.belgium.be/fr/elaboration-de-la-politique-sociale/plan-comptable-des-institutions-publiques-de-securite-sociale>



## ONSS

- position centrale dans le domaine de la Sécurité sociale.
- perçoit les cotisations des employeurs + cotisations personnelles des travailleurs + chargée de récupérer les cotisations auprès des employeurs en défaut de paiement
- perçoit les interventions de l'autorité fédérale dans le financement de la Sécurité sociale
- répartit ses recettes entre les IPSS : [INAMI](#), ONEM etc.
- assure la gestion financière globale de la sécurité sociale sous l'autorité de son organe dirigeant = comité de gestion de la sécurité sociale
- élabore des statistiques sur les travailleurs salariés
- Site : <https://www.onssrszls.fgov.be/fr/home>
- une des missions essentielles = financement quotidien des IPSS et fonds de la sécurité sociale



- financement dans le cadre de la gestion financière globale (GFG) = ONSS globalise les moyens financiers alloués à la sécurité sociale des travailleurs (cotisations, subventions de l'État, financement alternatif) et les répartit entre les secteurs qui y ont droit. La répartition est effectuée en fonction de leurs besoins de trésorerie.
- GFG : mise en place en 1995 ↔ avant 1995 : chaque institution percevait le produit des cotisations sectorielles
- ONSS exécute ses missions sous l'autorité du Comité de gestion de la sécurité sociale (CGSS).



### CGSS :

- remet annuellement un rapport au gouvernement fédéral dans le cadre de la préparation du budget, du contrôle budgétaire et de la perspective pluriannuelle – sur la gestion financière globale (recettes/dépenses/priorités ? Comment assurer un équilibre financier durable du régime ?) Ces informations permettent au gouvernement de préparer un contrôle du budget et d'élaborer une perspective pluriannuelle
- ONSS fournit au CGSS les estimations des recettes et les IPSS des estimations des dépenses. Ces données sont consolidées par l'ONSS-Gestion globale.
- emprunts : avec l'autorisation du ministre des Finances et du ministre de tutelle, l'ONSS-Gestion globale peut souscrire des emprunts afin de garantir le financement de toutes les branches.
- Les institutions en dehors de la GFG ont droit à une partie du produit des cotisations sociales. En général, cette partie est calculée sur la base d'un taux de cotisation sur la masse salariale déclarée  
exemple : le financement de l'Office national des vacances annuelles.



### INAMI

- chargé de la gestion administrative et financière de l'assurance soins de santé, de l'assurance indemnités (indemnités pour incapacité de travail et frais funéraires) et de l'assurance maternité
- remboursement des soins de santé et le paiement des indemnités : pas versé directement aux bénéficiaires mais par les mutualités, sous le contrôle de l'INAMI. Celui-ci verse aux mutualités les fonds nécessaires qui proviennent de l'ONSS
- En amont de ces flux financiers, l'INAMI :
  - gère et organise le remboursement des soins de santé couverts par l'assurance obligatoire
  - gère l'octroi des indemnités accordées aux bénéficiaires de l'assurance obligatoire (pour raison d'incapacité de travail ou de maternité et pour frais funéraires) ainsi que les pensions d'invalidité des ouvriers mineurs
  - contrôle le respect de la réglementation par les dispensateurs de soins (notamment l'utilisation de la nomenclature) et par les mutualités
  - organise la concertation entre les différents acteurs de l'assurance soins de santé et indemnités.



- Comité général de gestion de l'INAMI :

- Composé à part égale de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs indépendants, de représentants des organisations représentatives des travailleurs salariés et de représentants des organismes assureurs (mutualités)
- trois représentants du gouvernement fédéral (nommés par le Roi, sur proposition des Ministres qui ont respectivement les Affaires sociales, le Budget et les Classes moyennes dans leurs attributions).
- Compétences : tenue des comptes, établissement du budget des frais d'administration et décisions en matière de personnel

- Elaboration du budget Inami  
[https://www.inami.fgov.be/fr/themes/financement/budget-comptes/Pages/default.aspx#Qu'entend-on\\_par\\_l'elaboration\\_d'un\\_budget\\_?](https://www.inami.fgov.be/fr/themes/financement/budget-comptes/Pages/default.aspx#Qu'entend-on_par_l'elaboration_d'un_budget_?)



TABEL I.2 Samenvattende tabel 2019 (In duizend EUR) (initiale begroting) (vervolg)						TABLEAU I.2 Tableau récapitulatif 2019 (En milliers EUR) (budget initial) (suite)			
Lopende uitgaven	Globaal beheer werknemers / Gestion globale salariés	Globaal beheer zelfstandigen / Gestion globale indépendants	RIZIV. Gemeenschappelijke verzorging / INAMI. Soins de santé	Pensioenen overheidssector / Pensions secteur public	Buiten globaal beheer / Hors gestion globale	Subtotaal / Sous-total	Sociale bijstand / Assistance sociale	ALGEMEEN TOTAAL / TOTAL GENERAL	Dépenses courantes
Prestaties	42 903 258	4 444 748	26 534 530	16 318 035	698 389	90 898 959	3 543 093	94 442 052	Prestations
Betalingskosten	2 275	430			2	2 707		2 707	Frais de paiement
Beheerskosten	1 095 805	104 931	965 991	67 783	50 595	2 285 105	2 004	2 287 109	Frais d'administration
Centrale instellingen	644 351	77 494	98 786	67 783	50 595	939 009	2 004	941 013	Organismes centraux
Diensten derden	458 767	28 374	867 205			1 354 346		1 354 346	Services tiers
Externe overdrachten	3 235 588	0	1 994 546	993 308	457 819	6 681 261		6 681 261	Transferts externes
Interestlasten	-4 070				308	-3 762		-3 762	Charges d'intérêt
Diversen	132 409	8 139	1 252 800	290	3 005	1 396 643		1 396 643	Divers
Uitgaven vóór overdrachten	47 365 266	4 558 247	30 747 867	17 379 416	1 210 118	101 260 914	3 507 654	104 768 568	Dépenses avant transferts
Overdrachten tussen stelsels	25 358 895	2 606 961	24 207	8 800		27 998 862		27 998 862	Transferts entre régimes
Totaal lopende uitgaven	72 724 160	7 165 208	30 772 074	17 388 216	1 210 118	129 259 776	3 507 654	132 767 430	Total dépenses courantes
Saldo lopende rekeningen	64 692	198 876	0	-65 534	-14 222	183 812	0	183 812	Solde comptes courants
Kapitaalrekeningen	Globaal beheer werknemers / Gestion globale salariés	Globaal beheer zelfstandigen / Gestion globale indépendants	RIZIV. Gemeenschappelijke verzorging / INAMI. Soins de santé	Pensioenen overheidssector / Pensions secteur public (a)	Buiten globaal beheer / Hors gestion globale	Subtotaal / Sous-total	Sociale bijstand / Assistance sociale	ALGEMEEN TOTAAL / TOTAL GENERAL	Comptes de capital
Ontvangsten	0		0			0		0	Recettes
Uitgaven	62 133		0			62 133		62 133	Dépenses
Saldo kapitaalrekeningen	-62 133		0			-62 133		-62 133	Solde comptes de capital
Budgetair resultaat	2 559	198 876	0	-65 534	-14 222	121 679	0	121 679	Résultat budgétaire



### Financement de la sécurité sociale

- ▶ le produit des cotisations sociales à charge des travailleurs et employeurs;
- ▶ subvention de l'Etat fédéral + dotation d'équilibre
- ▶ le financement alternatif
- ▶ des recettes affectées
- ▶ sites de référence :
  - ▶ <https://www.ccrek.be/FR/>
  - ▶ <https://socialsecurity.belgium.be/fr/recettes-et-depenses-de-la-protection-sociale-en-belgique>
  - ▶ <https://socialsecurity.belgium.be/fr/news/expose-general-sur-le-budget-initial-2019-24-10-2018>
  - ▶ [https://www.mc.be/media/mc-informations-278-decembre-2019\\_tcm49-63335.pdf](https://www.mc.be/media/mc-informations-278-decembre-2019_tcm49-63335.pdf)
  - ▶ <https://discri.be/wp-content/uploads/Brochure-La-s%C3%A9curit%C3%A9-Sociale-Solidaris.pdf>

#### ▶ Recettes totales de la sécurité sociale



cotisations sociales = source principale de financement



Le régime général des salariés : part la plus importante

**Financement alternatif**

**Etat**



Finances publiques

155

### Les cotisations sociales

- ▶ perçues sur les salaires, les revenus de l'activité indépendante et subsidiairement sur les transferts sociaux
- ▶ se subdivisent en cotisations personnelles et cotisations patronales. Les premières sont déduites du salaire brut tandis que les secondes sont dues par l'employeur en plus du salaire brut. Cette distinction est juridique. D'un point de vue économique, les cotisations personnelles et patronales sont basées sur les salaires et font partie du coût salarial.

**Le financement alternatif (plan global 1993) :** compenser la limitation des subventions de l'Etat à la sécurité sociale ainsi que les réductions de cotisations patronales accordées :

- ne repose pas sur les rémunérations et permet de ne plus alourdir les charges pesant sur le facteur travail qui entravent la compétitivité des entreprises;
- **financement** = un impôt de crise + un % des recettes de la TVA  
+ accises sur le tabac, ...



Finances publiques

156

### *La dotation d'équilibre (depuis 2010)*

Afin de garantir l'équilibre financier des prestations sociales, le Roi détermine chaque année, par arrêté royal, la dotation d'équilibre de la sécurité sociale, de telle sorte que la sécurité sociale n'ait ni surplus ni déficit sur ses comptes établis dans le cadre du système européen de comptabilité nationale.

### *La réforme du financement de la Sécu en 2017*

- Simplification du financement alternatif. Seuls le prélèvement sur les recettes TVA et précompte mobilier sont maintenus comme sources de financement vers la gestion globale des travailleurs indépendants et salariés. Le financement alternatif direct vers les soins de santé est supprimé.
- Dotation d'équilibre transparente et responsabilisante dont le montant est fixé chaque année par régime de sécurité sociale après prise en compte de facteurs de responsabilisation;
- Dotation normale de l'Etat dont le montant est fixe et indépendant de la conjoncture (mais adaptation à l'inflation et à un coefficient de vieillissement)



### **Impact du tax shift sur les cotisations patronales de base**

	<b>Base</b>	<b>Modération salariale</b>	<b>Modération salariale</b>	<b>Supplément</b>	<b>Total patronal</b>
<b>2015</b>	24,92 %	5,67 %	5,67 % x 24,92 %	0,40 %	32,40 %
<b>2016</b>	22,65 %	5,67 %	5,67 % x 22,65 %	0,40 %	30,00 %
<b>2017</b>	22,65 %	5,67 %	5,67 % x 22,65 %	0,40 %	30,00 %
<b>2018</b>	19,88 %	4,27 %	4,27 % x 19,88 %		25,00 %
<b>2019</b>	19,88 %	4,27 %	4,27 % x 19,88 %		25,00 %

En contrepartie : modification des paramètres des réductions structurelles des cotisations de base, des réductions pour hauts et bas salaires, ainsi que la suppression de la dispense de versement du précompte professionnel de 1%.



TABEL I.2 Samenvattende tabel 2019 (In duizend EUR) (initiale begroting)					TABLEAU I.2 Tableau récapitulatif 2019 (En milliers EUR) (budget initial)				Recettes courantes
Lopende ontvangsten	Gloobaal beheer werknemers / Gestion globale salariés	Gloobaal beheer zelfstandigen / Gestion globale indépendants	RIZIV- Geneeskundige verzorging / INAMI- Soins de santé	Pensioenen overheidssector / Pensions secteur public	Buiten globaal beheer / Hors gestion globale	Subtotaal / Sous-total	Sociale bijstand / Assistance sociale	ALGEMEEN TOTAAL / TOTAL GENERAL	
Bijdragen	51 922 970	4 518 444	1 353 992	4 951 016	201 952	62 948 373		62 948 373	Cotisations
Toelagen van de overheden	4 844 191	375 432		11 930 749	542 170	17 692 543	3 507 654	21 200 197	Subventions des pouvoirs publics
Federale overheid	3 510 050	375 432		11 930 749	432 816	16 249 048	3 507 654	19 756 702	Etat fédéral
Globale staatsloofage	2 106 679	375 432				2 482 111		2 482 111	Subvention de l'Etat globale
Specifieke staatsloofage	6 596			11 930 749	432 816	12 370 161	3 507 654	15 877 815	Subvention de l'Etat spécifique
Evenwichtsdotatie	1 390 779	0				1 390 779		1 390 779	Dotation d'équilibre
Gefedereerde entiteiten	1 334 141				109 354	1 443 495		1 443 495	Entités fédérées
Alternatieve financiering	13 484 005	2 395 896				15 799 901		15 799 901	Financement alternatif
Toegewezen ontvangsten	1 662 343	20 795	1 302 187		616	2 925 941		2 925 941	Recettes affectées
Externe overdrachten	433 831		2 730	45 350	1 078	482 989		482 989	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	188 366	31 543	2 743	9 888	39 652	272 184		272 184	Revenus de placements
Diversen	162 752	2 224	875 126	35 694	7 154	1 082 951		1 082 951	Divers
Sociale fraude	220 245	19 688				239 933		239 933	Fraude sociale
Eigen ontvangsten	72 778 702	7 363 934	3 536 778	16 972 689	792 622	101 444 725	3 507 654	104 952 379	Recettes propres
Overdrachten tussen stelsels	10 150	150	27 235 296	349 993	403 273	27 998 862		27 998 862	Transferts entre régimes
<b>Totaal lopende ontvangsten</b>	<b>72 788 852</b>	<b>7 364 084</b>	<b>30 772 074</b>	<b>17 322 682</b>	<b>1 195 895</b>	<b>129 443 588</b>	<b>3 507 654</b>	<b>132 951 242</b>	<b>Total recettes courantes</b>



## Finances publiques

159

TABEL I.3.1 Evolutie van de overdrachten ten laste van de begroting van de federale overheid aan de sociale zekerheid 2016-2017 (In duizend EUR)		TABLEAU I.3.1 Evolution des transferts à charge du budget de l'Etat fédéral destinés à la sécurité sociale 2016-2017 (En milliers EUR)	
	2016	2017	
Gloobaal beheer voor werknemers	13 191 367	16 576 226	Gestion globale des salariés
Algemene Uitgavenbegroting	6 527 879	4 564 632	Budget général des Dépenses
Globale staatsloofage	6 520 435	1 921 739	Subvention globale de l'Etat
Specifieke staatsloofage	6 294	6 945	Subvention de l'Etat spécifique
Evenwichtsdotatie		2 635 834	Dotation d'équilibre
Bijzonder bruggensioen - RVP	1 180	734	Pré pension spéciale - ONP
Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid	6 663 487	12 011 574	À charge des recettes générales de l'Etat fédéral
Alternatieve financiering	6 407 001	11 780 540	Financement alternatif
Etv - Bedrijfsvoorziening	4 047 288	8 877 532	TVA - Prélèvement professionnel
Ruwendes voorziening	1 923 070	2 912 008	Prélèvement mobilier
Stock options	165 722		Stock options
Aanpak tabak	64 290		Accises tabac
Andere	168 532		Autres
Bijzondere bijdrage sociale zekerheid	259 488	222 034	Cotisation spéciale de sécurité sociale
Gloobaal beheer voor zelfstandigen	2 121 818	2 583 030	Gestion globale des indépendants
Algemene Uitgavenbegroting	1 418 275	378 648	Budget général des Dépenses
Globale staatsloofage	1 418 275	363 343	Subvention globale de l'Etat
Evenwichtsdotatie		15 305	Dotation d'équilibre
Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid	703 543	2 204 382	À charge des recettes générales de l'Etat fédéral
Alternatieve financiering	703 543	2 204 382	Financement alternatif
Etv - Bedrijfsvoorziening	557 113	1 550 885	TVA - Prélèvement professionnel
Ruwendes voorziening	117 514	653 497	Prélèvement mobilier
Stock options	8 203		Stock options
Aanpak tabak	19 078		Accises tabac
Andere	4 637		Autres
RIZIV- Geneeskundige verzorging	2 750 837		INAMI - Soins de santé
Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid	2 750 837		À charge des recettes générales de l'Etat fédéral
Alternatieve financiering	2 750 837		Financement alternatif
Etv - Bedrijfsvoorziening	1 824 785		TVA - Prélèvement professionnel
Aanpak tabak	926 052		Accises tabac
Buiten globaal beheer	339 608	238 187	Hors gestion globale
Algemene Uitgavenbegroting	288 706	238 187	Budget général des Dépenses
Staatsloofage DOSS	288 706	238 187	Subvention DOSSIM
Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid	50 902		À charge des recettes générales de l'Etat fédéral
Alternatieve financiering	50 902		Financement alternatif
Etv	50 902		TVA
<b>Totaal overdrachten aan de sociale zekerheid</b>	<b>18 403 630</b>	<b>19 397 442</b>	<b>Total des transferts à la sécurité sociale</b>



160

TABEL I.3.1 Evolutie van de overdrachten ten laste van de begroting van de federale overheid aan de sociale zekerheid 2017-2018 (In duizend EUR)		TABLEAU I.3.1 Évolution des transferts à charge du budget de l'État fédéral destinés à la sécurité sociale 2017-2018 (En milliers EUR)	
	2017	2018	
<b>Globaal beheer voor werknemers</b>	16 921 663	17 056 606	<b>Gestion globale des salariés</b>
Algemene Uitgavenbegroting	5 177 141	4 208 495	Budget général des Dépenses
Globale staatssteun	1 952 978	1 948 643	Subvention globale de l'État
Specifieke staatssteun	6 301	6 389	Subvention de l'État spécifique
Evenwichtsdotaal	3 217 129	2 252 881	Dotation d'équilibre
Bijzonder bruggpensioen - FPD	733	582	Pré-pension spéciale - SFP
<b>Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid</b>	11 744 522	12 648 111	<b>À charge des recettes générales de l'État fédéral</b>
Alternatieve financiering	11 519 901	12 019 416	Financement alternatif
Btw - Bedrijfsvoorheffing	8 889 466	9 635 133	TVA - Prélèvement professionnel
- Basisbedrag	4 022 424	4 170 751	- Montant de base
- Financiering tussentijd	1 179 500	1 449 100	- Financement tussentijd
- Gezondheidsverzorging	3 687 542	4 015 282	- Soins de santé
Roerende voorheffing	2 630 515	2 984 283	Prélèvement mobilier
- Basisbedrag	1 837 715	2 133 183	- Montant de base
- Financiering tussentijd	522 800	351 100	- Financement tussentijd
Bijzondere bijdrage sociale zekerheid	224 541	228 695	Cotisation spéciale de sécurité sociale
<b>Globaal beheer voor zelfstandigen</b>	2 485 451	2 713 821	<b>Gestion globale des indépendants</b>
Algemene Uitgavenbegroting	370 147	368 430	Budget général des Dépenses
Globale staatssteun	370 147	368 430	Subvention globale de l'État
Evenwichtsdotaal			Dotation d'équilibre
<b>Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid</b>	2 125 304	2 345 391	<b>À charge des recettes générales de l'État fédéral</b>
Alternatieve financiering	2 125 304	2 345 391	Financement alternatif
Btw - Bedrijfsvoorheffing	1 541 642	1 675 568	TVA - Prélèvement professionnel
- Basisbedrag	988 375	1 026 690	- Montant de base
- Financiering tussentijd	173 800	238 100	- Financement tussentijd
- Gezondheidsverzorging	368 885	401 779	- Soins de santé
Roerende voorheffing	583 662	659 822	Prélèvement mobilier
- Basisbedrag	481 562	530 022	- Montant de base
- Financiering tussentijd	102 100	139 800	- Financement tussentijd
<b>Buiten globaal beheer</b>	283 636	282 060	<b>Hors gestion globale</b>
Algemene Uitgavenbegroting	283 636	282 060	Budget général des Dépenses
Staatssteun DOGZ	283 636	282 060	Subvention OSSOM
<b>FPD-Pensioenen overheidssector</b>	11 232 525	11 556 158	<b>SFP-Pensions secteur public</b>
Algemene Uitgavenbegroting	11 232 525	11 556 158	Budget général des Dépenses
Staatssteun FPD	11 232 525	11 556 158	Subvention SFP
<b>Totaal overdrachten aan de sociale zekerheid</b>	30 933 275	31 608 645	<b>Total des transferts à la sécurité sociale</b>



161

TABEL I.3.1 Evolutie van de overdrachten ten laste van de begroting van de federale overheid aan de sociale zekerheid 2018-2019 (In duizend EUR)		TABLEAU I.3.1 Évolution des transferts à charge du budget de l'État fédéral destinés à la sécurité sociale 2018-2019 (En milliers EUR)	
	2018	2019	
<b>Globaal beheer voor werknemers</b>	16 872 133	17 138 262	<b>Gestion globale des salariés</b>
Algemene Uitgavenbegroting	4 189 502	3 510 050	Budget général des Dépenses
Globale staatssteun	2 073 487	2 106 679	Subvention globale de l'État
Specifieke staatssteun	6 912	6 596	Subvention de l'État spécifique
Evenwichtsdotaal	2 109 103	1 396 775	Dotation d'équilibre
<b>Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid</b>	12 682 631	13 626 212	<b>À charge des recettes générales de l'État fédéral</b>
Alternatieve financiering	12 465 864	13 404 005	Financement alternatif
Btw - Bedrijfsvoorheffing	9 646 025	10 443 518	TVA - Prélèvement professionnel
- Basisbedrag	4 170 887	4 307 914	- Montant de base
- Financiering tussentijd	1 449 100	1 631 000	- Financement tussentijd
- Gezondheidsverzorging	4 036 028	4 503 804	- Soins de santé
Roerende voorheffing	2 819 818	2 960 487	Prélèvement mobilier
- Basisbedrag	1 988 718	2 002 197	- Montant de base
- Financiering tussentijd	651 100	958 300	- Financement tussentijd
Bijzondere bijdrage sociale zekerheid	218 787	222 207	Cotisation spéciale de sécurité sociale
<b>Globaal beheer voor zelfstandigen</b>	2 674 903	2 771 328	<b>Gestion globale des indépendants</b>
Algemene Uitgavenbegroting	369 156	375 432	Budget général des Dépenses
Globale staatssteun	369 156	375 432	Subvention globale de l'État
Evenwichtsdotaal			Dotation d'équilibre
<b>Ten laste van de algemene ontvangsten van de federale overheid</b>	2 305 747	2 395 886	<b>À charge des recettes générales de l'État fédéral</b>
Alternatieve financiering	2 305 747	2 395 886	Financement alternatif
Btw - Bedrijfsvoorheffing	1 676 680	1 759 512	TVA - Prélèvement professionnel
- Basisbedrag	1 038 726	1 069 750	- Montant de base
- Financiering tussentijd	238 100	238 100	- Financement tussentijd
- Gezondheidsverzorging	402 864	450 661	- Soins de santé
Roerende voorheffing	629 067	637 385	Prélèvement mobilier
- Basisbedrag	489 267	497 585	- Montant de base
- Financiering tussentijd	139 800	139 800	- Financement tussentijd
<b>Buiten globaal beheer</b>	529 099	542 170	<b>Hors gestion globale</b>
Algemene Uitgavenbegroting	529 099	542 170	Budget général des Dépenses
Staatssteun Fedris-BZ Asbestfonds	8 817	10 293	Subvention Fedris-MP Fonds amiante
Staatssteun DOGZ	276 089	272 676	Subvention OSSOM
Staatssteun RIVA	225 188	243 598	Subvention ONEM
Staatssteun HZV-Orlogsslachtoffers	16 889	15 900	Subvention CAAMI-Victimes de guerre
<b>FPD-Pensioenen overheidssector</b>	11 598 559	11 930 749	<b>SFP-Pensions secteur public</b>
Algemene Uitgavenbegroting	11 598 559	11 930 749	Budget général des Dépenses
Staatssteun FPD	11 598 559	11 930 749	Subvention SFP
<b>Totaal overdrachten aan de sociale zekerheid</b>	31 674 684	32 380 509	<b>Total des transferts à la sécurité sociale</b>



162

# Assistance sociale (budget général des dépenses)

170

DOC 54 3292/001

**TABEL I.3.2**  
**Evolutie van de overdrachten aan de**  
**gezinnen ten laste van de begroting van**  
**de federale overheid 2018-2019**  
 (In duizend EUR)

**TABLEAU I.3.2**  
**Évolution des transferts aux**  
**ménages à charge du budget**  
**de l'État fédéral 2018-2019**  
 (En milliers EUR)

	2018	2019	
<b>Algemene Uitgabenbegroting</b>			<b>Budget général des Dépenses</b>
<b>Sociale bijstand</b>	<b>3 466 712</b>	<b>3 507 654</b>	<b>Assistance sociale</b>
Inkomensgarantie voor ouderen	584 891	597 597	Garantie de revenus aux personnes âgées
Tegemoetkomingen aan personen met een handicap	1 640 694	1 719 100	Allocations aux personnes handicapées
Leefloon	1 124 227	1 128 691	Revenu d'intégration
Toelagen OCMW's - wet van 2 april 1965	116 900	99 709	Subsides CPAS - loi du 2 avril 1965
<b>Totaal andere overdrachten</b>	<b>3 466 712</b>	<b>3 507 654</b>	<b>Total autres transferts</b>
<b>Algemeen totaal overdrachten</b>	<b>35 141 406</b>	<b>35 888 163</b>	<b>Total général transferts</b>



Finances publiques

163

**TABEL VII.2**  
**Begroting van de pensioenen van de overheidssector 2019**  
 (In duizend EUR) (intéle begroting)

**TABLEAU VII.2**  
**Budget des pensions du secteur public 2019**  
 (En milliers EUR) (budget initial)

Lopende ontvangsten	Openbare sector / Secteur public	Renten / Rentes	NMBS / SNCB	Parastatale / Parastatal	Overeenkomsten / Conventions	Geïndividueerd pensioenfonds / Fonds de pension individualisé	Federale politie / Police fédérale	Beheer / Gestion	RSZ / ONSS	TOTAL / TOTAL	Ruwbetragingen / Recettes courantes
Bijdragen	245 880		7 200	10 900	138 700	19 075	1 500		4 337 801	4 501 016	Cotisations
Gezins bijdragen	245 880					7 862			4 402 281	4 510 042	Cotisations ordinaires
Specifieke bijdragen									132 349	132 349	Cotisations spécifiques
Andere bijdragen				5 000		2 213			7 252	7 252	Autres cotisations
Toelagen van de overheden	10 745 110	148 887	883 120					53 822		11 330 749	Subventions des pouvoirs publics
Alternatieve financiering											Financement alternatif
Toupgewen ontvangsten											Recettes affectées
Externe overdrachten	165 000		800	8 500		219 743	1 150			395 343	Transferts externes
Van FPD	130 000		700	6 000		40 000	1 000			178 200	Du SFP
Van RSZ-ONSS	35 000		200	2 000		177 743	150			117 143	De FONDSS-ONSS
Van de lenen						8 000				45 300	De lenen
Opbrengsten beleggingen	21 000	2 588	2 500	750	400	8 888	900	556		9 888	Revenus de placements
Diversen						6 500	900			35 834	Divers
Eigen ontvangsten	11 177 486	151 285	983 830	19 250	139 100	246 188	3 550	54 378	4 537 801	17 322 882	Recettes propres
Pensioenaandelen - wet 14.04.1985	25 000		500	50 000		48 500	6 700			141 000	Quotes-parts de pension - loi 14.04.1985
Van RSZ naar FPD	1 232 110		236 890	446 000		2 632 616	150 000			4 234 706	De FONDSS vers le SFP
Interne overdrachten	1 269 110		207 448	563 200		2 487 218	156 750			4 653 818	Transferts internes
<b>Totaal lopende ontvangsten</b>	<b>12 486 686</b>	<b>151 285</b>	<b>1 201 270</b>	<b>324 400</b>	<b>139 100</b>	<b>2 733 516</b>	<b>160 300</b>	<b>54 378</b>	<b>4 537 801</b>	<b>21 989 599</b>	<b>Total recettes courantes</b>

Lopende uitgaven	Openbare sector / Secteur public	Renten / Rentes	NMBS / SNCB	Parastatale / Parastatal	Overeenkomsten / Conventions	Geïndividueerd pensioenfonds / Fonds de pension individualisé	Federale politie / Police fédérale	Beheer / Gestion	RSZ / ONSS	TOTAL / TOTAL	Uitgaven / Dépenses courantes
Prestaties	12 366 650	151 285	1 198 720	500 980	138 900	1 822 570	134 530			16 318 835	Prestations
Betalingskosten											Prix de paiement
Behoortkosten						378		54 372	12 833	67 883	Frais d'administration
Externe overdrachten	35 600		1 000	1 500	200	963 048	750			1 002 198	Transferts externes
Naar de FPD	8 800		200	800	200	860	650			8 860	Vers le SFP
Naar de lenen	26 800		700	1 000		962 208	200			993 300	Vers les lenen
Interesskosten											Charges d'intérêt
Diversen				200		70	20			200	Divers
Uitgaven vóór interne overdrachten	12 401 700	151 285	1 199 720	502 680	139 100	2 786 026	135 300	54 372	12 833	17 389 216	Dépenses avant transferts internes
Pensioenaandelen - wet 14.04.1985	84 000		1 650	16 100		13 500	20 000			141 000	Quotes-parts de pension - loi 14.04.1985
Van RSZ naar FPD	84 000		1 500	16 100		13 500	20 000			141 000	De FONDSS vers le SFP
Interne overdrachten									4 234 706	4 234 706	Transferts internes
<b>Totaal lopende uitgaven</b>	<b>12 486 686</b>	<b>151 285</b>	<b>1 201 270</b>	<b>522 780</b>	<b>139 100</b>	<b>2 799 526</b>	<b>160 300</b>	<b>54 372</b>	<b>4 537 801</b>	<b>22 054 034</b>	<b>Total dépenses courantes</b>

Saldó lopende rekeningen	0	0	0	676	0	-66 010	0	-94	0	-65 334	Solde comptes courants
<b>Kapitaalrekeningen</b>											<b>Comptes de capital</b>
Ontvangsten											Recettes
Uitgaven											Dépenses
Saldó kapitaalrekeningen											Solde comptes de capital
<b>Resultaat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>676</b>	<b>0</b>	<b>-66 010</b>	<b>0</b>	<b>-94</b>	<b>0</b>	<b>-65 334</b>	<b>Resultat</b>



Finances publiques

164

DOC 54 3292/001

2223

**Différents secteurs :**

1. les pensions à charge du Trésor public = pensions des agents définitifs des services publics fédéraux, des militaires, des ministères des Communautés et Régions, de l'enseignement, de Bpost, de Proximus, ... ainsi que des anciens gendarmes et des anciens membres de la police judiciaire. Les pensions de retraite sont principalement financées par une dotation à charge du Trésor public et les pensions de survie sont financées par le produit de la cotisation personnelle de 7,5 % sur le traitement des agents définitifs, versée à l'ONSS qui la transfère ensuite au Service fédéral des Pensions.
2. les pensions de réparation, les rentes de guerre, les rentes d'accidents du travail et, à partir de 2018 les rentes accordées aux victimes civiles de guerre et d'actes de terrorisme. Il est entièrement financé par une dotation de l'État.
3. les pensions des agents définitifs de la SNCB, dont une partie est financée par des cotisations et une autre partie par la dotation 'pensions HR-Rail'.
4. les pensions de retraite des agents définitifs des organismes d'intérêt public de l'État fédéral et des Communautés et Régions qui sont affiliés au régime de pension de la loi du 28 avril 1958 (Pool des Parastataux). Les organismes affiliés versent une cotisation patronale pour le financement des pensions de retraite à l'ONSS qui transfère ensuite ce montant au SFP. La retenue personnelle de 7,5 % pour le financement des pensions de survie est transférée au premier secteur qui prend en charge l'ensemble des pensions de survie.
5. les pensions gérées et payées par le SFP pour le compte d'administrations ou d'institutions de prévoyance avec lesquels le SFP a une convention.
6. les agents définitifs des administrations provinciales et locales qui sont affiliées au Fonds de pension solidarisé des pouvoirs locaux. Pour financer leurs pensions, ces administrations versent à l'ONSS une cotisation patronale de base et celles dont la charge de pension est supérieure au produit de la cotisation de base versent une cotisation supplémentaire dite de responsabilisation. La cotisation personnelle de 7,5 % pour le financement des pensions de survie est également versée à l'ONSS. L'ONSS transfère ensuite ces cotisations au SFP.
7. le Fonds des pensions de la police fédérale. Le Fonds des pensions de la police intégrée a été transformé à partir du 1er janvier 2012 en un Fonds des pensions de la police fédérale auquel sont de plein droit et irrévocablement affiliées la police fédérale et l'inspection générale de la police. Les pensions des anciens gendarmes et des membres de la police judiciaire sont actuellement encore financées par la dotation que le SFP reçoit pour l'exercice de ses missions légales concernant les pensions à charge du secteur public (premier secteur). Les zones de police locales sont, à partir du 1er janvier 2012, de plein droit et irrévocablement affiliées au Fonds de pension solidarisé des pouvoirs locaux (sixième secteur).



DOC 64 3292/001

151

**TABEL 4**  
Financiële middelen ter beschikking gesteld van de sociale zekerheid door de federale overheid  
(In miljoen EUR)

Jaar Année	Globale toelage werknemers Subvention globale salariés	Globale toelage zelfstandigen Subvention globale indépendants	Toelage DIBISS Subvention ORPSS	Toelage Pensioenen (c) Subvention Pensions (c)	Diverse Divers	Totale uitgaven Dépenses totales	Alternatieve financiering (a) Financement alternatif (a)	Totaal Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
2009	9 836,3	1 270,9	308,8		22,8	7 438,8	13 929,8	21 368,6
2010 (b)	8 086,6	1 518,3	309,9		25,5	9 950,3	14 339,9	24 290,2
2011 (b)	7 054,9	1 429,0	294,6		24,5	8 802,9	17 096,1	25 899,0
2012 (b)	9 850,7	1 757,3	321,6		21,8	11 951,5	15 393,4	27 344,9
2013 (b)	11 077,0	1 899,9	314,6		24,7	13 316,2	15 351,7	28 667,9
2014 (b)	11 884,2	1 995,7	308,8		41,7	14 230,5	15 852,3	30 082,8
2015	6 353,3	1 383,6	306,1		69,7	8 112,7	9 228,9	17 339,7
2016	6 488,8	1 412,7	285,4		25,5	8 210,4	10 135,0	18 345,4
2017	5 155,3	370,1	283,7	11 261,4	178,3	17 248,8	13 964,6	31 213,4
2018	4 182,6	369,2	282,1	11 534,0	175,8	16 543,6	15 096,7	31 640,3
2019	3 503,5	375,4	272,7	11 909,7	185,2	16 246,4	16 123,4	32 369,8

(a) Niet inbegrepen: de alternatieve financiering voor RSZPPO wordt beschouwd als overdracht aan de lokale overheden.  
(b) De federale overheid geeft een aanvullende dotatie aan de sociale zekerheid voor een bedrag van 2.552,4 miljoen EUR in 2010, 1.119,0 miljoen EUR in 2011, 4.041,4 miljoen EUR in 2012, 5.338,7 miljoen EUR in 2013 en 6.170,9 miljoen EUR in 2014. Ziebarende wordt het EGR-reveniericht van de sociale zekerheid verzekerd.  
(c) Sinds 1 april 2016 is de PDOS gefuseerd met de RVP. Samen vormen zij de Federale Pensioendienst (FPD) en maken deel uit van de sociale zekerheid.

**TABLEAU 4**  
Moyens financiers mis à la disposition de la sécurité sociale par le pouvoir fédéral  
(En millions EUR)

Jaar Année	Globale toelage werknemers Subvention globale salariés	Globale toelage zelfstandigen Subvention globale indépendants	Toelage DIBISS Subvention ORPSS	Toelage Pensioenen (c) Subvention Pensions (c)	Diverse Divers	Totale uitgaven Dépenses totales	Alternatieve financiering (a) Financement alternatif (a)	Totaal Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
2009	9 836,3	1 270,9	308,8		22,8	7 438,8	13 929,8	21 368,6
2010 (b)	8 086,6	1 518,3	309,9		25,5	9 950,3	14 339,9	24 290,2
2011 (b)	7 054,9	1 429,0	294,6		24,5	8 802,9	17 096,1	25 899,0
2012 (b)	9 850,7	1 757,3	321,6		21,8	11 951,5	15 393,4	27 344,9
2013 (b)	11 077,0	1 899,9	314,6		24,7	13 316,2	15 351,7	28 667,9
2014 (b)	11 884,2	1 995,7	308,8		41,7	14 230,5	15 852,3	30 082,8
2015	6 353,3	1 383,6	306,1		69,7	8 112,7	9 228,9	17 339,7
2016	6 488,8	1 412,7	285,4		25,5	8 210,4	10 135,0	18 345,4
2017	5 155,3	370,1	283,7	11 261,4	178,3	17 248,8	13 964,6	31 213,4
2018	4 182,6	369,2	282,1	11 534,0	175,8	16 543,6	15 096,7	31 640,3
2019	3 503,5	375,4	272,7	11 909,7	185,2	16 246,4	16 123,4	32 369,8

(a) Non inclus: le financement alternatif pour FONSSAPL est considéré comme transfert aux pouvoirs locaux.  
(b) Le pouvoir fédéral attribue une dotation supplémentaire à la sécurité sociale à concurrence de 2.552,4 millions EUR en 2010, 1.119,0 millions EUR en 2011, 4.041,4 millions EUR en 2012, 5.338,7 millions EUR en 2013 et 6.170,9 millions EUR en 2014. Ainsi, l'équilibre SEC de la sécurité sociale est assuré.  
(c) Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, le SPdSP a fusionné avec l'ONP. Ensemble, ils constituent le Service fédéral des Pensions (SFP) et font partie de la sécurité sociale.

Depuis 2017, le financement de la sécurité sociale a fait l'objet d'une réforme visant à le simplifier. Ce dernier est désormais organisé autour de trois sources: la dotation de l'État classique, une dotation d'équilibre et le financement alternatif.

Le tableau ci-après reprend, d'une part, les transferts les plus importants, à savoir la subvention globale pour la sécurité sociale des travailleurs salariés, la subvention globale pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants, la dotation d'équilibre pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants, la subvention à l'Office des Régimes Particuliers de Sécurité Sociale (ORPSS) qui est, depuis 2015, le résultat de la fusion entre l'Office de Sécurité Sociale d'Outre-Mer (OSSOM) et l'Office National de Sécurité Sociale pour les Administrations Provinciales et Locales (ONSSAPL) et qui a été absorbé par l'ONSS en 2017 et, d'autre part, le financement alternatif.

Le financement alternatif est assuré par un prélèvement sur certaines recettes fiscales. À la suite de la réforme du financement de la sécurité sociale, seules deux sources sont maintenues à partir de 2017 en vue du financement de la sécurité sociale: la TVA et le précompte mobilier. Les détails se trouvent dans la partie IV de cet Exposé général relatif aux régimes de protection sociale.



## Les finances de la Sécurité sociale

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001
<b>Recettes</b>	<b>4 162</b>	<b>9 994</b>	<b>16 670</b>	<b>25 568</b>	<b>29 884</b>	<b>38 020</b>	<b>45 789</b>	<b>48 722</b>
Recettes fiscales et parafiscales	3 065	6 758	10 362	16 963	22 829	29 353	35 343	36 885
Impôts directs	0	0	8	170	118	456	785	855
ménages	0	0	0	90	19	335	601	670
sociétés	0	0	8	80	99	121	184	185
autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts indirects	0	14	46	113	177	330	846	854
Cotisations sociales effectives	3 065	6 743	10 307	16 681	22 535	28 567	33 712	35 177
Impôts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations sociales imputées	0	5	7	10	9	11	13	14
Intérêts reçus	146	277	349	373	504	270	335	388
Autres revenus de la propriété	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	0	0	12	8	12	11	27	27
Ventes courantes de biens et services produits	27	40	48	42	50	58	56	59
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres admin. publiques	0	0	116	322	350	2 234	3 757	3 498
Autres transferts courants en provenance des autres admin. publiques	924	2 915	5 764	7 731	6 044	6 061	6 139	6 389
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0	0	0	0	0	0	20	0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0	0	12	120	86	23	99	1463
<b>Dépenses</b>	<b>3 911</b>	<b>9 717</b>	<b>17 143</b>	<b>25 062</b>	<b>29 536</b>	<b>38 156</b>	<b>44 362</b>	<b>47 045</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	3 884	9 680	16 999	24 862	29 350	37 953	44 217	46 735
Rémunérations des salariés	145	307	503	687	682	874	949	1 001
Consommation intermédiaire et impôts payés	55	121	269	428	435	541	653	691
Subventions aux entreprises	0	0	23	76	92	100	484	624
Prestations sociales	3 672	9 216	15 771	22 870	28 026	36 216	41 816	44 114
en espèces	2 865	7 192	12 409	17 875	20 916	26 060	28 934	30 216
en nature fournies par des producteurs marchands	808	2 024	3 362	4 995	7 111	10 155	12 881	13 898
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3	0	100	368	59	169	134	143
Transferts courants aux entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants du reste du monde	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8	36	334	433	57	54	182	163
Charges d'intérêts	9	20	123	167	144	166	97	26
Dépenses en capital	18	16	22	33	42	37	48	285
Formation brute de capital fixe	18	15	21	31	37	33	43	109
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital aux autres secteurs	1	1	1	2	5	4	5	4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	171
<b>Épargne brute</b>	<b>269</b>	<b>293</b>	<b>-464</b>	<b>419</b>	<b>304</b>	<b>-122</b>	<b>1 356</b>	<b>499</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>251</b>	<b>277</b>	<b>-473</b>	<b>506</b>	<b>348</b>	<b>-136</b>	<b>1 427</b>	<b>1 677</b>

167

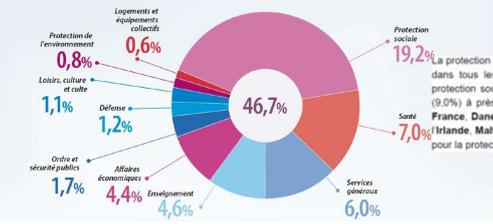
## 5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes</b>	<b>60 720,7</b>	<b>63 287,6</b>	<b>65 592,5</b>	<b>66 993,4</b>	<b>67 734,4</b>	<b>69 375,9</b>	<b>69 898,9</b>	<b>62 678,5</b>	<b>64 237,2</b>	<b>66 681,4</b>
Recettes fiscales et parafiscales	1 325,9	1 349,8	1 411,5	1 425,1	1 424,8	1 423,6	1 520,2	1 501,4	1 549,8	1 567,3
Impôts directs	1 031,9	1 069,2	1 093,7	1 118,5	1 116,0	1 106,1	1 197,7	1 208,7	1 252,6	1 262,2
Ménages	294,0	295,8	317,6	308,6	308,6	317,5	322,5	292,7	297,2	305,1
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	1 345,5	1 425,4	1 425,5	1 534,4	1 519,8	1 583,3	1 643,1	1 736,3	1 925,7	2 344,8
Impôts indirects	40 049,3	50 482,4	52 755,5	54 033,9	54 790,0	56 369,0	57 735,6	59 437,6	60 761,7	62 769,3
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	7,0	7,0	7,0	7,1	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	338,5	409,1	459,1	436,4	406,9	412,7	403,5	369,9	325,8	372,7
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs et subside requis	103,6	139,6	116,6	141,3	150,0	156,2	216,9	140,6	141,4	139,9
Ventes courantes de biens et services produits	243,8	288,1	297,9	290,4	307,1	303,6	327,4	353,8	377,4	406,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	14 100,7	16 859,3	15 173,7	15 431,0	15 937,0	9 339,7	9 877,6	13 621,1	14 845,4	15 847,1
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	10 164,2	9 044,6	-12 036,3	13 526,8	14 449,0	9 384,0	19 136,9	17 447,4	16 760,4	17 305,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	33,1	41,7	31,4	35,0	32,6	35,3	25,9	37,8	40,1	15,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>75 721,6</b>	<b>80 026,0</b>	<b>83 789,5</b>	<b>85 862,4</b>	<b>85 024,1</b>	<b>78 011,4</b>	<b>90 889,9</b>	<b>84 636,9</b>	<b>86 747,7</b>	<b>101 343,0</b>
<b>Dépenses</b>	<b>76 414,8</b>	<b>79 039,8</b>	<b>82 888,7</b>	<b>85 753,8</b>	<b>87 541,2</b>	<b>75 910,5</b>	<b>90 955,1</b>	<b>93 696,8</b>	<b>96 707,4</b>	<b>100 207,6</b>
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	1 497,1	1 538,6	1 584,9	1 600,4	1 577,4	1 655,1	1 634,9	1 658,7	1 676,7	1 582,2
Rémunérations des salariés	957,8	981,6	1 020,4	1 001,5	1 016,6	954,5	970,0	929,9	1 055,5	1 023,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	4 666,4	5 303,8	5 342,9	5 267,1	5 412,2	1 608,1	1 763,2	1 949,2	2 111,7	2 291,7
Subventions	67 589,9	70 645,4	74 230,0	77 118,3	78 572,7	70 986,8	76 631,1	78 700,1	81 166,5	84 196,3
Prestations sociales	43 755,1	45 391,0	48 246,2	50 396,5	51 333,9	45 136,2	51 223,0	52 855,9	54 235,9	55 990,4
En espèces	23 875,8	25 154,4	25 981,8	26 731,8	27 438,8	24 847,6	25 405,1	26 114,3	26 932,6	28 305,9
En nature fournies par des producteurs marchands	393,6	377,4	443,9	469,2	528,0	436,5	508,8	530,9	571,1	639,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux entreprises	38,0	30,9	28,7	26,1	22,5	24,8	30,9	25,8	22,0	32,9
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	261,0	261,9	249,9	271,2	312,8	252,7	9 416,3	9 839,2	10 106,9	10 440,9
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	125,2	162,5	130,0	160,5	160,9	235,0	22,7	11,3	-40,3	-36,0
Charges d'intérêts	920,0	742,8	1 182,2	1 315,5	1 455,3	1 077,5	1 192,2	1 781,1	1 911,8	1 601,5
Dépenses en capital	62,1	74,1	76,1	63,9	81,7	62,6	66,9	66,4	82,0	73,7
Formation brute de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	857,9	668,7	1 076,1	1 246,6	1 373,8	1 014,9	1 02,3	91,7	109,8	96,8
Transferts en capital aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>76 400,0</b>	<b>79 985,1</b>	<b>84 178,9</b>	<b>87 224,8</b>	<b>89 177,4</b>	<b>77 223,0</b>	<b>91 168,0</b>	<b>93 886,2</b>	<b>96 858,9</b>	<b>100 330,1</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>317,7</b>	<b>345,3</b>	<b>841,2</b>	<b>1 106,5</b>	<b>1 419,4</b>	<b>1 967,4</b>	<b>26,9</b>	<b>1 648,2</b>	<b>1 905,1</b>	<b>1 255,1</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-728,4</b>	<b>60,9</b>	<b>-889,4</b>	<b>-862,4</b>	<b>-153,3</b>	<b>788,4</b>	<b>-279,9</b>	<b>810,7</b>	<b>-111,2</b>	<b>1 012,9</b>



Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE (2018, en % du PIB)



La protection sociale a constitué le domaine le plus important de dépenses des administrations publiques en 2018 dans tous les États membres de l'UE. Le ratio des dépenses des administrations publiques en matière de protection sociale varie d'un État membre de l'UE à l'autre, s'échelonnant de moins de 10% du PIB en Irlande (9,0%) à près d'un quart du PIB en Finlande (24,1%) et en France (23,9%). Cinq États membres (Finlande, France, Danemark, Italie et Autriche) ont consacré au moins 20% de leur PIB à la protection sociale, alors que l'Irlande, Malte, la Lettonie, la Roumanie, la Bulgarie et la Tchéquie ont chacun dépensé 12% du PIB ou moins pour la protection sociale.

228 République tchèque, Royaume-Uni et 27 États membres après le 1 février 2020

ec.europa.eu/eurostat

Dépenses de protection sociale dans les États membres (en % du PIB, données 2018)



\* L'UE représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1 février 2020 \*\* Données provisoires \*\*\* Données estimées

ec.europa.eu/eurostat



<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10474887/2-27022020-AP-FR.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c>

169

Dépenses totales des administrations publiques par fonction, 2018 (en % du PIB)

	Total	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publiques	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont:					
												Maladie et invalidité	Vieillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Autres
UE27*	46,7	6,0	1,2	1,7	4,4	0,8	0,6	7,0	1,1	4,6	19,2	2,7	10,4	1,5	1,7	1,3	1,5
UE28	45,8	5,8	1,3	1,7	4,2	0,8	0,6	7,1	1,1	4,7	18,6	2,7	10,1	1,3	1,7	1,2	1,7
Zone euro	47,0	6,1	1,2	1,7	4,3	0,8	0,6	7,1	1,1	4,5	19,6	2,7	10,7	1,7	1,6	1,4	1,5
Belgique	52,1	7,1	0,6	1,7	6,6	1,3	0,3	7,6	1,3	6,2	19,3	3,3	9,2	1,6	2,2	1,5	1,4
Bulgarie	36,5	3,3	1,1	2,5	6,7	0,7	1,1	5,0	0,8	3,5	12,0	0,3	8,9	-	2,3	0,1	0,5
Tchéquie	40,7	4,5	0,9	1,9	6,0	0,9	0,8	7,6	1,5	4,6	12,0	2,2	7,4	0,5	1,1	0,1	0,8
Danemark	50,9	6,6	1,2	0,9	3,3	0,4	0,2	8,3	1,6	6,4	21,9	4,4	8,2	0,0	4,3	2,0	3,0
Allemagne	44,6	5,7	1,1	1,6	3,4	0,6	0,4	7,2	1,1	4,2	19,4	3,2	9,5	1,9	1,7	1,5	1,7
Estonie	39,1	3,8	2,0	1,9	4,0	0,7	0,3	5,1	2,0	6,2	13,0	2,1	6,7	0,1	2,7	1,2	0,3
Irlande	25,4	3,1	0,3	1,0	2,3	0,4	0,5	5,0	0,5	3,2	9,0	1,8	3,2	0,6	1,3	0,9	1,3
Grèce	47,0	8,3	2,0	2,1	4,4	1,3	0,2	5,0	0,8	3,9	19,0	1,5	13,2	2,0	0,8	0,5	1,0
Espagne**	41,7	5,6	0,9	1,8	4,1	0,9	0,5	6,0	1,1	4,0	16,9	2,4	9,4	2,2	0,8	1,6	0,5
France**	56,0	6,2	1,8	1,7	5,8	1,0	1,1	8,1	1,4	5,1	23,9	2,9	13,3	1,5	2,2	1,9	2,2
Croatie**	46,0	5,4	1,1	2,4	6,7	0,7	1,7	6,6	1,5	5,3	14,7	2,3	8,0	1,3	1,9	0,5	0,7
Italie	49,4	7,9	1,3	1,9	3,8	0,8	0,5	8,9	0,8	4,0	20,8	1,8	13,3	2,6	1,0	1,1	1,0
Chypre	43,6	7,0	1,9	1,7	9,9	0,3	1,5	2,7	0,8	5,2	12,5	0,5	6,1	1,4	2,8	0,5	1,2
Lettonie	38,5	4,0	2,1	2,2	6,4	0,6	1,1	4,0	1,6	5,8	11,6	2,2	6,8	0,2	1,3	0,5	0,8
Lituanie	34,0	3,5	1,7	1,4	3,0	0,3	0,5	5,9	1,1	4,6	12,1	3,0	6,2	0,3	1,5	0,6	0,5
Luxembourg	41,9	5,1	0,5	1,1	5,2	0,9	0,5	4,7	1,3	4,6	18,0	3,0	9,5	0,0	3,6	1,0	0,9
Hongrie	46,7	8,3	0,9	2,3	7,7	0,4	0,7	4,7	3,2	5,1	13,3	2,8	6,7	0,9	1,7	0,3	1,0
Malte	38,6	5,2	0,5	1,2	5,5	1,2	0,4	5,3	1,0	5,2	10,9	0,9	6,7	1,3	0,9	0,2	0,9
Pays-Bas	42,1	4,2	1,2	1,8	3,8	1,4	0,3	7,6	1,2	5,1	15,5	4,1	6,4	0,1	1,4	1,4	2,1
Autriche	48,6	5,9	0,6	1,3	5,9	0,4	0,3	8,2	1,2	4,8	20,1	1,8	12,4	1,3	2,1	1,2	1,3
Pologne	41,6	4,4	1,6	2,1	5,0	0,5	0,6	4,8	1,3	5,0	16,2	2,2	9,2	1,6	2,6	0,2	0,4
Portugal***	43,5	7,4	0,8	1,6	3,8	0,8	0,5	6,3	0,8	4,5	17,1	1,4	11,5	1,7	1,0	0,7	0,8
Roumanie	34,9	4,6	1,7	2,2	4,2	0,8	0,9	4,7	1,0	3,2	11,6	1,1	8,6	0,1	1,2	0,1	0,6
Slovenie	43,5	5,3	1,0	1,5	4,7	0,5	0,4	6,6	1,4	5,4	16,7	2,1	9,9	1,3	1,6	0,4	1,1
Slovaquie**	41,8	5,0	1,0	2,2	5,5	0,8	0,5	7,3	1,1	4,0	14,3	3,1	7,7	0,8	1,0	0,2	1,5
Finlande	53,1	8,0	1,2	1,1	4,2	0,2	0,3	7,0	1,5	5,5	24,1	3,1	13,6	0,7	3,0	1,9	1,9
Suède	48,8	7,1	1,2	1,3	4,3	0,5	0,7	7,0	1,3	6,9	19,5	3,7	10,5	0,2	2,5	1,2	1,4
Royaume-Uni	40,9	4,7	1,0	1,8	3,2	0,7	0,8	7,5	0,6	4,8	14,9	2,4	8,3	0,7	1,3	0,1	2,0
Islande	42,0	5,9	0,0	1,4	5,3	0,7	0,5	7,8	3,1	7,3	9,9	3,2	3,1	0,0	2,1	0,5	1,0
Norvège	49,2	4,5	1,7	1,2	5,6	0,9	0,8	8,2	1,7	5,4	19,1	6,6	7,1	0,2	3,4	0,4	1,5
Suisse	33,7	4,6	0,8	1,7	4,0	0,6	0,2	2,2	0,8	5,6	13,3	2,9	6,7	0,3	0,5	1,1	1,8

: Données non disponibles

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.

\* L'UE27 représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1 février 2020

\*\* Données provisoires

\*\*\* Données estimées

Données sources: gov\_10a\_exp

ec.europa.eu/eurostat



<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/10474887/2-27022020-AP-FR.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c>

170

**Dépenses des administrations publiques par fonction, 2018**  
(en % du total des dépenses des administrations publiques)

	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publiques	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont:					
											Maladie et invalidité	Vieillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Autres
EU27*	12,9	2,6	3,6	9,4	1,7	1,2	15,0	2,5	9,9	41,2	5,9	22,3	3,3	3,7	2,9	3,1
EU28	12,7	2,9	3,7	9,2	1,7	1,3	15,5	2,3	10,2	40,6	5,9	22,0	2,9	3,6	2,5	3,7
Zone euro	13,0	2,5	3,5	9,1	1,7	1,2	15,2	2,3	9,6	41,8	5,8	22,7	3,6	3,4	3,1	3,2
Belgique	13,6	1,5	3,3	12,6	2,4	0,6	14,6	2,4	11,9	37,0	6,4	17,7	3,2	4,1	2,8	2,8
Bulgarie	9,9	3,1	6,8	19,2	1,9	2,9	13,6	2,1	9,7	32,8	0,7	24,2	-	6,3	0,2	1,4
Tchéquie	11,0	2,2	4,6	14,8	2,1	1,9	18,7	3,7	11,4	29,5	5,3	18,1	1,3	2,7	0,4	1,9
Danemark	13,0	2,3	1,8	6,5	0,8	0,5	16,3	3,2	12,6	43,1	8,5	16,2	0,0	8,5	4,0	5,8
Allemagne	12,7	2,4	3,5	7,6	1,3	0,9	16,2	2,4	9,4	43,6	7,1	21,2	4,2	3,8	3,4	3,8
Estonie	9,8	5,2	4,7	10,2	1,9	0,8	13,1	5,0	15,8	33,3	5,4	17,0	0,2	6,9	3,1	0,8
Irlande	12,2	1,2	4,0	9,2	1,5	2,0	18,8	2,1	12,6	35,4	7,2	12,5	2,4	5,0	3,4	5,0
Grèce	17,7	4,3	4,4	9,3	2,8	0,4	10,6	1,7	8,3	40,5	3,2	28,1	4,3	1,8	1,1	2,1
Espagne**	13,5	2,1	4,4	9,8	2,1	1,1	14,4	2,7	9,6	40,5	5,8	22,4	5,3	2,0	3,7	1,2
France**	11,0	3,1	3,0	10,3	1,8	2,0	14,5	2,5	9,1	42,6	5,2	23,7	2,7	3,9	3,4	3,9
Croatie**	11,7	2,5	5,2	14,6	1,5	3,6	14,3	3,2	11,5	31,9	5,0	17,5	2,9	4,1	1,0	1,5
Italie	16,2	2,6	3,8	7,9	1,7	1,0	14,1	1,6	8,2	42,9	3,6	27,5	5,4	2,1	2,3	2,1
Chypre	16,0	4,3	3,9	22,8	0,6	3,5	6,2	1,9	12,0	28,7	1,1	14,0	3,2	6,4	1,1	2,8
Lettonie	10,4	5,5	5,7	14,1	1,5	2,9	10,4	4,2	15,1	30,2	5,6	17,7	0,5	3,3	1,2	2,0
Lituanie	10,3	5,1	4,0	8,8	0,9	1,5	17,4	3,3	13,4	35,4	8,7	18,1	0,9	4,3	1,8	1,6
Luxembourg	12,1	1,1	2,6	12,5	2,1	1,4	11,3	3,0	11,0	42,9	7,1	22,7	0,0	8,5	2,4	2,2
Hongrie	17,9	2,0	4,8	16,4	0,9	1,5	10,1	6,8	11,0	28,5	6,0	14,3	1,9	3,6	0,5	2,2
Malte	14,1	1,4	3,4	15,0	3,4	1,2	14,6	2,9	14,2	29,8	2,5	18,3	3,4	2,5	0,7	2,4
Pays-Bas	10,1	2,8	4,4	9,0	3,3	0,8	18,0	2,8	12,1	36,8	9,8	15,3	0,2	3,2	3,4	4,9
Autriche	12,2	1,2	2,8	12,0	0,8	0,7	16,8	2,4	9,8	41,4	3,6	25,5	2,8	4,3	2,5	2,7
Pologne	10,5	3,9	5,1	12,1	1,2	1,4	11,6	3,2	12,0	39,0	5,4	22,1	3,9	6,1	0,6	0,9
Portugal***	16,9	1,9	3,8	8,7	1,5	1,1	14,5	1,9	10,5	39,3	3,2	26,4	3,9	2,4	1,6	1,9
Roumanie	13,2	4,8	6,2	12,0	2,4	2,7	13,3	2,9	9,1	33,3	3,1	24,7	0,3	3,4	0,2	1,7
Slovenie	12,3	2,2	3,5	10,7	1,2	1,0	15,1	3,2	12,4	38,3	4,8	22,8	2,9	4,1	1,0	2,6
Slovaquie**	12,0	2,5	5,3	13,2	1,9	1,3	17,5	2,5	9,5	34,3	7,4	18,4	1,8	2,5	0,5	3,6
Finlande	15,0	2,2	2,1	8,0	0,4	0,6	13,2	2,8	10,4	45,5	5,8	25,6	1,2	5,6	3,5	3,7
Suède	14,2	2,4	2,6	8,6	1,0	1,4	14,0	2,6	13,9	39,2	7,4	21,0	0,5	5,0	2,4	2,9
Royaume-Uni	11,4	4,6	4,4	7,9	1,7	2,0	18,3	1,5	11,8	36,5	5,9	20,2	0,1	3,1	0,2	6,9
Islande	14,1	0,0	3,4	12,6	1,6	1,3	18,5	7,5	17,4	23,6	7,5	7,3	0,0	4,9	1,3	2,5
Norvège	9,1	3,5	2,4	11,4	1,8	1,6	16,8	3,5	11,0	38,9	13,5	14,5	0,4	6,8	0,8	3,0
Suisse	13,7	2,4	5,0	11,7	1,8	0,5	6,4	2,4	16,5	39,4	8,5	20,0	0,9	1,4	3,2	5,5

\* Données non disponibles  
 \*\* L'UE27 représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1<sup>er</sup> février 2020  
 \*\*\* Données provisoires  
 \*\*\*\* Données estimées  
 Données sources: gov\_10a\_exp

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.

ec.europa.eu/eurostat

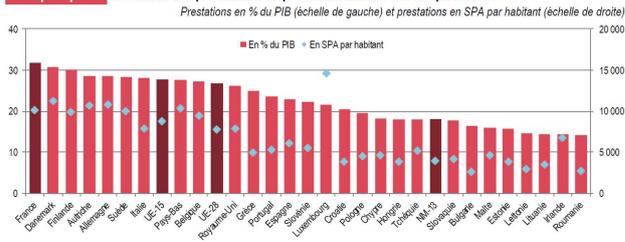
[FR.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c](https://fr.pdf/c5611035-670a-bfc2-7acd-80bbe9c1291c)



En 2017, les prestations de protection sociale, soit l'ensemble des transferts, en espèces ou en nature, aux ménages ou aux individus, tous risques confondus (hors éducation), atteignent 26,8 % du produit intérieur brut (PIB) dans l'UE-28, ce qui correspond à 7 870 en standard de pouvoir d'achat (SPA) par habitant (voir glossaire: annexe 5) [graphique 1]. Les prestations sociales en par de PIB reflètent la portée économique globale de la protection sociale dans ces pays, celles en SPA indiquent le supplément de revenu qu'elles représentent pour leurs habitants en tenant compte des différences de niveau de prix entre les pays. L'importance des systèmes de protection sociale varie fortement entre les pays de l'UE-15, d'une part, où les prestations représentent en moyenne 27,6 % du PIB (soit 8 860 SPA par habitant) et les 13 autres pays membres (NM-13), d'autre part, où la moyenne atteint 17,9 % du PIB (soit 4 000 SPA par habitant). La France occupe la première position en Europe en matière de dépenses de prestations sociales en part du PIB (31,7 %), mais se place seulement en sixième position en SPA par habitant (10 170 SPA, soit 10 890 euros). Cet écart de classement pour la France résulte à la fois d'un haut niveau de PIB par habitant (au 11<sup>e</sup> rang sur 28) et d'un coût de la vie plus élevé que dans d'autres pays européens. Le Danemark occupe la deuxième position en part du PIB (30,8 %) et en SPA par habitant (11 240 SPA). Alors que l'Allemagne consacre une moindre part de son PIB (28,5 %) aux prestations sociales, les dépenses par habitant y sont plus élevées en SPA par rapport à la France, la parité de pouvoir d'achat y étant plus favorable. Le Luxembourg, le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la France et la Suède versent les montants de prestations par habitant les plus élevés, dépassant les 10 000 SPA. Dans les pays du sud de l'Europe ainsi qu'au Royaume-Uni et en Irlande, les niveaux de prestations en SPA par habitant sont inférieurs à la moyenne de l'UE-15. C'est également le cas en part du PIB, excepté pour l'Italie et le Royaume-Uni.

**L'ensemble des prestations de protection sociale en Europe \* 8**

**Graphique 1 Ensemble des prestations de protection sociale en Europe en 2017**

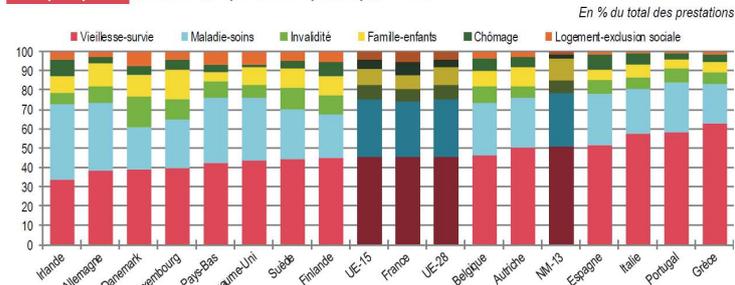


**Note** > En Irlande, les données en part du PIB sont à interpréter avec précaution, le PIB prenant en compte les opérations comptables réalisées par des filiales de firmes multinationales créées en Irlande pour bénéficier du faible taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés.  
**Source** > Eurostat, Sespro.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-protection-sociale-en-france-et-en-europe-en-2018-resultats-des-comptes-de>



**Graphique 3** Structure des prestations par risque en 2017



**Note** > Les structures des prestations pour l'ensemble des pays de l'UE-28 sont disponibles dans les données associées à l'ouvrage sur le site internet de la DREES. Le risque invalidité au sens de Sespros est la somme des risques invalidité et accidents du travail-maladies professionnelles au sens français. Pour les autres risques, le champ est identique à ceux retenus avec les conventions françaises (voir annexe 1). Le risque « chômage » du graphique correspond au risque « emploi » des fiches de la partie sur la France.

**Lecture** > En 2017, en Irlande, les dépenses de prestations sociales se décomposent de la façon suivante : 34 % pour la vieillesse et la survie, 39 % pour la maladie et les soins de santé, 6 % pour l'invalidité, 8 % pour la famille et les enfants, 9 % pour le risque chômage et enfin 4 % pour le logement et la pauvreté-exclusion sociale.

**Source** > Eurostat, Sespros.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-protection-sociale-en-france-et-en-europe-en-2018-resultats-des-comptes-de>



**La France reste en tête pour les prestations nettes en part de PIB et passe en 4<sup>e</sup> position en SPA par habitant**

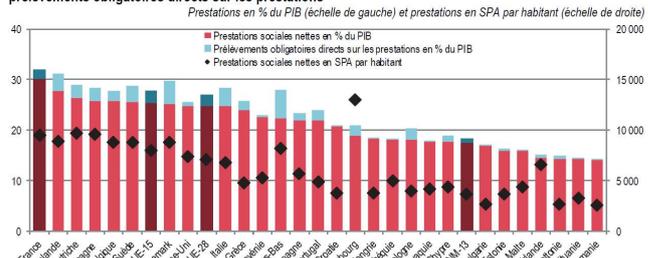
En 2016, les PO sur les prestations correspondent en moyenne à 2,3 % du PIB dans l'UE-15. Ces taux de prélèvement sont les plus élevés aux Pays-Bas (5,6 % du PIB), au Danemark (4,6 %) ainsi qu'en Italie, en Suède et en Finlande (plus de 3 %). Dans les pays membres depuis 2004 (NM-13), à l'exception de la Pologne et de Chypre, les taux représentent en moyenne 0,9 % du PIB. Ils sont également inférieurs à 1 % au Royaume-Uni et en Irlande. Lorsqu'on intègre ces PO, le classement des pays de l'UE-28 en matière de prestations sociales en part du PIB change (graphique 1). Les trois pays présentant la plus forte part de prestations brutes dans le PIB sont la France, la Finlande et le Danemark. Pour les prestations nettes, la France, où les prélèvements obligatoires sur les prestations représentent 1,9 % du PIB, reste en première position, suivie de la Finlande et l'Autriche. Les Pays-Bas, où ce taux est le plus élevé, passe de la 8<sup>e</sup> à la 14<sup>e</sup> position, contrairement au Royaume-Uni, dont le taux est un des plus faibles de l'UE-15 (0,9 % du PIB), qui remonte de la 13<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> position.

Les PO sur les prestations étant plus élevés dans les pays de l'UE-15 que dans les NM-13, le passage du brut au net réduit quelque peu l'écart entre ces deux groupes de pays, même s'il demeure notable : l'écart est ramené de 9,3 points pour les prestations brutes à 7,9 points pour les prestations nettes.

La France fait partie des 4 pays d'Europe à verser plus de 9 000 standards de pouvoir d'achat (SPA) par habitant en Europe après PO, avec le Luxembourg, l'Autriche et l'Allemagne. Les PO étant importants dans les pays du Nord, la situation de la France en matière de prestations en SPA par habitant est plus favorable (passage de la 6<sup>e</sup> en brut à la 4<sup>e</sup> place en net). La dépense par habitant en part de pouvoir d'achat, et après impôts et cotisations, est identique en Allemagne et en France : elle représente environ 9 500 SPA par habitant.

**Les prestations nettes de la protection sociale en Europe - 9**

**Graphique 1** Ensemble des prestations de protection sociale en Europe en 2016, avant et après prélèvements obligatoires directs sur les prestations



<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-protection-sociale-en-france-et-en-europe-en-2018-resultats-des-comptes-de>



**Des structures de financement très liées à l'histoire des systèmes de protection sociale**

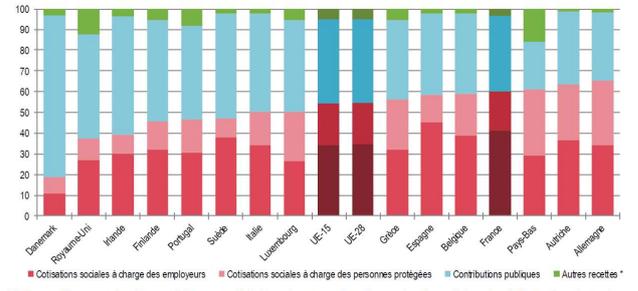
En 2017, les cotisations sociales représentent 54 % du financement de la protection sociale dans l'UE-15 (graphique 1). Cette part varie fortement d'un pays à l'autre, de 19 % au Danemark à 65 % en Allemagne. Dans chaque pays, elle dépend du mode de financement des différents risques et de leur part relative dans le total des prestations.

Les prestations du risque vieillesse, premier des risques sociaux par son importance financière, sont souvent très liées aux revenus d'activité passés et sont financées par les cotisations sociales (sauf au Danemark, où les pensions publiques de base sont forfaitaires). Les prestations chômage sont, elles aussi, financées par des cotisations sociales dans la plupart des pays, sauf au Danemark, au Royaume-Uni et en Irlande. En revanche, les prestations logement et celles luttant contre l'exclusion sociale, qui relèvent d'une logique de solidarité nationale, sont généralement alimentées par des contributions publiques. Les modes de financement des prestations maladie, chômage et famille-enfants sont plus hétérogènes, ce qui explique en grande partie les écarts de structures de financement de la protection sociale entre pays. Le financement du risque maladie (deuxième risque en proportion du total des prestations) repose principalement sur les contributions publiques en Suède, au Danemark et au Royaume-Uni et sur les cotisations sociales en Allemagne, aux Pays-Bas et en France<sup>1</sup>. Enfin, le financement des prestations famille-enfants est le plus souvent assuré par des contributions publiques, sauf en France et en Suède. La distinction historique classique entre les systèmes de protection sociale est toujours présente. D'une part, les systèmes bismarckiens, de nature assurantielle, dans lesquels les cotisations prédominent (France, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, etc.) et, d'autre part, les systèmes bénévoles, de nature assistancielle, où les contributions publiques sont prépondérantes (Danemark, Irlande, Royaume-Uni ou Suède).

Concernant la répartition des cotisations entre employeurs et personnes protégées, les cotisations versées par les employeurs représentent dans l'UE-15, 34 % du total des ressources. Cette part est supérieure à 40 % en France et en Espagne et n'est que de 11 % au Danemark. Enfin, la part des cotisations à la charge des personnes protégées dans le total des ressources atteint 20 % dans l'UE-15, allant de 8 % au Danemark à plus de 30 % en Allemagne et aux Pays-Bas.

**Financement de la protection sociale en Europe** ✶ 10

**Graphique 1** Structure des ressources de la protection sociale en Europe en 2017



\* Autres recettes : recettes diverses telles que produits financiers, ressources de comptes de capital, ventes de biens et services, etc.  
 Note ➤ La structure des ressources pour l'ensemble des pays de l'UE-28 est disponible dans les données associées à l'ouvrage sur le site internet de la DREES.  
 Source ➤ Eurostat, Sespros.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-protection-sociale-en-france-et-en-europe-en-2018-resultats-des-comptes-de>



**Finances publiques**

La Belgique, championne des dépenses sociales? L'imagerie est biaisée

**SOCIAL L'État-providence pèse-t-il vraiment trop lourd dans notre pays ?**

Les dépenses sociales sont parmi les plus élevées de l'OCDE. Mais attention : en comparant des pommes et des poires...

L'État-providence pèse-t-il trop lourd en Belgique, comparé en France ? On pourrait le penser. Les dépenses sociales publiques y équivalent respectivement 22,4 et 24,1 % du PIB en 2016, hors ce-dit de l'équation de comptabilité et de développement économique (OCDE).

Mais cette moyenne ne veut rien dire. L'OCDE réunit des pays à des stades très différents de développement économique et social. Ce n'est pas un hasard si la Chine ou les nouveaux États-membres de l'UE sont toujours exclues.

C'est à l'air du temps (il en a eu à l'époque) de vouloir classer les systèmes de protection sociale, alors, en 2010, les dépenses sociales publiques ne représentaient dans nos pays, qu'entre 10 et 15 % du PIB. Nous nous étions donc élevés à l'échelle internationale.

Mais cet air de fraîcheur, de « dépenses sociales publiques » ou « dépenses sociales », est un peu trompeur. En Belgique, les dépenses sociales publiques, c'est les dépenses sociales « primaires », toujours réalisées en titre définitif, comme en titre définitif, comme en titre définitif, comme en titre définitif.

Motus de dépenses publiques, plus d'assurances privées : le contre-exemple hollandais.

À cet égard, les États-Unis et les Pays-Bas sont peu dignes de la Belgique et ne sont pas très loin de la France, toujours en tête, dans ce classement.

En Belgique, les dépenses sociales publiques, c'est les dépenses sociales « primaires », toujours réalisées en titre définitif, comme en titre définitif, comme en titre définitif, comme en titre définitif.

En Belgique, les dépenses sociales publiques, c'est les dépenses sociales « primaires », toujours réalisées en titre définitif, comme en titre définitif, comme en titre définitif, comme en titre définitif.

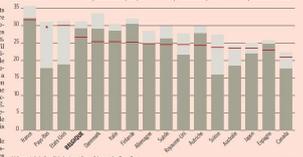


**REPARTITION**

Premier poste de dépenses : les pensions

Comment se répartissent les dépenses sociales publiques en Belgique ? Les pensions constituent le poste le plus important, représentant 52,7 % du PIB ou 27,7 % du total. Viennent ensuite les soins de santé, 19 % du PIB ou 22,6 % des dépenses sociales publiques. Dans notre pays, les aides au revenu allouées à la population d'âge actif – par exemple, les allocations de chômage, les prestations liées à l'incapacité ou encore les allocations familiales – constituent également un poste important, plus que dans les autres pays, représentant 7,5 % du PIB (ou 26,4 % des dépenses). Le poids relatif des dépenses consacrées aux services sociaux qui ne sont pas liés à la santé (notamment l'accueil des enfants). Ce poste pèse beaucoup moins par exemple que dans les pays nordiques.

**Le poids des dépenses sociales**



Voir <http://www.oecd.org/fr/social/soc/OCDE2019-Le-point-sur-les-depenses-sociales.pdf>



**Finances publiques**

## Financement de l'Union européenne et finances publiques belges



### Les finances européennes : quelques notions importantes

Annuellement : adoption du budget européen par le Parlement européen et le Conseil de l'UE = prévisions des dépenses et des recettes de l'Union européenne pour l'année à venir

Le budget annuel est encadré par un instrument plus large : le cadre financier pluriannuel (CFP).

- 1. Le cadre financier pluriannuel**
- 2. Le budget annuel**
- 3. Les ressources de l'UE**
- 4. Solde net**
- 5. Impact Brexit**
- 6. Accord sur le nouveau cadre financier pluriannuel**
- 7. Next Generation EU**



## 1. Le cadre financier pluriannuel

- Procédure budgétaire européenne s'inscrit dans un cadre financier pluriannuel (CFP) = « perspectives financières » (Traité de Lisbonne)
- Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), art. 312-1 :  
*« le cadre financier pluriannuel vise à assurer l'évolution ordonnée des dépenses de l'Union dans la limite des ressources propres. Il est établi pour une période d'au moins cinq années. Le budget annuel de l'Union respecte le cadre financier pluriannuel [...] ».* Ce cadre fixe les montants des plafonds annuels des crédits d'engagement par rubrique de dépenses et du plafond annuel des crédits de paiement
- CFP fixe une programmation pluriannuelle des finances de l'UE
- Deux plafonds :
  - CFP fixe des plafonds annuels maximaux de dépenses juridiquement contraignants
  - Le CFP vise à maintenir les dépenses chaque année en-dessous du plafond des ressources propres de l'Union (voir après)
- Art. 310 du Traité : budget européen doit être à l'équilibre  $\Rightarrow$  montant total des dépenses ne peut pas > montant total des recettes



- CFP ventile les crédits d'engagement (et pas de paiement) entre 6 rubriques. Les dépenses par rubrique votées dans les budgets annuels doivent être < à ces montants pour laisser une marge de manœuvre pour les dépenses imprévues
- Cadre actuel : 2014-2020 (Règlement du 2 décembre 2013) = période de 7 ans
- Cadre actuel fixe un plafond en crédits d'engagement = 960 milliards € et crédits de paiement = 908 milliards + indexation de 2% par an
  - **crédits d'engagement** = dépenses qui pourront s'étaler sur plusieurs exercices = engagement juridique de dépenser des fonds, qui ne seront pas nécessairement versés au cours de l'année budgétaire concernée.
  - **crédits de paiement** = dépenses qui seront effectivement réalisées au cours de l'année budgétaire concernée, y compris pour honorer des engagements prévus les années précédentes.
- CFP 2014- 2020 : plafond des ressources propres de l'Union = 1,20 % du RNB



- CFP : adopté au terme d'une procédure législative spéciale = unanimité au Conseil
- Parlement européen : pas pleinement associé à la négociation du CFP (contrairement à la procédure budgétaire annuelle)  $\implies$  rôle = approbation à la majorité des membres sans possibilité d'amendement (ou presque).
- Théorie : CE propose un projet de CFP  $\implies$  négociations entre le Conseil de l'Union européenne (seul compétent pour l'amender et l'adopter) et le Parlement européen qui peut menacer de ne pas l'approuver (droit de véto)
- En pratique : négociations dans un sommet européen, directement entre les chefs d'Etat et de gouvernement. Si "*le Conseil européen n'exerce pas de fonction législative*" ([article 15 TUE](#)), il a pour rôle de "*définir les orientations et priorités politiques générales*" de l'UE = argument utilisé lors du Conseil européen du 17-21 juillet 2020
- Règlement, adopté selon une "*procédure législative spéciale*" qui prévoit le **montant total des dépenses** au cours de la période couverte par le CFP. Il fixe également les plafonds de dépenses par **grandes catégories** (marché unique, cohésion, environnement, migration, sécurité...) et précise les **flexibilités** qui permettent d'adapter le budget en cas d'imprévu ou de situation d'urgence.



## CFP 2014- 2020

M€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total 2014-2020
<b>Rubrique 1 : Croissance intelligente et inclusive</b>								
Sous-rubrique 1a : Compétitivité pour la croissance et l'emploi	16 560	17 886	18 467	19 925	21 239	23 082	25 191	142 131
Sous-rubrique 1b : Cohésion économique, sociale et territoriale	47 413	49 147	50 837	52 417	54 032	55 670	57 275	366 791
<b>Rubrique 2 : Croissance durable : ressources naturelles</b>	59 303	59 599	59 909	60 191	60 267	60 344	60 421	420 034
dont Paiements directs et dépenses de marché	44 130	44 368	44 628	44 863	44 889	44 916	44 941	312 736
<b>Rubrique 3 : Sécurité et citoyenneté</b>	2 179	2 246	2 378	2 514	2 656	2 801	2 951	17 724
<b>Rubrique 4 : L'Europe dans le monde</b>	8 335	8 749	9 143	9 432	9 825	10 269	10 510	66 261
<b>Rubrique 5 : Administration</b>	8 721	9 078	9 483	9 919	10 346	10 798	11 254	69 585
dont Dépenses administratives des institutions	7 056	7 351	7 679	8 007	8 360	8 700	9 071	56 223
<b>Rubrique 6 : Compensations</b>	29	-	-	-	-	-	-	29
<b>Total crédits d'engagement</b>	<b>142 539</b>	<b>146 483</b>	<b>150 217</b>	<b>154 397</b>	<b>158 365</b>	<b>162 952</b>	<b>167 602</b>	<b>1 082 555</b>
en % du RNB de l'UE	1,03%	1,02%	1,00%	1,00%	0,99%	0,98%	0,98%	1,00%
<b>Total crédits de paiement</b>	<b>135 866</b>	<b>141 901</b>	<b>144 685</b>	<b>142 771</b>	<b>149 074</b>	<b>153 362</b>	<b>156 295</b>	<b>1 023 956</b>
en % du RNB de l'UE	0,98%	0,98%	0,97%	0,92%	0,93%	0,93%	0,91%	0,95%
Plafond des ressources propres en pourcentage du RNB de l'UE	1,23%	1,23%	1,23%	1,23%	1,23%	1,23%	1,23%	1,23%

Relations financières avec l'Union Européenne, Annexe au projet de loi de finances pour 2020, République française.  
[https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance\\_publique/files/farandole/ressources/2020/pap/pdf/jaunes/Jaune2020\\_relations\\_financieres\\_UE.pdf](https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/farandole/ressources/2020/pap/pdf/jaunes/Jaune2020_relations_financieres_UE.pdf)

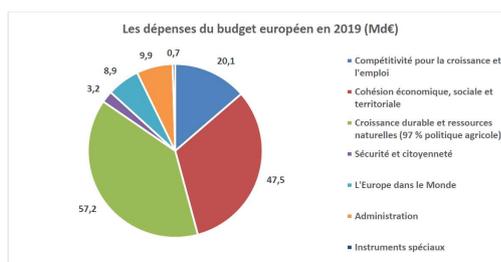


## 2. Le budget annuel

- Proposition par la Commission ➡ accord du Conseil Européen ➡ parlement
  - Le projet de budget annuel est préparé par la CE
  - Le projet de budget est soumis par la Commission au Conseil
  - Le projet de budget est soumis au Parlement avant le 1<sup>er</sup> septembre (en pratique à la fin du printemps)
  - Parlement : 42 jours pour adopter des amendements à la position du Conseil
  - Si désaccord : comité de conciliation paritaire se réunit et propose un nouveau texte au Conseil et au Parlement
  - Si le Conseil refuse le nouveau texte, le parlement peut l'adopter à une majorité qualifiée
  - Si échec de la conciliation ou si le texte n'est pas adopté alors Commission doit présenter un nouveau projet de budget
- Même principes budgétaires : unité, universalité, annualité, spécialité



Les crédits de paiement consommés se sont élevés à 148 Md€ en 2019 et sont regroupés en 7 « rubriques »



Source : Rapport jaune annexé au PLF 2021 ; FIPECO

- *compétitivité pour la croissance et l'emploi* = notamment dépenses en faveur de la recherche, de l'éducation ou des infrastructures de transport
- *cohésion économique, sociale et territoriale* = notamment les aides en faveur des zones géographiques les plus pauvres ou rencontrant des difficultés d'adaptation.
- *croissance durable et ressources naturelles* correspond pour 97 % à la politique agricole commune (PAC)
- *sécurité et citoyenneté* = notamment dépenses consacrées aux migrations et à l'asile
- *l'Europe dans le monde* = notamment aux aides apportées aux pays voisins (Balkans...) et en développement.
- « *administration* » = dépenses de fonctionnement des institutions européennes
- *instruments spéciaux* = réserve pour des aides d'urgence.

<https://www.fipeco.fr/fiche/Le-budget-europ%C3%A9en>



### 3. Financement de l'Union européenne (ressources principales)

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), art. 311 : « [...] le budget [de l'Union] est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé **par des ressources propres** »

- **Ressources propres traditionnelles (RPT)** : droits de douane perçus sur les importations en provenance de pays non membres de l'UE (+ cotisations « sucre » jusqu'en 2017). 20 % des montants sont retenus par les Etats en tant que frais de perception.
- **Ressource TVA** : correspond au montant que rapporterait un taux uniforme de 0,30 % appliquée (à quelques exceptions près) à l'assiette harmonisée de la TVA des États membres (restituée sur la base des comptes nationaux).
- **Ressource propre RNB** : chaque État membre transfère un certain pourcentage de ses revenus (exprimés en RNB) au budget de l'UE (soit 0,71 % en 2017).
- **Recettes diverses**

= ressources propres = 99% du budget  
Sur la période 2014-2020 elles sont limitées à 1,2% du RNB



#### Ressource fondée sur le RNB :

- versée par les États membres, au *pro rata* de leur part dans le RNB total de l'Union
- ressource d'équilibre du budget car elle permet de financer l'intégralité des besoins en paiement sans recours à l'endettement, après prise en compte de toutes les autres ressources. Il s'agit de la principale composante des ressources de l'Union.

RNB = PIB

- + revenus des facteurs reçus du reste du monde
- revenus des facteurs versés au reste du monde
- + subventions reçues du reste du monde
- impôts sur la production et les importations versés au reste du monde
- = somme des revenus primaires effectivement reçus par les unités résidentes

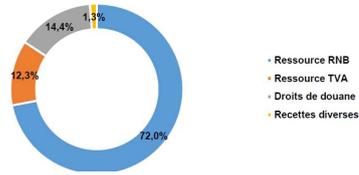
Reste du monde = les institutions européennes, les pays tiers, les organisations internationales

**Il existe des mécanisme de compensation si contribution d'un Etat considérée comme excessive au regard de leur prospérité relative (Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Allemagne, Autriche et Danemark).**



Pour le projet de budget 2020, la ressource RNB devrait représenter plus des deux tiers (72 %) des ressources du budget de l'Union, très largement devant les ressources propres traditionnelles (14 %) et la ressource TVA (12 %).

Répartition des ressources de l'Union selon le projet de budget 2020



Évolution des recettes du budget de l'Union européenne entre 1996 et 2020

En M€	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Divers (dont solde de l'exercice n-1)	1,8	7,2	10,2	5,3	2,3	4,4	4,7	13,5	17,8	10,1	8,3	6,1	6,1	7,6	10,8	8,3	8,6	10,0	10,1	9,9	10,8	8,2	12,5	23,0	15,0	15,6	4,9
Ressources propres traditionnelles	13,3	14,5	13,6	14,2	14,1	13,9	15,3	14,6	9,2	10,9	12,3	14,1	15,0	16,6	17,3	14,5	15,7	16,8	16,5	15,4	16,4	18,7	20,1	20,5	20,2	21,4	18,5
Ressource TVA	33,2	39,1	36,5	34,4	33,1	31,3	35,2	31,3	22,4	21,3	13,8	16,0	17,2	19,4	19,0	12,8	12,5	14,8	14,9	14,0	17,7	18,1	15,9	16,9	17,6	18,1	17,3
Ressource RNB	17,7	14,2	21,1	26,9	35,0	37,5	37,6	34,9	45,9	51,2	59,0	70,9	70,1	73,9	74,5	82,0	91,1	88,4	98,2	110,2	99,1	101,0	95,6	78,6	105,8	138,8	121,8
Total	86,0	75,8	81,4	89,7	84,5	87,1	92,8	94,6	96,4	99,5	108,6	107,1	108,4	117,6	121,8	117,8	127,8	130,8	139,5	149,5	148,0	144,1	139,0	142,8	148,9	162,6	162,6

\* 2020 : prévisions.  
Source : Commission, rapport financier 2019 ; budget 2020 (dont BR 1 à 8)

long terme : diminution de la part des ressources propres traditionnelles et de celle de la ressource TVA au profit de la contribution RNB



Composition des recettes du budget de l'Union européenne entre 1994 et 2020 (en %)



\* 2020 : prévisions.  
Source : Commission, rapport financier 2019 ; budget 2020 (dont BR 1 à 8)



Contribution des États membres au financement du budget de l'UE

Les ressources propres par État membre selon le rapport financier 2019

En ME	Ressource propre TVA (1)	Ressource propre RNB* (2)	Correction britannique (3)	Contribution nationale (A)=(1)+(2)+(3)		Ressources propres traditionnelles (RPT) (B)		TOTAL (A)+(B)	
				En ME	En %	En ME	En %	En ME	En %
Allemagne	2 195	23 303	322	25 820	20,9%	4 092	19,2%	29 912	20,7%
France	3 353	16 360	1 294	21 009	17,0%	1 775	8,3%	22 784	15,7%
Royaume-Uni	3 273	15 882	-5 101	14 054	11,4%	3 093	14,5%	17 147	11,6%
Italie	2 262	11 744	950	14 956	12,1%	1 843	8,6%	16 799	11,0%
Espagne	1 569	7 067	655	10 221	8,3%	1 589	7,4%	11 810	8,2%
Pays-Bas	488	4 768	72	5 326	4,3%	2 720	12,8%	8 055	5,6%
Belgique	612	3 006	244	3 862	3,1%	2 235	10,5%	6 097	4,2%
Pologne	742	3 210	282	4 214	3,4%	827	3,9%	5 041	3,5%
Suède	305	2 695	42	3 042	2,5%	519	2,4%	3 562	2,5%
Autriche	529	2 562	36	3 148	2,6%	221	1,0%	3 369	2,3%
Danemark	356	1 863	194	2 409	1,9%	339	1,6%	2 745	1,9%
Irlande	275	1 581	139	1 996	1,6%	304	1,4%	2 300	1,6%
Finlande	312	1 577	127	2 016	1,6%	190	0,7%	2 167	1,5%
République tchèque	294	1 321	107	1 712	1,4%	287	1,3%	1 999	1,4%
Portugal	308	1 305	106	1 719	1,4%	188	0,9%	1 905	1,3%
Roumanie	238	1 396	109	1 703	1,4%	197	0,9%	1 900	1,3%
Grèce	210	1 207	99	1 517	1,2%	239	1,1%	1 756	1,2%
Hongrie	167	853	70	1 090	0,9%	200	0,9%	1 290	0,9%
Slovaquie	103	668	49	750	0,6%	84	0,4%	834	0,6%
Bulgarie	86	373	29	488	0,4%	92	0,4%	580	0,4%
Croatie	81	340	27	449	0,4%	39	0,2%	488	0,3%
Slovénie	89	311	25	405	0,3%	79	0,4%	484	0,3%
Lituanie	56	290	23	369	0,3%	99	0,5%	469	0,3%
Luxembourg	66	277	21	365	0,3%	20	0,1%	385	0,3%
Lettonie	39	162	16	240	0,2%	41	0,2%	287	0,2%
Estonie	40	176	13	229	0,2%	43	0,2%	272	0,2%
Chypre	34	140	11	184	0,1%	25	0,1%	209	0,1%
Malte	20	81	6	107	0,1%	16	0,1%	123	0,1%
<b>TOTAL UE 28</b>	<b>15 105</b>	<b>105 072</b>	<b>1 111</b>	<b>122 813</b>	<b>100%</b>	<b>21 035</b>	<b>100%</b>	<b>143 847</b>	<b>100%</b>

\* Afin de simplifier la présentation, la ressource propre RNB inclut l'ajustement JAI (coût supporté par les autres États membres du fait de la non-participation du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark à certains programmes), le paiement des rabais forfaitaires sur le RNB ainsi que quelques ajustements liés à l'application rétroactive de la DRP (mais pour des montants marginaux).

\*\* Le total des paiements de la correction britannique n'est pas nécessairement égal à zéro, en raison de différences de taux de change.

Source : calcul à partir des données établies par la Commission européenne dans son rapport financier annuel 2019.

S'agissant des ressources propres, des écarts avec les chiffres en comptabilité budgétaire française (cf. supra) s'expliquent par des différences de comptabilisation.

En 2019, dernière année dont les chiffres sont connus définitivement, l'Allemagne reste le premier contributeur en volume au budget de l'Union, suivie par la France, le Royaume-Uni (rabais inclus) et l'Italie.

189



Part relative de la contribution de chaque État membre dans le financement du budget de l'Union (en %)

Source : Rapport financier 2019 ; budget 2020 y compris BR n° 1 à 8/2020.

(en %)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Allemagne	24,4%	22,6%	23,0%	21,3%	20,0%	20,0%	19,0%	19,2%	20,4%	20,0%	19,3%	20,3%	21,0%	21,2%	19,7%	20,7%	20,3%	20,6%	20,7%	20,8%
France	17,9%	18,2%	18,1%	16,8%	16,7%	16,3%	15,9%	16,8%	17,4%	16,4%	16,3%	16,3%	16,7%	16,1%	15,4%	16,0%	15,3%	15,6%	15,7%	15,6%
Royaume-Uni	14,4%	14,5%	14,1%	14,5%	13,4%	13,2%	13,1%	14,1%	13,3%	12,9%	13,4%	12,8%	12,3%	12,2%	12,0%	12,0%	11,6%	11,5%	11,8%	12,1%
Italie	9,6%	13,1%	11,9%	12,3%	12,1%	12,1%	12,7%	9,2%	8,7%	12,3%	11,5%	12,5%	12,2%	11,0%	15,7%	11,9%	11,6%	12,0%	11,6%	11,2%
Espagne	8,2%	8,4%	8,9%	8,8%	9,4%	9,6%	9,2%	9,3%	9,7%	8,5%	9,2%	8,3%	8,1%	8,5%	7,5%	8,4%	8,2%	8,3%	8,2%	7,9%
Pays-Bas	6,8%	5,7%	5,9%	5,5%	5,0%	5,0%	4,8%	5,0%	5,0%	4,7%	4,9%	4,7%	4,7%	5,0%	5,1%	5,1%	5,7%	5,2%	5,0%	5,2%
Belgique	4,4%	3,9%	4,2%	4,0%	4,0%	4,1%	4,1%	4,3%	4,1%	4,0%	4,1%	4,1%	3,8%	4,1%	4,1%	4,3%	4,4%	4,2%	4,2%	4,0%
Suède	2,9%	2,7%	3,0%	2,8%	2,6%	2,6%	2,3%	2,6%	2,4%	2,7%	2,8%	2,9%	3,0%	3,0%	2,7%	2,9%	2,9%	2,7%	2,6%	2,7%
Pologne				1,4%	2,3%	2,4%	2,6%	3,2%	2,7%	3,1%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,2%	3,1%	3,2%	3,3%	3,5%	3,7%
Autriche	2,6%	2,3%	2,3%	2,2%	2,1%	2,2%	2,0%	2%	2,2%	2,2%	2,2%	2,3%	2,3%	2,2%	2,1%	2,3%	2,3%	2,4%	2,3%	2,4%
Danemark	2,2%	2,2%	2,1%	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%	2,1%	2,2%	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%	1,8%	1,8%	1,9%	2,1%	2,0%	1,9%	2,0%
Finlande	1,5%	1,5%	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,6%	1,6%	1,4%	1,6%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,5%	1,5%	1,6%	1,5%	1,5%
Grèce	1,7%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	2,5%	2,2%	2,1%	1,9%	1,6%	1,4%	1,4%	1,5%	1,0%	1,3%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
Portugal	1,6%	1,5%	1,5%	1,4%	1,5%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,6%	1,4%	1,4%	1,3%	1,3%	1,2%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%	1,4%
Irlande	1,5%	1,3%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,5%	1,5%	1,3%	1,2%	1,1%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%	1,5%	1,6%	1,7%
République tchèque				0,6%	1,0%	1,0%	1,1%	1,3%	1,2%	1,3%	1,4%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%
Roumanie							1,0%	1,1%	1,2%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%
Hongrie				0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%
Slovaquie				0,2%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Lituanie				0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Bulgarie							0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Slovénie				0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Croatie														0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Luxembourg	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Lettonie							0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Estonie							0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Chypre							0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Malte							0,0%	0%	0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%



### Les mécanismes de compensation

- si existence d'un déséquilibre entre le montant des contributions versées par certains Etats et leur taux de retour sur les politiques européennes → demander une limitation de leur contribution au budget européen = rabais
- Royaume-Uni, Allemagne, Danemark, Suède, Autriche, Pays-Bas

### La compensation en faveur du Royaume-Uni

- Conseil européen de Fontainebleau de juin 1984 : « *tout État membre supportant une charge budgétaire excessive au regard de sa prospérité relative est susceptible de bénéficier, le moment venu, d'une correction* »
- Application immédiate de ce principe au Royaume-Uni → rembourser chaque année les deux tiers de l'écart entre sa contribution due en vertu du système des ressources propres de l'Union européenne et le montant des dépenses européennes en sa faveur
- la charge financière liée à la correction britannique était répartie entre les États membres au *pro rata* de leur part dans le RNB de l'UE. Royaume-Uni était exclu du financement de sa propre correction.



### Historique de la compensation britannique

En 1984, le Royaume-Uni enregistrait le solde net négatif – c'est-à-dire la différence entre les dépenses réparties effectuées par la Communauté sur son territoire et sa contribution au budget communautaire exprimé en pourcentage du RNB – de loin le plus élevé parmi les Etats membres. Aujourd'hui, le Royaume-Uni reste, avant application de la correction, un important contributeur net. Toutefois, son solde net est en constante amélioration, contrairement à d'autres États membres (notamment Allemagne, Pays-Bas, Suède) pour lesquels ce solde se dégrade. La France présente un solde net négatif, même si moins dégradé, en pourcentage du RNB, que les six États mentionnés-ci-dessus, mais ne bénéficie pour sa part d'aucun rabais, comme la Finlande et l'Italie.

Le solde net britannique soulevait une difficulté en 1984 en raison du niveau de richesse relative du Royaume-Uni, nettement inférieur à la moyenne de l'Union. Or, en 2017, ce niveau est supérieur à la moyenne de l'Union avec un PIB par habitant mesuré en parité de pouvoir d'achat de **105** pour le Royaume-Uni (moyenne UE à 28 égale à **100** en 2017), contre **104** pour la France et **123** pour l'Allemagne<sup>29</sup>. Sa contribution au budget de l'UE n'apparaît donc plus comme excessive au regard de sa richesse relative.

Le niveau élevé de la contribution britannique en 1984 résultait, pour une large part, d'une assiette TVA supérieure en pourcentage du RNB aux autres pays, à l'époque où la ressource TVA constituait la première source de financement de l'Union européenne. La montée en puissance de la ressource RNB (actuellement  $\frac{1}{3}$  du financement de l'Union européenne) au détriment de la ressource TVA a permis au Royaume-Uni de diminuer sa clef de contribution au budget européen. L'assiette TVA du Royaume-Uni représentait, en 2017, **20 %** de l'assiette européenne (contre **18,4 %** pour la France) alors que son RNB représentait **15,4 %** du RNB de l'Union (contre **15,3 %** pour la France)<sup>30</sup>.

Enfin, en 1984, l'essentiel du solde net négatif avait pour origine la politique agricole commune, qui représentait **70 %** des dépenses opérationnelles réparties. Le Royaume-Uni bénéficiait peu de cette politique et en contestait fortement la philosophie.

[https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance\\_publicque/files/files/documents/jaunes-2019/Jaune2019\\_relations\\_financieres\\_UE.pdf](https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publicque/files/files/documents/jaunes-2019/Jaune2019_relations_financieres_UE.pdf)



Autres compensations (DRP 2007-2013 et 2014-2020 mais simplification dans la  
DRP 2021-2027)

- **corrections dans le financement du rabais britannique :**
  - depuis 1985, la contribution de l'Allemagne au financement de la correction britannique : limitée aux 2/3 de sa quote-part. Depuis 2002, elle est limitée à  $\frac{1}{4}$  du montant du chèque
  - Extension de cette réduction aux Pays-Bas, à l'Autriche et à la Suède.
  - Ces 4 États estimaient leur contribution au budget de l'UE excessive
  
- **taux d'appel réduits de TVA**
  - taux d'appel normal de la ressource TVA = **0,30 %**.
  - période 2007-2013, certains États membres bénéficiaient d'un taux d'appel réduit = **0,225 %** pour l'Autriche, à **0,15 %** pour l'Allemagne et à **0,10 %** pour les Pays-Bas et la Suède.
  - 2014-2020, seuls l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède conservaient un taux d'appel réduit uniforme de **0,15 %**.



- **versement de montants forfaitaires (euros de 2011)**
  - 2007-2013, Pays-Bas + Suède : réduction forfaitaire de leurs versements annuels au titre de la ressource RNB (respectivement de 605 et 150 M€ en prix constants de 2004)
  - 2014-2020, Pays-Bas + Suède : réductions respectivement de 695 M€ et 185 M€ par an.
  - Deux autres États ont également obtenu une réduction de leur versement au titre de la ressource RNB : le Danemark (130 M€) et l'Autriche, en compensation de la suppression de son taux d'appel réduit de TVA pour une durée de trois ans seulement (30 M€ en 2014, 20 M€ en 2015 et 10 M€ 2016).
  - Ces sommes forfaitaires sont financées par l'ensemble des États membres, y compris les États bénéficiaires



**- Le taux de retenue des RPT**

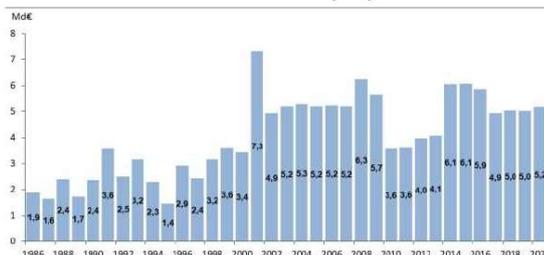
- ressources propres (DRP) 2000-2006 : augmentation du taux de ressources propres traditionnelles (RPT) retenues par les États membres au titre des frais de perception de **10 % à 25 %**.
- un taux élevé bénéficie aux grands États importateurs (Belgique ou Pays-Bas) ≈ compensation indirecte
- Mais pénalise les États dont la part dans le RNB de l'Union est importante car la diminution des RPT versées au budget de l'Union consécutive à la hausse du taux de retenue conduit à une augmentation du besoin de financement résiduel via la contribution RNB.
- **DRP 2014-2020** : diminution du taux de retenue sur les RPT de **25 % à 20 %**, ce qui réduisait la compensation indirecte dont bénéficiaient les grands États importateurs et, toutes choses égales par ailleurs, la ressource d'équilibre versée par les États membres.
- Le taux de retenue sur les RPT est de nouveau fixé à 25% par la nouvelle **DRP**.



**Tableau comparatif des rabais accordés selon la DRP 2014-2020 et la DRP 2021-2027**

	DRP 2014-2020	DRP 2021-2027
Correction britannique et "rabais sur le rabais"	Version négociée pour 2000-2006 inchangée	Départ du Royaume-Uni : disparition du mécanisme
Rabais forfaitaires sur le RNB (en M€ 2011 pour la DRP 2014, en M€ 2020 pour la DRP 2021)	Pays-Bas et Suède gardent leurs rabais Pays-Bas : 695 M€ Suède : 185 M€ 2 autres États membres obtiennent un rabais : Autriche : 30 M€ en 2014, 20 M€ en 2015, 10 M€ en 2016 Danemark : 130 M€	Simplification/fusion des mécanismes : Pays-Bas : 1 621 M€ Suède : 1 069 M€ Allemagne : 3 071 M€ Autriche : 565 M€ Danemark : 377 M€
Taux d'appel réduits de TVA	0,15 % au lieu de 0,30 % pour l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède	disparition du mécanisme
Taux de retenue des RPT	20%	25%
Correction sur la ressource plastique	-	réduction de 3,8 kg non recyclés par habitant pour les États membres en convergence

**Montant de la correction britannique depuis 1986**



Source : Commission européenne. Jusqu'en 2019 : rapports financiers. 2020 : budget y compris BR n°9/2020.



#### 4. Notion de solde net

- Définition = différence entre ce qu'un État membre verse au budget européen au titre des ressources propres et ce qu'il reçoit grâce aux dépenses de l'Union européenne effectuées sur son territoire (retour par pays)
- Limites :
  - impossibilité de répartir certaines dépenses entre États membres (ex : dépenses politique extérieure de l'Union européenne);
  - existence de gains économiques plus difficilement mesurables (externalités positives notamment) : gains liés à l'appartenance à un marché unique ou ceux résultant, pour un État membre, de l'utilisation de fonds européens dans un autre État membre.
- plusieurs méthodes d'estimation pour estimer ces retours et soldes nets : méthode dite de la correction britannique, etc.
- utilisée par les États membres comme l'un des paramètres des négociations budgétaires européennes et peut constituer un indicateur utile pour les arbitrages budgétaires nationaux
- calcul du solde net retrace ainsi les flux financiers entre un État membre et l'Union européenne.

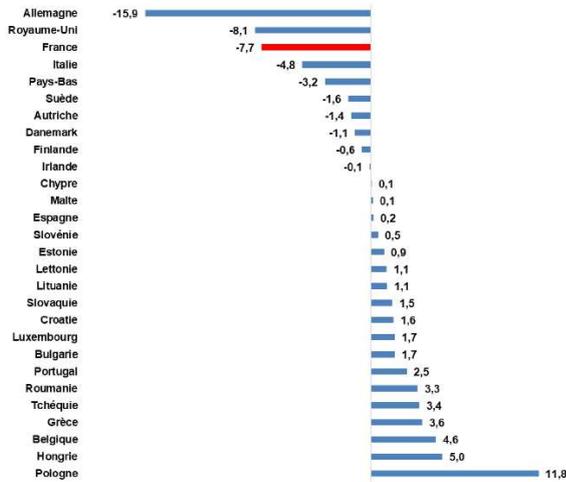


Trois méthodes de calcul sont traditionnellement retenues :

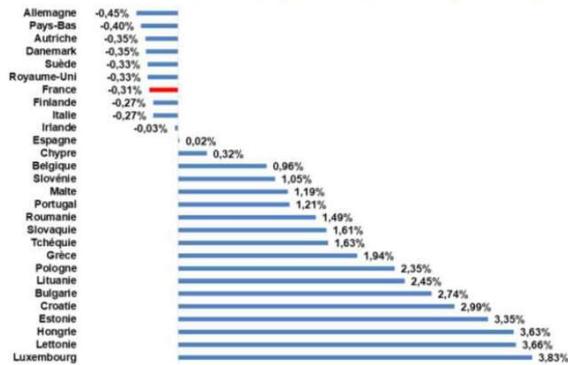
1. **méthode dite comptable** : le solde net est calculé par simple différence entre la contribution d'un État membre au budget de l'Union européenne au titre de l'ensemble des ressources propres, y compris les ressources propres traditionnelles (nettes des frais de perception) et le montant des dépenses européennes effectuées dans cet État membre, y compris les dépenses administratives
2. **méthode dite de la correction britannique** : le solde net est calculé sans tenir compte du montant des ressources propres traditionnelles versées au budget européen, qui sont des recettes de l'Union. Une contribution théorique est calculée à partir du montant des dépenses réparties (dont dépenses administratives). Cette méthode paraît la plus cohérente d'un point de vue économique
3. **méthode dite de la Commission** : le solde net dit « opérationnel » est calculé à partir de la formule utilisée pour la détermination de la correction britannique (différence entre la contribution nette hors RPT et les dépenses réparties pour chaque État membre), mais en excluant les dépenses administratives, ce qui a pour effet de rendre contributeurs nets le Luxembourg et la Belgique, qui bénéficient fortement de l'implantation des institutions européennes sur leur territoire. C'est cette méthode qui a été utilisée lors des négociations du cadre financier pluriannuel 2014-2020



Les soldes nets en 2019, selon la définition de la correction britannique (en Md€)



Les soldes nets en 2019, selon la définition de la correction britannique (en % du RNB)



Source : Commission européenne, rapport financier 2019.

principaux bénéficiaires nets en 2019

- en volume et en pourcentage du RNB sont les États d'Europe centrale et orientale (Pologne, Hongrie, Roumanie) mais aussi la Grèce, le Portugal et la Belgique, du fait de la comptabilisation des dépenses administratives



# Combien l'Europe coûte-t-elle à la Belgique?

## LE RÉSUMÉ

On peut déduire l'ordre qui se fait dans le budget de l'Union. En Belgique, on est septième en tant que contributeur net au budget de l'Union. En Belgique, on est septième en tant que contributeur net au budget de l'Union.



À condition de ne pas tenir compte des dépenses d'investissement que l'UE fait en Belgique.

Cette logique comptable n'a pas de sens tant la Belgique économique a bien retenu ce qu'elle ne reçoit pas.

Le coût-avantage de l'union en Belgique. La Belgique est un contributeur net au budget de l'UE.

On peut déduire l'ordre qui se fait dans le budget de l'Union. En Belgique, on est septième en tant que contributeur net au budget de l'Union.



FREDERIC ROHART

Quand on a un mauvais dans la file, on voit tout. Les problèmes sont les mêmes. Les problèmes sont les mêmes. Les problèmes sont les mêmes.

Les bénéfices économiques de l'adhésion sont évidents mais incalculables.



5 milliards d'euros de dépenses d'investissement de l'UE en Belgique.

Manche bruxelloise. Avant dit cela, on doit revenir sur l'impact de la Belgique sur le budget de l'Union.

Pas si net que ça. Si on se concentre sur les dépenses administratives de l'Union dans les institutions bruxelloises, on y revient.



Le fait de lire est directement versé aux États de fonctionnement des institutions de l'Union à Bruxelles.

Retour sur investissement. Si on regarde vers la Belgique, ce n'est évidemment pas suite à une

refusé par exemple de 2 millions d'euros de financement européen. Le reste se répartit entre les grands politiques de l'Union, aides aux agriculteurs et aides régionales. L'Union finance aussi des projets de transport et d'énergie renouvelable, comme la construction en train de Bruxelles-Nord, ou des grands coups de police judiciaire, comme quand le fonds d'urgence à la mondialisation a versé 4 millions d'euros à la commission pour traquer les voleurs de voitures de luxe à Bruxelles. Sans parler du programme phare Erasmus, qui met une vingtaine de milliards de belgas par an sur le terrain de la mobilité et d'admission de nouveaux étudiants de l'étranger. C'est de bon sens. On ne peut pas conclure en chassant des chiffres sans tenir compte de la réalité de l'opération pour la Belgique. L'Union peut être une catastrophe pour une Belgique comme quand un grand belga du dossier remporte un contrat de 30 millions d'euros collectés par l'Europe pour l'achat d'un chariot en Espagne. Il faut aussi que la Belgique soit au marché commun pour à 20% des exportations du pays de vendre sans entrave sur le reste de l'Union - et que les entreprises belges bénéficient du passage de réglementation de la Commission et de son efficacité.

Manche bruxelloise. Avant dit cela, on doit revenir sur l'impact de la Belgique sur le budget de l'Union. Il faut aussi que la Belgique soit au marché commun pour à 20% des exportations du pays de vendre sans entrave sur le reste de l'Union - et que les entreprises belges bénéficient du passage de réglementation de la Commission et de son efficacité.

obscure négociation. L'ensemble de ce montant est composé d'investissements de l'Union dans la recherche et développement, et dépend de la capacité des chercheurs et entrepreneurs belges à attirer les financements pour leurs projets. Les Belges sont plutôt bons à cet exercice. Abandonner momentanément un programme de recherche de l'Union - à la faveur de quelque entrepreneur étranger - n'est pas une catastrophe. L'Union a investi 121 millions d'euros en Belgique, ce n'est évidemment pas suite à une

## 5. Brexit et négociations budgétaires

- Royaume-Uni : est des principaux contributeurs au budget de l'UE
- 2019 : RU = le troisième contributeur au budget de l'Union en valeur, derrière l'Allemagne et la France et juste devant l'Italie
- contribution (y compris ressources propres traditionnelles et rabais britannique) = de 17,1 Md€.
- Royaume-Uni = septième rang des bénéficiaires en volume des politiques de l'Union avec des retours estimés à 7,6 Md€ en 2019.
- déficit net comptable = 9,5 Md€ en 2019
- deuxième contributeur net au budget
- accord de retrait entré en vigueur le 31 janvier 2020 : Royaume-Uni participe après 2020 au budget de l'Union au titre de ses engagements passés (part des restes-à-liquider, aux retraites, etc.)



## 6 Accord des chefs d'Etat et de gouvernement sur le budget européen

- Conseil européen 17-21 juillet 2020
- modification profonde du budget européen
- toujours en cours de discussions
- CFP pour la période 2021-2027 =
  - 2 018 Md€ (euros courants) de crédits d'engagement (soit 1,8 % du RNB des 27) contre 1 064 Md€ pour la période 2014-2020 (27 hors Royaume-Uni)
  - répartition des 2 018 Md€ :
    - « CFP traditionnel » : 1 211 Md€ ( ressources propres ne peuvent excéder 1,40 % du RNB y compris la nouvelle ressource sur les plastiques)
    - fonds de relance de 807 (750 Md€ de 2018 indexés) = Next Generation EU (NGEU)
  - CFP traditionnel :
    - diminution des crédits affectés à la PAC, augmentation des crédits affectés à la sécurité, aux migrations et à la croissance et l'innovation
    - objectif du nouveau CFP + NGEU : consacrer 30% du CFP à la lutte contre le réchauffement climatique

<https://www.fipeco.fr/fiche/Le-budget-europ%C3%A9en>

203

- les dirigeants européens se sont également mis d'accord sur trois instruments spéciaux thématiques destinés à fournir des moyens financiers supplémentaires pour faire face à des événements imprévus donnés:
  - une réserve d'ajustement au Brexit, pour aider les États membres et les secteurs économiques les plus durement touchés par le Brexit (5 milliards d'EUR) ;
  - le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, pour venir en aide aux travailleurs ayant perdu leur emploi dans le cadre de restructurations liées à la mondialisation (1,3 milliard d'EUR) ;
  - une réserve de solidarité et d'aide d'urgence, pour répondre à des situations d'urgence résultant de catastrophes majeures survenues dans des États membres (1,2 milliard d'EUR).
- 27 juillet 2020 : Commission européenne a proposé un projet de budget pour 2021 (<https://eur-lex.europa.eu/budget/www/index-fr.htm>)
- 29 septembre 2020, Conseil a adopté sa lecture du projet de budget (<https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/public-register-search/results/?AllLanguagesSearch=False&OnlyPublicDocuments=False&DocumentNumber=11072%2F20&DocumentLanguage=FR>)
- <https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/public-register-search/results/?AllLanguagesSearch=False&OnlyPublicDocuments=False&DocumentNumber=11072%2F20&DocumentLanguage=FR>

204

CFP 2021-2027 et plan de relance issus de l'accord du 21 juillet 2020

En Mécourants	CFP 2014-2020 (UE27)	Total 2021-2027	dont CFP 2021-2027	dont Next Generation EU
1. Marché unique, innovation et digital	114 511	160 998	149 512	11 486
2. Cohésion, résilience et valeurs	386 065	1 203 193	426 694	776 499
3. Ressources naturelles et environnement	391 836	420 063	400 996	19 067
4. Migration et gestion des frontières	3 607	25 699	25 699	-
5. Sécurité et défense	4 080	14 922	14 922	-
6. Voisinage et le monde	94 365	110 597	110 597	-
7. Administration publique européenne	69 584	82 474	82 474	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 064 049</b>	<b>2 017 946</b>	<b>1 210 894</b>	<b>807 052</b>

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

<https://www.fipeco.fr/fiche/Le-budget-europ%C3%A9en>

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2021

RELATIONS FINANCIÈRES  
AVEC L'UNION EUROPÉENNE

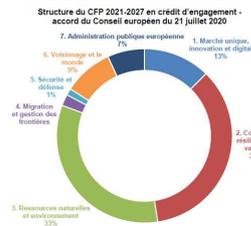


Le CFP 2021-2027

L'accord final adopté par les chefs d'États et de gouvernements le 21 juillet 2020 prévoit un plafond en crédits d'engagement (CE) de 1 074 Md€<sub>2018</sub>, soit 1 210 Md€<sub>courants</sub>, et en crédits de paiement (CP) de 1 061 Md€<sub>2018</sub>, soit 1 195 Md€<sub>courants</sub>.

L'accord du Conseil européen porte sur des plafonds en euros constants 2018, la conversion en euros courants étant effectuée chaque année en appliquant un déflateur forfaitaire de 2 % par an, même dans les cas où l'inflation réellement observée est inférieure.

En Mécourants	CFP 2021-2027	En M€2018	CFP 2021-2027
1. Marché unique, innovation et digital	149 512	132 781	
2. Cohésion, résilience et valeurs	428 694	377 768	
3. Ressources naturelles et environnement	400 996	356 374	
4. Migration et gestion des frontières	25 699	22 671	
5. Sécurité et défense	14 922	13 185	
6. Voisinage et le monde	110 597	98 419	
7. Administration publique européenne	82 474	73 102	
<b>TOTAL</b>	<b>1 210 894</b>	<b>1 074 300</b>	



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2021

RELATIONS FINANCIÈRES  
AVEC L'UNION EUROPÉENNE



Comparaison de l'accord du Conseil européen du 21 juillet 2020 au CFP 2014-2020 en crédits d'engagement

En Mécourants	CFP 2014-2020 (UE27)	CFP 2021-2027	Ecart (%)
<b>1. Marché unique, innovation et digital</b>	114 511	149 512	31%
1. Recherche et innovation	69 576	93 140	34%
2. Investissements stratégiques européens	31 301	32 978	5%
3. Marché unique	4 989	6 604	32%
4. Espace	11 286	15 152	34%
Marge	- 2 642	1 639	
<b>2. Cohésion, résilience et valeurs</b>	386 065	426 694	11%
5. Développement et cohésion à l'échelle régionale	269 073	274 267	2%
6. Relance et résilience	5 975	20 832	249%
7. Capital humain, cohésion sociale et valeurs	112 509	130 170	16%
Marge	- 1 492	1 425	
<b>3. Ressources naturelles et environnement</b>	391 836	400 996	2%
8. Politique agricole et maritime	387 812	385 766	-1%
9. Environnement et action pour le climat	3 453	14 482	319%
Marge	- 571	748	
<b>4. Migration et gestion des frontières</b>	3 607	25 699	612%
10. Migration	7 460	11 105	49%
11. Gestion des frontières	5 579	13 799	147%
Marge	- 9 431	795	
<b>5. Sécurité et défense</b>	4 080	14 922	266%
12. Sécurité	3 490	4 597	32%
13. Défense	590	9 644	1535%
Marge	-	681	
<b>6. Voisinage et le monde</b>	94 365	110 597	17%
14. Action extérieure	85 408	95 182	11%
15. Aide de présadhésion	12 955	14 162	9%
Marge	- 3 998	1 233	
<b>7. Administration publique européenne</b>	69 584	82 474	19%
Ecoles européennes et pensions	13 802	19 481	41%
Dépenses administratives des institutions	55 782	62 993	13%
<b>TOTAL</b>	<b>1 064 049</b>	<b>1 210 894</b>	<b>14%</b>

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'UNION EUROPÉENNE

2021



## 7. Next Generation EU

- Montant = 807 milliards en euros courants (750 milliards en € 2018)
- Répartition : 48% en prêts (360 Mds) et 52% en subventions (390 Mds)
- Répartition entre les 3 premières rubriques du CFP (programmes traditionnels) + un nouveau programme « Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) doté de 724 milliards et inclus dans la rubrique « cohésion, résilience et valeurs ».
- FRR
  - Objectif : cofinancer une partie des dépenses engagées par les États entre le 1<sup>er</sup> février 2020 et le 31 décembre 2023 **pour financer des investissements et des réformes structurelles en réponse à la crise liée à la COVID-19.**
  - Subventions : enveloppe pré-allouée par Etat
    - pour 70 % seront engagées en 2021 et 2022 et réparties en fonction de la population, du RNB par habitant et du taux de chômage des pays membres avant la crise.
    - pour les 30 % restant seront répartis en 2023 en fonction de l'impact de la crise sur chaque pays.

Voir <https://www.touteurope.eu/actualite/plan-de-relance-europeen-comment-les-subventions-seront-elles-reparties-entre-etats-membres.html>



Détail des montants du plan de relance *Next Generation EU*

En M€ courants	Next Generation EU
Horizon Europe	5 412
Fonds InvestEU	6 074
REACT-EU	50 619
Facilité pour la relance et la résilience (FRR)	723 824
Mécanisme de protection civile de l'Union (RescEU)	2 056
Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)	8 199
Fonds de transition juste (FTJ)	10 868
<b>TOTAL</b>	<b>807 052</b>

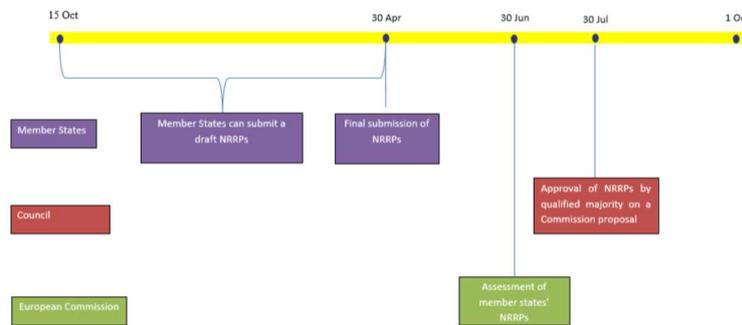
- **Facilité pour la reprise et la résilience : plans nationaux (croissance, emploi, écologie, numérique)**
- REACT-EU : mesures de maintien et création d'emplois, système de santé, etc.
- Horizon Europe: Recherche et innovation sans la santé, résilience, transition écologique et numérique
- InvestEU : déficit d'investissements.
- Développement rural : petites exploitation, jeune, bio.
- Fonds pour une transition juste : reconversion des zones carbonées
- RescEU: matériel médical



- Les mesures que les Etats voudront faire financer par la FRR devront être présentées à la Commission européenne dans le cadre d'un « plan national de relance et de résilience » (PNRR) qui devra satisfaire les recommandations adressées au pays dans le cadre du semestre européen de 2019 et 2020.
- Le PNRR doit être déposé formellement entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril 2021 → examen par la Commission dans les deux mois → approbation par le Conseil mais approbation finale est conditionnée à la mise en œuvre de nouvelle décision sur les ressources propres (date entrée en vigueur dépend de la ratification par les parlements nationaux des 27)
- Le respect des principes de l'état de droit sera également nécessaire pour en bénéficier (comme d'autres aides).
- Une fois ce plan national approuvé, les prêts et subventions seront versés entre 2021 et 2026 au fur et à mesure de l'atteinte des cibles et étapes clés prévues dans le plan.
- Belgique : estimation de 5,1 milliards (euros constants) en subventions



**Figure 2: Submission and assessment of national recovery and resilience plans**



Source: Author's representation based on the Commission's proposal for establishing a Recovery and Resilience Facility and on the Conclusions of the European Council, 21 July 2020

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/651377/IPOL\\_IDA\(2020\)651377\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/651377/IPOL_IDA(2020)651377_EN.pdf)



**Recovery and Resilience Facility**  
National allocations

BE	4,821
BG	6,131
CZ	4,678
DK	1,723
DE	21,545
EE	1,004
IE	1,209
EL	17,874
ES	61,618
FR	32,167
HR	6,125
IT	63,380
CY	1,082
LV	2,170
LT	2,766
LU	101
HU	6,136
MT	226
NL	5,197
AT	2,950
PL	26,808
PT	12,905
RO	13,505
SI	1,693
SK	6,140
FI	2,196
SE	3,849
<b>TOTAL</b>	<b>310,000</b>

**Just Transition Fund**  
National allocations

BE	285
BG	2,020
CZ	2,560
DK	139
DE	3,864
EE	552
IE	132
EL	1,294
ES	1,355
FR	1,606
HR	290
IT	1,606
CY	158
LV	299
LT	426
LU	14
HU	407
MT	36
NL	972
AT	212
PL	6,000
PT	349
RO	3,337
SI	403
SK	716
FI	726
SE	243
<b>TOTAL</b>	<b>30,000</b>

All amounts in EUR million, 2018 prices



© European Union, 2020  
Reuse of this document is allowed, provided appropriate credit is given and any changes are indicated (Creative Commons Attribution 4.0 International license).  
For any use or reproduction of elements that are not owned by the EU, permission may need to be sought directly from the respective right holders.  
All images © European Union, unless otherwise stated. Icons © FlatIcon - all rights reserved.

Le gouvernement De Croo accélère le tempo pour maximiser les chances de la Belgique de profiter pleinement des subsides accordés par l'Union européenne afin de redresser l'économie à l'échelle continentale. Un cadre et un agenda viennent d'être validés au niveau fédéral.

### La Belgique fixe un cadre pour son plan de relance

MATHEU COLLEYN

Il était temps que la Belgique accorde le statut de plan de relance à son projet de plan de relance. Le gouvernement De Croo a ainsi validé le cadre de son plan de relance. Le plan de relance de la Belgique est désormais officiellement inscrit dans le cadre de l'Union européenne. Le plan de relance de la Belgique est désormais officiellement inscrit dans le cadre de l'Union européenne. Le plan de relance de la Belgique est désormais officiellement inscrit dans le cadre de l'Union européenne.

en concertation avec la Commission européenne, l'Union européenne (UE) a approuvé le plan de relance de la Belgique. Le plan de relance de la Belgique est désormais officiellement inscrit dans le cadre de l'Union européenne. Le plan de relance de la Belgique est désormais officiellement inscrit dans le cadre de l'Union européenne.



Quelle et Europe ont frappé fort

État	Date	Montants	Volume
		en milliards €	C.F.P. en % de PIB 2019
Allemagne	4 juillet 2020	1300	1,1
France	3 septembre	300	0,4
Italie	16 septembre	200	0,3
Espagne	7 octobre	100	0,2
Portugal	18 octobre	50	0,1
Tchéquie	18 octobre	50	0,1



### Financement Next Generation EU

- financé par des emprunts émis par l'UE
- remboursement entre 2028 et 2058 (avant 2008 si le montant des intérêts s'avère moins élevé sur le CFP ou si nouvelles ressources propres)
- remboursement : garanti par la capacité de l'UE d'augmenter chaque année ses ressources propres à hauteur de 0,6 point de RNB grâce à un relèvement de leur plafond annuel jusqu'à 2058.
- Cette « marge » de hausse des ressources propres devrait permettre d'obtenir des taux favorables sur les marchés financiers.
- Le plafond des ressources propres sera également relevé de 0,2 point sur la période 2021-2027 pour financer le CFP traditionnel.
- Au total, le plafond des ressources propres sera porté de 1,2 % du RNB pour les années 2014-2020 à 2,0 % du RNB de 2021 à 2027.
- relèvement du plafond des ressources propres nécessite l'autorisation de tous les Etats membres
- analyse de la possibilité de nouvelles ressources propres (taxe carbone aux frontières...) mais leur création présente d'importantes difficultés techniques et politiques.



### Remarque sur la capacité d'emprunt de l'UE

- jusqu'à présent, l'Union européenne : emprunter uniquement des montants limités et pour accorder des prêts (par exemple à l'Irlande et au Portugal en 2010) et non des subventions.
- Seules des institutions communautaires distinctes de l'Union et créées par des traités, comme la BEI et le MES, avaient la possibilité d'emprunter pour prêter des montants importants et, en tout état de cause, pas pour accorder des subventions.



### Le débat sur les nouvelles ressources propres

- **« ressource plastique » à partir de 2021 :**
  - basée sur les emballages plastiques non recyclés
  - calculée en appliquant un taux d'appel uniforme (0,80 € / kg de plastique non recyclé) à la mesure harmonisée (en kg) des emballages plastiques non recyclés par État membre.
- **nouvelles ressources propres** (compromis final du 21 juillet 2020) pour le remboursement du capital et intérêts des emprunts émis pour financer des subventions aux États membres :
  - mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE
  - taxe sur le secteur du numérique,
  - ces deux nouvelles taxes : proposition de la Commission au cours du premier semestre 2021 (introduction « au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ») ;
  - affectation au budget de l'UE du produit de la vente aux enchères des quotas d'émissions de gaz carbonique (pour l'instant affecté nationalement) + extension de ce système aux secteurs du transport aérien et maritime (calendrier ?)
  - autres ressources propres : taxe sur les transactions financières, sont mentionnées comme piste de travail « durant le CFP ».



### Remarque sur les nouvelles ressources propres

- « taxe carbone aux frontières », taxe sur le secteur du numérique (taxe gafa : <https://www.touteurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-la-taxe-gafa.html>) et taxe sur les transactions financières : problèmes techniques très difficiles + risque de représailles commerciales de la part des pays non européens + adoption à l'unanimité par les Etats membres



- ⇒ risque de ne pas être mise en œuvre ?  
financement du remboursement des emprunts émis dans le cadre de Next Generation EU ?

A défaut, la contribution des Etats membres calculée sur la base du RNB sera majorée de 2028 à 2058

Voir notamment <https://www.touteurope.eu/actualite/budget-europeen-quelles-ressources-propres-pour-l-union-europeenne.html>



### Mécanisme de compensation

Nouvelle DRP : simplification du système des compensations pour la période 2021-2027 tout en ne revenant pas sur le principe d'attribution de corrections.

- **corrections dans le financement du chèque britannique** : DRP 2021-2027 supprime formellement les « rabais sur le rabais » mais leur montant de 2020 a servi de référence au cours de la négociation du cadre financier pluriannuel 2021-2027 pour le calcul des réductions forfaitaires dont bénéficient les quatre États membres : Allemagne, Pays-Bas, Autriche et Suède
- **Les taux d'appel réduits de TVA** : DRP 2021-2027 supprime formellement ces « rabais TVA », mais leur montant de 2020 a servi de référence au cours de la négociation du cadre financier pluriannuel pour le calcul des réductions forfaitaires dont bénéficieront les trois États membres : Allemagne, Pays-Bas et Suède



- **montants forfaitaires :**
  - nouvelle DRP prévoit la définition de réductions forfaitaires pour cinq États membres pour la période allant de 2021 à 2027: Allemagne (3 671 M€2020), Autriche (565 M€2020), Danemark (377 M€2020), Pays-Bas (1 921 M€2020) et Suède (1 069 M€2020).
  - Ces corrections ont été définies par la « fusion » des trois dispositifs précédents (« rabais sur le rabais », taux d'appel réduits de TVA et montants forfaitaires au niveau de 2020, dont le montant a ensuite été relevé au cours des négociations.
  - Ces sommes forfaitaires sont financées par l'ensemble des États membres, y compris les États bénéficiaires (y compris le Royaume-Uni au titre du paiement de sa part du RAL pré-2021, car elles étaient octroyées après calcul de la correction britannique et n'avaient donc aucune incidence sur le montant de cette dernière).
  
- **taux de retenue des RPT :** nouvelle DPR fixe le taux de retenue sur les RPT de nouveau à 25%

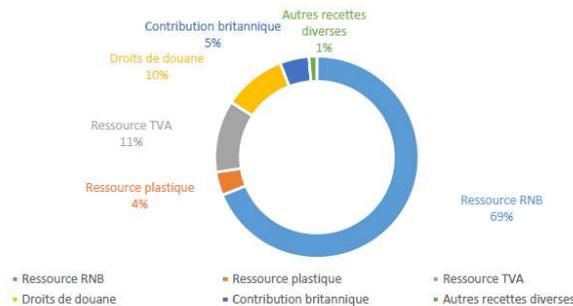


- **réductions sur la ressource plastique :**
  - réduction correspondant à 3,8 kg d'emballages plastiques non recyclés par habitant à l'ensemble des États membres dont le RNB/habitant est inférieur à la moyenne de l'Union
  - réductions brutes annuelles, exprimées en prix courants : Bulgarie (22 M€), République Tchèque (32 M€), Estonie (4 M€), Grèce (33 M€), Espagne (142 M€), Croatie (13 M€), Italie (184,0480 M€), Chypre (3 M€), Lettonie (6 M€), Lituanie (9 M€), Hongrie (30 M€), Malte (1 M€), Pologne (117 M€), Portugal (31 M€), Roumanie (60 M€), Slovénie (6 M€) et Slovaquie (17 M€)
  - ces sommes forfaitaires sont financées par l'ensemble des États membres, y compris les États bénéficiaires à travers le relèvement à concurrence du taux d'appel de la ressource RNB, ressource d'équilibre du budget de l'Union.



Projet de budget 2021 (sur la base des montants arrêtés à l'issue du Conseil européen des 17-21 juillet 2020) : ressource RNB devrait représenter plus des deux tiers (69 %) des ressources du budget de l'Union, très largement devant la ressource TVA (11%) et les ressources propres traditionnelles (10 %), les recettes diverses étant non négligeables du fait de la contribution britannique au titre de ses engagements passés.

Répartition des ressources de l'Union selon le projet de budget 2021 en tenant compte de l'accord du 21 juillet



Source : Commission, projet de budget 2021 retravaillé techniquement par la présidence allemande et le Secrétariat général du Conseil en tenant compte des conclusions de l'accord du 21 juillet.

## La course d'obstacles du budget européen et du plan de relance franchit une étape décisive

Union européenne Le Parlement et le Conseil ont trouvé un accord politique

**T**out va bien : l'équipe de négociateurs du Parlement européen et la présidence allemande du Conseil de l'UE ont trouvé mardi un accord politique sur le budget européen 2021-2027. Le compromis, qui devra être formellement validé par les deux institutions, a été conclu sans le jour ou presque. La Commission européenne avait averti que le 13 novembre était la date limite à laquelle elle devait présenter un projet de budget pour 2021 - le premier de cycle - pour que celui-ci puisse être mis en œuvre dès le 1<sup>er</sup> janvier. En six semaines et douze rounds, la négociation entre le Parlement et le Conseil a été agitée et marquée par de vives tensions. Président de la commission des Budgets du Parlement, le néo-élus Jochen Van Oortveld (NVA, Conservateurs) et référents européens, a affirmé mardi, en conférence de presse, que l'équipe dont il était le chef a dû "négo-cier" et "se battre" pour obtenir que les exigences du Parlement soient prises en compte. L'immense difficulté pour le Parlement européen est, dans cette négociation, qu'il arrive "après la bataille", c'est-à-dire après que les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres ont fixé le montant global du budget 2021-2027 à 1 074,5 milliards d'euros, lors de l'interminable sommet de juillet dernier. Certains députés européens peinent à l'accepter, ou le rejettent, mais pas le modifier, si ce n'est à la marge. L'exercice était d'autant plus complexe que le dossier budgétaire est étroitement lié au plan de relance de 750 milliards qui doit revigorer l'économie européenne ébranlée par l'épidémie de Covid-19. Au final l'équipe du Parlement peut se déclarer satisfaite du résultat des discussions, tandis que

l'ambassadeur allemand auprès de l'UE, Michael Claus, loue un accord "qualitatif".

16 milliards supplémentaires pour deux programmes phares. Le Parlement réclamait un supplément de 39 milliards d'euros pour quinze programmes "phares" du budget européen. Le Conseil avait fixé la barre de l'augmentation maximale à 10 milliards avant de la ramener à 16 milliards, dont 13 seront affectés à deux programmes européens. Sévèrement taillé par les Vingt-sept en juillet, le programme santé et l'Health est ainsi triplé, et les 2,2 milliards de "bons attributs à Erasmus" représentent l'équivalent du financement d'une année du programme d'échange d'étudiants. Le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 passe de 80,9 à 84,9 milliards. Puisque l'enveloppe globale n'augmente pas, les deux parties se sont montrées créatives pour trouver les 16 milliards. La principale partie de l'argent provient des anciennes industries par la Commission aux entreprises. Habituellement redistribués aux Etats membres, les restes dans le budget - qui bénéficient si l'on se base sur les années précédentes, de 2 à 2,5 milliards d'euros par an - les deux autres milliards seront le fruit de la "flexibilité budgétaire", la réaffectation de budgets et les marges non utilisées. En revanche, le Conseil a refusé d'accepter l'engagement du Parlement, qui voulait sortir du plafond des dépenses du budget 2,9 milliards d'euros destinés au remboursement du plan de relance financé par des emprunts européens, à partir de 2027. Les députés insistent, non sans raison, que dans ces conditions, il faudrait soit augmenter la contribution financière des Etats membres, soit compter dans les programmes européens pour assurer le remboursement. Ils se sont entendus cependant que les Etats membres que leur requête obligerait les Vingt-sept



L'équipe de négociateurs du Parlement : de g à d, le Polonais Jan Olszycki, la Française Valérie Hoyer et l'Allemande Jochen Van Oortveld.

à renouer l'accord de juillet, conclu au bout de quatre jours et quatre nuits. Cette voie était sans issue. Mais il existait une autre piste, empruntée par les deux institutions : la création de nouvelles ressources propres pour le budget.

Un calendrier de nouvelles ressources propres

Le Parlement glisse de très longue date pour que le budget européen soit doté de nouvelles ressources propres pour le rendre moins dépendant des contributions des Etats membres. Basées sur le revenu national brut, qui l'alimentent à plus de 70%. "C'est un budget" a longuement dit la réponse du Conseil. L'obligation de rembourser le plan de relance change cependant la donne. "La relance ne doit pas être payée par les citoyens mais par ceux qui ne paient pas pour émettre les billets américains, les institutions financières qui polluent", a défendu la députée française Valérie Hoyer (Rassemblement européen). Le Parlement et le Conseil se sont mis d'accord sur une feuille de route sur l'introduction de nouvelles recettes. À la contribution basée sur le plastique non recyclé (benefices estimés : 6 milliards

**30%** du plan de relance consacré au climat. Le Parlement et le Conseil se sont mis d'accord pour que 30% des fonds de relance soit consacré au climat et 10% de 2026, à la biodiversité.



Portugais Margarida Marques, le chaiman belge Johan Van Oortveldt, le Portugais José Manuel

d'euros par an, mais destinée à s'éteindre, introduite dès 2021, s'ajoutait une ressource basée sur le système d'échange de quotas d'émission jusqu'à 10 milliards par an, dès 2023. Elle serait éventuellement levée à une taxe carbone aux frontières de 5,2 à 14 milliards. La taxe numérique (1,3 milliard par an) pourrait voir le jour la même année. Suivrait en 2024 une proposition pour une ressource basée sur la taxe sur les transactions financières (les gros morceaux : 57 milliards par an, selon l'extradéputé français Pierre Larroque, qui mise une gousse de la main pour une mise en œuvre immédiate de la TTF). Enfin, l'accord évoque une ressource basée sur une contribution financière des entreprises ou une assiette commune pour l'impôt des sociétés, dès 2026.

Cette feuille de route est incluse dans l'accord institutionnel sur le budget et le plan de relance, indépendamment de ce dernier. Dans les faits, le Conseil ne peut rien promettre qui engage dès à présent les gouvernements, à tort et à travers, et à pas en arrière de proposition législative de la Commission pour la majorité de ces nouvelles ressources.

**3** Hongrie et Pologne renouvent la pression sur les États membres

Le Conseil a mis la pression sur le Parle-

ment, durant les négociations, en affirmant que son abstention retarderait la mise en place du plan de relance dans plusieurs pays ou grand besoin pour soutenir leur économie. Malheureusement, les citoyens ont vu d'un mauvais œil ce qui a été perçu comme un chantage. Mais que la Commission puisse emprunter de quoi financer le plan de relance, les participants compétents dans chaque État membre doivent en effet rattacher l'augmentation du plafond des ressources propres, qui passera à 2% du RNB de l'UE. Certains États approuvent le volontarisme des autres et le processus de ratification avant la conclusion de l'accord sur le budget, et celui sur le mécanisme financier, mais d'autres, et respect de l'état de droit, sur lequel le Conseil et le Parlement ont trouvé un consensus la semaine dernière. Ils s'opposent à cette innovation, la Hongrie et la Pologne - deux pays où l'état de droit est malmené - menacent de bloquer le plan de relance et de mettre leur veto à l'accord sur le budget 2021-2027, qui doit être approuvé à l'unanimité des Vingt-sept. Le chantage est peu crédible, les deux pays étant larges bénéficiaires des fonds européens. D'autant qu'il causait bien au Parlement au Conseil, on assure que le débat sur l'état de droit se sera peu retenu.

Olivier le Bussy

## Tchèques et Slovaques ne s'associent pas au chantage des Hongrois et des Polonais

Coréentin (Léopard) Correspondant à Budapest

Les dirigeants souverainistes hongrois, Viktor Orbán, a contre-attaqué le week-end dernier, après l'annonce d'un accord provisoire, conclu il y a une semaine entre le Parlement européen et la présidence allemande du Conseil de l'Union, sur la création d'un mécanisme limitant l'accès aux fonds européens pour les États membres au respect de l'état de droit.

Cette contre-attaque est un chantage : le Premier ministre hongrois menace de faire usage de son droit de veto pour bloquer l'adoption du budget européen 2021-2027 et du plan de relance de l'économie européenne, si le mécanisme sur l'état de droit est formellement adopté par le Parlement et par le Conseil des États membres. C'est ce qu'il a souligné dans une lettre adressée à la présidence de la Commission, l'Allemande Ursula von der Leyen, et au président du Conseil européen, le Belge Charles Michel.

Viktor Orbán a réaffirmé sa position face de son intervention radiophonique du vendredi matin. « Le débat sur l'état de droit n'est pas un débat juridique, mais un débat politique », a-t-il déclaré. « L'Allemagne, son congrégation politique de tous les jours, le président du Parlement Laszlo Kovacs, à la tête, à sa manière et sans détour, le sentiment dominant dans les rangs "orbánistes". Il n'y a aucune menace "sans sorte de terrorisme moral" contre "les États membres plus faibles ou les groupes politiques et idéologiques qui n'appartiennent à aucune coalition ni à un Conseil, on assure que le débat sur l'état de droit se sera peu retenu. Les Hongrois et leurs alliés

polonais ont annoncé en juillet dernier leur intention de mettre sur pied un Institut de droit comparé. "Mais le but est de fournir un soutien professionnel aux Parlements et gouvernements des pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque)", comme l'a détaillé la ministre hongroise de la Justice, Judit Varga.

Puis, en octobre, les deux pays ont jeté les bases d'un réseau de coopération entre professeurs d'université et doctorants en droit, en vue de porter "la voix de la région d'Europe centrale" et de "présenter une alternative juridique, conservatrice et alternative-démocratique crédible à la doctrine libérale et fédéraliste", sur des sujets tels que la protection juridique des familles, la liberté de conscience et de religion, l'application des droits fondamentaux en Europe, etc.

**Viktor Orbán**  
Premier ministre hongrois

« Un abus »

En cela, il s'agit pour Budapest et Varsop de se doter de nouveaux juridiques dans leur bras de fer avec l'UE, et de promouvoir leur vision national-conservatrice. Mais Orbán ne passe du soutien des deux autres membres du groupe de Visegrad, car ni la République tchèque ni la Slovaquie n'ont adhéré à ce projet.

D'ailleurs, qu'il s'agit est-estampillé "14", le signe du groupe, a profondément irrité en colère le ministre slovaque de la Justice, Marius Kollakovic, qui a vu "un abus". Elle a fait entendre son désaccord avec son homologue hongroise : « Comme si l'état de droit en Europe centrale devait être défini par cette promesse par l'UE. Il doit s'appliquer à tous quelle que soit la région d'origine », a-t-elle insisté dans un communiqué cité par Euractiv.

223

## BUDGET 1.800 milliards pour financer la relance et les priorités européennes



Les ministres européens, au moment du vote sur le renforcement du plan de relance

Après douze réunions, les institutions européennes ont réussi à s'accorder sur le plan de relance et le budget européen 2021-2027.

**S**ous le thème de la relance, le premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré que le plan de relance européen était un « abus » et a menacé de bloquer le budget européen 2021-2027 et le plan de relance de l'économie européenne, si le mécanisme sur l'état de droit est formellement adopté par le Parlement et par le Conseil des États membres. C'est ce qu'il a souligné dans une lettre adressée à la présidence de la Commission, l'Allemande Ursula von der Leyen, et au président du Conseil européen, le Belge Charles Michel.

Viktor Orbán a réaffirmé sa position face de son intervention radiophonique du vendredi matin. « Le débat sur l'état de droit n'est pas un débat juridique, mais un débat politique », a-t-il déclaré. « L'Allemagne, son congrégation politique de tous les jours, le président du Parlement Laszlo Kovacs, à la tête, à sa manière et sans détour, le sentiment dominant dans les rangs "orbánistes". Il n'y a aucune menace "sans sorte de terrorisme moral" contre "les États membres plus faibles ou les groupes politiques et idéologiques qui n'appartiennent à aucune coalition ni à un Conseil, on assure que le débat sur l'état de droit se sera peu retenu. Les Hongrois et leurs alliés

à la une 11

# Accord décisif pour le plan de relance européen

Jeu 14 novembre 2020 Les Echos

## EUROPE

**Le Parlement européen et les États membres sont tombés d'accord, mardi, au sujet du futur budget 2021-2027 de l'Union européenne.**

**Un débloqué indispensable pour pouvoir concrétiser le plan de relance à 750 milliards d'euros.**

Galard Grevillon  
@GGrevillon  
— Bureau de Bruxelles

C'est un pas de géant sur la route qui doit mener à la concrétisation du plan de relance européen de 750 milliards d'euros. Les eurodéputés et les États membres de l'Union européenne, réunis au Conseil, ont finalement parvenu à un compromis, mardi après-midi, au sujet du prochain budget pluriannuel de l'Union européenne qui doit couvrir les années 2021-2027.

Ce budget étant déterminant pour l'avenir des finances de l'UE, sa finalisation constituait une condition sine qua non à l'approbation définitive, par tous les États membres, du futur plan de relance. Et son rendu suscitait une inquiétude croissante dans tous les cercles dirigeants européens, au moment où l'économie du continent affronte une violente deuxième vague épidémiologique.

**Échéancier de remboursement**  
Depuis l'accord politique intervenu, en juillet, entre les dirigeants européens, le Parlement avait prévu qu'il entendait bien ne passer qu'une seule chambre d'enregistrement des mesures décidées par les chefs d'État et de gouvernement. Il aura fallu plusieurs mois pour que les eurodéputés finissent donc par trouver un compromis avec les États membres, représentés par l'Allemagne et la France.

Plusieurs points avaient opposé les deux institutions. Un concernait l'avenir du financement de l'Union européenne. Les eurodéputés voulaient graver dans le marbre l'idée que l'UE va chercher, désormais, à développer des ressources propres : taxes numériques, écologiques, financières...



L'Union européenne va chercher, désormais, à développer des ressources propres : taxes numériques, écologiques, financières...

mais, à développer des ressources propres (nouvelles taxes numériques, écologiques ou financières, notamment).

Des taxes européennes qui pourraient permettre de soulager partiellement les États membres, notamment pour le remboursement futur du plan de relance, à partir de 2028. Un tel principe a finalement été accepté : un échéancier a été défini pour contraindre la Commission et les États membres à avancer sur ces dossiers. Il est toutefois impossible d'aller plus loin d'un point de vue juridique : la concrétisation de tels dispositifs nécessitera, pour être effective, l'accord des Parlements nationaux.

**Une rallonge de 16 milliards**  
Autre gros bras de fer qui a opposé les deux institutions : le montant global du futur budget pluriannuel. Sur ce point, les ambitions

affichées initialement par le Parlement étaient massives – au mois de juillet, les eurodéputés espéraient augmenter d'environ 100 milliards d'euros le budget de 7 ans, prévu par les chefs d'État et de gouvernement à 1.074 milliards.

**Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, est vent debout contre le dispositif sur l'État de droit et pourrait être tenté de mettre son veto.**

d'écarter, une position maximaliste qui a toutefois permis aux élus européens d'arracher 16 milliards d'euros au Conseil – une somme supérieure aux augmentations obtenues par le Parlement européen lors des précédentes négociations de ce type.

Cela devra notamment permettre de rebaisser les financements alloués à la recherche (4 milliards d'euros), à Erasmus (2,2 milliards), à la santé (3,4 milliards) ou à la gestion des frontières (1,5 milliard). Ces sommes additionnelles viendront en partie d'une redistribution des amendes infligées par la Commission européenne à des entreprises au titre de la politique de concurrence – des sommes qui, jusqu'à présent, viennent abonder les États membres.

Enfin, un bras de fer concernait les dispositions permettant de garantir que l'accès aux futurs financements européens serait conditionné au respect de l'État de droit. Un compromis a été trouvé, la semaine dernière. Mais ce dossier pourrait, à nouveau, faire parler de lui, car l'Autriche, la Hongrie et, dans une moindre mesure, la Pologne,

En effet, pour permettre de financer le plan de relance, il faut encore que tous les États membres aient donné leur accord. La Commission européenne a rebattu son plan d'investissement sur les marchés. Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, est vent debout contre le dispositif sur l'État de droit et pourrait être tenté de mettre son veto. Une partie d'orange de l'ensemble des finances européennes qui pourrait toutefois être à double tranchant. C'est le point de vue de Manfred Weber, qui préside le groupe des conservateurs (PPE) au Parlement européen. « Viktor Orbán veut bloquer l'utilisation de ces fonds pour nous financer, alors qu'il faut reconnaître cela aux millions de travailleurs et de dirigeants d'entreprises, aux mères et aux étudiants, aux chercheurs et aux agriculteurs qui comptent sur le soutien de ces fonds. La bataille du plan de relance n'est pas encore sur à fait terminée. »

225

# Le budget européen et le plan de relance toujours dans l'impasse

L'ÉCHO MERCREDI 18 NOVEMBRE 2020

La Hongrie et la Pologne continuent à bloquer le budget de l'Union européenne et le plan de relance post-Covid. Budapest et Varsovie exigent l'abandon d'un nouveau mécanisme liant le versement des fonds au respect de l'état de droit.

VINCENT GEORIS

On pensait le budget européen 2021-2027 réglé à la suite de l'accord intervenu la semaine dernière entre le Conseil européen et les eurodéputés. Mais c'était sans compter sur le regain de sabbat capable de bloquer le mécanisme européen : le droit de veto. La Pologne et la Hongrie ont annoncé lundi qu'elles ne donneraient pas leur accord au futur budget de l'UE et au plan de relance post-Covid tant que les aides européennes seraient conditionnées au respect de l'État de droit. Ce double veto bloque l'adoption d'un paquet de 1.824 milliards d'euros.

**Douzièmes provisoires**  
Les ministres des Affaires européennes et étrangères ont abordé la question mardi, lors d'une réunion intense, sans pouvoir débloquer la situation. La crise devrait être évoquée jeudi par les chefs d'État ou de gouvernement lors du Conseil européen, par vidéoconférence. Ce sera à la chancelière allemande Angela Merkel et au président du Conseil européen, Charles Michel de mettre la pression sur les dirigeants hongrois et polonais. « État de droit, c'est un peu ce qui nous réunit tous », a réagi le ministre allemand des Affaires étrangères Michael Roth, dont le pays exerce la présidence

tournaute de l'UE. « Sans accord, ce sont les citoyens qui vont payer le prix fort. Il en va de l'obligation de tous les États membres d'aboutir à une solution. »

Face à l'incertitude polono-hongroise, l'UE n'a d'autre choix que d'appliquer sa méthode de négociation en évoquant cette discussion à tous les niveaux de pouvoir afin de trouver une issue avant 2021.

Le temps presse. Sans accord sur le budget 2021-2027, l'UE devra recourir aux douzièmes provisoires, le système qui s'applique par défaut s'il n'y a pas d'accord sur le budget (articles 312-315 du Traité). Il y aura un nombre très limité de dépenses admissibles si on entre dans le système des douzièmes provisoires, a dit le porte-parole de la Commission Eric Mamer. La situation est tendue, car le budget 2021-2027 a requis des années de négociations. Ces dernières semaines, les négociateurs du Conseil européen et du Parlement ont mis les bouchées doubles pour conclure un accord, et laisser le

temps aux États européens d'entériner le budget. Les Vingt-Sept comptent sur les retombées concrètes du paquet « corona » de 750 milliards d'euros (Next Generation EU), dès les prochains mois.

**Rapport sur l'état de droit**

Les ministres européens ont également discuté mardi des rapports sur l'État de droit dans cinq États européens, dont la Belgique. « Certains pays posent problème, comme la Belgique, se sont engagés à améliorer la situation », a précisé Michael Roth. La Commission européenne publiera chaque année un rapport sur l'État de droit au sein des 27 pays de l'Union. Cette méthode préventive et comparative doit servir d'incitation pour les mauvais élèves européens, Hongrie et Pologne en tête. Il y a peu de temps, il était inimaginable d'avoir, lors d'une réunion européenne, un débat aussi long sur l'état de droit, a indiqué Didier Keynders, le commissaire européen, chargé de la Justice, dont les services élaborent le rapport sur l'État de droit. Le Belge a également été un des protagonistes des discours haineux visant l'antisémitisme. « La Commission envisage de présenter en 2021 un plan européen contre l'antisémitisme », a-t-il dit.

Les ministres européens se sont aussi penchés sur l'élargissement de l'Union à la Macédoine du Nord et à l'Albanie. Alors que le feu vert devait être donné durant cette période aux négociations d'adhésion avec ces deux pays, la Belgique s'est opposée à cette décision en raison d'un différend historique avec la Macédoine du Nord.

**« Sans accord, ce sont les citoyens qui vont payer le prix fort. »**

MICHAEL ROTH  
MINISTRE ALLEMAND  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

226

### Références sur finances européennes et brexit

- <https://www.fipeco.fr/pdf/0.08102700%201466338400.pdf>
- <https://www.fipeco.fr/fiche/Le-budget-europ%C3%A9en>
- <https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/questions-d-europe/qs-454-fr.pdf>
- <http://www2.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-656-notice.html>
- <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/29/cadre-financier-pluriannuel>
- <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/section/188/le-financement>
- <https://www.touteleurope.eu/actualite/dossier-2021-2027-quel-budget-pour-l-union-europeenne.html>
- <https://www.economie.gouv.fr/cedef/contribution-france-budget-europe>
- <https://www.nbb.be/fr/articles/survey-long-term-impact-brexit-uk-and-eu27-economies>
- <https://www.touteleurope.eu/actualite/budget-a-long-terme-de-l-ue-qu-est-ce-que-le-cadre-financier-pluriannuel-cfp.html#:~:text=Depuis%20le%20cadre%20financier%20pluriannuel,de%20plusieurs%20actes%20juridiquement%20contraignants.&text=C'est%20un%20r%C3%A8glement%20adopt%C3%A9,p%C3%A9riode%20couverte%20par%20le%20CFP>
- [www.ladocumentationfrancaise.fr/contenu/download/865360/.../9782110101587.pdf](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/contenu/download/865360/.../9782110101587.pdf)
- <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/priorities/budget-et-ressources-propres/20200131STO71519/qu-est-ce-que-le-budget-a-long-terme-de-l-ue>
- <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200721IPR83702/sommet-ue-une-etape-positive-pour-la-relance-inadequate-sur-le-long-terme>
- <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/priorities/budget-et-ressources-propres>
- <https://www.touteleurope.eu/actualite/budget-europeen-et-plan-de-relance-que-contient-l-accord-trouve-au-conseil-europeen.html>

227

Economie des finances publiques



## Economie des finances publiques

### ➡ Quelques facteurs explicatifs de l'évolution des dépenses publiques dans la littérature économique ?

- Loi de Wagner;
- Thèses fondées sur la demande de services publics
- Répartition des revenus
- Liaison entre les dépenses publiques et les ressources financières;
- Ecart de productivité;
- Ouverture vers l'extérieur
- Impact d'une politique de stabilisation;
- Fonctionnement des systèmes politiques



### ➤ Loi de Wagner (1887)

- ▶ une des thèses les plus souvent évoquées pour expliquer l'évolution des dépenses publiques
  - ▶ Wagner = premier qui s'est efforcé de décrire de manière systématique la liaison entre l'évolution économique et les dépenses publiques à partir des données US, allemandes et anglaises
  - ▶ théorie de Wagner sur les dépenses publiques : « la loi de l'accroissement des dépenses publiques et des activités de l'Etat et l'industrialisation » (1911)
- = développement économique entraînerait un accroissement + que proportionnel des dépenses des collectivités publiques;

➡ l'élasticité des dépenses publiques par rapport au produit national  $> 1$



▶ Wagner distingue 3 catégories de dépenses :

- ☞ les dépenses de sécurité;
- ☞ les dépenses liées à la participation de l'Etat à la production;
- ☞ les dépenses relatives aux services économiques et sociaux.

**Les dépenses de sécurité augmenteraient CAR :**

- l'Etat cherche à se protéger des agressions extérieures;
- en réponse à des tensions intérieures.



l'industrialisation s'accompagne d'une complexité accrue de l'activité économique



nécessite l'intervention de l'autorité publique sous forme réglementaire pour éliminer ou réduire les tensions



➡ l'industrialisation exige des formes développées ou nouvelles d'organisation de la vie collective;

➡ une part plus grande des dépenses vont aux fonctions d'administration générale et de protection par l'Etat.

**Les dépenses liées à la participation de l'Etat à la production ↗car :**

les complexités de la vie économique et de l'évolution technique demandent une capacité de financement et d'administration qui dépasse celle des individus.

**Les dépenses relatives aux services économiques et sociaux** trouvent leur origine dans « les conditions de la vie nationale arrivée à un degré de civilisation assez élevé ».

= au fur et à mesure que les besoins primaires sont satisfaits, la demande s'oriente vers d'autres biens et services.



➡ l'Etat paraît plus apte à produire ces biens et services que le secteur privé.  
Pourquoi ?

- les externalités générées par les biens et services publics;
- les bénéfices sociaux découlant de ces dépenses sont difficiles à évaluer;
- les conditions de production se prêtent à l'instauration de monopoles qui appellent le contrôle de l'Etat.



La thèse de Wagner se présente comme un énoncé théorique des raisons de l'intervention publique.

Mais Wagner ne développe pas de vérification empirique sur le cas allemand bien qu'il demeure persuadé que celle-ci pourrait être confirmée par l'observation statistique sur longue période.



➡ La critique en découle logiquement.



porte sur la notion même de la loi qui serait l'expression d'une relation nécessaire entre causes et effets valable en tous lieux et toutes périodes pour les pays industrialisés.

Or, cela ne semble pas être le cas.



Les vérifications économétriques de la validité de la loi de Wagner ont donné des résultats incertains et souvent contradictoires.



➤ *Thèses fondées sur la demande de services publics*

- ▶ se basent sur une analogie avec les résultats obtenus pour la consommation privée
  - ➡ *les élasticités-revenus des biens supérieurs ou de luxe sont supérieures à l'unité.*
- ▶ fin des '70 : mise en cause de la validité de la loi de Wagner;
- ▶ T. Borchering (1977) pour les USA, G. d'Alcantara et A. Barten (1976) pour les pays de la CEE : cherché à déterminer l'influence de diverses variables sur la demande de services publics et à la mesurer économétriquement.

**T. Borchering** obtient, sur la base de *données américaines de 1902 à 1970*, les différentes élasticités partielles de la demande de dépenses publiques par rapport à chacun des facteurs de son modèle.



➡ *la somme des élasticités partielles (prix, revenu et population) est bien supérieure à l'unité de sorte que la croissance des facteurs inclus dans la relation pousse à une croissance plus forte de la dépense publique. Mais l'élasticité partielle de la dépense publique par rapport au revenu national par tête est nettement inférieure à l'unité.*

➡ conclusion de T. Borchering : « que le mythe de la loi de Wagner persiste est un mystère que je laisse aux historiens de la science le soin d'élucider ».

d'Alcantara et Barten : estimations économétriques sur la période 1953-1972 pour 8 pays de la CEE d'un modèle de demande de dépenses publiques

➡ élasticité partielle de la dépense publique civile par rapport à la consommation privée nettement inférieure à 1 pour la France, l'Italie et le Royaume-Uni mais supérieure à 1 pour l'Allemagne occidentale.



➡ il semble donc bien que l'effet de la croissance du revenu national ou de la consommation privée sur la dépense publique soit moins déterminant que Wagner ne l'a affirmé à partir du moment où l'on prend soin de distinguer et de mesurer les effets d'autres facteurs non moins décisifs.

**Remarque :** les activités économiques de l'Etat peuvent se regrouper en activités d'allocation, de redistribution et de stabilisation.

**Analyse de la structure des dépenses publiques des pays développés à économie de marché** montre que : les activités de redistribution l'ont emporté sur toutes les autres et que parmi les activités dites d'allocation, la production publique de biens privatifs non marchands et de biens collectifs mixtes, l'a nettement emporté sur celle des biens collectifs purs.

Or ces productions ont le plus souvent un caractère redistributif : Etat soustrait des biens au marché ou en modifie le prix pour favoriser (ou pénaliser) certaines catégories de producteurs ou de consommateurs et ce faisant, il opère une redistribution.



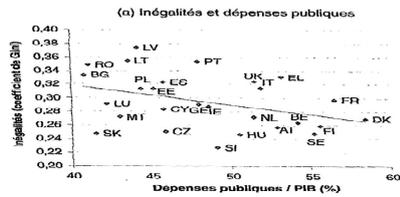
Benard (1985) : pour la période 1950-1977, élasticités de la consommation publique par rapport au PIB inférieures à 1 (pour l'Allemagne, la France, la Grèce, les Pays-Bas, le Royaume-Uni) sauf pour la Suède et les Etats-Unis mais des élasticités supérieures à 2 pour les transferts.

Nombreux auteurs (dont R. Musgrave (1969) et V. Ghandi (1978)) : souligné cette modification structurelle des dépenses publiques qui voit l'explosion des dépenses redistributives et le recul relatif de la part des biens collectifs purs.

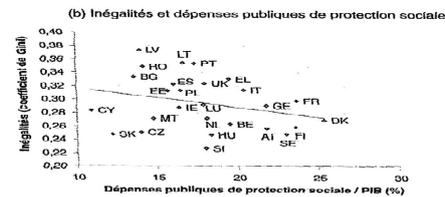


► Répartition des revenus

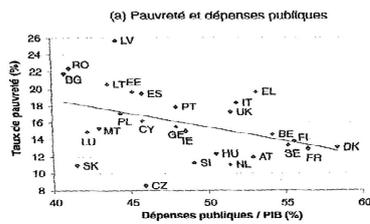
- différences dans les dépenses publiques en % du PIB entre les pays = reflets de préférences nationales différentes au niveau des réductions des inégalités de revenus



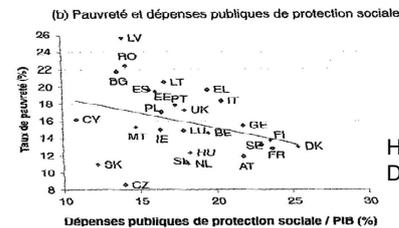
Corrélation négative entre les dépenses publiques en % du PIB et le degré d'inégalité



Huait F., Economie des finances publiques, Dunod, Paris, 2012



Taux de pauvreté est plus faible quand la taille du gouvernement est plus grande (ou pays part plus importante des dépenses publiques pour la protection sociale)



Huait F., Economie des finances publiques, Dunod, Paris, 2012

Des différences nationales dans la taille du gouvernement peuvent être en partie expliquées par des différences dans les préférences relatives à redistribution et la lutte contre la pauvreté



➤ **Dépenses publiques et ressources financières**

- ▶ autre courant d'explication de l'évolution des dépenses publiques : liaison possible entre dépenses publiques et ressources financières;
- ▶ *optique classique* : les dépenses ont l'antériorité sur les recettes;
- ▶ *thèse voisine* : le développement économique suscite l'apparition d'un écart entre dépenses et recettes fiscales que l'on pourrait interpréter comme un retard de recettes qui se résorberait progressivement suite au développement économique.

La croissance économique élargirait les capacités contributives, créerait des leviers fiscaux par le jeu du multiplicateur des dépenses publiques et engendrerait ainsi un accroissement des moyens fiscaux.

**Mais, sur le long terme, la plupart des analyses envisagent un rôle de contrainte sur les dépenses joué par la fiscalité.**

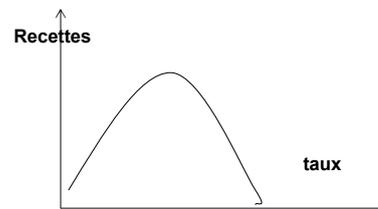


**C. Clark (1945)** : idée d'un plafond à la taxation exprimé par rapport à l'activité économique ➡ il considèrerait comme un maximum le niveau de 25% des recettes et des dépenses publiques par rapport au revenu disponible global;

**Plus récemment** : la croissance des prélèvements publics associée à la crise économique ➡ débats sur l'existence d'une limite à la pression fiscale référence à la courbe de Laffer



La croissance de l'impôt par ses effets de découragement à l'effort (travail-épargne) entraînerait au-delà d'un certain seuil une réduction de l'activité économique et diminuerait ainsi la base d'imposition.



► *Théorie des paliers ou théorie de l'effet dit « de déplacement de Peacock et Wiseman (1979) »*



analysent la croissance des dépenses publiques au R-U (1890-1955)

*hypothèse de « l'effet de déplacement »* = la dépense publique est contrainte par la charge fiscale maximale qu'une société est prête à supporter. Cette charge varie elle-même de façon discontinue, par sauts, lors des grands bouleversements sociaux (guerres et crises mondiales).



lorsque les sociétés ne sont pas soumises à des pressions inhabituellement graves, les opinions de la population sur un niveau de pression fiscale « tolérable » tendent à être assez stables.

**Par contre**, les guerres ou d'autres crises majeures modifient les conceptions et produisent un « effet de déplacement » tel qu'une fois le trouble passé ou disparu (à la fin de la guerre par exemple), on ne revient pas à la situation initiale.

Aujourd'hui : crise ou récession économique



☛ **Vérification de la théorie de Peacock et Wiseman en Belgique.**

Après les deux guerres mondiales : importantes réformes sociales et politiques. Mais, forte croissance des dépenses publiques après la deuxième guerre mondiale : pas coïncidé avec un conflit armé ou une autre perturbation profonde de la société belge.

Idée fondamentale de A. Peacock et J. Wiseman (niveau des dépenses publiques serait essentiellement déterminé par le niveau de la pression fiscale tolérée par la population, niveau qui en temps de guerre s'élèverait spontanément pour des raisons de patriotisme aisées à comprendre) doit-elle être remise totalement en cause ?

**Quaden (1980)** : avant 1980, on a assisté en Belgique à un phénomène tout à la fois semblable et différent.

Niveau de la pression fiscale « tolérable » : déplacé lentement mais sûrement, sous l'effet non de la mobilisation contre l'ennemi et d'une intense solidarité nationale mais bien d'une croissance exceptionnelle des revenus.



La croissance du revenu national procure aux pouvoirs publics, dans un système de taxation progressive, un **dividende fiscal**.



Si les barèmes de l'impôt : pas modifiés ➡ recettes publiques augmentent plus que proportionnellement. Cet accroissement est non seulement automatique mais aussi assez indolore.

Dans une conjoncture de croissance soutenue : les résistances à l'augmentation des prélèvements étatiques ont tendance à s'atténuer dans la mesure où la pression fiscale accrue n'empêche pas les revenus réels disponibles de progresser également.

De plus, l'expansion économique s'est effectuée dans un contexte d'inflation. Et pendant cette période, les barèmes fiscaux n'ont pas été (ou en partie seulement) indexés.

➡ le dividende fiscal s'est accompagné pour l'Etat d'un « impôt d'inflation occulte ».



➡ vérification *a contrario*, la thèse de A. Peacock et J. Wiseman :

l'arrêt ou le net ralentissement économique depuis 1975 et l'évanouissement (l'inflation se prolongeant et s'accroissant) de **l'illusion monétaire** et de **l'illusion fiscale** a provoqué une pression de plus en plus vive de l'opinion publique pour stabiliser la charge fiscale et du même coup (plus ou moins directement) celle des dépenses publiques.



= la prise de conscience par les individus de l'écart croissant entre le revenu nominal et le revenu réel



= la prise de conscience par les individus de l'écart croissant entre le revenu brut et le revenu net d'impôts



Cette explication est partielle car la pression fiscale et les dépenses publiques n'ont pas toujours augmenté de la même manière dans tous les pays ayant enregistré des taux de croissance et d'inflation plus ou moins identiques.



► *Ecart de productivité ou effet prix*

- ▶ **du côté de l'offre**, autre explication à l'évolution des dépenses publiques = faible productivité supposée du secteur public;
- ▶ **Baumol (1967)** : élargissement de la taille du secteur public s'explique par des gains de productivité nuls ou plus faibles que ceux réalisés dans l'économie privée (cf. production de prestations publiques particulièrement intensive en main-d'œuvre).

Pourquoi ? absence dans le secteur public des évolutions technologiques comme pour le secteur privé.

**Mais** les salaires augmentent de manière proportionnelle au taux de croissance moyen de la productivité du travail dans tous les secteurs

➡ les secteurs technologiquement stables sont confrontés à une augmentation des coûts du travail.

➡ plus grande part des ressources doit être attribuée au secteur public afin de conserver un service de qualité.



Pourquoi cette augmentation du coût relatif des dépenses publiques n'est pas compensée par une diminution de la demande :

- les prestations publiques sont la plupart du temps délivrées gratuitement;
- l'élasticité revenu est  $> 1$  ➡ la demande de prestations publiques (en particulier de transferts) augmente plus que proportionnellement par rapport au produit national (cf. Wagner)

► *Ouverture vers l'extérieur*

- ▶ Dépenses publiques seraient plus importantes dans les économies très ouvertes sur l'extérieur. Pourquoi ? plus exposées aux chocs extérieurs ➡ demande plus forte d'assurance publique contre le risque
- ▶ Voir relevé de la littérature : F. Huart, Economie des finances publiques, Dunod, 2014



➤ *Impact d'une politique budgétaire de stabilisation*

- ▶ la politique budgétaire de stabilisation (Keynes, 1936) a contribué indirectement à l'expansion du secteur public;
- ▶ Keynes : crises économiques peuvent être le fruit d'une demande insuffisante et que le rôle de l'Etat était d'intervenir activement pour combler cet écart par des dépenses publiques supplémentaires financées par l'emprunt.



➤ *Analyse économique du fonctionnement des systèmes politiques*

Théories précédentes = principaux déterminants et contraintes qui permettent d'expliquer l'augmentation des dépenses publiques et la croissance de la taille du secteur public.

Approche moderne : analyse économique du fonctionnement des systèmes politiques (conséquences du processus de prise de décision collectif pour expliquer le phénomène de l'accroissement des dépenses publiques).

➡ la situation de concurrence dans laquelle se trouvent les partis politiques, les groupes d'intérêts voire même les fonctionnaires, conduit inexorablement dans les démocraties parlementaires à une surenchère des prestations que l'Etat accorde à tel ou tel groupe social et par conséquent à un gonflement mal contrôlé du secteur public par les citoyens.



Etant donné qu'il est plus populaire de proposer de nouvelles prestations que la réduction ou suppression de prestations existantes et comme les bénéficiaires peuvent espérer que d'autres en supporteront les coûts, les régimes démocratiques fonctionnent de façon asymétrique favorisant ainsi, sans le vouloir expressément, l'élargissement du secteur public.

- ➡ Quelle qu'en soit la justification, toute action publique relève d'un processus de décision politique.
- ➡ Certains économistes : appliquent les outils de l'analyse des marchés à celui des institutions et procédures de décisions politiques.



Ces études : développement important depuis le début des '70 ➡ **la théorie économique des choix collectifs ou publics ou Public Choice.**

↓  
= étude économique de la prise de décision non marchande ou simplement l'application de l'économie à la science politique.

Les sujets traités (théorie de l'Etat, les règles de vote, le comportement politique, les partis et la bureaucratie) sont identiques à ceux de la science politique

**Mais** sont analysés selon les méthodes de la science économique.

➡ ces études : basées sur une hypothèse de comportement de base en économie : **homme est égoïste, rationnel et maximise son utilité.**



Théoriciens des choix publics et plus précisément selon les analyses du « marché politique » et de la « bureaucratie » : l'Etat n'est pas le garant absolu de l'intérêt général.

➔ **Etat** = organisation humaine dans laquelle les décisions sont prises par des personnes (décideurs politiques et fonctionnaires) qui ne sont ni meilleures ni plus mauvaises que les autres et sont également déterminées par leurs intérêts personnels

➔ **décideurs politiques** : surtout soucieux d'être réélus ou élus et les fonctionnaires d'augmenter leur pouvoir, leur rémunération, les budgets qu'ils gèrent, etc.

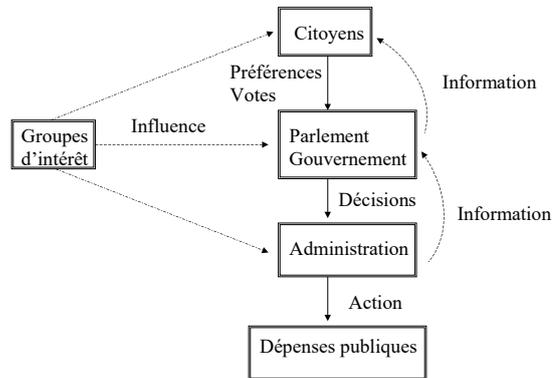


### Objectifs poursuivis par les différents acteurs de la décision budgétaire

<i>Acteurs</i>	<i>Objectifs</i>	<i>S'exprime par...</i>
Citoyen	Maximisation de son utilité individuelle	vote
Homme politique	(Ré)élection	vote (représentation) mise à l'agenda de certaines
politiques		
Fonctionnaire ou département ministériel	Maximisation du budget	proposition de budget et de services
Groupe d'intérêt	Maximisation de sa rente	demande de privilèges, protection réglementaire



➡ décision collective est abordée par l'étude des relations entre les individus électeurs, les hommes politiques, les fonctionnaires et les groupes d'intérêts.



**Analyse du « marché politique »** : les institutions publiques ne font que prolonger, sur le plan collectif, les efforts de maximisation de l'utilité des individus.

Par analogie au marché, le fonctionnement des systèmes politiques peut être examiné en analysant la demande des citoyens et l'offre de l'Etat

L'individu est incité à agir politiquement ➡ manifester sa demande de politiques lorsqu'une ou un ensemble de politiques publiques ne lui apportent pas la satisfaction qu'il en attendait compte tenu de sa participation financière.

➡ différents moyens d'action politique : l'action collective à travers les partis, les groupes de pression ou des manifestations et l'action individuelle (lettre, vote,...).

Démocratie représentative : individus adaptent leur vote en comparant les bénéfices qu'ils retirent de la politique du gouvernement avec ceux qu'ils pourraient recevoir si un des partis de l'opposition gérait les affaires publiques.



**Les hommes politiques** : maximiser leur propre fonction d'utilité

➡ à l'instar des individus et des entrepreneurs, ils pensent avant tout à leur carrière et leurs décisions visent en premier lieu à réussir celle-ci.

Citoyens : demandeurs de politiques publiques,

Partis politiques : entrepreneurs privés pour la production de ces politiques.

➡ hommes politiques : incités à faire des promesses qui se matérialisent par des programmes de dépenses publiques qui ont d'autant plus de chances d'être populaires qu'elles sont concentrées sur des catégories limitées de bénéficiaires bien définies alors que leurs coûts (prélèvements) sont généralement diffus car ils sont répartis sur l'ensemble des citoyens (thèse de l'asymétrie ou de l'illusion monétaire).

➡ partis proposent des politiques afin de gagner les élections plutôt que de gagner des élections afin de proposer des politiques.



Cela n'empêche pas les hommes politiques de bénéficier d'un certain espace de liberté dont l'importance dépend de la majorité dont ils disposent au Parlement et de la faculté d'oubli des citoyens pour les décisions impopulaires prises dans le passé.

➡ Pour expliquer le choix entre les différents programmes proposés par les hommes ou les partis politiques : **concept d'électeur médian**

➡ l'électeur dont les préférences se situent au milieu de celles de tous les électeurs.

Un des premiers théorèmes importants dans le domaine des décisions publiques : D. Black (1948)

Selon ce théorème, la règle de la majorité conduit à un résultat qui est en équilibre si les préférences des individus sont unimodales.

= si tous les individus sont d'accord pour arranger les choix possibles selon un axe uni-dimensionnel (pas de classement selon plusieurs dimensions ou de choix avec des substituts privés).



➡ si l'on représente ces préférences en une seule dimension, cet équilibre correspond à la préférence de l'électeur médian.

A l'origine de cette théorie, on trouve un économiste : Hotelling.

Il ne s'occupait pas de théories politiques mais de problèmes plus pratiques relatifs à la politique d'implantation optimale des entreprises. Il décrivait comme suit le problème d'implantation le plus simple.

Supposons qu'il y ait, dans un village, deux fabricants de crème glacée dont la production soit d'égale qualité, tous désireux de bien vendre leurs produits. Toutes les maisons du village sont alignées côté à côté le long d'une rue unique.

Où s'installeront nos deux producteurs ?



**La réponse est simple** : l'un à côté de l'autre, au centre du village.

**Pourquoi ?**

Qu'est-ce qui se produirait si l'un de nos marchands allait s'installer ailleurs, par exemple aux confins de la localité ?

Son concurrent en profiterait pour se rapprocher lui aussi de l'extrémité du village, tout en veillant à rester un peu plus proche du centre que le premier. Les amateurs de glace seraient donc obligés de passer d'abord devant sa boutique. Le premier fabricant qui a pris la décision malheureuse de s'installer dans un endroit éloigné, perdra sa clientèle. Pour réparer cette erreur, il jouera à « saute-mouton » et émigrera vers le centre. Son concurrent devra l'imiter. Avant d'en avoir pris conscience, ils auront tous deux installé leurs pénates au centre du village.



Le problème de l'implantation des entreprises est en réalité plus complexe. Les produits ne sont pas identiques, les consommateurs ne sont pas concentrés le long d'une seule et même artère, ils sont disséminés un peu partout.

Mais l'exemple est instructif et son idée de base peut parfois connaître des applications étonnantes.

 en politique : la théorie de l'électeur médian postule que, dans une démocratie où les décisions sont prises en fonction de la majorité des voix, l'électeur qui se situe au centre du prisme politique (l'électeur médian) occupe une position stratégique. Les hommes politiques candidats au pouvoir seront contraints de fonder leur gestion sur ce que désire cet électeur médian. Un parti qui ne s'y conformerait pas et qui, à l'instar de notre premier marchand de glace, adopterait une position extrême, serait rapidement pénalisé et acculé à une position minoritaire.



### Les modifications dans les préférences de l'électeur médian peuvent expliquer l'évolution des dépenses publiques.

Si l'électeur médian a une productivité faible (= un salaire faible)

 il sera tenté de voter pour des programmes de redistribution importants car il ne devra pas supporter le poids de ces transferts.

L'augmentation des revenus observée ces dernières années ainsi que les politiques de transferts ont conduit à augmenter le salaire de l'électeur médian.

 ce dernier a donc été davantage enclin à voter pour des politiques limitant l'expansion des dépenses publiques.



### Autres facteurs explicatifs de l'évolution des dépenses publiques

- ▶ Si le vote sur les propositions est séquentiel, il peut apparaître des procédures de type marchandage : « si tu votes pour mon projet, je voterai pour le tien » éliminant ainsi les autres projets.

Ce mécanisme peut contribuer à débloquer une situation mais aussi aboutir au choix de projets non désirables. Ainsi, des échanges de voix peuvent faire passer des décisions qui n'auraient pas été votées sans cela et provoquer indirectement une augmentation des dépenses publiques.

- ▶ Si décisions relatives à l'offre de politiques publiques sont prises par les partis politiques, elles sont toutefois influencées par les **fonctionnaires** chargés de les élaborer et de les appliquer.



cherchent également à maximiser leur fonction d'utilité. Fondamentalement, ils aspirent à une augmentation de leur revenu, de leur pouvoir, de leur prestige, de la taille de leurs services mesurée en nombre de personnes ou en importance du budget. ...



Les hommes politiques et les fonctionnaires ne peuvent pas maximiser leur fonction d'utilité sans limites car ils sont soumis à diverses contraintes. Le gouvernement doit en particulier s'efforcer de réduire autant que possible la coercition que sa politique impose aux électeurs dont les voix sont décisives.

### Théorie de la « bureaucratie »

la production publique s'effectue dans des conditions moins efficaces que la production privée car elle échappe largement à la concurrence et n'est pas stimulée par la recherche du profit.

Cette analyse se base sur la théorie des droits de propriété selon laquelle l'efficacité est liée à la possibilité dont disposent les propriétaires de contrôler l'usage de leur propriété.

- ➡ l'entreprise privée concurrentielle est considérée, parmi toutes les formes d'organisation, comme la plus efficace et la plus apte à répondre à l'intérêt général car elle est enserrée dans un double réseau de contrôle :



1. le contrôle des propriétaires (particulièrement attachés à ce que l'entreprise maximise son profit et donc à ce qu'il n'y ait ni gaspillage, ni surcoût de production)
2. le contrôle des consommateurs (grâce auquel l'entreprise répond aux différents besoins existants ou potentiels et s'adapte ainsi au mieux aux besoins des consommateurs)

Selon la théorie des droits de propriété, ces deux types de contrôle sont très relâchés dans le cadre de la production publique.

Le contrôle des propriétaires est remplacé par la tutelle exercée par les autorités politiques sur les administrations et le contrôle des consommateurs (bénéficiaires ou utilisateurs des services publics) ne peut s'exercer directement mais seulement par le biais de leurs représentants politiques.

➡ Cette carence est source d'inefficacité se traduisant par des sureffectifs et des gaspillages, la routine et un manque d'innovation.



**De nombreuses études ont comparé les performances des entreprises publiques et privées et fournissent des résultats controversés qui ne permettent pas de conclure à la supériorité du modèle privé.**



## Conclusions

- aucune explication unidimensionnelle n'est suffisante
- l'évolution du secteur public a été déterminée par l'influence de plusieurs facteurs socio-économiques
- quand on tient compte des disparités dans la taille et le rôle du secteur public de pays ayant atteint un même niveau de développement, on réalise que les déterminants socio-économiques n'expliquent qu'une partie du phénomène et qu'il faut étendre l'analyse aux facteurs politiques et historiques.

➡ les mentalités et les conceptions politiques des missions de l'Etat influencent son évolution et son organisation.



## Bibliographie

- Bayenet B., Feron M., Gilbert V. et Thys-Clément F., Fédéralisme budgétaire, mode d'emploi, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000;
- Baumol W., « Macroeconomics of unbalanced growth. The anatomy of urban crisis », American Economics Review, 57, 1967;
- Benard J., Economie publique, Economica, Paris, 1985;
- Borchering T. E., « One hundred years of public spending, 1870-1970 », Borchering T. E. (ed.), Budgets and Bureaucrats : the sources of government growth, Duke University Press, 1977;
- Clark C., « Public Finance and the Value of Money », Economic Journal, 55, 220, 1945;
- Delaunois P., Finances publiques, Fascicule de droit budgétaire, Ecole supérieure de gestion et de communication, 2004.
- Diamond J., « Econometric testing of the displacement effects. A reconsideration », Finanzarchiv, NFBand 35, 3, 1977.
- Dumazy W. et Daerden F., La dette des pouvoirs publics, Editions Labor, Bruxelles, 2003;
- Dumont P. et De Winter L., « La formation et le maintien des gouvernements (1946-1999) », Courrier hebdomadaire du Crisp, 1999, n°1664



## Actualités : assainissement, austérité

- France Stratégie « Baisser le poids des dépenses publiques : les leçons de l'expérience des pays européens » [https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/na67\\_depenses\\_publicques\\_23052018.pdf](https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/na67_depenses_publicques_23052018.pdf)
- France stratégie, Dette, déficit et dépenses publiques, quelles orientations, [https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/17-27-finances\\_publicques\\_web.pdf](https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/17-27-finances_publicques_web.pdf)
- France stratégie, Comment mesurer les économies sur les dépenses publiques, <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2019-na73-mesurer-economies-ecalle-janvier.pdf>
- Franc stratégie, Où réduire les dépenses publiques ? <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2019-na74-reduire-depenses-publicques-gouardo-lenglart-janvier.pdf>
- BNB, Hélicoptère monétaire et relance budgétaire financée par endettement: du pareil au même?, [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2016/revécoii2016\\_h2.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2016/revécoii2016_h2.pdf)
- BNB, Le vieillissement démographique: comment les pouvoirs publics peuvent-ils relever ce défi de taille pour les finances publiques? <https://www.nbb.be/fr/articles/la-soutenabilite-des-finances-publicques-dans-le-contexte-du-vieillissement>
- Analyse de la politique d'assainissement des finances publiques belges, [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2015/revécoi2015\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2015/revécoi2015_h4.pdf)
- Les dépenses publiques constituent-elles la clé d'un assainissement réussi? [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2014/revécoi2014\\_h2.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2014/revécoi2014_h2.pdf)
- Ocde, PEUT-ON METTRE EN ŒUVRE UN ASSAINISSEMENT BUDGÉTAIRE FAVORABLE À LA CROISSANCE ET À L'ÉQUITÉ ?, <https://www.oecd.org/fr/eco/finances-publicques/Peut-on-mettre-en-oeuvre-un-assainissement-budg%C3%A9taire-favorable-%C3%A0-la-croissance-et-%C3%A0-l-%C3%A9quit%C3%A9.pdf>
- OCDE, ASSAINISSEMENT BUDGÉTAIRE : BESOINS, CALENDRIER, INSTRUMENTS ET CADRE INSTITUTIONNEL, <https://www.oecd.org/fr/eco/perspectives/46435763.pdf>
- Les finances publiques dans la crise, *Revue de l'OFCE* 2011/1 (n° 116), <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2011-1.htm>
- La débâcle de l'austérité, *Perspectives* 2012-2013, *Revue de l'OFCE* 2012/6 (N° 125), <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-6.htm>
- OFCE, LA DÉBÂCLE DE L'AUSTÉRITÉ, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/prev/prev1012/inter181012.pdf>  
<http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note043v2.pdf>



## Quelques références pour la théorie du Public Choice

- Atkinson A.B., Stiglitz J.E., *Lectures on Public Economics*, Mac Graw Hill, 1980;
- D. Black, « On the rationale of group decision making », Arrow K. J. et Scitovsky T. (ed.), *Readings in Welfare Economics*, London, George Allen and Unwin Ltd, 1969.
- Breton A., *The Economic theory of representative government*, MacMillan, Londres, 1974 ;
- Breton Ph., *Le fléau du bien. Essai sur les politiques sociales occidentales*, Laffont, Paris, 1983;
- Buchanan J., *The limits of liberty : between anarchy and leviathan*, University of Chicago Press, Chicago, 1975 ;
- Buchanan J. et Tullock G., *The calculus of consent : logical foundations of constitutional democracy*, Michigan UP, Ann Arbor, 1962 ;
- De Grauwe P., *La main visible*, Editions Duculot, 1987.
- Downs A., *An economic theory of democracy*, Harper & Row, New York, 1957 ;
- Euzéby et Herschtel, 1990, *op. cit.* ; Weber, 1997, *op. cit.* ; Crozet Y., *Analyse économique de l'Etat*, Armand Colin, Paris, 1997;
- Furubotn E.G. et Pejovitch S., *The economics of property rights*, Ballinger Publishing Company, Cambridge, Massachusetts, 1974.
- Greffe X., *Analyse économique de la bureaucratie*, Economica Paris, 1981 ;
- Mueller D.C., *Analyse des décisions publiques*, Economica, 1982;
- Mueller D.C., *Public choice II, A revised edition of Public choice*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989.
- Niskanen W.A., *Bureaucracy and representative government*, Aldine Alberton, Chicago, 1971;
- Tullock G., *Le marché politique*, Economica, Paris, 1978 ;



- d'Alcantara G. et Barten A. P. , « Long run relation between public and private expenditures in the EEC countries », Solari L. et Du Pasquier J.N. (ed.), *Private and enlarged consumption*, North Holland Publication, Company, 1976.
- Gandhi V. P., « Trends in Public consumption and investment : a review of issues and evidence », Recktenald H.C. (ed.), *Tendance à long terme du secteur public 32ème Congrès de l'Institut International des Finances publiques*, Ed. Cujas, Paris, 1978;
- Huart F., *Economie des finances publiques*, Dunod, Paris, 2012
- Keynes J., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Macmillan, London, 1936.
- Mabile X., *Histoire politique de la Belgique*, Editions du Crisp, Bruxelles, 2000.
- Meulders D., *Finances publiques*, Université libre de Bruxelles, 2001;
- Musgrave R., *Fiscal Systems*, Yale University Press, 1969.
- Nagels J., *Eléments d'économie politique, Critiques de la pensée unique*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000
- Peacock A. et Wiseman J., *The growth of public expenditure in the United Kingdom*, Princeton, Princeton University Press, 1967
- Quaden G., « Les finances publiques » in *L'économie belge dans la crise*, Economie 2000, Editions Labor, 1987.



- Trosch A., Principes budgétaires, DES en Administration publique, CERAP, ULB, 2002;
- Wagner A., Finanzwissenschaft, vol. I and II, Leipzig, C.F. Winter, 1877 et 1890;
- de Winter N., Elections et gouvernements, Ed. Creadif, Bruxelles, 1991;
- Précis des règles budgétaires à l'usage des parlementaires, Chambre des représentants, D/2011/4686/14
- Voir site Service public fédéral Budget et Contrôle de gestion : [http://www.begroting.be/portal/page/portal/INTERNET\\_pagegroup/INTERNET\\_home/TAB14\\_9685](http://www.begroting.be/portal/page/portal/INTERNET_pagegroup/INTERNET_home/TAB14_9685)
- L'impôt et la politique fiscale en Belgique, Edité par A. Decoster et Ch. Valenduc, Editions de l'ULB, Economie, 2011;
- Pierre Rion, Alain Trosch, Initiation au droit budgétaire et comptable des administrations publiques, Larcier, 2013

